

84

e 1

171

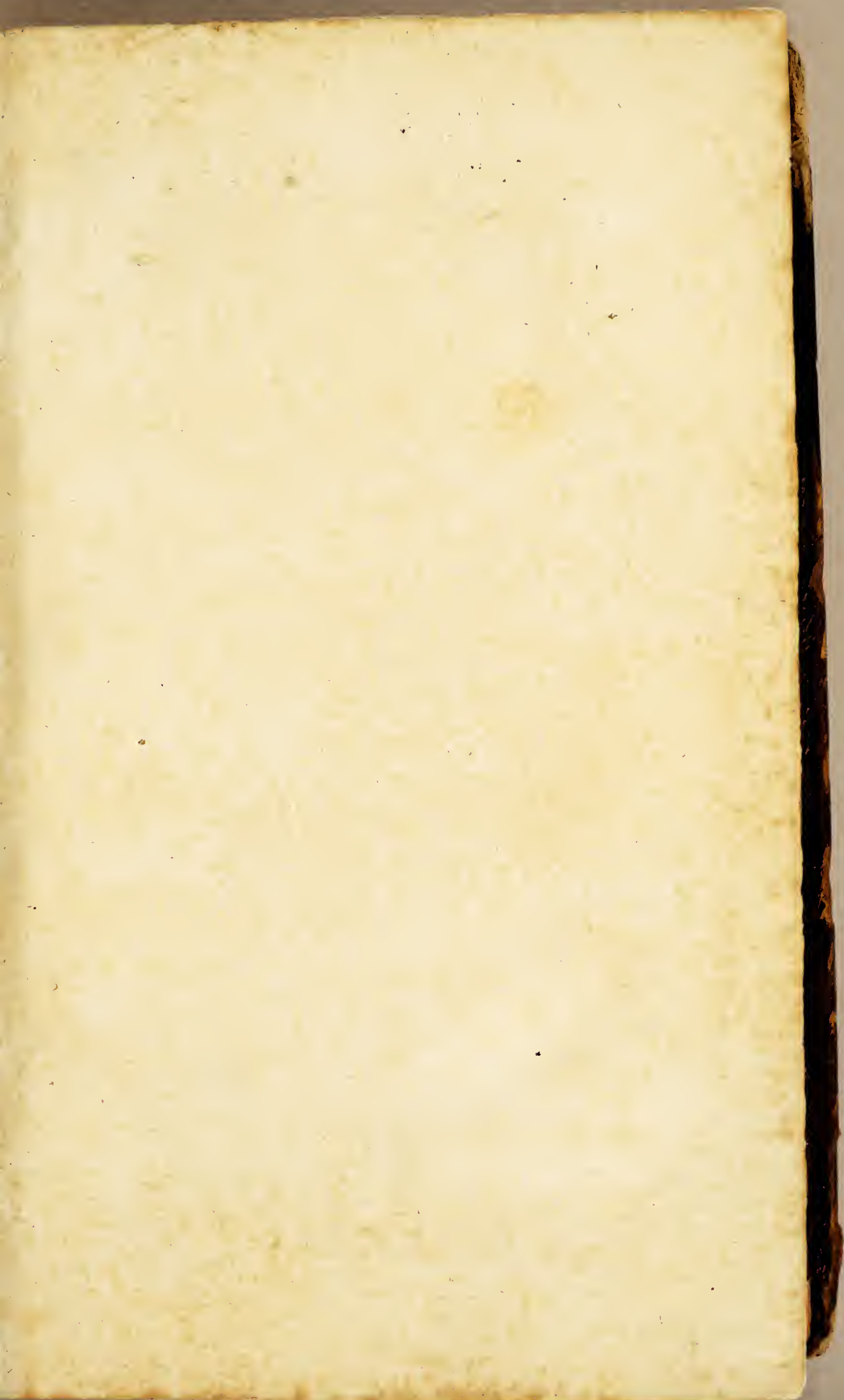
and
he

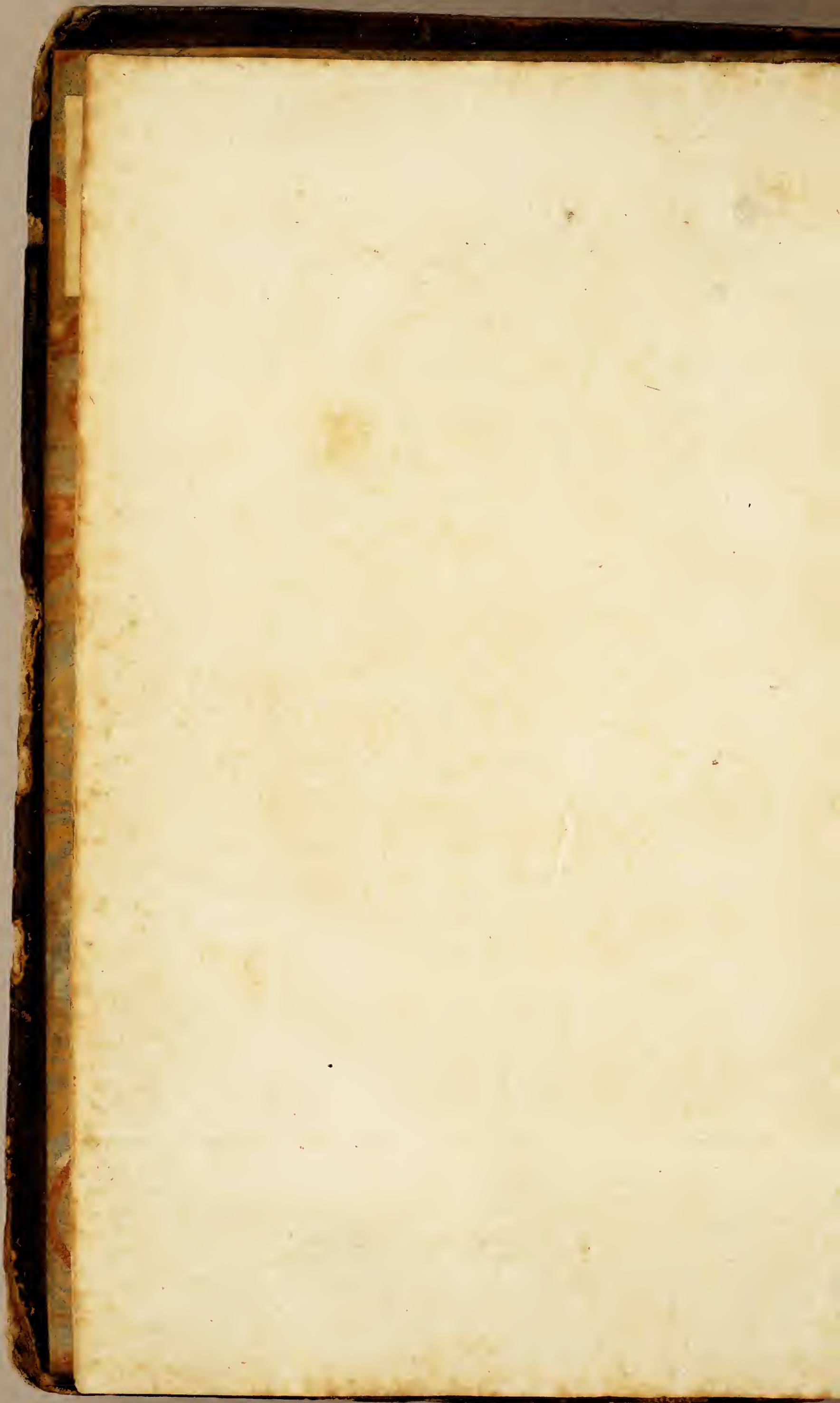


John Carter Brown
Library
Brown University



See Livingston's Passy press
p. 181-188







Benjamin Franklin.

Duplessis, P.

Alex^e. Tardieu, Sc.

CONSTITUTIONS

D E S

TREIZE ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE.



A PHILADELPHIE;

Et se trouve A PARIS,

Chez { PH. - D. PIERRES, Imprimeur Ordinaire
du Roi, rue Saint-Jacques.
PISSOT, pere & fils, Libraires, quai des
Augustins.

1783.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

2000-1900

1000-1000



1000-1000

1000-1000

1000-1000

1000-1000

1000-1000

1000-1000

R E C U E I L

C O N T E N A N T les Constitutions des différens États Indépendans de l'Amérique :

La Déclaration de l'Indépendance :

Les Articles de Confédération entre lesdits États :

Les Traités entre Sa Majesté Très-Chrétienne , & les États - Unis de l'Amérique.

Publié par ordre du Congrès , & imprimé à Philadelphie en 1781.

On y a ajouté

Le Traité d'Amitié & de Commerce entre L. H. P. les Etats-Généraux des Pays - Bas - Unis , & les Etats - Unis de l'Amérique.

Le Traité d'Amitié & de Commerce entre S. M. le Roi de Suede & les Etats-Unis de l'Amérique.

EN CONGRÈS

29 Décembre 1780.

RÉSOLU,

Qu'il sera nommé un Comité de trois Personnes pour recueillir & faire imprimer deux cent Exemplaires, exacts & corrects, de la Déclaration de l'Indépendance, des Articles de Confédération & d'Union perpétuelles, des Alliances entre lesdits Etats-Unis & Sa Majesté Très-Chrétienne, & des Constitutions, ou Formes de Gouvernement des différens États, lesquelles Pièces seront réunies & publiées ensemble.

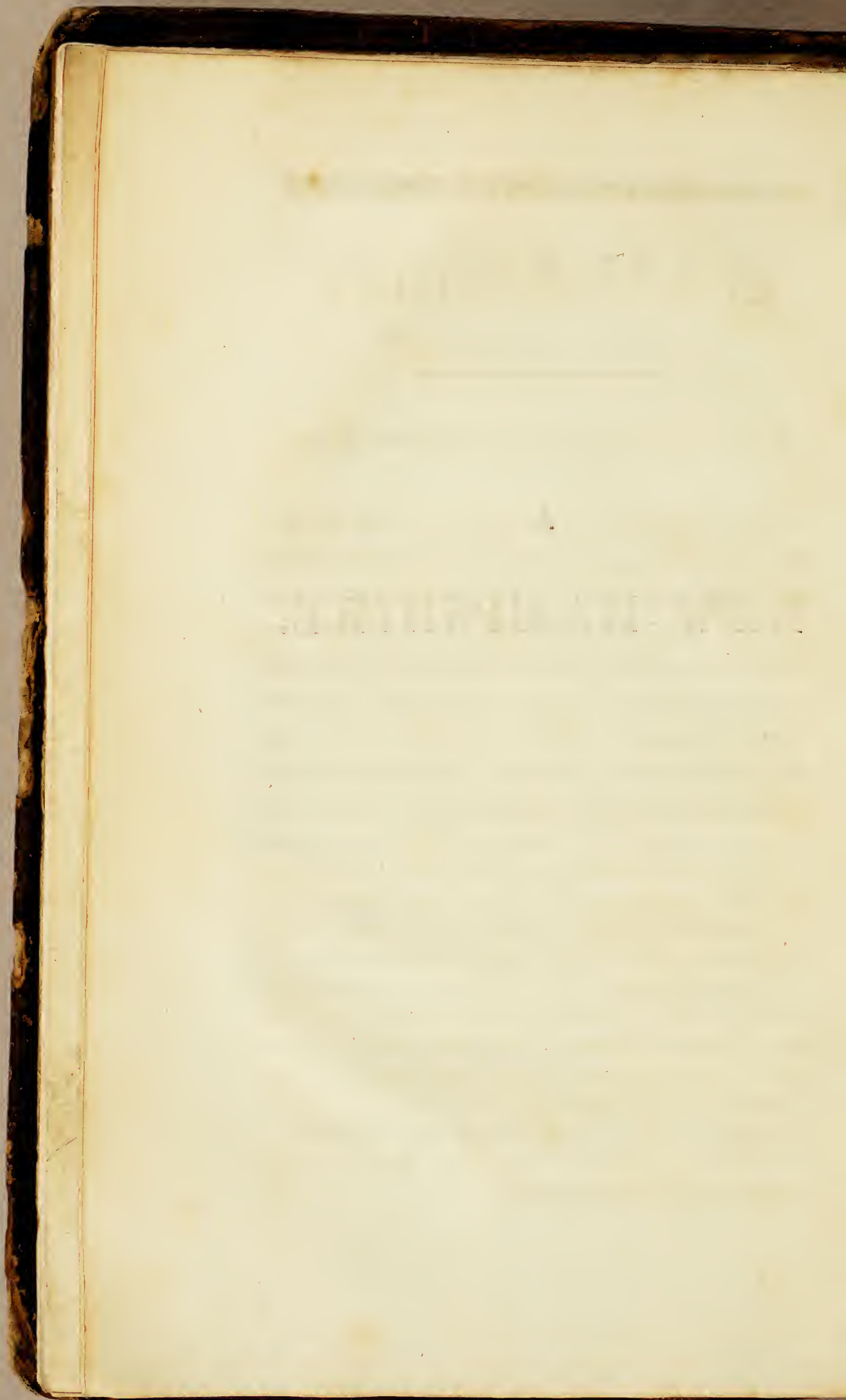
Les Membres choisis en conséquence de cette Résolution, sont M. BÉE, M. WITHERSPOON & M. WOLCOTT.

Extrait des Minutes.

CHARLES THOMPSON, Secrétaire.

I.

NEW-HAMPSHIRE.



NEW-HAMPSHIRE.

En CONGRÈS (1) à EXETER 5 Janvier 1776.

Nous, Membres du Congrès de la Colonie de New-Hampshire, choisis & nommés par les suffrages libres du Peuple de ladite Colonie, autorisés par lui & munis de ses pouvoirs, pour nous assembler, aviser aux moyens, & prendre les mesures que nous jugerons les plus avantageuses au bien public, & en particulier pour établir une forme de Gouvernement, dans le cas où le Congrès Continental nous le recommanderoit ; vu la re-

(1) Les Etats Américains ont appelé les uns *Congrès*, les autres *Convention*, le Corps de Représentans qu'ils ont choisi pour vaquer à la confection de leurs formes de Gouvernement, & ceux qu'ils pourront élire dans la suite pour les changer & les corriger ; on a cru devoir employer dans cette traduction le mot Anglois ; on auroit pu y substituer la périphrase, *Commission générale extraordinaire*, mais elle auroit souvent embarrassé ; la dénomination de *Congrès* donné à ces Corps, ne pourra pas se confondre avec celle donnée à l'Assemblée des Représentans de tous les Etats Unis, que l'on appelle toujours *Congrès général ou continental*.

commandation qui nous a été adressée à cet effet par ledit Congrès ; après avoir mûrement réfléchi sur la malheureuse situation dans laquelle ce pays a été jetté par un grand nombre d'actes oppressifs & vexatoires du Parlement Britannique, qui nous privent de nos droits & de nos privileges naturels & constitutionnels ; considérant que , pour forcer d'obéir à ces actes , le Ministere de la Grande-Bretagne, par un abus insensé & cruel de son autorité, a envoyé dans ce Pays une grande flotte & une puissante armée ; que par ses ordres la vie & les biens des Colons ont été en plusieurs lieux la proie du fer & des flammes , que l'on a pris des vaisseaux & leurs chargemens appartenans à plusieurs habitans honnêtes & industrieux de cette Colonie qui s'adonnoient au commerce , en se conformant aux loix , & aux usages depuis longtemps établis dans ce pays :

Considérant que le départ subit & imprévu de son Excellence Jean Wentworth , Ecuyer , notre dernier Gouverneur , & de plusieurs des Membres du Conseil, nous laissent dénués de toute législation , qu'il n'y a plus de Tribunaux ouverts pour punir les criminels , & que par-là la vie & les biens du bon Peuple de cette Colonie, sont exposés aux machinations, & aux mauvais desseins des méchans.

Nous nous voyons donc réduits , pour la conservation de la tranquillité, du bon ordre, & pour

DE NEW-HAMPSHIRE. §

la sûreté de la vie & des biens des habitans de cette Colonie , à la nécessité d'établir une forme de Gouvernement qui puisse durer & se maintenir pendant la contestation malheureuse , & , pour ainsi dire , contre nature , qui divise maintenant cette Colonie & la Grande-Bretagne ; protestant & déclarant que nous n'avons jamais cherché à nous soustraire à la dépendance de la Grande-Bretagne , mais qu'au contraire , nous nous trouvions heureux sous sa protection , tant que nous avons pu jouir de nos droits & de nos privileges naturels & constitutionnels ; & que nous éprouverons une joie sincere s'il peut s'effectuer entre nous & notre Mere-Patrie une réconciliation qui puisse être approuvée par le Congrès Continental , dans la prudence & la sagesse duquel nous avons mis & mettons notre confiance.

En conséquence , & pour répondre à celle que le Peuple de cette Colonie a mise en nous ; nous arrêtons & déclarons , que le présent Congrès prendra le nom , le pouvoir & l'autorité de *Chambre des Représentans* , ou d'*Assemblée pour la Colonie de New-Hampshire* ; & que ladite Chambre procédera à choisir douze Sujets tous *Francs-Tenanciers* (2), de bonne réputation & habitans dans

(2) *Francs Ténanciers*. Cette dénomination qui s'appliquoit originairement en Angleterre à ceux qui possé-

ladite Colonie , de la maniere suivante ; cinq dans le Comté de Rockingham , deux dans le Comté de Strafford , deux dans le Comté de Hillsborough , deux dans le Comté de Cheshire , & un dans le Comté de Grafton ; lesquels douze Sujets formeront une partie distincte & séparée de la *Législature* (3), sous le nom de Conseil pour cette Colonie ; que ce Conseil restera en fonction jusqu'au troisieme mercredi du mois de Décembre prochain , & que sept de ses Membres feront un *Quorum* (4), & pourront traiter les affaires.

Que ce Conseil nommera son Président , & qu'en l'absence du Président , le Conseiller le plus âgé présidera.

doient leurs terres en *aleu*, ne signifie pas autre chose en Amérique que *possesseurs en propre*, *Propriétaires de terres*.

(3) L'embarras qui résulte dans la diction du mot *Corps législatif* appliqué à un Corps composé de deux autres Corps distincts & séparés, a fait adopter de l'Anglois le mot *Législature* ; il est dans l'analogie de la Langue françoise, qui manque de mot pour représenter cette idée, & *Législature*, qui est le Corps revêtu de la puissance législative, ne peut pas être confondu avec *Législation*, qui est l'action de cette puissance.

(4) On a cru devoir adopter le mot *Quorum* employé par les Anglois, pour signifier le nombre des Membres d'un Corps quelconque nécessaire, pour représenter ce Corps, & remplir toutes les fonctions qui lui sont attribuées. On s'en servira dans le reste de l'ouvrage pour épargner le retour fréquent d'une longue périphrase.

Que les deux Chambres de la Législature nommeront un Secrétaire , qui pourra être un des Conseillers , ou qu'elles choisiront , à leur volonté , parmi toutes autres personnes.

Qu'aucuns actes ou résolutions ne seront valides , ni mis à exécution , que lorsqu'ils auront été passés & arrêtés par les deux Chambres de la Législature.

Que tous les Officiers publics de ladite Colonie & de chacun des *Comtés* (5) pour l'année courante , seront nommés par le Conseil & l'Assemblée , à l'exception des Greffiers des différens Tribunaux qui seront nommés par les Juges de leurs Cours respectives.

Que tous bills , résolutions ou délibérations pour recueillir ou lever de l'argent , seront en premier lieu formés dans la Chambre des Représentans.

Que dans aucunes des *Sessions* (6) du Conseil

(5) Les Anglois ont conservé à leurs Provinces l'ancien nom de *Comtés* qui leur avoit été donné dans le tems du Gouvernement féodal , & ils ont appliqué ce même nom aux différentes subdivisions de leurs Colonies Américaines.

(6) Le mot Anglois *Session* , qui répond au mot François *Affises* , désigne tout l'espace du tems pendant lequel un Corps Politique ou de Judicature est en activité , & doit être distingué du mot *Séance* , qui désigne les tems particuliers pendant lesquels ce Corps est effectivement assemblé chaque jour ; ainsi les Sessions des Législatures Américaines sont toutes à-peu-près d'un an , & leurs Séances sont journalières.

ou de l'Assemblée , l'une des Chambres de la Législature ne pourra pas s'ajourner pour un délai plus long que du samedi au lundi suivant sans le consentement de l'autre Chambre.

Et il est résolu en outre , que si la malheureuse contestation actuelle avec la Grande -Bretagne duroit au-delà de la présente année , & que le Congrès Continental ne donnât pas d'instructions ou de directions à ce contraires , les Membres du Conseil seront choisis par le Peuple de chaque Comté respectif, de la maniere qui sera ordonnée par le Conseil , & par la Chambre des Représentans.

Que le Général & les *Officiers supérieurs* (7) de la Milice , lorsque les emplois vaqueront,

(7) On distingue dans le Militaire les Officiers en trois classes , *Généraux* , *Supérieurs* , *Subalternes* : on appelle *Officiers généraux* , parce qu'ils commandent les différentes armes, sans être attachés à aucune en particulier , les Généraux Majors & Maréchaux de Camp selon les services , & tous ceux au-dessus de ce grade ; les Brigadiers Généraux sont aussi en Amérique Officiers généraux. Les *Officiers supérieurs* sont en France les Brigadiers , & dans tous les services , les Colonels , Lieutenans-Colonels & Majors. Les Capitaines , Lieutenans , &c. sont *Officiers subalternes*. Quant aux *Bas-Officiers* , ce sont des Soldats à qui l'on a donné un titre pour commander les autres ; mais ils diffèrent des Officiers proprement dits , par le lien de l'engagement auquel ils sont soumis.

seront nommés par les deux Chambres, & tous les Officiers subalternes choisis par les Compagnies respectives.

Que tous les Officiers de l'armée seront nommés par les deux Chambres, à moins qu'elles n'en ordonnent autrement pour quelque cas particulier.

Que tous les Officiers Civils de ladite Colonie, & de chacun des Comtés, seront nommés, & le temps qu'ils devront rester dans leurs Offices fixé par les deux Chambres, excepté pour les Greffiers, les Trésoriers des Comtés, & les Gardes des Registres des Actes.

Que le Peuple de chaque Comté choisira chaque année un Trésorier & un Garde des Registres des Actes pour le Comté; que le procès-verbal d'élection de ces Officiers sera envoyé aux Cours respectives des *Sessions générales de Paix* (8) du Comté, pour y être vérifié & certifié de la manière que le Conseil & l'Assemblée l'ordonneront par la suite.

Qu'il sera expédié chaque année le premier jour de Novembre, ou auparavant, des lettres circu-

(8) *Les Juges de Paix* sont des Juges inférieurs chargés de la Police : ils ont droit de faire arrêter les gens qui troublent la tranquillité publique ; il y en a plusieurs dans chaque Comté, ils forment une Cour qui connoît de plusieurs espèces de crimes, même capitaux, & ce sont les Assises de cette Cour que l'on appelle *Sessions générales de Paix*.

10 CONSTITUTION, &c.

lares , au nom du Conseil & de l'Assemblée ,
signées par le Président du Conseil & par l'Orateur
de la Chambre des Représentans , pour procéder
aux élections des Membres du Conseil & de la
Chambre des Représentans ; & que les procès-
verbaux de ces élections seront renvoyés le troi-
sieme mercredi du mois de Décembre suivant , de
la maniere que le Conseil & l'Assemblée le pres-
criront par la suite.

*Dans la Chambre des Représentans , 19 Sep-
tembre 1776.*

VOTÉ ET RÉSOLU ,

Que comme la population s'accroîtra dans quel-
ques villes nouvelles , ou dans quelques établisse-
mens nouveaux de cet Etat d'année en année , ou
dans d'autres périodes de tems , il sera expédié des
Lettres circulaires pour que ces villes ou ces éta-
blissemens envoient des Délégués au Conseil & à
l'Assemblée , de maniere qu'ils soient pleinement
représentés suivant le nombre de leurs habitans ,
& dans la même proportion que les autres parties
de l'Etat.

Envoyé au Conseil pour y être approuvé.

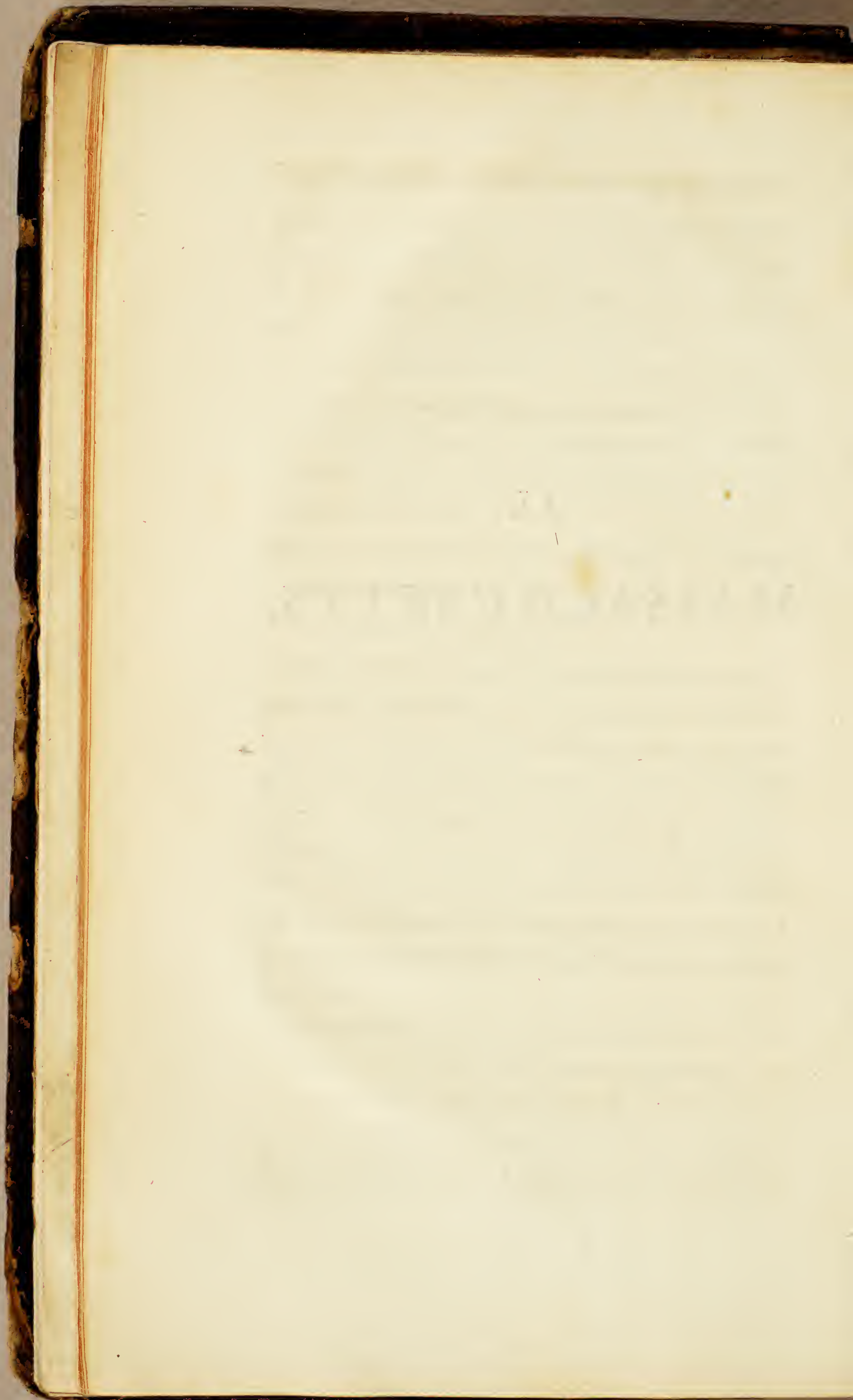
P. WHITE , Orateur.

En Conseil même jour.

Lu & approuvé. E. THOMPSON , Secrétaire.
Collationné par moi , E. THOMPSON Secrétaire.

II.

MASSACHUSETTS.



MASSACHUSETTS.

CONSTITUTION ou Plan de Gouvernement arrêté par les Délégués du Peuple de l'État de la Baye de Massachusetts, dans leur Assemblée tenue & commencée à Cambridge le premier Septembre 1779, & continuée par ajournemens jusqu'au 2 de Mars 1780.

P R É A M B U L E.

LE but de l'institution, du maintien & de l'administration d'un Gouvernement, est d'assurer l'existence du Corps Politique, de le protéger, & de procurer aux individus qui le composent, la faculté de jouir en sûreté, & avec tranquillité de leurs droits naturels, & d'une vie heureuse; & toutes les fois que ces grands objets ne sont pas remplis, le Peuple a droit de changer le

Gouvernement, & de prendre les mesures nécessaires à sa sûreté, à sa prospérité, & à son bonheur.

Le Corps Politique est formé par une association volontaire d'individus. C'est un contrat social par lequel le Peuple entier convient avec chaque Citoyen, & chaque Citoyen avec le Peuple entier, que tous seront gouvernés par certaines loix pour l'avantage commun. Le Peuple doit donc, en formant une Constitution de Gouvernement, pourvoir à une manière équitable de faire les Loix, ainsi qu'aux précautions nécessaires pour que ces Loix soient interprétées avec impartialité & fidèlement exécutées, afin que tout homme puisse dans tous les tems jouir par elles de sa sûreté.

D'après ces principes, *Nous, Peuple de Massachusetts*, nous reconnoissons, & nos cœurs sont pénétrés du sentiment de la plus vive gratitude, nous reconnoissons la bonté signalée du Législateur suprême de l'Univers, qui, par une suite des décrets de sa Providence, nous procure l'occasion & la faculté de faire entre nous tous, avec le tems d'une mûre délibération, avec tranquillité, & sans fraude, violence ni surprise, un pacte, original, explicite & solennel, & de former une Constitution nouvelle de Gouvernement Civil, pour nous & pour notre postérité.

DE MASSACHUSETTS. 15

Et après l'avoir ardemment supplié de nous diriger dans l'accomplissement d'un dessein aussi important , nous arrêtons , nous ordonnons & nous établissons *la Déclaration de Droits, & le Plan de Gouvernement* suivans , pour être *la Constitution de la République de Massachusets.*

PREMIÈRE PARTIE.

*Déclaration des Droits des Habitans de la
République de Massachusetts.*

ART. I. **T**ous les hommes sont nés libres (1) & égaux, ont certains droits naturels, essentiels & inaliénables, parmi lesquels on doit compter d'abord, le droit de jouir de la vie & de la liberté, & celui de les défendre; ensuite le droit

(1) *Note d'un Américain.* On sera peut-être surpris de trouver une distinction d'*hommes libres* dans un pays où l'on croit que tous les hommes le sont. Il en existe encore en Amérique deux classes qui ne le sont pas.

L'une entièrement esclave; ce sont les Nègres. A la vérité plusieurs, & même la plus grande partie des Colonies ont toujours été opposées à leur importation, & souvent ont fait des Loix pour l'empêcher; mais comme le consentement de la Couronne étoit nécessaire pour la confirmation de ces Loix, elles n'ont jamais pu être établies, le Roi les ayant toujours rejetées comme contraires aux intérêts de la Compagnie Angloise d'Afrique: aussi la défense d'importer ces malheureuses victimes de l'avarice européenne a-t-elle été une des premières opérations du Congrès général; & l'on doit croire qu'il ne tardera pas à statuer sur le sort des Nègres actuellement existans dans l'étendue des *Treize Etats Unis*; car, quoique plusieurs
d'acquérir

d'acquérir des propriétés, de les posséder & de les protéger; enfin le droit de chercher & d'obtenir leur sûreté & leur bonheur.

II. C'est un droit aussi bien qu'un devoir pour tous les hommes vivans en société, de rendre à

propriétaires en Pensylvanie leur aient donné la liberté, il en existe encore d'esclaves même dans cette Colonie, & beaucoup dans les Colonies méridionales.

L'autre classe d'*hommes non libres*, ne gémit pas dans l'esclavage, mais elle est privée de la liberté dans le sens politique de ce mot qui implique la part dans le Gouvernement, & le droit de voter aux élections des Officiers publics. Cette seconde classe se subdivise en plusieurs espèces, & comprend :

1°. *Les Enfans mineurs*, c'est-à-dire, qui n'ont pas vingt ans accomplis. Comme ils sont en général sans propriétés jusqu'à cet âge, & sous l'autorité immédiate de leurs pères, on suppose que ceux-ci auroient trop d'influence sur leurs suffrages.

2°. *Les Apprentifs* attachés à un maître pour apprendre de lui le commerce ou une profession quelconque : on présume qu'il auroit sur leurs voix pendant la durée de leur apprentissage une influence de même nature que celle des pères sur leurs enfans.

3°. Enfin *les Domestiques* engagés. Ce sont en général des arrivans d'Angleterre, d'Irlande, d'Allemagne, &c. Beaucoup de ces émigrans n'ayant pas de quoi payer leur passage, conviennent avec les Capitaines qui consentent à les passer, de les servir eux & les personnes auxquelles ils céderont leur droit pendant une, deux, trois ou quatre années plus ou moins, pour leur tenir lieu d'argent ; la

des tems marqués un culte public au grand Créateur & Conservateur de l'Univers. Et aucun Sujet ne doit être troublé, molesté ni contraint dans sa personne, dans sa liberté, ni dans ses biens pour le culte qu'il rend à Dieu de la manière, & dans le tems les plus convenables à

durée de l'engagement se règle sur l'âge & les talens du Domestique : des ouvriers déjà formés n'en contractent que de fort courts.

Les Capitaines en arrivant à l'Amérique, cèdent ces engagements de service aux habitans qui ont besoin de Domestiques ; mais il faut que la cession se fasse devant un Magistrat qui règle l'engagement conformément à la raison & à la justice, & qui oblige les maîtres de promettre par un acte écrit, que pendant la durée de l'engagement le Domestique sera bien & duement nourri, vêtu, logé, &c. qu'on lui apprendra à lire, à écrire & à compter : qu'on lui montrera quelque métier ; qu'on l'instruira dans une profession qui puisse lui procurer par la suite de quoi vivre, & qu'à la fin du terme il sera mis en liberté, & recevra en quittant son maître, un habillement complet & des hardes neuves. On délivre au Domestique une copie de cet engagement, & il en reste une autre sur les registres entre les mains du Magistrat, à qui le Domestique peut dans tous les tems avoir recours, si son maître le maltraite ou n'exécute pas fidèlement sa partie du contrat.

Cette heureuse coutume facilite aux Colonies l'acquisition de nouveaux habitans, & fournit aux pauvres de l'Europe le moyen de se transporter dans un pays où on les forme à une industrie qui leur assure pour la suite une honnête subsistance.

ce que lui dicte sa conscience, ni pour ses sentimens en matière de Religion ; ni pour la Religion qu'il professe ; pourvu qu'il ne trouble point la tranquillité publique, & qu'il n'apporte aucun empêchement au culte religieux des autres.

III. Comme le bonheur d'un Peuple, le bon ordre & la conservation du Gouvernement Civil dépendent essentiellement de la piété, de la Religion, & des bonnes mœurs, qui ne peuvent se répandre parmi tout un Peuple, que par l'institution d'un culte public de la Divinité, & par des instructions publiques sur la Piété, la Religion & la Morale, le Peuple de cette République a donc le droit, pour se procurer le bonheur, & pour assurer le bon ordre & la conservation de son Gouvernement, de donner à sa Législature le pouvoir d'autoriser & de requérir, & la Législature doit par la suite, lorsqu'il sera nécessaire, autoriser les différentes Villes, Paroisses, Districts & autres Corps Politiques ou Sociétés Religieuses, à faire à leurs propres dépens les fonds convenables pour l'institution du culte public de la Divinité, & pour le soutien & l'entretien de Ministres Protestans chargés d'enseigner la Religion & la Morale, & même les en requérir dans tous les cas où ces fonds ne feroient pas faits volontairement.

Le Peuple de cette République a aussi le droit

de revêtir la Législature de l'autorité nécessaire pour enjoindre à tous les Sujets d'assister aux instructions des susdits Instituteurs publics, dans certains tems & dans certaines saisons, s'il y a quelque'une de ces Instructions qu'ils puissent suivre commodément & en conscience.

Pourvu néanmoins que les différentes Villes, Paroisses, Districts & autres Corps Politiques ou Sociétés Religieuses ayent dans tous les tems, le droit exclusif de choisir leurs Instituteurs publics, & de contracter avec eux pour leur entretien.

Tout l'argent payé par chacun des Sujets pour le maintien du culte public, & pour l'entretien des susdits Instituteurs publics, devra, si le contribuable l'exige, être uniformément appliqué à l'entretien de l'Instituteur, ou des Instituteurs publics de sa Secte ou de sa Communion, pourvu qu'il y en ait quelqu'un dont il suive les instructions; sinon cet argent devra être appliqué à l'entretien de l'Instituteur ou des Instituteurs de la Paroisse ou du District dans lequel il aura été élevé.

Et tous Chrétiens, de quelque Communion qu'ils soient, qui se comporteront tranquillement, & comme bons Sujets de la République, seront également sous la protection de la Loi; & la Loi n'établira jamais aucune subordination d'une Secte ou d'une Communion à une autre.

IV. Le Peuple de cette République a seul &

exclusivement le droit de se gouverner comme un Etat libre, souverain & indépendant, & dès à présent, & à tout jamais il exerce & exercera tout pouvoir, toute juridiction, il jouit & jouira de tous les droits qu'il n'a pas expressément délégués, ou qu'il ne délèguera pas expressément par la suite aux Etats-Unis de l'Amérique assemblés en Congrès.

V. Tout pouvoir résidant originairement dans le Peuple, & étant émané de lui, les différens Magistrats & Officiers du Gouvernement revêtus d'une autorité quelconque législative, exécutive ou judiciaire, sont ses Substituts, ses Agens, & lui doivent compte dans tous les tems.

VI. Aucun homme, aucune corporation, aucune association d'hommes ne peuvent avoir, pour obtenir des avantages ou des privilèges particuliers & exclusifs distincts de ceux de la Communauté, d'autres titres que ceux qui résultent de la considération de services rendus au Public; or ces titres n'étant par leur nature ni héréditaires, ni transmissibles à des enfans, à des descendans, ou à des parens, l'idée d'un homme né Magistrat, Législateur ou Juge, est absurde & contre nature.

VII. Le Gouvernement est institué pour le bien commun, pour la protection, la sûreté, la prospérité & le bonheur du Peuple, & non pas

pour le profit, l'honneur, ou l'intérêt particulier d'un homme, d'une famille, d'une classe d'hommes. En conséquence, le Peuple seul a le droit incontestable, inaliénable & imprescriptible d'instituer le Gouvernement, & aussi de le réformer, le corriger, ou le changer totalement, quand sa protection, sa sûreté, sa prospérité & son bonheur l'exigent.

VIII. Pour empêcher que ceux qui sont revêtus de l'autorité ne deviennent oppresseurs, le Peuple a droit de faire rentrer ses Officiers publics dans la vie privée, à certaines époques, & de la manière qui aura été établie par la forme de Gouvernement, & de remplir les emplois vacans par des élections & des nominations régulières.

IX. Toutes les élections doivent être libres, & tous les habitans de cette République ayant les qualités qui seront requises par la forme de Gouvernement, ont un droit égal à élire les Officiers, & à être élus pour les emplois publics.

X. Chaque individu de la Société a droit d'être protégé par elle dans la jouissance de sa vie, de sa liberté & de sa propriété, conformément aux Loix établies. Il est en conséquence obligé de contribuer pour sa part aux frais de cette protection; de donner son service personnel ou un équivalent, lorsqu'il est nécessaire :

mais aucune partie de la propriété d'un individu ne peut avec justice , lui être enlevée , ou être appliquée à des usages publics , sans son propre consentement , ou sans celui du corps qui représente le Peuple : enfin le Peuple de cette République ne peut pas être soumis à d'autres Loix qu'à celles auxquelles le Corps constitutionnel qui le représente , a donné son consentement. Et toutes les fois que les besoins publics exigeront que la propriété d'un individu soit appliquée à des usages publics , il doit en recevoir une indemnité raisonnable.

XI. Tout Sujet de la République doit trouver un remède certain dans le recours aux Loix , pour tous les torts ou injures qu'il peut éprouver dans sa personne , dans sa propriété , dans sa réputation. Il doit obtenir droit & justice gratuitement , & sans être obligé de les acheter ; complètement , & sans qu'on puisse les lui refuser ; promptement & sans délai , & conformément aux Loix.

XII. Aucun Sujet ne peut être tenu de répondre pour une offense ou un crime quelconques , à moins qu'ils ne lui soient énoncés pleinement & clairement , substantiellement & formellement , & ne peut être contraint de s'accuser lui-même , ou de fournir des preuves contre lui-même. Tout Sujet aura droit de produire toutes

les preuves qui peuvent lui être favorables, d'être confronté face à face avec les témoins, & d'être entendu pleinement dans sa défense par lui-même, ou par son conseil, à son choix; & aucun Sujet ne doit être arrêté, emprisonné, dépouillé ou privé de sa propriété, de ses immunités ou de ses privilèges, *mis hors de la protection de la Loi* (2), exilé ou privé de la vie,

(2) On déclare en Angleterre *outlawed*, hors de la protection de la Loi, tout criminel qui refuse de comparaître; c'est une forme imaginée pour l'y forcer, & ses effets sont la mort civile & la confiscation des biens; autrefois même un homme *outlawed* étoit tellement hors de la protection des Loix, que sa vie n'étoit plus sous leur sauvegarde, & que son meurtrier n'étoit point puni. Les anciennes Loix Angloises appelloient la tête d'un homme *outlawed*, *caput lupinum*, tête de loup; & l'on pouvoit le tuer aussi impunément que l'on tue un loup. Mais depuis que les mœurs se sont adoucies, le meurtre dans ce cas est puni comme dans tous les autres, excepté lorsque l'on tue l'homme *outlawed* en s'efforçant de l'arrêter. Cette prononciation a lieu pour les crimes poursuivis par une partie civile, comme pour ceux poursuivis par la partie publique; elle doit être précédée de trois formalités, qui sont le *capias*, ordre d'arrêter, le *exigi facias*, ou ordre de rechercher, & la proclamation; lorsque ces décrets répétés plusieurs fois dans certains délais, n'ont pas produit la comparution du coupable, on le déclare *outlawed*. Quand c'est à la poursuite d'une partie civile, ou à celle de la partie publique pour crimes non capitaux, l'homme

de la liberté ou de ses biens, que par le jugement de ses Pairs en vertu de la Loi du Pays.

Et la Législature ne fera point de Loi pour infliger une punition capitale ou infamante sans une procédure par Jurés, excepté pour la discipline de l'Armée de terre ou de la Marine.

XIII. Dans les poursuites criminelles, la vérification des faits dans le voisinage du lieu où ils se sont passés, est de la plus grande importance pour la sûreté de la vie, de la liberté & de la propriété des Citoyens.

XIV. Tout Sujet a droit d'être à l'abri de toutes recherches & de toutes saisies sans motifs raisonnables, de sa personne, de ses maisons, papiers & de toutes ses possessions. Tous *Warrants* (3)

qui veut arrêter le criminel, doit être muni d'un *Warrant de capias ut lagatum*, c'est-à-dire, d'un ordre pour appréhender l'homme *outlawed*; mais quand c'est pour trahison ou *félonie*, tout le monde a droit de lui courre sus, & de l'arrêter sur la simple notoriété. L'homme mis hors de la protection de la Loi est admis à purger la contumace.

Comme le terme de *félonie* se rencontrera plusieurs fois dans ces Constitutions, il est bon de l'expliquer tout de suite ici. On appelle ainsi dans la Jurisprudence Angloise tous les crimes qui sont punis de mort, ou pour lesquels on prononce la confiscation des biens.

(3) Le *Warrant* est un ordre donné par les Officiers de Justice, & même en Angleterre par les Secrétaires d'Etat, pour faire recherche de personnes ou de choses,

sont donc contraires à ce droit, si la cause ou le motif pour lesquels on les décerne, ne sont pas au préalable certifiés par le serment ou l'affirmation, ou si l'ordre porté par le *Warrant* à un Officier civil, de faire des recherches dans tous les lieux suspects, d'arrêter une ou plusieurs personnes suspectes, ou de saisir leur propriété, n'est pas accompagné d'une désignation spéciale des personnes ou des objets que l'on doit chercher, arrêter ou saisir; & l'on ne doit décerner de *Warrants* que dans les cas & avec les formalités prescrites par la Loi.

XV. Dans toutes les discussions de propriété, & dans tous les procès entre deux ou plusieurs personnes, excepté pour les cas où il en a été usé autrement jusques à présent, les parties ont droit à une *procédure par Jurés* (4); & cette espèce de

& les saisir. Il est ainsi nommé, parce que celui qui les donne en est responsable, *Garant*. Il faut que la cause pour laquelle le *Warrant* est donné y soit exprimée, ainsi que la personne ou la chose qui en sont l'objet. Tout *Général Warrant*, c'est-à-dire, tout *Warrant* qui ordonneroit la recherche ou la saisie d'une personne ou d'une chose quelconques, sans désignation expresse, est contre les Loix.

Le *Warrant* se donne ordinairement à la requête d'une partie civile ou de la partie publique, qui doivent administrer des preuves suffisantes pour l'obtenir.

(4) La *procédure par Jurés* tire son origine de l'an-

procédure fera regardée comme sacrée, à moins que la Législature ne trouve par la suite nécessaire de la changer, dans les causes résultantes de faits qui se sont passés en haute mer, ou dans celles qui concerneront les gages des Matelots.

XVI. La liberté de la presse est essentielle pour assurer la liberté d'un Etat; elle ne doit donc être gênée en aucune manière dans cette République.

XVII. Le Peuple a droit d'avoir & de porter des armes pour la défense commune. Comme en tems de paix les armées sont dangereuses pour la liberté, on ne doit pas en conserver sur pied sans

cien droit d'être jugé par ses Pairs. En Angleterre il n'y a que les Francs-Ténanciers qui puissent être Jurés; il en est de même en Amérique. Le Shériff fait tous les ans une liste des Francs-Ténanciers du Comté; & lorsque les Juges ordonnent qu'il soit procédé par un Juré, ils choisissent sur la liste une certaine quantité de personnes enregistrées, & toujours beaucoup plus qu'il n'en faut pour composer le Juré; dans quelques provinces, comme dans celle de Massachusett's Bay, c'est un enfant qui tire les noms d'une boîte où ils sont enfermés. Les Parties en matière civile & même criminelle ont, outre les cas de récusation portés par la Loi, le droit d'en récuser un grand nombre, sans articuler aucune raison. Les Jurés en matière civile sont appelés pour prononcer sur les points de fait, & même quelquefois sur ceux de droit; leur prononciation s'appelle *Verdict*, du mot latin *vere dictum*, dit véritable, & est portée au Juge qui décide d'après la Loi.

le consentement de la Législature ; & le pouvoir militaire doit toujours être tenu dans une subordination exacte à l'autorité civile, & gouverné par elle.

XVIII. Un recours fréquent aux principes fondamentaux de la Constitution , & une adhésion constante à ceux de la piété, de la justice , de la modération, de la tempérance, de l'industrie & de la frugalité, sont absolument nécessaires pour conserver les avantages de la liberté, & pour maintenir un Gouvernement libre. Le Peuple doit en conséquence faire une attention particulière à ces principes dans le choix de ses Officiers & de ses Représentans ; & il a droit d'exiger de ses Législateurs & de ses Magistrats, qu'ils les observent exactement & constamment, dans la confection & l'exécution de toutes les Loix nécessaires pour la bonne administration de la République.

XIX. Le Peuple a droit de s'assembler d'une manière paisible & en bon ordre, pour consulter sur ce qui intéresse le bien commun. Il a droit de donner des instructions à ses Représentans, & de requérir du Corps législatif, par la voie d'adresses, de pétitions ou de remontrances, le redressement des torts qui lui ont été faits, & le soulagement des maux qu'il souffre.

XX. Le pouvoir de suspendre les Loix, ou de

surfeoir à leur exécution , ne doit jamais être exercé que par la Législature , ou par une autorité émanée d'elle , dans les cas particuliers seulement , pour lesquels la Législature l'aura expressément prescrit.

XXI. La liberté des délibérations , de la parole & des débats dans l'une & l'autre Chambre de la Législature , est si essentielle pour les droits du Peuple , que l'usage de cette liberté ne pourra jamais être le fondement d'aucune accusation ou poursuite , d'aucune action ou plainte dans aucune autre Cour ou lieu quelconques.

XXII. La Législature doit s'assembler fréquemment , pour redresser les torts , pour corriger , fortifier & confirmer les Loix , & pour en faire de nouvelles , suivant que le bien commun l'exigera.

XXIII. Il ne doit être établi , fixé , imposé ni levé aucuns subside , charge , taxe , impôt , ou droits , sous quelque prétexte que ce soit , sans le consentement du Peuple ou de ses Représentans dans la Législature.

XXIV. Des Loix faites pour punir des actions antérieures à l'existence de ces Loix , & qui n'ont point été déclarées criminelles par des Loix précédentes , sont injustes , oppressives & incompatibles avec les principes fondamentaux d'un Gouvernement libre.

XXV. Aucun Sujet ne doit dans aucun cas ,

ni dans aucun tems, être déclaré coupable de trahison ou de félonie par la Législature.

XXVI. Aucun Magistrat ni aucune *Cour de Loi* (5) ne doit demander des cautions ou des sûretés excessives, ni imposer des amendes trop fortes, ni infliger des punitions cruelles ou inutiles.

XXVII. En tems de paix aucun Soldat ne doit être logé dans aucune maison sans le consentement du propriétaire; & en tems de guerre, ces logemens ne doivent être faits que par le Magistrat civil, & en la manière prescrite par la Législature.

XXVIII. Aucune personne ne peut dans aucun cas être assujettie à la *Loi martiale* (6), ou à

(5) En Amérique ainsi qu'en Angleterre, on distingue les Cours de Justice en deux espèces, *Cours de Loi* & *Cours d'Équité*. Les premières sont obligées de juger précisément suivant la lettre de la Loi. Les autres en suivent plutôt l'esprit, & jugent selon l'équité, dans le cas où l'exécution rigoureuse de la Loi seroit une injustice. La procédure y est différente de celle des autres Cours, & il s'y forme d'après la suite des décisions antérieures une Jurisprudence particulière qui répond à la Jurisprudence des Arrêts dans nos Parlemens. Ces Cours ne connoissent que d'affaires civiles.

(6) La *Loi Martiale* est, comme son nom l'indique, la Loi qui régit le Militaire; dans l'état ordinaire les Militaires seuls y sont sujets, & ne le sont même qu'en leur

aucunes peines pécuniaires ou corporelles en vertu de cette Loi, que par l'autorité de la Législature, excepté les personnes employées dans l'Armée de terre ou dans la Marine, & celles employées dans la Milice, en service actuel.

XXIX. Il est essentiel pour la conservation des droits de chaque individu, de sa vie, de sa liberté, de sa propriété & de sa réputation, qu'il y ait une interprétation des Loix, & une administration de la Justice impartiales. C'est un droit appartenant à tous les Citoyens, d'être jugé par des Juges aussi libres, impartiaux & indépendans, que le sort de l'humanité le permet. Il est donc non-seulement de la meilleure politique, mais il est nécessaire pour la sûreté des droits du Peuple en général, & de chaque Citoyen en particulier, que les Juges de la Cour suprême de Judicature soient maintenus dans leurs offices aussi long-tems qu'ils

qualité militaire. Mais il y a des cas où la nécessité oblige pour le salut de l'Etat d'étendre l'activité de cette Loi jusques sur les citoyens, & de suspendre pour un tems l'autorité civile; ces cas sont ceux d'invasion & de rébellion. Cet établissement momentané de la Loi Martiale a eu lieu plusieurs fois dans les Colonies Angloises en tems de guerre, & même quelquefois aussi dans quelques parties de la Grande-Bretagne. Il faut en Angleterre le concours du Parlement & du Roi, pour publier la Loi Martiale; & les Américains ont aussi avec raison réservé ce droit à leurs Législatures.

s'y conduiront bien, & qu'ils aient un salaire honorable, assuré & fixé par des Loix constantes.

XXX. Dans le Gouvernement de cette République, le Département législatif n'exercera jamais le pouvoir exécutif ou judiciaire, ni aucun des deux : le Département exécutif n'exercera jamais le pouvoir législatif ou judiciaire, ni aucun des deux : & le Département judiciaire n'exercera jamais le pouvoir législatif ou exécutif, ni aucun des deux ; afin que ce soit le Gouvernement des Loix, & non pas le Gouvernement des Hommes.

SECONDE PARTIE.

FORME DE GOUVERNEMENT.

LE Peuple habitant le territoire ci-devant appelé *la Province de la Baye de Massachusetts*, convient ici solennellement, & tous les individus qui le composent, conviennent mutuellement de se former en un Corps politique ou État libre, souverain & indépendant, sous le nom de *République de Massachusetts*.

CHAPITRE PREMIER.

De la Puissance Législative.

PREMIÈRE SECTION.

Cour Générale.

ART. I. **L**E Département de la Législation sera composé de deux Chambres, *un Sénat & une Chambre des Représentans*, dont chacune aura le droit négatif sur l'autre.

Le Corps législatif s'assemblera chaque année le dernier mercredi du mois de Mai, & dans tous les autres tems où il le jugera nécessaire; & il se dissoudra & sera dissous le mardi veille dudit dernier mercredi de Mai, & s'intitulera *la Cour générale de Massachusetts*.

II. Aucuns Bill ou Résolution du Sénat ou de la Chambre des Représentans, ne deviendront Loi, & n'auront force de Loi, qu'après avoir été présentés au Gouverneur pour sa révision; & si d'après cette révision le Gouverneur les approuve, il fera connoître son approbation en les signant. S'il a quelque objection à faire contre la passation d'un Bill ou d'une Résolution, il les renverra, en y joignant ses objections par écrit, au Sénat ou à la Chambre des Représentans; c'est-à-dire, à celle de ces deux Chambres de la Législature où l'Acte aura pris naissance, & la Chambre enregistrera tout au long dans ses registres les objections envoyées par le Gouverneur, & procédera à examiner de nouveau ledit Bill ou ladite Résolution. Mais si d'après ce nouvel examen, les deux tiers du Sénat ou de la Chambre des Représentans sont d'avis, nonobstant les objections, de passer lescits Actes, ils seront envoyés avec les objections à l'autre Chambre de la Législature, pour y être aussi examinés de nouveau; & s'ils y sont approuvés par les deux tiers des

Membres présens, ils auront force de Loi. Dans tous ces cas la votation dans les deux Chambres se fera *par oui & par non* (7); & les noms des Votans pour ou contre lesdits Bill ou Résolution, seront couchés sur les registres publics de la République.

Et pour prévenir tous délais inutiles, si quelques Bill ou Résolution ne sont pas renvoyés par le Gouverneur cinq jours après qu'ils lui auront été présentés, ils auront force de Loi.

III. La Cour générale aura dorénavant plein pouvoir & autorité d'ériger & d'établir des Tribunaux & Cours *qui auront des registres* (8), &

(7) La manière de prendre les voix par *oui & par non*, pratiquée dans la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne, & adoptée par les Américains, consiste à réduire la proposition dans une forme qui puisse être décidée par une simple affirmation ou négation; c'est l'Orateur de la Chambre qui est chargé de ce soin, & cela s'appelle *sum up the motion*, résumer la proposition. Lorsque la proposition est ainsi résumée & présentée, les Membres font connoître leur vœu en criant tous ensemble, les uns *oui*, les autres *non*: l'Orateur qui a l'oreille exercée, proclame l'avis de la pluralité, d'après le son qui lui a paru réunir le plus grand nombre de voix; mais s'il est en doute, ou si quelqu'un réclame contre sa décision, il recueille les voix & les compte.

(8) On distingue en Angleterre les Cours de Justice en *Courts of record*, Cours à registres, & *Courts of no*

d'autres qui n'en auront pas. Toutes ces Cours agiront au nom de la République ; elles informeront , procéderont & jugeront sur toutes espèces de crimes, délits, discussions, procès, plaintes, actions, causes & choses quelconques qui s'élèveront ou arriveront dans la République , entre ou concernant des personnes habitant, résidant, ou amenées dans son territoire ; soit que ces causes soient civiles ou criminelles , que lesdits crimes soient capitaux ou non capitaux , & soit que lesdites discussions soient réelles, personnelles ou mixtes ; & elles feront exécuter leurs décisions , & pourront donner à cet effet les ordres nécessaires.

Il leur est aussi donné & accordé par la présente Constitution pleins pouvoirs & autorité d'administrer dans l'occasion le serment ou l'affirmation , pour mieux découvrir la vérité dans toute matière en cause & pendante devant eux.

IV. Et en outre il est ici donné & accordé à

records, Cours qui n'ont pas de registres. Les premières qui représentent les anciennes Cours de la Couronne, ont une Jurisdiction supérieure & plus importante, & leurs décisions en conséquence sont conservées avec soin, & font autorité ; les autres qui représentent les Cours des anciens vassaux de la Couronne, n'ayant qu'une Jurisdiction inférieure, leurs décisions sont de peu de conséquence, & on ne les conserve point.

ladite Cour générale pleins pouvoirs & autorité d'ordonner & établir dans l'occasion toutes espèces d'ordres, loix, statuts & ordonnances, directions & instructions salutaires & raisonnables, & d'y attacher ou non des amendes, de manière pourtant que ces Actes ne répugnent point & ne soient point contraires à la présente Constitution; & de faire tous Actes qu'elle jugera convenables pour le bien & l'avantage de cette République, pour le Gouvernement & le bon ordre de la République & de ses Sujets, & pour le soutien nécessaire & la défense de son Gouvernement. La Cour générale aura aussi pleins pouvoirs & autorité de nommer & établir annuellement, ou de pourvoir par des Loix fixes à la nomination & à l'établissement de tous les Officiers civils de la République, à l'élection & à l'institution desquels il n'aura pas été pourvu autrement ci-après dans la présente forme de Gouvernement; de fixer les différens devoirs & pouvoirs, & leurs bornes pour les différens Officiers civils & militaires de la République; & de prescrire la forme des sermens ou affirmations que ces différens Officiers devront prêter pour entrer en fonctions de leurs offices ou emplois; de manière que toutes ces choses ne répugnent point & ne soient point contraires à la présente Constitution. Ladite Cour générale aura encore pleins pouvoirs & autorité

d'imposer & lever des taxes proportionnelles & raisonnables sur tous les habitans, les gens résidans, & sur les biens fonds situés dans le territoire de la République, & aussi d'imposer & lever des droits raisonnables sur toutes les productions, biens, denrées, marchandises & effets quelconques importés, produits ou manufacturés, existant dans ledit territoire; pour être le revenu provenant desdites taxes, droits, &c. distribué & appliqué, en vertu d'Ordonnances signées par le Gouverneur actuel de la République, de l'avis & du consentement du Conseil, aux différens services publics, tant pour la défense nécessaire & le maintien du Gouvernement de ladite République, que pour la protection & la conservation de ses Sujets, conformément aux Actes qui y font ou qui y feront en vigueur.

Et tant que les charges publiques du Gouvernement seront en tout ou en partie imposées par têtes ou sur les biens fonds, dans la manière pratiquée jusques à présent, l'estimation de tous les biens fonds de la République sera renouvelée une fois au moins tous les dix ans, & plus souvent si la Cour générale l'ordonne, afin que leur assiette puisse être faite avec égalité.

SECTION II.

Le Sénat.

ART. I. **I**L fera élu annuellement par les Francs Tenanciers & les autres habitans de cette République, ayant les qualités prescrites par la Constitution, quarante personnes pour être Conseillers ou Sénateurs pendant l'année qui suivra leur élection; ces quarante Sujets seront choisis par les habitans des districts dans lesquels la République pourra être divisée à cet effet, selon les tems, par la Cour générale. Et la Cour générale, en assignant le nombre des Membres du Sénat que les districts devront respectivement élire, se réglera sur la proportion des taxes payées par les susdits districts, & fera connoître à tems aux habitans de la République, les limites de chaque district, & le nombre de Conseillers & de Sénateurs qui devront être choisis dans chacun; mais le nombre des districts ne fera jamais au-dessous de treize, & aucun district ne fera assez grand pour devoir élire plus de six Sénateurs.

Et jusques à ce que la Cour générale juge à propos de changer la division actuellement existante,

les différens Comtés de cette République seront réputés Districts pour le choix des Conseillers & Sénateurs (excepté que les Comtés du Duc & de Nantucket ne formeront à cet effet qu'un seul district.) Et ils éliront le nombre suivant de Sujets pour Conseillers & Sénateurs ; savoir :

Suffolk	fix.
Effex	fix.
Middlesex	cinq.
Hampshire	quatre.
Plymouth	trois.
Barnstable	un.
Bristol	trois.
York	deux.
Le Comté du Duc & de Nantucket ,	un.
Worcester	cinq.
Cumberland	un.
Lincoln	un.
Berkshire	deux.

II. Le Sénat fera la première Chambre de la Législature , & les Sénateurs seront choisis de la manière suivante ; il y aura toujours par la suite , le premier lundi du mois d'Avril de chaque année , une assemblée des habitans de chaque *ville*.

(9) dans les différens Comtés de cette République : cette Assemblée fera convoquée par *les Officiers municipaux* (10) & annoncée selon les formes prescrites, sept jours au moins avant le premier lundi d'Avril, à l'effet d'élire les Sujets pour être Sénateurs ou Conseillers. Et dans ces assemblées, tout habitant mâle, âgé de vingt-un ans & au-dessus, & possédant un bien fonds en franche-tenue dans cette République, de trois livres sterling de revenu, ou un bien quelconque de la valeur de soixante livres sterling, aura droit de donner son suffrage pour les Sénateurs du district dont il sera habitant. Et pour écarter toute espece de doute sur la signification du mot *habitant* dans la présente Constitution, tout homme sera réputé *habitant*, à l'effet d'élire ou d'être élu pour quelque office ou place de l'État, dans la ville, le district ou la *bourgade* (11) où il demeurera & où il aura sa maison.

(9) Lorsque dans ces Constitutions il est question des villes relativement à leurs assemblées & à leurs droits d'élection, &c, il faut toujours entendre *Ville & Banlieue*, les Anglais rendent ces deux idées par le mot *Town*.

(10) On a rendu ici le mot anglais *Selectmen*, *Hommes choisis*, par *Officiers municipaux*, parce qu'ils remplissent à-peu-près les mêmes fonctions.

(11) On a cru pouvoir rendre par le mot *Bourgade* le nom de *Plantation* donné par les Anglais aux premiers

Les Officiers municipaux des différentes villes présideront à ces Assemblées avec impartialité ; ils recevront les suffrages de tous les habitans de la ville présens , & qui auront qualité pour l'élection des Sénateurs , ils les trieront & les compteront en pleine assemblée , & en présence du Greffier de la ville , qui enregistrera exactement en pleine assemblée & en présence des Officiers municipaux le nom de chaque sujet pour lequel on aura voté , & le nombre des suffrages qui auront rapport à chaque nom ; il sera fait une expédition de ce registre qui sera certifiée par les Officiers municipaux & le Greffier de la ville , scellée & adressée au Secrétaire de la République actuellement en charge , avec une suscription qui indiquera les objets de son contenu , & délivrée par le Greffier de la ville au Shériff (12) du Comté dans lequel

établissmens de leurs Colons , qui n'ont pas encore pris une forme régulière de ville ou de village , & qui ne sont encore que des habitations éparées ; ce nom même est quelquefois resté à des établissemens devenus considérables & réguliers , comme celui de Providence , qui est toujours appelé dans les Chartes Anglaises *Colonie de Rhode-Island, & Plantation de Providence.*

(12) Le Shériff est le premier Magistrat du Comté : ce mot vient de *Shire* , qui signifie en anglais *Comté*. C'est le Shériff qui préside aux assemblées du Comté , qui fait la liste des Jurés ; il est à la fois Officier d'administration , & Juge dans certains cas : c'est un emploi très-important.

elle est située , trente jours au moins avant le dernier mercredi du mois de Mai de chaque année ; ou bien elle fera délivrée dans le Bureau du Secrétaire dix-sept jours au moins avant le susdit dernier mercredi de Mai ; & le Shériff de chaque Comté délivrera dans le Bureau du Secrétaire les certificats qu'il aura reçus , dix-sept jours avant ce même dernier mercredi de Mai.

Les habitans des bourgades qui n'ont pas encore de chartes d'incorporation , ayant les qualités requises par la Loi , qui sont ou seront autorisés à s'imposer des taxes pour le maintien du Gouvernement , & sur qui l'on percevra ces taxes , auront le même droit de suffrages pour l'élection des Conseillers & Sénateurs dans la bourgade où ils résident , que les habitans des villes ont dans leurs villes respectives. Les Assemblées des bourgades pour cet objet se tiendront annuellement le même premier lundi d'Avril , dans le lieu indiqué pour chacune par les Assesseurs respectifs ; & ces Assesseurs auront pour convoquer les Electeurs , pour recueillir les suffrages & en rendre compte , la même autorité que les Officiers municipaux & les Greffiers des villes , en vertu de la présente Constitution. Et toutes autres personnes, qui ayant qualité, comme il est dit ci-dessus , & vivant dans des habitations qui ne tiennent encore à aucune corporation ,

feront imposées pour le maintien du Gouvernement par les Assesseurs d'une ville adjacente , auront le privilege de voter à l'élection des Conseillers & Sénateurs , dans la ville dans laquelle ils seront imposés , & feront en conséquence avertis à cet effet du lieu de l'assemblée par les Officiers municipaux de cette ville.

III. Afin qu'il puisse y avoir une assemblée complete des Sénateurs le dernier mercredi de Mai de chaque année, le Gouverneur , & cinq Membres du Conseil actuellement en charge , examineront le plutôt possible les expéditions des registres qui auront été envoyées ; & , quatorze jours avant ledit dernier mercredi de Mai , le Gouverneur expédiera ses lettres de convocation à ceux qui paroîtront avoir été choisis par la pluralité des suffrages , pour qu'ils se rendent & prennent leurs séances ce jour-là ; mais pour la premiere année , lesdites expéditions des registres seront examinées par le Président & cinq Membres du Conseil de l'ancienne Constitution de Gouvernement ; & ledit Président expédiera ses lettres de convocation , aux Sujets ainsi élus , pour qu'ils viennent prendre séance , comme il est dit ci-dessus.

IV. Le Sénat sera Juge souverain & en dernier ressort , des élections , des certificats & des qualités de ses Membres , d'après les règles établies par la Constitution ; & le susdit dernier mercredi

de Mai de chaque année, il décidera & déclarera qui sont les Sujets élus pour Sénateurs dans chaque district à la pluralité des voix ; & s'il arrive que dans le nombre complet des Sénateurs portés sur les expéditions des registres, il paroisse que quelques-uns n'aient pas été élus dans leur district à la pluralité des suffrages, on suppléera au déficit de la manière suivante, savoir : les Membres de la Chambre des Représentans, & ceux des Sénateurs qui auront été déclarés dûment élus, prendront les noms des Sujets qui, dans ce district, auront réuni la plus grande quantité de suffrages, sans avoir été élus, jusqu'à la concurrence du double des Sénateurs manquans, s'il y a ce nombre de Sujets qui aient reçu des suffrages ; & ils éliront au scrutin parmi ces Sujets le nombre de Sénateurs nécessaire pour remplir le vuide de ce district : de cette manière, toutes les places vacantes dans tous les districts de la République se trouveront remplies ; & l'on suppléera de la même manière aussi promptement qu'il sera possible, à toutes les vacances des places de Sénateurs, soit par mort, par éloignement de l'Etat, soit par toutes autres causes.

V. Mais aucun Sujet ne pourra être élu pour Sénateur, s'il n'est pas possesseur en son propre & privé nom d'une franche-tenue dans le territoire de la République, valant au moins trois cens

livres sterlings , ou d'un effet mobilier valant au moins six cens livres sterling , ou de deux montant ensemble à cette somme ; s'il n'a pas été habitant de cette République pendant les cinq années qui auront immédiatement précédé son élection ; & s'il n'est pas , au tems de son élection , habitant du district pour lequel il aura été choisi.

VI. Le Sénat aura le pouvoir de s'ajourner lui-même , pourvu que ce ne soit pas pour plus de deux jours à chaque fois.

VII. Le Sénat choisira son Président , nommera ses Officiers , & réglera ses formes de procéder.

VIII. Le Sénat fera Cour de Justice , avec pleine autorité pour entendre & décider toutes *accusations de crimes d'État* (13) intentées par la Chambre des Représentans contre tout ou tous Officiers de la République , pour mauvaise conduite , ou

(13) On a rendu le mot anglais *Impeachment* par *accusation de crime d'État*. Ce terme s'applique à une procédure particulière aux procès pour malversations dans les grands emplois ; c'est en Angleterre la Chambre des Communes qui se rend accusatrice devant celle des Pairs , à qui seule la connoissance de ces causes est réservée en sa qualité de Cour suprême de Justice. En Amérique , c'est la Chambre inférieure de la Législature qui sera accusatrice , & la Chambre supérieure qui jugera , excepté en Pensylvanie , où il n'y a qu'un seul Corps de Législation nommé *Assemblée générale* ; c'est elle qui poursuit les *Impeachments* , & le Conseil d'État qui les juge.

malversation dans leurs Offices. Mais avant de procéder sur une accusation de crime d'Etat, les Membres du Sénat seront respectivement tenus de prêter serment, qu'ils procéderont & jugeront sur la charge en question, sincèrement & impartialement d'après les preuves : leur jugement néanmoins ne pourra pas s'étendre plus loin qu'à la destitution de l'Office, & à l'incapacité de posséder aucune place d'honneur, de confiance ou de profit au service de cette République; mais la Partie ainsi convaincue fera néanmoins sujette à être poursuivie en vertu d'une *plainte* (14)

(14) Le mot anglais *Indictment*, qu'on a rendu ici par *Plainte*, est effectivement le premier acte de la procédure criminelle. Le *Bill d'Indictment* est remis à un grand Juré, c'est-à-dire, à un Juré composé de quinze personnes au moins qui met au dos du Bill, *Ignoramus*, s'il ne trouve pas de fondement à l'accusation, ou *Billa vera*, s'il la trouve fondée; mais pour répondre de cette dernière manière & autoriser l'accusation, il faut les voix réunies de douze des Membres du grand Juré, dans ce dernier cas la plainte est reçue, & l'accusé est *Indicted*. On procède ensuite aux informations par un petit Juré composé de douze personnes seulement. Lorsque l'examen de l'affaire est fini, & que l'accusé a été entendu par lui & par ses conseils, le petit Juré prononce *Guilty*, *il est coupable*, ou *not Guilty*, *il n'est pas coupable*; mais la première prononciation ne peut avoir lieu que par le suffrage unanime de douze Jurés : le Juge ensuite ouvre la Loi, & prononce la peine qu'elle prescrit.

devant les Tribunaux ordinaires , & soumise à la procédure & à la punition conformes à la Loi du Pays.

IX. Il ne faudra pas moins que seize Membres du Sénat pour former un *Quorum* qui puisse agir légitimement.

S E C T I O N I I I .

Chambre des Représentans.

ART. I. **I**L y aura dans la Législature de cette République, une représentation du Peuple, élue annuellement & fondée sur le principe de l'égalité.

II. Et afin de pourvoir à une représentation des Citoyens de cette République, fondée sur le principe de l'égalité, toute ville formant corporation qui contiendra cent cinquante *têtes imposables* (15) pourra élire un Représentant : toute ville formant corporation, & contenant trois cens soixante-cinq habitans imposables, pourra élire deux Représentans; toute ville formant corporation & contenant six cens habitans imposables, pourra élire trois Représentans; & en suivant cette

(15) Un homme n'est imposable qu'à vingt-un ans, âge fixé par les Loix pour la majorité.

progreſſion, deux cens vingt-cinq habitans impoſables donneront le droit d'élire un Représentant de plus.

Cependant toute ville formant actuellement corporation, quoiqu'elle n'ait pas cent cinquante habitans ſuſceptibles d'être taxés, pourra élire un Représentant ; mais à l'avenir on ne donnera de charte de corporation, avec le privilège d'élire un Représentant, à aucun lieu, à moins qu'il n'y ait cent cinquante habitans impoſables.

La Chambre des Représentans pourra, ſi le cas arrive, condamner à une amende les villes qui négligeront de choiſir des Représentans, & d'envoyer le procès-verbal de leur élection conformément à la préſente Conſtitution.

Les frais de voyage, pour ſe rendre à l'Assemblée & pour en revenir, ſeront payés une fois ſeulement dans chaque ſeſſion, & jamais plus, par le Gouvernement, des fonds du tréſor public, à chaque Membre qui, au jugement de la Chambre, ſe ſera rendu auſſi exactement à tems qu'il l'aura pu, & qui ne ſera pas parti ſans la permiſſion de la Chambre.

III. Tout Membre de la Chambre des Représentans ſera choiſi par des ſuffrages écrits ; il devra avoir été habitant de la ville pour laquelle il aura été élu, pendant l'année au moins qui aura précédé immédiatement ſon élection, &

posséder dans son territoire en son propre & privé nom , une franche-tenue valant cent livres sterling , ou un bien impofable quelconque valant deux cens livres sterling ; & il cessera de représenter ladite ville aussi-tôt qu'il perdra quelqu'une des qualités ci-dessus.

IV. Tout habitant mâle , âgé de vingt-un ans , & résidant depuis un an dans une ville de cette République , ayant dans le territoire de cette ville une franche-tenue de trois livres sterling de revenu , ou un bien quelconque valant soixante livres sterling , aura droit de suffrages à l'élection du Représentant ou des Représentans de cette ville.

V. Les Membres de la Chambre des Représentans feront choisis chaque année dans le mois de Mai , dix jours au moins avant le dernier mercredi de ce mois.

VI. La Chambre des Représentans fera la grande *Cour d'Enquêtes* (16) de cette République , & toutes les accusations de crimes d'Etat faites par elle feront entendues & jugées par le Sénat.

VII. Tous les Bills d'argent prendront nais-

(16) *Le grand Enquêteur* (c'est le nom d'un Office de Judicature en Angleterre) étoit chargé d'instruire tous les crimes contre l'Etat , comme le grand Juré d'instruire tous les crimes contre les Loix dans son district.

fance dans la Chambre des Représentans ; mais le Sénat pourra y proposer des changemens , ou y concourir avec des changemens , comme sur les autres Bills.

VIII. La Chambre des Représentans aura le pouvoir de s'ajourner elle-même ; mais jamais pour plus de deux jours à chaque fois.

IX. Il ne faudra pas moins de soixante Membres de la Chambre des Représentans pour constituer un *Quorum* qui puisse traiter des affaires.

X. La Chambre des Représentans fera Juge des certificats , des élections & des qualités de ses Membres , d'après les règles établies par la Constitution ; elle choisira son Orateur , nommera ses Officiers & réglera son ordre & ses formes de procéder. Elle aura l'autorité de punir de la prison toute personne , même n'étant point de ses Membres , qui se rendra coupable de manque de respect envers elle , soit en causant du désordre , soit en tenant des propos injurieux ou méprisans en sa présence ; ou qui , dans la ville où siégera la Cour générale , & durant le tems de ses Sessions , menacera quelqu'un de ses Membres dans sa personne ou dans ses biens , pour une chose dite ou faite dans la Chambre , ou qui les attaquera pour pareil sujet , ou qui attaquera ou arrêtera quelque témoin ou toute autre personne mandée par la Chambre , soit en s'y ren-

dant, soit en s'en retournant ; ou bien qui délivrera quelque personne arrêtée par ordre de la Chambre.

Et aucun Membre de la Chambre des Représentans ne pourra être arrêté, ni tenu de donner caution pour une action civile durant son voyage pour se rendre à la Chambre, ou son retour, ou pendant qu'il siégera.

XI. Le Sénat aura les mêmes pouvoirs dans les mêmes cas ; le Gouverneur & le Conseil auront aussi la même autorité pour punir en cas pareils, pourvu qu'aucun emprisonnement en vertu d'un *Warrant* ou d'un ordre du Gouverneur, du Conseil, du Sénat ou de la Chambre des Représentans pour quelque'un des délits désignés ci-dessus, ne soit pas pour un terme au-delà de trente jours.

Le Sénat & la Chambre des Représentans pourront examiner & décider par le ministère de Comités de leurs Membres respectifs, ou de toute autre manière qu'ils jugeront respectivement convenable, tous les cas qui intéresseront leurs droits & leurs privilèges, & tous ceux que, par la Constitution, ils ont le droit d'examiner & de décider.

CHAPITRE II.

Puissance exécutrice.

PREMIÈRE SECTION.

Gouverneur.

ART. I. **I**L y aura un premier Magistrat chargé supérieurement de la Puissance exécutrice, dont le nom sera *Gouverneur de la République de Massachusetts*, & qui sera traité d'*Excellence*.

II. Le Gouverneur sera choisi tous les ans; & aucun Sujet ne sera éligible pour cet office, si au tems de son élection il n'a pas été habitant de cette République pendant les sept années immédiatement précédentes; s'il n'est pas au tems aussi de son élection possesseur en son propre & privé nom d'une franche-tenue dans le territoire de la République, valant mille livres sterling; & s'il ne se déclare pour être de la Religion Chrétienne.

III. Les personnes ayant qualité pour voter aux élections des Sénateurs & des Représentans dans

les différentes Villes de la République, donneront dans une Assemblée convoquée à cet effet, le premier lundi du mois d'Avril de chaque année, leur suffrage pour un Gouverneur, aux Officiers Municipaux qui présideront à cette Assemblée; & le Greffier de la Ville, en présence & assisté des Officiers Municipaux en pleine Assemblée, triera & comptera les suffrages, & formera une liste des personnes pour qui l'on aura voté, avec le nombre de suffrages pour chacune, accolé à son nom; il enregistrera cette liste sur les registres de la Ville, & en fera lecture à haute & intelligible voix dans l'Assemblée; il scellera, en présence des habitans, des expéditions de cette liste certifiées par lui & les Officiers Municipaux, & les enverra au Shériff du Comté, trente jours au moins avant le dernier mercredi de Mai; le Shériff les enverra dans les bureaux du Secrétaire, dix-sept jours au moins avant le susdit dernier mercredi de Mai, ou bien les Officiers Municipaux pourront y faire parvenir de pareilles expéditions dix-sept jours au moins de même avant ledit jour, & le Secrétaire les présentera le dernier mercredi de Mai au Sénat & à la Chambre des Représentans, pour y être examinées. Dans le cas où l'un des Sujets balottés aura la pluralité sur le nombre total des voix, le choix sera déclaré & proclamé par les deux

Chambres ; mais si aucun n'a réuni cette pluralité en sa faveur , la Chambre des Représentans élira deux Sujets parmi les quatre qui auront eu le plus grand nombre de suffrages , s'il y en a ce nombre pour qui l'on ait voté , sinon elle en élira deux parmi les balottés , & présentera au Sénat les deux Sujets ainsi élus , parmi lesquels le Sénat en élira un au scrutin , qui sera déclaré Gouverneur (17).

IV. Le Gouverneur aura l'autorité , dans l'occasion & à sa volonté , d'assembler & convoquer les Conseillers de cette République actuellement en charge ; & le Gouverneur avec ces Conseillers , ou au moins cinq d'entre-eux , devra & pourra dans l'occasion tenir un Conseil pour ordonner & diriger les affaires de cette République , conformément à la Constitution & aux Loix du Pays.

V. Le Gouverneur , avec l'avis du Conseil ,

(17) Cet article demande une courte explication que voici. S'il y a , par exemple , cent Electeurs , il faudra qu'un Sujet ait au moins cinquante-une voix pour être proclamé Gouverneur sans autre formalité ; mais si aucun n'a réuni cinquante-une voix , & que sur six Sujets balotés , par exemple , quatre aient eu de quarante à cinquante voix , & les deux autres n'en aient eu que trente à quarante , la Chambre des Représentans élira deux Sujets sur les quatre premiers , pour les présenter au Sénat.

aura plein pouvoir & autorité, durant la session de la Cour générale, de l'ajourner ou de la proroger pour le tems que les deux Chambres désireront, & aussi de la dissoudre la veille du dernier mercredi de Mai; &, dans les vacances de ladite Cour, de la proroger d'une époque à une autre, mais jamais pour plus de quatre-vingt-dix jours dans une seule vacance; & de la rassembler avant l'époque à laquelle elle aura pu être ajournée ou prorogée, si le bien de la République l'exige; & dans le cas où il se déclareroit quelque maladie contagieuse dans le lieu où ladite Cour devoit se rassembler, ou pour toute autre cause qui mettroit en danger la santé ou la vie des Membres de la Cour, en faisant leur service, il pourra ordonner que la session se tienne dans quelqu'autre lieu de l'Etat le plus commode & le plus convenable.

Le Gouverneur dissoudra ladite Cour générale la veille du dernier mercredi de Mai.

VI. Dans le cas d'avis différent entre les deux Chambres, relativement à la nécessité, la convenance ou le tems d'un ajournement ou d'une prorogation, le Gouverneur, avec l'avis du Conseil, aura droit d'ajourner ou de proroger la Cour générale, mais jamais au-delà de quatre-vingt-dix jours, selon qu'il trouvera que le bien public le demande.

VII. Le Gouverneur de cette République, en exercice, fera le Commandant en chef de l'Armée, de la Marine & de toutes les forces militaires de l'Etat sur terre & sur mer; il aura plein pouvoir par lui-même, ou par un Commandant, ou par tel ou tels autres Officiers, de discipliner, instruire, exercer & gouverner la Milice & la Marine : & lorsque la défense spéciale & la sûreté de la République l'exigeront, il aura pouvoir d'assembler les habitans, de les mettre sur le pied de guerre, de les commander & de les conduire; & à leur tête d'aller chercher, de repousser, chasser & poursuivre par la force des armes, tant par mer que par terre, dans les limites de cette République & hors de ces limites, & aussi de tuer & détruire, s'il est nécessaire, de vaincre & prendre par toutes voies, entreprises & moyens convenables quelconques; toutes & telles personnes, qui par la suite pourroient tenter ou entreprendre d'une manière hostile de détruire, d'envahir, de troubler cette République, ou de lui nuire en quelque manière que ce soit : il pourra établir & exercer sur l'Armée, sur la Marine & sur la Milice en service actuel, la Loi Martiale, en tems de guerre ou d'invasion, & aussi en tems de rebellion déclarée telle par la Législature, lorsque le cas l'exigera nécessairement; & il

pourra prendre & surprendre par toutes voies & moyens quelconques, avec leurs vaisseaux, armes, munitions & autres effets, toutes & telles personnes qui attaqueront, ou tenteront d'attaquer, de conquérir cette République, ou de lui nuire; & enfin le Gouverneur fera revêtu de tous ces pouvoirs & de tous autres appartenans aux offices de Capitaine général, & Commandant en chef, & d'Amiral, pour les exercer conformément aux règles & réglemens de la Constitution, & aux Loix du pays, & non autrement.

Mais ledit Gouverneur, dans aucun tems, ni en vertu d'aucun pouvoir à lui accordé par la présente Constitution, ou qui pourroit dans la suite lui être accordé par la Législature, ne transportera aucun des habitans de cette République, ni ne les obligera de marcher hors de ses frontières, sans leur libre & volontaire consentement, ou sans le consentement de la Cour générale, excepté dans le cas où il seroit nécessaire de les faire marcher, ou de les transporter par terre ou par eau hors de ces frontières, pour la défense d'une partie de l'Etat à laquelle on ne pourroit pas parvenir autrement.

VIII. Le Gouverneur, par & avec l'avis du Conseil, aura le pouvoir de faire grace, excepté pour les crimes dont les coupables auront été

convaincus devant le Sénat pour une accusation de crime d'Etat intentée par la Chambre. Mais aucunes Lettres de grace accordées par le Gouverneur avec l'avis du Conseil, avant conviction, ne pourront avoir d'effet pour la personne qui en demandera l'exécution, nonobstant toutes expressions générales ou particulières y contenues, spécifiant le crime ou les crimes qu'il auroit entendu pardonner.

IX. Tous les Officiers de Justice, *le Procureur général, le Solliciteur général* (18), tous les Shériffs, *Coroners* (19) & Gardes-registres des vérifications, seront nommés & installés par le Gouverneur, par & avec l'avis & le consentement du Conseil, & toutes ces nominations seront faites par le Gouverneur, & faites au moins sept jours avant l'installation.

(18) L'*Attorney* (Procureur) *Général*, & le *Sollicitor* (Avocat) *Général*, sont des Officiers dont les fonctions correspondent à celles de nos Avocats & Procureurs Généraux, ils sont à la fois Officiers du Fisc, & Parties publiques.

(19) Le *Coroner* est un Juge inférieur qui fait les premières informations dans les cas de meurtre, ou de cadavres trouvés; il connoît aussi en Angleterre des naufrages & des trésors trouvés: mais ces droits barbares n'existant pas en Amérique, son Office est restreint aux premiers articles; il supplée aussi le Shériff dans toutes ses fonctions, soit en cas d'absence, soit en cas de récusation.

X. Les Capitaines & Officiers subalternes de la Milice seront élus par les suffrages écrits de la totalité de leurs Compagnies respectives (20), & devront être âgés de vingt-un ans ou plus; les Officiers supérieurs des Régimens seront élus par les suffrages écrits des Capitaines & Officiers subalternes de leurs Régimens respectifs; les Brigadiers seront élus de la même manière par les Officiers supérieurs de leurs Brigades respectives; & tous ces Officiers ainsi élus seront brevetés par le Gouverneur qui réglera leur rang.

La Législature réglera par des Loix fixes le tems & la manière d'assembler les Electeurs, de recueillir les suffrages, & de présenter & certifier au Gouverneur l'élection des Officiers.

Les Majors généraux seront nommés par le

(19) Dans les Etats Américains, tous les habitans depuis l'âge de seize ans jusques à celui de soixante, sont enrôlés & composent la Milice; mais il y en a plusieurs qui, à raison de leurs occupations ou de leurs emplois, sont dispensés de suivre les exercices qui se font à certains jours marqués; & cette distinction a donné lieu à établir deux contrôles différens, l'un nommé *Train-band*, *Bande prête à marcher*, comprend seulement ceux qui sont tenus à tous les exercices, & à marcher au premier coup de tambour; l'autre nommé *Alarm-list*, *Liste d'alarme*, comprend la totalité des habitans enrôlés, parce que dans les cas d'alarme, tout le monde doit marcher. La totalité de la Compagnie a droit de suffrage pour l'élection des Officiers.

Sénat & la Chambre des Représentans, qui auront le droit négatif réciproquement l'un sur l'autre, & ils feront brevetés par le Gouverneur.

Si les Electeurs des Brigadiers, Officiers supérieurs, Capitaines ou Officiers subalternes négligent ou refusent de faire ces élections lorsqu'elles leur auront été duement notifiées, conformément aux Loix alors en vigueur, le Gouverneur, avec l'avis du Conseil, nommera des personnes convenables pour remplir ces emplois.

Et aucun Officier, duement breveté pour commander dans la Milice, ne pourra être privé de son emploi qu'en vertu d'une adresse des deux Chambres au Gouverneur, ou par une procédure dans une Cour Martiale, conformément aux Loix de cette République alors en vigueur.

Les Officiers commandant les Régimens nommeront leurs Adjudans & leurs Quartiers-Mâîtres, les Brigadiers leurs Majors de Brigade, les Majors généraux leurs Aides, & le Gouverneur nommera l'Adjudant général.

Le Gouverneur, avec l'avis du Conseil, nommera tous les Officiers de l'Armée Continentale, qui par la confédération des Etats-Unis sont à la nomination de cette République, & il nommera aussi tous les Officiers des forteresses & des garnisons.

La division de la Milice en Brigades, Régi-

mens & Compagnies , faite en conséquence des Loix de la Milice actuellement en vigueur , sera réputée la vraie & convenable division de la Milice , jusqu'à ce qu'elle soit changée en conséquence de quelque Loi future.

XI. Il ne sera tiré aucun argent du trésor de la République , ni fait aucune disposition d'argent (à l'exception des sommes destinées pour le rachat des Bills de crédit , ou des rescriptions du Trésorier , ou pour le paiement des intérêts résultans de ces Bills ou rescriptions) , qu'en vertu d'un *Warrant* (Ordonnance) signé par le Gouverneur actuellement en charge , avec l'avis & le consentement du Conseil , pour la défense nécessaire & le maintien de cette République , & pour la protection & la conservation de ses habitans , conformément aux Actes & Résolutions de la Cour générale.

XII. Tous les Bureaux publics , le Commissaire général , tous les Officiers Surintendans de magasins & approvisionnementns appartenans à cette République , & tous les Officiers Commandans dans les forteresses & garnisons de l'Etat , une fois tous les trois mois , d'office & sans réquisition , & aussi dans tout autre tems , quand ils en feront requis par le Gouverneur , devront lui donner un état de toutes les denrées , effets , provisions , munitions , des canons avec leurs

équipages, des petites armes avec tout ce qui en dépend, & de tout ce qui est confié à leurs soins respectifs, comme propriété publique, en distinguant les quantités, nombres, qualités & espèces de chaque chose avec autant de détail qu'il se pourra, & aussi l'état de situation des forteresses & garnisons. Et ledit Officier Commandant montrera au Gouverneur, lorsqu'il en fera requis par lui, les plans exacts & véritables des forteresses, du pays & de la mer, du havre ou des havres adjacens.

Et lesdits Bureaux & tous les Officiers publics communiqueront au Gouverneur, aussi-tôt qu'ils les auront reçues, toutes les lettres, dépêches & nouvelles intéressant le Public, qui pourront leur être respectivement adressées.

XIII. Comme le bien public exige que le Gouverneur ne puisse dépendre en aucune façon pour son état d'aucun Membre de la Cour générale, ni éprouver aucune influence de la part d'aucun d'eux; qu'il doit agir dans tous les cas avec liberté & impartialité pour l'avantage public; que son attention ne doit pas être détournée de cet objet pour se porter sur ses intérêts particuliers; & qu'il doit soutenir la dignité de la République dans son caractère de premier Magistrat: il est nécessaire qu'il ait un traitement honorable, d'une valeur fixe & permanente, qui suffise amplement

aux besoins de son état, & qui soit établi par des Loix constantes. Et ce sera un des premiers Actes dont la Cour générale devra s'occuper, après l'établissement de la présente Constitution, que celui nécessaire pour établir ce traitement par une Loi.

Il sera aussi établi par une Loi des traitemens honorables & permanens pour les Juges de la Cour suprême de Justice.

Et s'il se trouve que quelques-uns des susdits traitemens ainsi établis soient insuffisans, ils seront dans l'occasion augmentés, comme la Cour générale le jugera convenable.

SECTION II.

Lieutenant du Gouverneur.

ART. I. ON élira chaque année un *Lieutenant du Gouverneur* de la République de Massachusets, dont le titre sera, *Votre Honneur*, & de qui l'on exigera, pour la religion, les biens fonds ou revenus, & la résidence, les mêmes qualités que du Gouverneur. Le jour, la forme de son élection, & les qualités des Electeurs seront les mêmes que pour l'élection du Gouverneur. Le procès-verbal
des

des suffrages pour cet Officier, & la déclaration de son élection se feront aussi de la même manière. Et s'il ne se trouve, par le Procès-verbal, aucun sujet qui réunisse la pluralité des suffrages, la vacance sera remplie par le Sénat & la Chambre des Représentans, de la même manière que pour l'élection que ces deux Corps doivent faire d'un Gouverneur, lorsqu'aucun sujet n'a réuni la pluralité des suffrages du Peuple pour cet Office.

II. Le Gouverneur, & en son absence, le Lieutenant du Gouverneur fera le Président du Conseil, mais n'y aura pas de voix; & le Lieutenant du Gouverneur sera toujours Membre du Conseil, excepté lorsque la place de Gouverneur sera vacante.

III. Toutes les fois que la place de Gouverneur sera vacante, par mort, absence de l'Etat, ou autrement, le Lieutenant du Gouverneur actuellement en charge, remplira, durant cette vacance, toutes les fonctions du Gouverneur; & il aura & exercera tous les pouvoirs, & toute l'autorité dont le Gouverneur est revêtu par cette Constitution lorsqu'il est présent.

SECTION III.

*Conseil & manière de régler les Élections
par la Législature.*

ART. I. **I**L y aura un Conseil pour conseiller le Gouverneur dans la partie exécutive du Gouvernement : ce Conseil sera composé de neuf personnes, outre le Lieutenant du Gouverneur ; & le Gouverneur actuellement en charge , aura plein pouvoir & autorité de le convoquer & de l'assembler , dans l'occasion , & toutes les fois qu'il le voudra. Le Gouverneur , assisté de ces Conseillers ou au moins de cinq d'entr'eux , pourra & devra , dans l'occasion , former & tenir Conseil , pour ordonner & diriger les affaires de la République , conformément aux loix du Pays.

II. Il sera choisi , le dernier mercredi du mois de Mai de chaque année , par le scrutin réuni des Sénateurs & des Représentans assemblés dans une même Chambre , neuf Conseillers parmi les Sujets qui auront été élus par les villes ou districts , pour Conseillers ou Sénateurs ; & dans le cas où , par ce premier choix , on ne trouveroit pas le nombre complet de neuf Sujets qui acceptassent

la place dans le Conseil , les susdits Electeurs choisiront dans l'universalité du Peuple le nombre de Sujets nécessaire pour compléter le Conseil ; & le nombre de Sénateurs qui resteront après ce choix , composeront le Sénat pour l'année. Les places des Sujets ainsi choisis dans le Sénat & qui auront accepté la place dans le Conseil, resteront vacantes dans le Sénat.

III. Dans les cérémonies de cette République, les Conseillers, auront rang immédiatement après le Lieutenant du Gouverneur.

IV. Il ne sera pas choisi plus de deux Conseillers dans un même district de cette République.

V. Les résolutions & avis du Conseil seront portés sur un registre & signés par les Membres préens ; l'une & l'autre des deux Chambres de la Législature pourront se faire représenter ce registre toutes les fois qu'elles le jugeront à propos ; & tout Membre du Conseil pourra y insérer son avis, lorsqu'il sera contraire à celui de la pluralité.

VI. Toutes les fois que les Charges de Gouverneur ou de Lieutenant du Gouverneur seront vacantes , par mort , absence , ou autrement , le Conseil ou la pluralité du Conseil , aura pendant cette vacance , plein pouvoir & autorité de faire & d'exécuter tous & chacun des actes, ou choses que le Gouverneur ou le Lieutenant du

Gouverneur pourroient , en vertu de cette Constitution , faire & exécuter , s'ils étoient l'un ou l'autre présens en personne.

VII. Et attendu que les Élections indiquées dans la présente Constitution pour être faites le dernier mercredi de Mai par les deux Chambres de la Législature , ne peuvent pas être complètement achevées ce jour-là , lescdites Élections pourront être ajournées d'un jour à un autre , jusqu'à ce qu'elles soient terminées , & elles se feront dans l'ordre suivant : les places vacantes dans le Sénat , s'il y en a , seront remplies en premier lieu ; le Gouverneur & le Lieutenant du Gouverneur seront élus ensuite , dans le cas où le choix n'auroit pas été fait par le Peuple ; & enfin , les deux Chambres procéderont à l'élection du Conseil.

SECTION IV.

Secrétaire, Trésorier, Commissaire, &c.

ART. I. **L**E Secrétaire, le Trésorier & Receveur général, le Commissaire général, les Notaires publics, & les *Contrôleurs de Port* (20) seront choisis chaque année par le scrutin réuni des Sénateurs & des Représentans assemblés dans une même Chambre. Et afin que les Citoyens de cette République puissent être assurés de tems en tems que l'argent demeurant dans le trésor public, d'après la reddition & la liquidation des comptes publics, est leur propriété, aucun homme ne sera éligible pour Trésorier & Receveur-général plus de cinq années de suite.

II. Les registres de la République seront gardés dans les Bureaux du Secrétaire, qui pourra nommer ses Commis, de la conduite desquels il sera responsable, & il se rendra aux ordres du Gouverneur & du Conseil, du Sénat & de la Cham-

(20) Ce sont les Officiers chargés de donner les certificats d'arrivée, de départ, de chargement, &c. pour assurer le paiement des droits.

bre des Représentans personnellement ou par ses Commis , quand il en sera requis.

CHAPITRE III.

Pouvoir Judiciaire.

ART. I. **L**ES droits & fonctions qui seront attribués par la loi à chaque Officier , & le tems qu'il devra rester en charge seront exprimés dans leurs commissions respectives. Tous les Officiers de Justice dûement nommés , pourvus de Commissions , & qui auront prêté serment , conserveront leurs Offices tant qu'ils s'y conduiront bien , excepté ceux pour lesquels il aura été fait une disposition différente dans cette Constitution ; mais le Gouverneur , avec le consentement du Conseil , pourra toutesfois les destituer d'après une adresse des deux Chambres de la Législature.

II. L'une & l'autre des Chambres de la Législature , ainsi que le Gouverneur & le Conseil auront le droit de demander l'avis des Juges de la Cour suprême de Justice sur les questions de loi importantes , & dans les occasions solennelles.

III. Afin que le Peuple ne soit pas exposé à souffrir de la longue continuation en place d'un

Juge de Paix qui ne rempliroit pas les importantes fonctions de sa Charge avec habileté ou fidélité ; toutes les Commissions de Juge de Paix expire-
ront & deviendront nulles dans le terme de sept
ans de leurs dates respectives ; & lorsqu'une de ces
Commissions expirera , on la renouvellera si on
le juge nécessaire , ou bien l'on nommera une
autre personne , selon que cela conviendra mieux
au bien de la République.

IV. Les Juges pour la vérification des Testa-
mens, & pour accorder les *Lettres d'Administra-
tion* (21), tiendront leurs Cours à des jours fixes ,
& dans le lieu ou les lieux les plus commodes
au Public. Et la Législature désignera par la
suite, dans l'occasion ces tems & ces lieux ; mais jus-
ques-là lescdites Cours se tiendront aux tems &
dans les lieux que les Juges respectifs ordonneront.

(21) Les *Lettres d'administration* tirent leur origine du
droit qu'avoient autrefois les Rois d'Angleterre, droit trans-
mis depuis par eux aux Evêques, de s'emparer des succe-
sions *ab intestat* , & de disposer des biens ainsi dévolus. Le
fond du droit n'existe plus , mais la forme des Lettres d'ad-
ministration est restée nécessaire pour autoriser les héritiers
à se mettre en possession , & les obliger au paiement des det-
tes, &c. On donne aussi des Lettres d'administration, quoi-
qu'il existe un testament, s'il y a des mineurs. L'Office
créé par cet article remplira toutes ces fonctions dans les
Constitutions Américaines.

V. Toutes les causes de mariages, de divorce & de provision alimentaire, & tous les appels des Juges vérificateurs des Testamens, seront entendues & décidées par les Gouverneur & Conseil, jusqu'à ce que la Législature ait fait par une loi d'autres dispositions sur ces matières.

CHAPITRE IV.

Délégués au Congrès.

LES Délégués de cette République au Congrès des États-Unis, seront élus dans le courant du mois de Juin de chaque année, par le scrutin réuni du Sénat & de la Chambre des Représentans assemblés dans une même Chambre, pour servir dans le Congrès pendant une année, à compter du premier lundi du mois de Novembre suivant; ils auront des Commissions signées du Gouverneur, & scellées du grand sceau de cette République; mais ils pourront être révoqués dans quelque tems de l'année que ce soit, & il en pourra être choisi d'autres à leur place, de la même manière, & qui recevront de pareilles Commissions.

CHAPITRE V.

*Université de Cambridge, & encouragement
des Lettres, &c.*

PREMIÈRE SECTION.

Université.

ART. I. **A**TTENDU que nos sages & pieux Ancêtres, dès l'année mil six cent trente-six, ont jetté les fondemens du Collège de Harvard, dans laquelle Université beaucoup de Personnages illustres & éminens, ont été, par la bénédiction de Dieu, initiés aux Arts & aux Sciences, dont l'étude les a rendus propres aux emplois publics dans l'Eglise & dans l'Etat: & attendu que l'encouragement des Arts & des Sciences, & de tous les genres de bonne Littérature, tend à la gloire de Dieu, à l'avantage de la Religion Chrétienne, & au bonheur de cet Etat, & des autres Etats-Unis de l'Amérique; il est déclaré que le Président & les Membres du Collège de Harvard, en tant que Corps, & leurs Successeurs dans la même qualité, leurs

Officiers & Domestiques seront continués & maintenus dans l'exercice & la jouissance de tous les pouvoirs, autorité, droits, libertés, privilèges, immunités & franchises qu'ils ont actuellement, ou qu'ils ont droit d'avoir, de tenir, d'user, d'exercer, & dont ils jouissent & ont droit de jouir. Et tous lesdits droits, pouvoirs, &c. sont ratifiés par la présente Constitution, & confirmés pour toujours aux susdits Président & Membres du Collège de Harvard, & à leurs Officiers & Domestiques respectivement.

II. Et attendu qu'il a été fait jusqu'à présent, par différentes personnes, & en différens tems, des dons, concessions, legs de terres, de maisons, denrées, cheptels, des legs & transports de différentes espèces de biens, soit au Collège de Harvard à Cambridge dans la Nouvelle-Angleterre, soit aux Président & Membres du Collège de Harvard, ou audit Collège, sous quelque autre désignation, & ce successivement en vertu de différentes Chartres; il est déclaré que tous lesdits dons, legs, transports & concessions sont par la présente Constitution confirmés aux Président & Membres du Collège de Harvard, & à leurs successeurs dans la susdite qualité, conformément au véritable dessein, & aux véritables intentions du ou des Donateurs, Testateurs ou Concédans.

III. Attendu que par un acte de la Cour générale de la Colonie de la Baye de Massachusets, passé dans l'année mil six cent quarante-deux, le Gouverneur, & le *Député Gouverneur* (22) en exercice, & tous les Magistrats de cette Jurisdiction, étoient, conjointement avec le Président, & un nombre d'Ecclésiastiques désignés dans ledit acte, établis Inspecteurs du Collège de Harvard: & attendu qu'il est nécessaire de déterminer dans cette nouvelle Constitution de Gouvernement, qui feront les Personnages réputés successeurs desdits Gouverneur, Député Gouverneur & Magistrats; il est déclaré que le Gouverneur, le Lieutenant du Gouverneur, le Conseil & le Sénat de cette République, sont & feront réputés leurs successeurs; & que, conjointement avec le Président du Collège de Harvard en exercice, & les Ministres des Eglises *Congrégationnelles* (23) de Cambridge, Water-

(22) Les Anglais appellent *Deputy* celui qui remplit les fonctions d'une place au défaut du Titulaire: ce mot répond aux mots français, Lieutenant ou Substitut; mais on a cru devoir le traduire par *Député*, pour s'écarter du texte le moins possible.

(23) Les Anglais appellent *Congregational* les Eglises qui sont seules de leur espèce, & n'ont de communion avec aucune autre. On a traduit littéralement ce mot pour éviter une périphrase.

town, Charlestown, Boston, Roxbury & Dorchester, mentionnés dans ledit acte, ils seront & sont par la présente Constitution, revêtus de tous les pouvoirs & autorité appartenant, ou devant, en quelque manière que ce soit, appartenir aux Inspecteurs du Collège de Harvard, pourvu que l'on ne puisse rien inférer de cette disposition qui empêche la Législature de cette République de faire, dans l'Administration de ladite Université, les changemens qui pourront tendre à son avantage, & à l'intérêt de la République des Lettres, avec la même pleine autorité qu'ils auroient pu être faits par la Législature de la ci-devant Province de la Baye de Massachusetts.

SECTION II.

Encouragement des Lettres.

COMME il est nécessaire que la sagesse & les connoissances soient, ainsi que la vertu, généralement répandues parmi le Peuple pour la conservation de ses droits & de la liberté; & comme il faut pour cela répandre les moyens & les avantages de l'éducation dans les diffé-

rentes parties du pays, & parmi les différens ordres du Peuple, il fera du devoir de la Législature & des Magistrats, dans tous les tems futurs de cette République, de chérir les intérêts des Lettres, des Sciences & de toutes les institutions qui peuvent contribuer à leurs progrès, spécialement l'Université de Cambridge, les Ecoles publiques & les Ecoles de Grammaire des différentes villes; d'encourager les Sociétés particulières & les Institutions publiques, les récompenses & les immunités pour les progrès de l'Agriculture, des Arts, des Sciences, du Commerce, du Négoce, des Manufactures, & de l'Histoire Naturelle du Pays; de maintenir & d'inculquer parmi le Peuple, les principes d'humanité & de bienveillance générales, de la charité publique & particulière, de l'industrie & de la frugalité, de l'honnêteté & de l'exactitude dans les procédés, de la sincérité, de toutes les affections sociales & de tous les sentimens généreux.

CHAPITRE VI.

Sermens & Signatures : Incompatibilité & exclusion des Offices : Fixation des Propriétés pour avoir droit à élire ou à être élu : Commissions : Actes : Confirmation des Loix : Habeas corpus : Style des Ordonnances : Continuation des Officiers : Règlement provisoire pour une révision future de la Constitution.

ART. I **T**OUT homme choisi pour Gouverneur ou Lieutenant du Gouverneur, Conseiller, Sénateur ou Représentant, & qui acceptera la place, devra faire & signer la Déclaration suivante, avant de commencer les fonctions de sa charge ou de son emploi.

« Je N. déclare que je crois à la Religion Chrétienne, que je suis fermement persuadé de sa vérité, que je suis possesseur & jouissant en mon propre & privé nom de la propriété que la Constitution requiert comme condition nécessaire pour la charge ou l'emploi pour laquelle ou pour lequel j'ai été élu. »

Le Gouverneur, le Lieutenant du Gouverneur, & les Conseillers feront & signeront ladite Déclaration en présence des deux Chambres de la Législature : les premiers Sénateurs & Représentans, élus sous la présente Constitution, feront & signeront la même Déclaration devant le Président & cinq Conseillers de l'ancienne Constitution ; & ceux qui le feront par la suite, rempliront cette formalité devant les Gouverneur & Conseil alors en charge.

Et toute personne choisie pour quelque une des charges ou quelque un des emplois susdits, comme aussi toute personne nommée ou ayant commission pour un Office de judicature, de puissance exécutive, emploi militaire, ou autre place quelconque, sous le Gouvernement de ce Pays, devra faire & signer la Déclaration, & le Serment ou l'affirmation dont la teneur suit, avant d'entrer en exercice de sa charge ou de son emploi.

« Je N. reconnois, professe, témoigne & déclare, avec vérité & sincérité, que la République de Massachussetts est & a droit d'être un Etat libre, souverain, & indépendant ; & je jure que je garderai véritable fidélité & obéissance à ladite République, que je la défendrai contre toutes conspirations & trahisons, & contre toutes tentatives hostiles quelconques : que je renonce & abjure toute soumission & obéissance

» au Roi , à la Reine ou au Gouvernement de
» la Grande-Bretagne, quel qu'il soit , & à toute
» autre Puissance étrangere quelconque; & qu'au-
» cun Prince , aucunes personne , aucuns Prélat ,
» Etat ou Potentat étrangers n'ont & ne doivent
» avoir aucune juridiction , supériorité , préé-
» minence , aucune autorité de dispenser , ni
» aucun autre pouvoir quelconque dans aucune
» matiere civile , ecclésiastique ou spirituelle
» dans cette République , excepté l'autorité & le
» pouvoir dont le Congrès des Etats-Unis est ou
» fera revêtu par ses Constituans. Et je témoigne
» & déclare en outre qu'aucun homme ni aucun
» Corps d'hommes n'a ni ne peut avoir aucun droit
» de m'absoudre ou de me décharger de l'obliga-
» tion de la présente Déclaration , ni des pré-
» sens sermens ou affirmation ; & que je fais
» cette reconnoissance , profession & témoignage,
» cette déclaration , renonciation & abjuration de
» bon cœur & avec vérité , conformément à la
» signification & à l'acception commune des ter-
» mes ci-dessus , sans aucune équivoque , res-
» triction mentale , ni réserve secrète quelcon-
» que : Dieu me soit en aide. »

« Je N. jure & affirme solennellement que
» j'exécuterai & remplirai fidèlement & impar-
» tialement tous les devoirs qui me sont imposés
» en qualité de. . . . autant que mes talens &
mon

« mon intelligence me le permettront , conformément aux règles & réglemens de la Constitution , & aux loix de la République : Dieu me soit en aide ».

Mais lorsqu'une personne choisie ou nommée , comme il a été dit ci-dessus , sera de la secte appelée *Quakers* , & refusera de faire ledit serment ; elle fera son affirmation dans la forme précédente , & la signera en omettant les mots « *je jure* » & « *j'abjure* » *serment* « & » *abjuration* , dans le premier serment ; & dans le second , les mots « *je jure* » & dans tous les deux , les mots : « *Dieu me soit en aide* » au lieu desquels elle ajoutera « *je fais la présente affirmation sous les peines ou amendes du parjure* ».

Lesdits sermens ou affirmations seront faits & signés par le Gouverneur , le Lieutenant du Gouverneur , & les Conseillers , devant le Président du Sénat , en présence des deux Chambres de la Législature , & par les Sénateurs & Représentans , les premiers élus sous la présente Constitution , devant le Président & cinq Conseillers de la Constitution précédente ; par ceux qui seront élus dans la suite , devant les Gouverneur & Conseil alors en charge ; & par le reste des Officiers susmentionnés , devant les personnes , & en la manière qui seront prescrites selon les tems par la Législature.

II. Aucuns Gouverneur , Lieutenant du Gouverneur ou Juge de la Cour suprême de Justice ne posséderont aucune autre Charge ou emploi sous l'autorité de cette République, que ceux dont la conservation ou la jouissance leur sont permises par la présente Constitution, à l'exception de l'Office de Juge de Paix dans l'Etat, que les Juges de ladite Cour suprême pourront posséder ; & aucuns des susdits Officiers ne pourront tenir ou posséder aucune charge ou emploi , ni recevoir aucune pension ou salaire d'aucuns autres Etats , Gouvernemens ou Puissances quelconques.

Personne ne pourra posséder ou exercer en même tems plus d'un des Offices suivans dans cet Etat : savoir , Juge-vérificateur des Testamens , Shériff , Garde des registres des Testamens ou des actes ; & jamais plus de deux des Offices qui seront à la nomination du Gouverneur , ou des Gouverneur & Conseil , ou du Sénat , ou de la Chambre des Représentans , non plus que des Offices élus par l'universalité du Peuple , ou par le Peuple d'un Comté particulier , excepté les Emplois militaires , & l'Office de Juge de Paix , ne pourront être possédés par une même personne.

Aucunes personnes , pourvues d'un Office de Juge de la Cour suprême de Justice , de Secrétaire , Procureur-général , Solliciteur-général , Trésorier , ou Receveur-général , Juge-Vérifica-

teur des Testamens , Commissaire-général ; aucuns Président , Professeur ou Instituteur du Collège de Harvard ; Shériff , Greffier de la Chambre des Représentans , Garde des registres des Testamens , ou des Actes ; Greffier de la Cour suprême de Justice , Greffier *de la Cour inférieure des Plaidz communs* , (24) ou Officiers des Douanes , y compris les Contrôleurs de Port , ne pourront avoir en même tems une place dans le Sénat ou dans la Chambre des Représentans ; mais lorsqu'ils auront été nommés ou choisis pour quelqu'un de ces Offices , leur acceptation emportera la démission de leur place dans le Sénat ou dans la Chambre des Représentans , & il sera pourvu au remplacement de la place ainsi vacante.

La même règle aura lieu dans le cas où quelque Juge de la Cour suprême de Justice , ou Juge vérificateur des Testamens , acceptera une place dans le Conseil , ou bien où quelque Conseiller acceptera quelqu'un des Offices susdits.

Et aucune personne qui , d'après un Procès dûment fait , aura été convaincue d'avoir employé

(24) La Cour *of Common Pleas* en Angleterre , est une Cour qui connoît de toutes les affaires civiles , soit en première instance , soit par appel des Tribunaux qui lui sont encore inférieurs , mais elle l'est elle-même à la Cour *du Banc du Roi* , à laquelle on peut se pourvoir en révision des Sentences de la Cour *des Plaidz communs*.

la corruption par présens ou de toute autre manière, pour obtenir une élection ou une nomination, ne pourra jamais être admise à une place dans la Législature, ni à aucun Office de confiance ou d'importance de cette République.

III. Dans tous les cas où il est parlé de sommes d'argent, dans la présente Constitution, sa valeur sera supputée en argent, à six schellings & huit sols par once (25), & la Législature aura le pouvoir d'augmenter dans la suite des tems, quand à la quotité de la propriété, les qualités exigées des personnes qui doivent être élues pour les différens Offices, selon que les circonstances de la République le requerront.

IV. Toutes les Commissions seront au nom de *la République de Massachusetts*, signées par le Gouverneur, & certifiées par le Secrétaire ou son Commis, & seront scellées du grand Sceau de la République.

V. Tous les actes expédiés dans les Greffes de quelque une des Cours de loi, le seront au nom de *la République de Massachusetts*; ils seront scellés

(25) Une proclamation donnée sous le règne de la Reine Anne en l'année 1709, a fixé le taux de l'argent des Colonies à trente-trois un tiers pour cent plus haut que celui de la Grande-Bretagne; ainsi cent livres sterling d'Angleterre valent en Amérique cent trente-trois livres un tiers.

du sceau de la Cour de laquelle ils émaneront. Ils seront certifiés par le premier Juge de la Cour à laquelle ils seront adressés , & qui ne fera pas partie , & signés par le Greffier de cette Cour.

VI. Toutes les loix qui ont été jusques-à-présent adoptées , usitées & approuvées dans la Province , Colonie ou Etat de la Baye de Massachusetts , & communément pratiquées dans les Cours de Justice , demeureront en pleine vigueur , jusqu'à ce qu'elles aient été changées ou révoquées par la Législature , à l'exception seulement des parties qui répugnent aux droits & aux libertés contenues dans la présente Constitution.

VII. La jouissance du privilège & du bénéfice de la loi d'*Habeas corpus* , sera maintenue dans cette République , de la manière la plus libre , la plus facile , la moins dispendieuse , la plus expéditive & la plus ample ; & ne pourra pas être suspendue par la Législature , excepté dans les occasions les plus urgentes & les plus pressantes , & pour un tems limité , qui ne pourra pas excéder douze mois.

VIII. Le style d'Ordonnances , en faisant & passant tous les actes , statuts & loix , sera : *Il est ordonné par le Sénat & la Chambre des Représentans , assemblés en Cour générale , & par leur autorité.*

IX. Afin que le cours de la Justice ne soit pas

interrompu , & que la République n'éprouve ni danger , ni dommage par le changement dans la forme du Gouvernement , tous les Officiers Civils & Militaires pourvus de Commissions sous l'autorité du Gouvernement & du Peuple de la Baye de Massachussetts dans la nouvelle Angleterre , & tous les autres Officiers desdits Gouvernement & Peuple , au tems où la présente Constitution commencera d'avoir son effet , conserveront l'exercice , & la jouissance de tous les pouvoirs & de toute l'autorité qui leur ont été accordés ou confiés , jusqu'à ce qu'il ait été nommé d'autres personnes à leurs places ; toutes les Cours de Justice continueront d'expédier les affaires dans leur Département respectif ; & tous les Officiers , ou Corps revêtus d'une autorité quelconque pour exercer la puissance législative ou exécutive , demeureront en pleine vigueur , & en pleine jouissance & exercice de tous leurs emplois , & de l'autorité qui leur a été confiée , jusqu'à ce que la Cour générale & les Officiers chargés de la puissance exécutive , soient désignés & revêtus de leurs emplois & de leur autorité.

X. Pour adhérer d'une manière plus efficace aux principes de la Constitution , & pour corriger les infractions qui peuvent y être faites par quelque moyen que ce soit , aussi bien que pour y faire les changemens que l'expérience y fera

trouver nécessaires ; la Cour générale qui se tiendra dans l'année de Notre - Seigneur mil sept cent quatre-vingt-quinze , expédiera des avertissemens aux Officiers municipaux des différentes villes , & aux Assesseurs des bourgades qui n'ont pas encore de Chartes d'incorporation , avec ordre d'assembler tous les habitans ayant qualité pour voter dans leurs villes & habitations respectives , afin de recueillir leurs opinions sur la nécessité ou l'utilité de faire une révision de la Constitution , à dessein d'y faire des corrections ou changemens.

Et s'il paroît d'après les procès-verbaux qui seront dressés de ces assemblées que les deux tiers des habitans de cet Etat ayant qualité pour voter, qui se feront assemblés , & auront donné leurs avis en conséquence des susdits avertissemens , soient pour la révision & correction , la Cour générale expédiera ou donnera ordre qu'il soit expédié dans les Bureaux du Secrétaire des avertissemens aux différentes villes pour élire des Délégués, qui s'assembleront & formeront une *Convention* (26) pour vaquer à cette révision ou correction.

Lesdits Délégués seront choisis de la même

(26) Voyez la Note (1) de la Constitution de New-Hampshire.

88 CONSTITUTION, &c:

maniere & dans la même proportion que leurs Représentans dans la seconde Chambre de la Législature , doivent l'être par la présente Constitution.

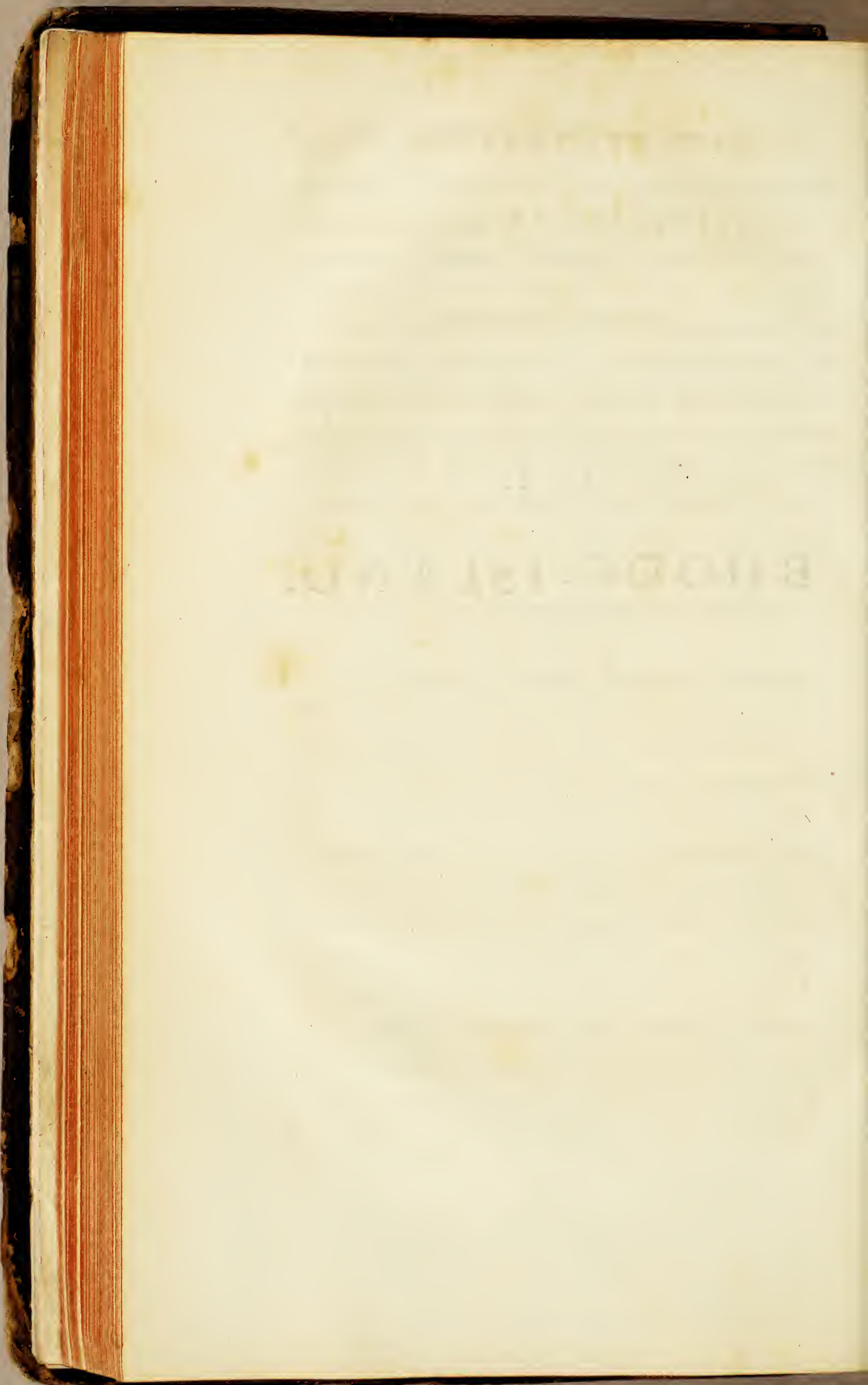
XI. La présente Forme de Gouvernement fera transcrite sur parchemin , & déposée dans les Bureaux du Secrétaire , & fera une partie des loix du Pays ; & il en fera mis une copie imprimée à la tête du livre qui contient les loix de cette République , dans toutes les éditions desdites loix qui se feront à l'avenir.

JAMES BOWDOIN , Président.

Certifié , SAMUEL BARRET , Secrétaire.

III.

RHODE-ISLAND.



RHODE-ISLAND.

*CHARTRE de Rhode-Island accordée par
le Roi Charles II, dans la quatorzième
année de son règne.*

*Partie quinzième des Lettres-Patentes de la quin-
zième année du règne du Roi Charles II.*

CHARLES II, par la grace de Dieu, &c.
A tous ceux qui ces Présentes verront, Salut.
Attendu que nous avons été informés par la Pé-
tition de nos amés & féaux Sujets, Jean Clarke,
pour Benjamin Arnold, Guillaume Brenton,
Guillaume Codington, Nicolas Easton, Guil-
laume Boulston, Jean Porter, Jean Smith, Sa-
muel Gorton, Jean Wickes, Roger Williams,
Thomas Olney, Grégoire Dexter, Jean Co-
geshall, Joseph Clarke, Randall Houlden, Jean
Greene, Jean Roome, Samuel Wildbore, Guil-
laume Field, Jacques Barker, Richard Tew,
Thomas Harris & Guillaume Dyre, & le reste

des acquéreurs & des habitans libres de notre Isle, appelée *Rhode-Island*, & du reste de la Colonie des *Etablissmens* (1) de *Providence* dans la Baye de Narragenfet, faisant partie de la Nouvelle Angleterre en Amérique. Que, suivant avec un esprit de loyauté & de paix leurs sages, sérieuses & religieuses intentions de s'édifier pieusement eux-mêmes, & de s'édifier les uns les autres dans la sainte Foi Chrétienne & dans son culte, d'après leur pleine & entière persuasion, comme aussi de gagner & de convertir les pauvres & ignorans Indiens naturels du Pays à la sincere profession de cette même Foi & de ce même culte, & à l'obéissance pour l'une & l'autre : ils s'étoient non-seulement transportés hors du Royaume d'Angleterre en Amérique, avec le consentement & l'encouragement des Rois nos Prédécesseurs & Aïeux; mais encore que depuis leur arrivée & après leur premier établissement parmi nos autres Sujets dans ces contrées, pour éviter la discorde & les maux sans nom-

(1) Dans la Constitution de l'Etat de Massachusets, on a traduit le mot anglais *Plantation*, par celui de *Bourgade*, parce qu'il n'avoit rapport qu'à quelques habitations peu nombreuses; mais dans celle-ci où il désigne une Province toute entière, on a cru devoir le rendre par le mot français *Etablissmens*, qui donne l'idée d'une Colonie qui commence à se former.

bre qui en auroient résulté pour nos susdits autres Sujets qui ne pouvoient pas tolérer dans ces contrées éloignées leurs opinions différentes en matière de Religion, & pour remplir ces différentes vues, ils avoient de nouveau & avec regret quitté leurs habitations & leurs établissemens ; & que, avec des peines, des voyages, des hafards & des travaux excessifs, ils s'étoient transportés au milieu des Indiens naturels du Pays, qui, comme nous en sommes informés, sont les plus puissans Princes & Peuple de cette contrée.

Que, favorisés dans leurs travaux & dans leur industrie par la Providence (dont leur établissement a pris le nom), ils ont non-seulement été conservés d'une manière admirable, mais qu'ils ont augmenté en nombre & ont prospéré, & qu'ils ont acquis & possédé, par le consentement desdits Naturels du Pays, & par la vente qui leur en a été faite par eux, les terres, îles, rivières & rades qu'ils ont pu desirer, ce qui les a mis & met en état d'établir des habitations, de construire des vaisseaux, de fournir du merrain & autres marchandises, & leur donne des commodités à tous égards pour commercer, notamment avec nos Colonies Méridionales ; & qu'ils peuvent beaucoup étendre le commerce de notre Royaume, & augmenter les territoires qui en dépendent, puisqu'ils ont engagé, par leur voisinage & les

liaisons d'amitié qu'ils ont contractées avec le grand corps des Indiens de Narraganfet, ces mêmes Indiens à se soumettre à nous, eux, leurs peuples & leurs terres, de leur plein & libre consentement : ce qui peut, comme ils l'espèrent, avec le tems & la bénédiction de Dieu sur leurs efforts, établir le fondement certain du bonheur pour toute l'Amérique.

Et attendu que dans leur humble adresse ils ont librement déclaré qu'ils desirent & se flattent dans leur conscience de prouver, si on le leur permet, par une expérience éclatante, qu'un Etat civil peut subsister & être très-florissant, parmi nos Sujets Anglais, avec une pleine liberté en matière de Religion, & que la vraie piété justement fondée sur les principes de l'Evangile, fera pour la souveraineté le gage de la plus grande & de la meilleure sûreté, & inculquera dans le cœur des hommes les plus fortes obligations pour la véritable loyauté.

Sachez, que voulant encourager l'entreprise & féconder les espérances de nos susdits amés & féaux Sujets, leur assurer le libre exercice & la libre jouissance de tous leurs droits civils & religieux, à eux appartenans, en qualité de nos amés Sujets, & leur conserver cette liberté dans la vraie Foi Chrétienne & dans le culte de la Divinité, dont ils ont recherché la jouissance par

un voyage aussi pénible, & avec un esprit de paix & de loyale soumission envers les Rois nos Prédécesseurs & Aïeux, & envers nous-mêmes. Et attendu que parmi les peuples & les habitans de cette Colonie, il y a des personnes qui ne peuvent pas, d'après leur manière de penser particulière, se conformer à l'exercice public de la Religion, selon la liturgie, la forme & les cérémonies de l'Eglise Anglicane, prêter ni signer les articles & sermens exigés en faveur de cette Eglise; mais qu'à raison du grand éloignement, nous espérons que cette exception ne nuira point à l'unité ni à l'uniformité établies & maintenues dans notre Nation. Nous avons en conséquence jugé à propos, & par les Présentes Nous publions, accordons, ordonnons & déclarons que notre volonté & notre bon plaisir Royal sont comme il suit :

Que personne dans ladite Colonie ne pourra désormais, dans aucun tems, être molesté, puni, inquiété, ni appelé en cause d'aucune manière, pour aucunes différences d'opinion en matière de Religion, pourvu qu'il ne trouble pas la tranquillité de ladite Colonie; mais que toutes & chacune personnes, à commencer de ce jour, & dans tous les tems, par la suite, auront la pleine & entière liberté de jugement & de conscience en matières de Religion, & en jouiront dans

toute l'étendue de pays déterminée ci-après, en se conduisant paisiblement & tranquillement, & n'usant de cette liberté, ni pour se porter à la licence & à la profanation, ni pour faire tort aux autres, ou troubler leur repos par des actes de violence; & ce, nonobstant toutes Loix, Statuts, ou clauses y contenues, ou qui y feront inférées par la suite, & nonobstant tous usages & coutumes quelconques de ce Royaume à ce contraires.

Et, afin qu'ils puissent être le mieux possible en état de défendre leurs justes droits & libertés contre tous les ennemis de la Foi Chrétienne, & contre tous autres à tous égards, nous avons en outre jugé à propos, & sur l'humble pétition des personnes susdites, il nous plaît gracieusement de déclarer :

Qu'ils auront le bénéfice de notre dernier acte d'indemnité & de libre pardon, & en jouiront comme en ont joui nos Sujets de nos autres domaines & territoires.

Et nous les créons & formons en un Corps politique & régulier, avec les pouvoirs & privilèges ci-après mentionnés; en conséquence voulons & nous plaît, & de notre grace spéciale, certaine science & propre mouvement, nous avons ordonné, établi & déclaré, & par ces Présentes, nous ordonnons, établissons & déclarons

déclarons pour nous, nos hoirs & successeurs.

Que lesdits William Brenton, William Coddington, Nicolas Easton, Benedict Arnold, William Boulston, John Porter, Samuel Gorton, John Smith, John Wickes, Roger Williams, Thomas Olney, Grégoire Dexter, John Cogeshall, Joseph Clarke, Randall Houlden, John Greene, John Roome, William Dyre, Samuel Wildbore, Richard Tew, William Field, Thomas Harris, James Barker.... Rainsborrow.... Williams, & John Nickson, & tous autres qui sont actuellement ou qui seront par la suite admis habitans libres de la Compagnie ou Société de notre Colonie des Etablissmens de Providence dans la Baye Narraganset, Nouvelle Angleterre, seront, à commencer de ce jour, & dans tous les tems par la suite, un Corps régulier & politique de fait & de nom, sous la dénomination de *Gouverneur & Compagnie de la Colonie Anglaise de Rhode-Island & des Etablissmens de Providence* dans la Nouvelle Angleterre en Amérique; & que, sous cette même dénomination, eux & leurs successeurs auront & pourront avoir une succession perpétuelle, seront & pourront être habiles & capables de toutes poursuites, selon les Loix; qu'ils pourront plaider, tant en défendant qu'en demandant, être attaqués en Justice, & s'y défendre dans tous procès, causes, discussions, matières, ac-

tions ou choses publiques ou particulières, de nature ou d'espèce quelconques; & aussi d'avoir, prendre, posséder, acquérir & acheter des terres, tenues, héritages, biens ou cheptels, & les louer, concéder, léguer, aliéner, troquer, vendre & en disposer à leur gré & selon qu'ils aviseront bon être, comme le peuvent légitimement faire nos autres loyaux Sujets de notre Royaume d'Angleterre, ou toute corporation & Corps politique d'icelui.

Que lesdits Gouverneur & Compagnie, & leurs successeurs pourront avoir & auront dans tous les tems, par la suite, un sceau commun pour s'en servir & en user pour toutes matières, clauses, choses & affaires quelconques d'eux ou de leurs successeurs; & qu'ils pourront changer, rompre ce sceau, & en faire un nouveau dans un tems quelconque, selon leur volonté & plaisir, & selon qu'ils le jugeront à propos.

Et de plus, Nous voulons & ordonnons, & par ces Présentes nous déclarons & établissons pour nous, nos hoirs & successeurs: que pour mieux ordonner & conduire les intérêts & affaires de ladite Compagnie & de leurs successeurs, il y aura un Gouverneur, un Député Gouverneur & dix Assistans, qui seront, à des époques déterminées, établis, élus & choisis dans le nombre des habitans libres de ladite Com-

pagnie existans alors, de la manière & selon les formes qui seront ci-après réglées par ces Présentes, lesquels susdits Officiers appliqueront leur attention & leurs soins à disposer, le mieux possible, & à bien ordonner des intérêts & des affaires de ladite Compagnie, tant pour les terres & les héritages qui lui seront concédés, comme il sera dit ci-après, que pour les mettre en valeur, & pour le Gouvernement de cette Colonie.

Et pour pourvoir à la meilleure exécution de notre bon plaisir & de notre volonté Royale à ce sujet, Nous assignons, nommons & établissons pour nous, nos hoirs & successeurs, le susdit Benedict Arnold, pour être le premier & actuel Gouverneur de ladite Compagnie, ledit William Brenton, pour être Député Gouverneur, & lesdits William Boulston, John Porter, Roger Williams, Thomas Olney, John Smith, John Greene, John Cogeshall, James Barker, William Field & Joseph Clarke, pour être les dix Assistans actuels de ladite Compagnie, & pour demeurer respectivement dans lesdites charges jusqu'au premier mercredi du mois de Mai prochain.

Et de plus, Nous voulons, & par ces Présentes nous ordonnons & accordons pour nous, nos hoirs & successeurs: que le Gouverneur de la-

dite Compagnie en exercice, ou en cas d'absence du Gouverneur par maladie ou autre cause, mais avec son agrément & sa permission, le Député Gouverneur en exercice devra & pourra, à des époques fixées & dans toutes occasions qui l'exigeront, donner ses ordres pour convoquer ladite Compagnie, & l'assembler à l'effet de consulter sur ses intérêts & ses affaires, & y aviser. Et que deux fois chaque année régulièrement, le premier mercredi du mois de Mai & le dernier mercredi du mois d'Octobre, ou plus souvent, si les circonstances l'exigent, les Assistans & ceux des habitans libres de ladite Compagnie (dont le nombre ne sera pas au-dessus de six pour Newport, quatre pour chacune des Villes de Providence, Portsmouth & Warwick, & deux pour chacune des autres Bourgades, Villes ou *Cités*) (2), qui feront élus & députés pour s'y rendre à ces époques, par la pluralité des habitans libres de leurs Villes, Cités ou Bourgades respectives pour lesquelles ils feront élus ou députés, auront une Assemblée générale pour con-

(2) La différence des titres de *Town*, *Ville*, & de *City*, *Cité* en anglais, consiste dans la Charte d'incorporation qu'a la Cité, & que la Ville n'a pas; cette distinction suffit pour la Constitution de Rhode-Island; lorsqu'il se présentera quelque nouvelle acception de ces mots, on en préviendra le Lecteur.

sulter, aviser & décider sur les intérêts & affaires de ladite Compagnie & de ses établissemens.

Et de plus, de notre grace spéciale, certaine science & propre mouvement, Nous donnons & accordons auxdits Gouverneur & Compagnie de la Colonie Angloise de Rhode-Island, & des Etablissemens de Providence dans la nouvelle Angleterre en Amérique, & à leurs successeurs : que le Gouverneur, ou en son absence, & avec sa permission, le Député Gouverneur de ladite Compagnie en exercice, les Assistans & ceux des habitans libres de ladite Compagnie, qui auront été élus ou députés, comme il a été dit ci-dessus, ou tous ceux d'entre ces Députés qui seront présens à la susdite convocation, s'intituleront, *Assemblée générale* ; & que tous, ou la pluralité des présens, parmi lesquels doivent toujours être le Gouverneur ou le Député Gouverneur, & six des Assistans au moins, pour former dans cette classe le nombre de sept, auront, en vertu de ces Présentes qui les leur accordent, pleins pouvoir & autorité d'indiquer & changer par la suite les jours, les tems & les lieux de la convocation & de l'Assemblée générale, comme ils le jugeront à propos ; & de choisir, nommer, & établir toutes & autant de personnes qu'ils jugeront à propos, & qui voudront l'accepter, pour être habitans libres de ladite Compagnie &c

Corps politique , & de les y admettre ; d'établir tels Offices , d'élire tels Officiers , & d'accorder telles Commissions qu'ils jugeront utiles & nécessaires , pour ordonner , gérer & expédier les affaires desdits Gouverneur & Compagnie , & de leurs successeurs ; de faire , ordonner , établir ou abroger , à telles époques que ce soit , toutes loix , statuts , ordonnances & réglemens , formes & étiquettes de Gouvernement & de Magistratures , qui leur paroîtront convenables pour le bien-être & l'avantage de ladite Compagnie , pour l'administration & le bon ordre des terres & des héritages , dont la concession sera ci-après mentionnée , & pour le gouvernement & le bon ordre des habitans présens & futurs de ladite Colonie ; pourvu que ces loix , ordonnances & constitutions ne soient point contraires & ne répugnent point aux loix de notre Royaume d'Angleterre , mais qu'elles y soient aussi conformes que faire se pourra , relativement à la nature & à la constitution du Pays & du peuple de cette Colonie : Nous leur donnons aussi le pouvoir d'ordonner , diriger , ériger & établir , comme ils le jugeront à propos , & dans les lieux qu'ils désigneront , des Cours de Justice , pour entendre & connoître de toutes actions , cas , matières , & choses qui arriveront dans ladite Colonie & lesdits Etablissements , & qui seront en litige , & de tout ce qui

en dépendra ; de distinguer & fixer les différens noms & titres , devoirs , pouvoirs & limites des différentes Cours , des différentes Charges , & des différens Officiers inférieurs & supérieurs ; de déterminer & fixer des formes de sermens ou attestations qui ne répugneront pas , mais qui seront , au contraire , ainsi qu'il a été dit ci-dessus , aussi conformes que faire se pourra aux loix & , aux statuts de ce Royaume ; & , après les avoir déterminées , comme ils le jugeront convenable , d'exiger , pour légitimer l'administration de la Justice & l'exécution des fonctions des différentes charges & emplois de confiance , que ces sermens soient prêtés , & ces attestations données par les personnes que ces formalités regarderont respectivement ; de régler & ordonner les formes de toutes les élections aux charges & aux emplois de confiance ; de prescrire , limiter & distinguer dans les limites & bornes ci-après mentionnées , le nombre & la circonscription de toutes les bourgades , villes ou cités , qui , n'étant pas expressément nommées dans ces Présentes , auront pourtant le droit d'élire & d'envoyer des habitans libres à ladite Assemblée générale ; d'ordonner , diriger & autoriser la prononciation des amendes , & emprisonnemens , conformément aux loix & à la raison , & leur exécution , ainsi que l'exécution des autres peines pécuniaires

res ou corporelles sur les criminels & délinquans ; suivant l'usage des autres corporations de notre Royaume d'Angleterre ; & aussi de pardonner, commuer, changer, révoquer, ou annuler, sous leur sceau commun, ou autrement, les amendes, emprisonnemens, sentences, jugemens & condamnations, comme ils le jugeront à propos ; afin que, par ce moyen, notredit peuple & nosdits habitans de ladite Colonie, puissent être si religieusement, paisiblement & civilement gouvernés que par leur bonne vie, & par le bon ordre de leur société, ils puissent inviter & gagner les Indiens naturels du pays, à la connoissance du seul vrai Dieu, Sauveur du genre humain, & à lui obéir ; voulant, commandant & requérant, & par ces Présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, ordonnant & établissant : que toutes les loix, statuts, ordonnances & réglemens, instructions, directions ou ordres qui seront faits & donnés par les Gouverneur, Député Gouverneur, Assistans & Habitans libres, ou tel nombre compétent d'entr'eux, comme il a été dit ci-dessus, & publiés par écrit, revêtus de leur sceau commun, seront duement & soigneusement gardés, observés, remplis & exécutés, selon leurs véritables sens & intentions. Et nos présentes Lettres Patentes, ou les copies ou ampliations d'icelles, seront dans tous les tems envers nous, nos hoirs,

& successeurs un *warrant* suffisant , & une suffisante décharge pour autoriser tous & tels Officiers supérieurs ou inférieurs qu'il appartiendra , à mettre lesdites ordonnances , loix , statuts , réglemens , instructions & directions à exécution.

Et de plus , Nous voulons , & tel est notre bon plaisir , & par ces Présentes , pour nous , nos hoirs & successeurs , nous établissons & ordonnons : que , une fois chaque année dans la suite , savoir , le susdit premier mercredi du mois de Mai , dans la ville de Newport , ou ailleurs , en cas de nécessité urgente , le Gouverneur , le Député Gouverneur , les Assistans & autres Officiers de ladite Compagnie , ou ceux d'entr'eux que l'Assemblée générale jugera à propos , seront choisis de nouveau pour l'année suivante , dans ladite Cour ou Assemblée générale , dont la Session commencera à cette époque , par la pluralité des habitans libres de ladite Compagnie alors existans & présens. Et s'il arrive que les Gouverneur , Député Gouverneur & Assistans actuellement nommés par ces Présentes , ou ceux qui seront choisis par la suite à leur place , ou aucun d'eux , ou aucun autre des Officiers de ladite Compagnie , meurent , ou soient destitués de leurs Offices quels qu'ils soient , avant ledit jour d'élection générale , (& nous déclarons , par ces Présentes , qu'ils pourront être destitués par les Gouverneur , Assistans , & par la Compa-

gnie , ou par la pluralité d'iceux , assemblés , comme il a été dit ci-devant , dans une desdites Cours publiques , pour mauvaise conduite , & pour de simples vices qui leur ôteroient la considération due à leur état , sans même avoir commis de véritables crimes ; (3) alors , & dans tous cas pareils , lesdits Gouverneur , Député Gouverneur , Assistans & Compagnie , ou la pluralité d'iceux réunis , comme il a été dit ci-devant , dans une de leurs Assemblées générales , pourront légalement & devront procéder à une nouvelle élection , d'un ou de plusieurs Sujets de ladite Compagnie , à la place de l'Officier ou des Officiers morts ou destitués selon leurs Réglemens ; & immédiatement après , qu'il aura été ainsi fait une nouvelle élection d'un Gouverneur , d'un Député Gouverneur , d'Assistans , ou de tout autre Officier de ladite Compagnie , en la manière & selon les formes susdites , les autorités , Offices , & pouvoirs donnés aux ci-devant Gouverneur , Député Gouverneur , ou autres Officiers ainsi destitués , & à la place de qui on aura élu , feront

(3) On a été obligé d'employer ici une longue périphrase , pour rendre les deux mots anglais , *misdeemeanor* , & *default* , dont le premier est un terme de Jurisprudence , qui s'applique aux crimes légers , & dont le second qui n'est pas ici un terme de Palais , s'applique aux vices qui ne peuvent pas être l'objet des Loix.

annulés, & cesseront pour tels & chacun d'eux respectivement. Pourvu toujours, & telle est notre volonté & notre bon plaisir, que, tant ceux qui sont, par ces Présentes, actuellement nommés Gouverneur, Député Gouverneur & Assistans de ladite Compagnie, que ceux qui leur succéderont, & tous les autres Officiers nommés & choisis, comme ils a été dit ci-dessus, avant de commencer les fonctions de leurs charges & emplois respectifs, s'engageront solennellement par serment ou autrement à remplir duement & fidelement leurs devoirs, dans leurs différens offices ou emplois, devant la personne ou les personnes qui seront nommées ci-après par ces Présentes, pour les recevoir; en conséquence, ledit Benedict Arnold, qui a été nommé ci-dessus & établi Gouverneur actuel de ladite Compagnie, prendra le susdit engagement, par-devant William Brenton, ou par-devant deux des Assistans de ladite Compagnie, à qui nous donnons par ces Présentes, pleins pouvoir & autorité de l'en requérir, & de le recevoir: & ledit William Brenton, ci-dessus nommé & institué Député Gouverneur actuel de ladite Compagnie, prendra le susdit engagement par-devant ledit Benedict Arnold, ou par-devant deux Assistans de ladite Compagnie, à qui nous donnons par ces Présentes, pleins pouvoir & autorité de le requérir & recevoir: & lesdits William Boulston, John

Porter , Roger Williams , Thomas , Olney , John Smith , John Greene , John Cogeshall , James Barker , William Field , & Joseph Clarke , qui font ci-dessus nommés & établis Assistans actuels de ladite Compagnie , prendront le susdit engagement , relatif à leurs places respectives , pardevant lesdits Benedict Arnold , & William Brenton , ou l'un d'eux , à qui nous donnons respectivement , par ces Présentes , pleins pouvoir & autorité de les requérir , administrer & recevoir : & de plus , nous voulons , & tel est notre bon plaisir , que tous & chacuns autres Gouverneur , ou Député Gouverneur , qui seront élus ou choisis à l'avenir , en vertu de ces Présentes , prennent les susdits engagements par-devant deux ou plus des Assistans de ladite Compagnie en exercice , à qui nous donnons , par ces Présentes , pleins pouvoir & autorité de les requérir , administrer & recevoir : & lesdits Assistans & chacun d'eux , & tous & chacuns autres Officiers , qui seront dans la suite élus ou choisis en vertu de ces Présentes , prendront , chacun dans leur tems , les susdits engagements relatifs à leurs places respectives , devant les Gouverneur & Député Gouverneur en exercice , auxquels susdits Gouverneur & Député Gouverneur , nous donnons en conséquence pleins pouvoir & autorité de les requérir , administrer & recevoir.

Et pareillement, pour nous, nos hoirs & successeurs, Nous concédons & octroyons auxdits Gouverneur & Compagnie, & à leurs successeurs, par ces Présentes : que pour maintenir la paix & le bon ordre dans le gouvernement desdits Etablissmens, les Gouverneur, Député Gouverneur, Assistans, & tous autres Officiers & Ministres de ladite Compagnie, pourront légitimement & devront user, exercer & mettre à exécution dans l'administration de la Justice, & dans l'exercice du gouvernement desdits établissemens, telles méthodes, réglemens, ordonnances & directions, (non contraires & ne répugnant point aux loix & statuts de notre Royaume) qui ont été jusqu'à présent données, usitées, & accoutumées dans les circonstances respectives; & ce, jusqu'à ce que par la prochaine ou par quelque'autre Assemblée générale il ait été spécialement pourvu aux cas susdits.

Et de plus, pour nous, nos hoirs & successeurs : Nous concédons & octroyons, par ces Présentes, auxdits Gouverneur & Compagnie, & à leurs successeurs: que ledit Gouverneur, ou en son absence, le Député Gouverneur, & la pluralité desdits Assistans en exercice, pourront légalement & devront, dans tous les tems où l'Assemblée générale ne siégera pas, nommer & établir, tous & tels Commandans,

Gouverneurs & Officiers Militaires qui leur paroîtront nécessaires , pour commander , conduire & exercer les habitans desdits Etablissmens à la guerre, & pour la défense & la sûreté desdits établissemens : & que tous & chacun de ces Commandans , Gouverneurs & Officiers Militaires qui auront été nommés & établis , comme il a été dit ci-dessus , par le Gouverneur , ou en son absence , par le Député Gouverneur & six des Assistans , & par la pluralité des habitans libres de ladite Compagnie présens à quelque une des Assemblées générales , pourront légalement & devront , chacun selon la teneur de leurs commissions & instructions respectives , assembler , exercer à manier les armes , & aux évolutions , équiper , & mettre sur le pied militaire les habitans de ladite Colonie , pour leur défense & sûreté seulement ; qu'ils pourront & devront commander & conduire lesdits habitans , & rencontrer , repousser , résister par la force des armes , tant par mer que par terre , tuer , détruire , par toutes voies , entreprises & moyens convenables , toutes & telles personnes qui , dans quelque tems que ce soit par la suite , tenteroient ou entreprendroient de détruire , envahir , endommager ou troubler lesdits habitans ou établissemens , & d'exercer la loi martiale dans les cas seulement d'absolue nécessité ; comme aussi de prendre & surprendre par tous moyens

& voies quelconques , toutes & telles personnes , avec leurs vaisseaux , armes & munitions , & autres effets de ces personnes qui envahiroient ou tenteroient d'une maniere hostile de détruire lesdits établissemens , & de faire du mal ou du tort aux habitans ; qu'ils pourront légitimement & devront , s'ils en ont une juste cause , attaquer & détruire les Indiens naturels du pays , & tous autres ennemis de ladite Colonie.

Nous voulons néanmoins , & tel est notre bon plaisir , & nous déclarons par ces Présentes , pour le repos de nos Colonies dans la Nouvelle Angleterre : qu'il ne sera pas permis à notredite Colonie de Rhode-Island , & des Établissemens de Providence dans la Nouvelle Angleterre , d'attaquer les naturels du pays , habitant dans les bornes & limites de ladite Colonie , sans en donner avis aux autres susdites Colonies , & sans avoir leur consentement. Et il est déclaré par ces Présentes que nos autres Colonies ne pourront pas légitimement attaquer ni molester les Indiens naturels du pays , ou tous autres habitant dans les bornes ou limites ci-après mentionnées (tous lesdits habitans s'étant soumis à nous , & étant pris par nous sous notre protection spéciale) sans la connoissance & le consentement des Gouverneur & Compagnie de notredite Colonie de Rhode-Island , & des Etablissemens de Providence.

Et de plus , Nous voulons , & tel est notre bon plaisir , & par ces Présentes , nous déclarons à tous les Rois , Princes , & Etats Chrétiens : que si quelque personne qui fera par la suite de ladite Compagnie ou desdits Etablissmens , ou toute autre personne , en vertu de quelque commissions desdits Gouverneur & Compagnie , alors existans , déroboit ou pilloit sur terre ou sur mer , faisoit quelque tort ou mal , ou quelque hostilité illégale dans quelque tems que ce soit à aucun des Sujets de nous , de nos hoirs ou successeurs , ou à aucun des Sujets de quelque Prince ou Etat allié pour lors avec nous , nos hoirs & successeurs : sur la plainte d'une telle insulte ou tort faits à quelque Prince ou Etat , ou à leurs Sujets , Nous , nos hoirs & successeurs , nous ferons publier dans toutes les parties de notre Royaume d'Angleterre une proclamation à cet effet , pour que la personne ou les personnes qui auroient commis ce vol ou qui auroient ainsi pillé , aient à faire , dans un tems fixé par ladite proclamation , pleine & entière restitution & satisfaction des insultes faites , ou des torts commis , de manière que lesdits Princes ou autres ainsi plaignans soient pleinement satisfaits & contents : & si la personne ou les personnes qui auroient commis le vol ou qui auroient ainsi pillé , ne font point satisfaction en conséquence , nous , nos hoirs ou successeurs , nous mettrons cette
personne

personne ou ces personnes hors de notre obéissance & protection ; & alors il fera légitime & libre à tout Prince ou autre de poursuivre hostilement tous ces délinquans ; & chacun d'eux ; tous & chacun de leurs procureurs, aidans , fauteurs ou conseillers en cette qualité.

Pourvu aussi, Nous le voulons expressément, & tel est notre bon plaisir, & par ces Présentes, pour nous , nos hoirs & successeurs , nous ordonnons & établissons : que ces Présentes n'empêcheront en aucune maniere aucun de nos amés Sujets de pratiquer & exercer le commerce de la pêche sur les côtes de la Nouvelle Angleterre en Amérique ; mais que tous & chacuns d'eux , auront pleinement & entièrement le pouvoir & la liberté de continuer & pratiquer le commerce de la pêche sur lesdites côtes , dans toutes les mers adjacentes, ou dans tous les bras de mer ou d'eau salée , rivières & criques où ils ont accoutumé de pêcher, & de bâtir & établir sur les plages appartenant à ladite Colonie & auxdits Etablissmens, tous les quais , chantiers ou ateliers nécessaires pour saler , sécher & garder le poisson qu'ils auront pris ou trouvé sur cette côte.

Et de plus, pour encourager les habitans de notredite Colonie & de nos Etablissmens de Providence , à établir la pêche de la baleine, tous ou chacun d'eux qui auront harponné un

dubertus (4) ou tout autre grand poisson, pourront légitimement les poursuivre sur cette côte, & dans toutes les baies, rivières, anses, & plages en dépendant, & les y tuer & préparer pour leur plus grand avantage, sans être molestés, lorsqu'ils ne feront aucuns dégât ou tort volontaires; & ce, nonobstant toutes clauses contenues dans ces Présentes, & toutes autres choses ou dispositions à ce contraires.

Et de plus aussi, Nous voulons gracieusement, & déclarons par ces Présentes: que si quelques-uns des habitans de notredite Colonie entreprend de planter des vignes (le sol & le climat paroissant tous deux concourir naturellement à la production des vins) ou a l'adresse de découvrir des bancs de pêcheries, au dedans ou au dehors de ladite Colonie, nous leur donnerons & accorderons à ce sujet tous encouragemens dus & convenables, comme à nos autres Sujets en pareils cas.

Et de plus, de notre plus ample grace, certaine science & pur mouvement, Nous avons donné & accordé, & par ces Présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, nous donnons & accordons auxdits Gouverneur & Compagnie de la Colonie Anglaise de Rhode-Island, & des Eta-

(4) *Dubertus*, est un ancien nom donné par les Anglais à une espèce de Balcine.

bliffemens de Providence dans la Baye Narragansett, Nouvelle Angleterre en Amérique, & à tous ceux qui y habiteront, & à toutes personnes qui y commerceront, & à toutes & telles personnes qui seront ou devront être habitans libres de ladite Colonie, pleins pouvoir & autorité, à toutes époques, & dans tous les tems à venir, de prendre, embarquer, transporter, & emmener hors de nos Royaumes & Domaines, pour la culture & la défense de ladite Colonie, tous & tels de nos amés Sujets ou étrangers, qui voudront de leur bon gré les accompagner dans ladite Colonie & lesdits Etabliffemens, à l'exception des personnes qui en seront empêchées par nous, nos hoirs & successeurs, ou en vertu de quelques loix ou statuts de notre Royaume; & aussi d'embarquer, transporter tous & toutes espèces d'effets, cheptels, marchandises & autres choses quelconques, qui seront ou pourront être utiles ou nécessaires pour lesdits Etabliffemens ou pour leur défense, & qui pourront être transportées selon les usages, & ne seront prohibées par aucunes loix ou statuts de notre Royaume, en acquittant & payant à nous, nos hoirs & successeurs, tous les droits, douanes & subsides, qui devront être payés ou payables pour lesdits effets.

Et de plus, Nous voulons, & tel est notre bon plaisir, & par ces Présentes, pour nous, nos hoirs

& successeurs, nous ordonnons, déclarons & accordons auxdits Gouverneur & Compagnie, & à leurs successeurs: que tous & chacun de nos Sujets, de nous, de nos hoirs & successeurs qui se sont déjà transportés & établis dans notredite Colonie & nosdits Etablissements de Providence, ou qui par la suite iront habiter dans ladite Colonie, & tous & chacun de leurs enfans qui y seront nés, ou qui seront nés sur mer en y allant ou en en revenant, auront & jouiront de toutes les libertés & immunités de nos Sujets libres & naturels, dans tous les Domaines de nous, de nos hoirs & successeurs, à tous les égards & suivant toutes les dispositions & clauses quelconques, comme si tous & chacun d'eux étoient nés dans notre Royaume d'Angleterre.

Et de plus, sachez que de notre plus abondante grace, certaine science & pur mouvement, Nous avons donné, accordé & confirmé, & par ces Présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, nous donnons, accordons & confirmons auxdits Gouverneur & Compagnie & à leurs successeurs, toute cette partie de nos Domaines dans la Nouvelle Angleterre en Amérique, contenant la baye Nahantick & Nanhyganfett, autrement dite Narraganfett, & les contrées & parties adjacentes, bornées à l'Ouest par le milieu ou le canal d'une rivière, communément appelée rivière de Paw-

catuck , autrement dite Pawcawtuck , & ainsi tout le long de ladite rivière , en suivant le plus grand bras ou le milieu de son canal & remontant dans la partie du Nord jusqu'à sa source , & delà par une ligne droite , tirée vers le Nord , jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne qui termine au Sud la Colonie de Massachusets ; & bornées au Nord , par la susdite ligne frontiere Méridionale de ladite Colonie ou des Etablissmens de Massachusets : la susdite partie concédée s'étend vers l'Est , à trois milles anglais à l'Est & au Nord-Est des parties les plus Est & Nord-Est de la susdite Baye Narragansett , en suivant ladite Baye depuis l'Océan jusqu'à l'embouchure de la rivière qui coule vers le Sud baignant la ville de Providence , & de là en suivant la rive Orientale de ladite rivière (que l'on nomme plus haut la rivière de Seacunk) & remontant aux cataractes , appelées cataractes de Patucket , qui sont à l'extrémité la plus Ouest de la Colonie de Plymouth ; & desdites cataractes par une ligne tirée droit au Nord , jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne frontiere Méridionale susdite de la Colonie de Massachusets , & est bornée au Sud par l'Océan : & nous leur donnons & confirmons en particulier les terres appartenantes à la ville de Providence , à Patuxit , Warwicke , Misquam-macock , autrement dite Pawcatuck , & toute

la partie du Continent dans l'espace susdit, ensemble avec Rhode-Island, Blocke-Island, & tout le reste des Isles & bancs de la Baye Narragansett, & qui bordent la côte dans le susdit espace (en exceptant seulement l'Isle des Pêcheurs , *Fisher's Island*,) ensemble avec toutes terres fermes , sols , terrains , havres , ports , rivières , eaux , pêcheries , mines royales , & toutes autres mines , minéraux , pierres précieuses , carrieres , bois , rochers , ardoises , & tous & chacun autres biens de quelque espece qu'ils soient, & aussi toutes juridictions , droits régaliens , privilèges , franchises , prééminences , & héritages quelconques , dans lesdits espaces , limites , terres & îles susdites , appartenant à tous ou chacun d'eux , à quelque titre que ce soit ; Pour les tenir & en jouir , par eux les Gouverneur & Compagnie & leurs successeurs à toujours , à titre de concession , pour leur usage & leur avantage à eux-mêmes , & ceux de leurs Associés habitans libres de ladite Colonie , leurs hoirs & ayans-cause ; & pour les tenir de nous , de nos hoirs & successeurs , comme mouvant du Château d'Est-Greenwick dans notre Comté de Kent , à *simple foi & hommage* , & non point à *titre de service personnel* , ni à *à titre de service de Chevalier* (5) : En

(5) Ce sont trois manières différentes , mais toutes honorables , de tenir les terres ou du Roi , ou des Seigneurs

acquittant & payant en conséquence à nous, nos hoirs & successeurs, seulement le cinquieme de toutes les mines d'or & d'argent qui y seront découvertes & exploitées, dans un tems quelconque, & ce, pour tenir lieu & compensation de tous services, droits, amendes, forfaitures, échues ou à écheoir, & de toutes prétentions ou demandes quelconques qui seront faites ou présentées à nous, nos hoirs & successeurs à ce sujet : & ce, nonobstant toutes concessions ou clauses à ce contraires, portées dans la dernière concession accordée aux Gouverneur & Compagnie de la Colonie de Connecticut en Amérique ; la susdite rivière Pawcatuck ayant été désignée après beaucoup de

particuliers, qui existoient en Angleterre sous le régime féodal, & dont les noms & quelques traces existent encore. Le *free ard common soccage*, que l'on a traduit par *simples foi & homage*, étoit une tenue pour laquelle il n'étoit effectivement dû souvent que le simple homage, elle entraînoit pourtant aussi quelquefois un service, soit militaire, soit de culture, & un cens, mais ce service étoit déterminé, soit pour la durée, soit pour la qualité ; la tenue *in capite*, que l'on a rendue par *service personnel*, étoit honorable, parce que c'étoit de la Couronne que l'on relevoit, mais le service en étoit indéterminé, ainsi que celui de la tenue *by Knight's service*, à titre de *service de Chevalier* ; cette dernière espèce de tenue, ainsi que la première, avoit lieu dans tous les Fiefs, & ne regardoit le Roi que comme Seigneur de Fief, & non comme Roi.

discussions, pour la limite fixe & certaine entre nos deux susdites Colonies, par leurs agens, qui sont encore convenus que ladite rivière Pawcatuck, fera aussi autrement appelée, rivière Narogansett ou Narrogansett; & que, pour prévenir toutes disputes qui pourroient à l'avenir s'élever sur ce sujet, elle fera toujours par la suite désignée, prise & regardée comme étant la rivière Narrogansett, mentionnée dans notre dernière concession en faveur de la Colonie de Connecticut, pour être la limite Orientale de cette Colonie.

Et de plus, Nous voulons, & tel est notre bon plaisir: que dans toutes affaires d'intérêt public qui pourront avoir lieu dans notre Colonie & nos Etablissmens de Providence, & qui exigeront un appel, à nous, nos hoirs & successeurs, pour le jugement de ces cas, ou redressement de ces griefs dans notre Royaume d'Angleterre, il soit permis aux habitans de ladite Colonie & desdits Etablissmens de Providence, de passer & repasser librement, sans avoir besoin de permission & sans être molestés, dans & par le reste de nos Colonies Angloises, pour leurs besoins civils ou légitimes, de communiquer, entretenir commerce, & trafiquer avec tous habitans de nos autres Colonies Angloises qui voudront les y admettre, en se conduisant bien & paisiblement parmi eux: & ce, nonobstant tous actes, clauses

ou sentences à ce contraires qui auroient été ou qui pourroient être décernées dans aucunes desdites Colonies.

Et enfin, pour nous, nos hoirs & successeurs, Nous ordonnons & accordons par ces Présentes, auxdits Gouverneur & Compagnie, & à leurs successeurs : que nos présentes Lettres-Patentes seront stables, bonnes, efficaces & valables en toutes choses comme une loi, à tous égards, intentions & effets quelconques, suivant nos véritables desseins & intentions ci-devant déclarés dans lesdites Présentes; & qu'elles seront interprétées, réputées & jugées dans tous les cas de la manière la plus favorable au profit & à l'avantage desdits Gouverneur & Compagnie, & de leurs successeurs, quoique mention expresse, &c. *En témoin de quoi, &c. témoin, &c.*

Par le Roi lui-même. *Per ipsum Regem.*

Depuis que la Grande-Bretagne a commencé les hostilités, l'Etat de Rhode-Island & des Etablissements de Providence, n'a pas pris une forme de Gouvernement différente de celle contenue dans la précédente Charte; car le Roi, par cette Charte, cédoit aux Gouverneur & Compagnie, tous pouvoirs législatif, exécutif & judiciaire, se réservant seulement, comme une reconnoissance

de la souveraineté, le droit d'un cinquième dans le produit des mines d'or & d'argent que l'on pourroit trouver dans le territoire de cette Colonie.

Le Gouverneur, les principaux Magistrats, & les Membres de la Législature sont choisis par les habitans libres en la maniere accoutumée, & tous les Officiers de Justice & ceux chargés de quelque département de la puissance exécutive sont élus annuellement par les Gouverneur & Compagnie, ou par les Chambres haute & basse de l'Assemblée. Tout les actes publics & judiciaires qui s'intituloient précédemment *au nom du Roi*, s'intitulent actuellement *au nom des Gouverneur & Compagnie*. Les sermens d'obéissance, de fidélité, & ceux que l'on prête pour les différens Offices, sont faits conformément aux principes de la révolution. Le Gouverneur, dans sa qualité législative, n'a pas le droit négatif sur les actes passés dans les deux Chambres, mais il a seulement une voix en commun avec les autres Magistrats.

L'Etat est divisé en cinq Comtés dans chacun desquels il y a une Cour de Plaids communs, & des Sessions générales de paix, qui se tiennent deux fois chaque année, pour l'expédition de toutes les causes non capitales qui s'élèvent dans leur ressort. Il y a appel de ces Cours à la Cour supérieure de judicature, à la Cour d'Assises, &

à la Cour Criminelle générale (6), dont la Jurisdiction s'étend sur tout l'Etat, & qui siègent aussi deux fois l'année dans chaque Comté : la Constitution n'admet d'établissmens religieux que ceux qui dépendent du choix volontaire des individus. Tous les hommes qui font profession de reconnoître un Etre suprême sont également protégés par les loix, & aucune secte particulière ne peut prétendre à la prééminence.

(6) Le nom anglais de cette Cour est *Général Jail Delivery*, c'est-à-dire, *Cour Générale pour vider les prisons* : elle juge tous les prisonniers arrêtés depuis sa dernière Session, & les prisons sont effectivement vidées, lorsque la session finit.

IV.

CONNECTICUT.



CONNECTICUT.

EXPOSÉ de la Constitution de Connecticut.

L'ÉTAT de Connecticut est divisé en six Comtés, & chaque Comté est subdivisé en un certain nombre de *Districts* (1); chaque District a le droit d'envoyer deux Représentans à la *Cour générale ou Assemblée*. La Cour générale est composée de deux Corps appelés *Chambre haute & Chambre basse*. La Chambre haute est composée du Gouverneur, du Député-Gouverneur, & de douze Assistans ou Conseillers; & la Chambre basse est composée des Représentans des différens Districts. Cette Cour a seule le pouvoir de faire & d'abroger les Loix, d'accorder les

(1) On a rendu ici le mot *Town, Ville*, par *District*, parce qu'il s'agit d'arrondissemens autour de chaque ville, plus grands que ce que l'on nomme communément *Banlieue*.

levées d'impôts, de disposer des terres appartenant à l'Etat, aux Districts, & même aux particuliers (2); d'ériger & d'instituer des Tribunaux & des Officiers suivant qu'elle le juge nécessaire pour le bon gouvernement du Peuple, & aussi de faire rendre compte à toutes Cours, Magistrats ou autres Officiers pour mauvaise conduite ou mauvaise administration; & elle peut, pour de justes motifs, les mettre à l'amende, les déplacer, les destituer, ou les traiter de toute autre manière, selon que la nature des cas le requiert: elle peut aussi agir & procéder dans toute autre matière qui concerne le bien de l'Etat, excepté pour l'élection du Gouverneur, du Député-Gouverneur, des Assistans, du Trésorier & du Secrétaire, qui seront élus par les habitans libres à la Cour annuelle d'élection, à moins qu'il n'arrive une vacance par mort ou pour autre cause après l'élection; dans ce cas, il sera pourvu au remplacement par la Cour générale. Cette Cour a aussi le pouvoir, pour des raisons qui lui paroîtront suffisantes, d'accorder surséance, décharge & élargissement sur répit, dans les affaires

(2) Cette autorité de disposer des biens appartenant aux Districts & aux Particuliers, est restreinte, comme de raison, à en disposer pour la défense & les besoins de l'Etat, en indemnifiant ceux de qui la propriété a souffert quelque atteinte:

criminelles & capitales. La Cour générale a deux sessions fixes chaque année, les seconds Jeudis des mois de Mai & d'Octobre.

Le Gouverneur, ou en son absence le Député-Gouverneur, peuvent convoquer l'Assemblée dans tout autre tems pour des cas urgens. Le Gouverneur, le Député-Gouverneur, les Assistans & le Secrétaire sont élus annuellement le second Jeudi de Mai; les Représentans sont choisis de nouveau pour chaque session fixe. Les Juges & autres Officiers de Justice, sont nommés annuellement par la Cour générale; les mêmes sont ordinairement continués d'année en année, tant qu'ils sont en état de servir, à moins qu'ils ne se rendent coupables de mauvaise conduite. Les Shériffs sont nommés par les Gouverneur & Conseil, sans fixation de tems, & peuvent être destitués par la même autorité qui les a nommés. Le Gouverneur en exercice est Capitaine-Général de la Milice; le Député-Gouverneur Lieutenant-Général; les autres Officiers Généraux & les Officiers Supérieurs sont nommés par la Cour générale, & reçoivent leurs Commissions du Gouverneur. Les Capitaines & Officiers subalternes sont choisis par le suffrage de la Compagnie, & de tous les habitans libres domiciliés dans l'arrondissement de la Compagnie, & qui mariés ou non, vivent dans leur ménage.

Il faut que les Sujets ainsi choisis, soient approuvés par la Cour générale, & reçoivent leurs Commissions du Gouverneur avant de pouvoir entrer en fonctions. Tous les Officiers Militaires gardent leurs emplois tant qu'il plaît à l'Assemblée, & ils ne peuvent pas donner leur démission sans la permission du Capitaine-Général, sous peine de faire le service de simples soldats.

La manière d'élire les Gouverneur, Député-Gouverneur, Assistans, Trésorier & Secrétaire, est, que les habitans libres des différens districts s'assemblent le lundi qui suit immédiatement le premier mardi du mois d'Avril de chaque année (jour fixé par la Loi pour ces élections, & aussi pour celle des Représentans), & donnent leurs suffrages aux Sujets qu'ils choisissent pour chacun de ces Offices respectivement, en écrivant les noms desdits Sujets sur un morceau de papier; ces suffrages sont reçus & cachetés par un ;*Connétable* (3), dans l'Assemblée des habitans libres; on fait un paquet séparé des suffrages pour chaque Office; on écrit sur le paquet le nom du District, & celui de l'Office; & tous les paquets sont envoyés par les Représ-

(3) *Coustable*, *Connétable*, est un Officier de Justice inférieur, ou plutôt un servant de la Justice, de qui les fonctions répondent à celles de nos Huissiers, Sergens, & aussi du Guet & de la Maréchaussée.

Représentans à la Cour générale, qui doit se tenir le second jeudi du mois de Mai suivant: à cette époque, après que la Chambre des Représentans a choisi son Orateur & son Greffier, on choisit un Comité des Membres des deux Chambres, pour trier & compter les suffrages, & proclamer les noms des Sujets choisis pour lesdits Offices. Tout habitant libre ayant qualité pour voter à l'élection des Représentans, &c. est éligible pour tout Office du Gouvernement. Quant à l'élection des Assistans, vingt Sujets sont nommés par les suffrages des habitans libres à leur Assemblée pour l'élection des Représentans au mois de Septembre de chaque année; ces suffrages sont cachetés & envoyés à la Cour générale dans le mois d'Octobre suivant; là ils sont comptés par un Comité des deux Chambres; & la nomination des vingt Sujets qui ont le plus grand nombre de suffrages demeure en état, jusqu'à ce que sur ce nombre il en soit choisi douze pour Assistans, par les habitans libres, en Avril suivant, de la manière ci-devant exposée.

Les qualités requises pour donner à une personne le droit de voter à l'élection des Officiers du Gouvernement, sont, maturité d'âge, conduite tranquille & paisible, douceur dans le commerce de la vie, & une franche tenue de quarante schellings, ou un bien meuble de quarante

livres sterling. Si les Officiers Municipaux du District certifient les qualités de quelqu'un à ces différens égards, il est admis comme habitant libre, en prêtant le serment de fidélité à l'État.

Les noms de tous ceux ainsi admis, sont enregistrés dans le Greffe du District, & ils continuent d'être réputés habitans libres leur vie durant, à moins qu'ils ne soient privés de leur franchise par une Sentence de la Cour supérieure, sur conviction de mauvaise conduite.

Le Gouverneur, ou en son absence le Député-Gouverneur dans la Chambre haute, & l'Orateur dans la Chambre basse de l'Assemblée, ont la voix prépondérante, lorsque les membres de leurs Chambres respectives, eux compris, sont partagés également sur une question.

Il y a dans cet État une Cour supérieure, composée d'un Chef-Juge, & de quatre autres Juges qui connoissent de toutes les affaires criminelles, & qui peuvent condamner à la mort, à la privation de quelque membre, & au banissement. Cette Cour a droit aussi d'entendre & juger toutes les causes civiles apportées par appel des Cours des Comtés ou en révision. Elle connoît aussi de toutes les affaires de divorce. Il y a chaque année deux sessions fixes de la Cour supérieure dans chaque Comté.

Il y a aussi des Cours de Comté qui se tiennent dans les différens Comtés, & qui sont composées d'un Chef-Juge & de quatre Juges *du Quorum* (4). Elles connoissent dans l'étendue de leurs Comtés respectifs, de toutes les causes criminelles dont la punition ne va ni à la privation de la vie, ou d'un membre, ni au bannissement. Les Cours de Comté connoissent aussi en première instance de toutes les actions civiles, dont le fond n'excède pas quarante schellings.

La Cour supérieure & les Cours de Comté

(4) Il y a dans chaque Comté en Angleterre, un assez grand nombre de Juges de Paix, & ces Officiers de Justice sont aussi nombreux dans les différens Comtés des Etats Américains; outre la Police dont ils sont chargés, ils forment encore en se réunissant plusieurs ensemble, un Tribunal qui connoît de certaines affaires criminelles; mais comme tous les Juges de Paix ne sont pas également instruits, ni capables, on en distingue quelques-uns, dont la présence est exigée pour donner de l'activité à ce Tribunal, & la formule de la commission l'indique par ces termes, *quorum aliquem vestrum A. B. C. D. unum esse volumus*; de-là vient le nom de *Juges du Quorum* que l'on donne aux Juges de Paix honorés de cette prérogative.

Les Cours Criminelles de Comté dans l'Etat de Connecticut, seront donc composées d'un Chef-Juge, & de quatre *Juges du Quorum*, c'est-à-dire, de quatre des Juges de Paix les plus capables du Comté.

procèdent en matières de fait par la voie d'un Juré, selon le cours de la Loi commune.

Les Juges de Paix ont l'autorité d'entendre & juger les actions civiles, dont le fond n'excède pas quarante schellings. Ils connoissent aussi de quelques cas de nature criminelle, dont la punition par amende n'excède pas quarante schellings, ou par le fouet, dix coups, ou qui se borne à mettre le criminel *dans les planches* (5).

Cet État est aussi divisé en un certain nombre de Districts pour la vérification des testamens: on nomme dans chacun de ces Districts un Juge pour vérifier les testamens, accorder des lettres d'administration sur les biens de ceux qui sont morts *ab intestat*, &c. Il y a appel de tous les jugemens de cette Cour, à la Cour supérieure.

La Cour supérieure, les Cours de Comté, & les Cours de vérification nomment leurs Greffiers respectifs.

La Cour générale a été jusqu'à ces derniers tems la seule *Cour de Chancellerie* (6) dans cet

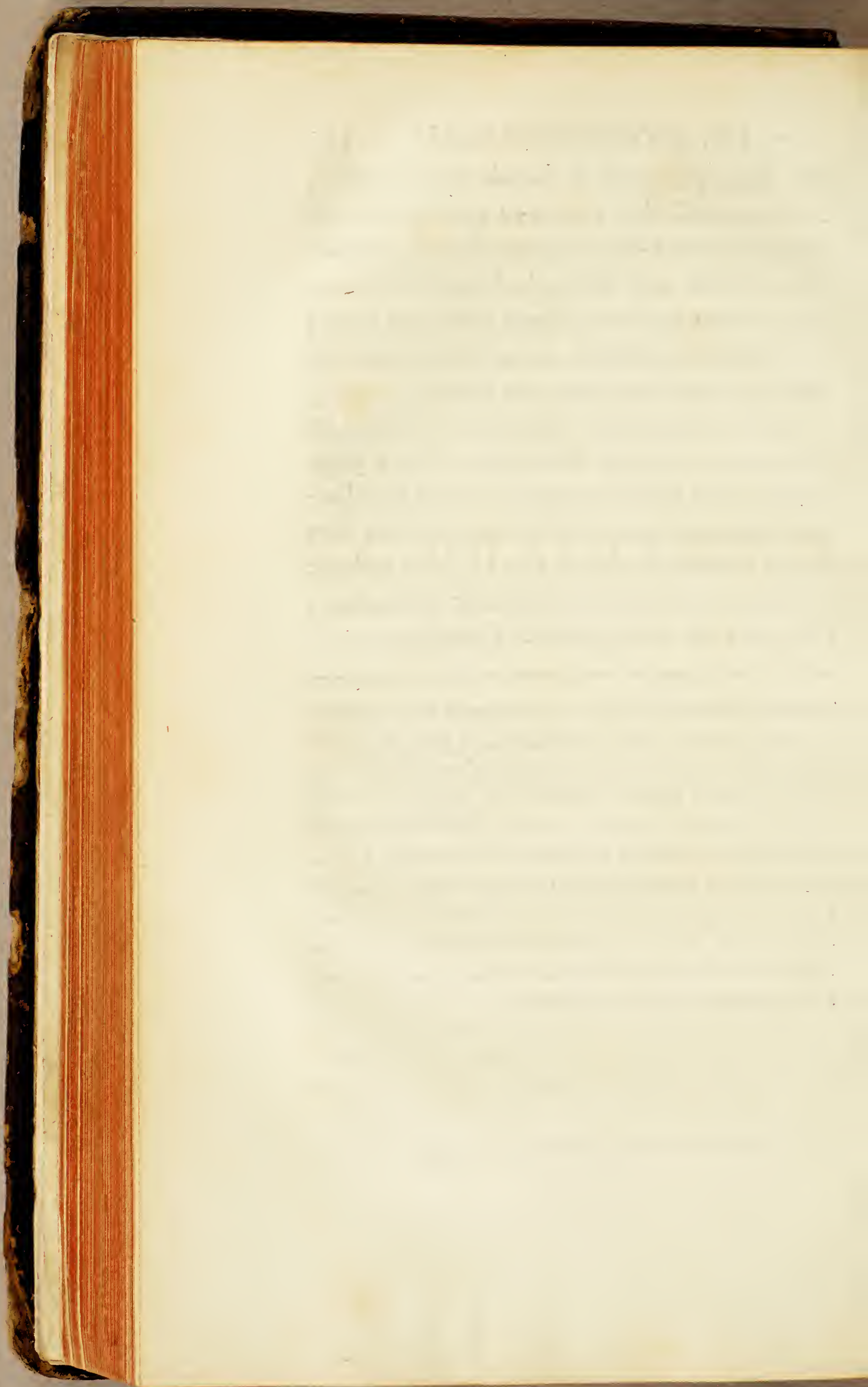
(5) C'est la traduction littérale de la phrase anglaise *Sit in the stocks*. Le Criminel a les bras & les jambes passées dans des planches horizontales fort rapprochées l'une de l'autre, & qui le tiennent accroupi dans une situation fort incommode. Cette punition est aussi en usage dans la Marine anglaise.

(6) Le Chancelier en Angleterre est le chef de deux

État. Mais par une Loi donnée nouvellement, les Cours de Comté jugent en matière d'équité depuis la somme de cinq livres sterling, jusqu'à celle de deux cens livres; la Cour supérieure, depuis deux cens livres jusqu'à huit cens livres; & l'Assemblée générale connoît de toutes les causes qui excèdent huit cens livres.

Tous les Procureurs sont admis & reçus au serment par les Cours de Comté : il n'y a point de Procureur Général, mais il y avoit sous l'ancien Gouvernement un Procureur du Roi dans chaque Comté; & depuis que le Roi a abdiqué le Gouvernement, ces Procureurs s'intitulent : *Procureurs des Gouverneur & Compagnie.*

Tribunaux distincts & séparés, l'un appelé *Cour ordinaire de Loi*, connoît de certaines affaires, & juge d'après le texte précis de la Loi; l'autre, nommée *Cour d'Équité*, s'écarte de ce texte pour en suivre l'esprit, lorsque le cas ou les circonstances l'exigent, & juge d'après ce qui paroît être le plus conforme à la Justice. *V. la note (5) de la Constitution de Massachusetts.* C'étoit en matière d'équité que la Cour générale de Connecticut étoit *Cour de Chancellerie*, & le droit de juger dans ces matières y est subdivisé par la Constitution nouvelle, & attribué aux Cours de Comté pour les petites sommes.



V.

NEW-YORK.



NEW-YORCK.

CONSTITUTION de l'État de
New-Yorck, établie par la Convention
autorisée & revêtue de pouvoirs à cet
effet, le 20 Avril 1777.

ART. I. **L**A présente Convention, au nom & par l'autorité du bon Peuple de cet Etat, ordonne, décide & déclare qu'il ne fera sous aucun prétexte exercé d'autorité quelconque sur le Peuple ou les Membres de cet Etat, que celle qui sera émanée du Peuple, ou accordée par lui.

II. La Convention ordonne, décide & déclare de plus, au nom & par l'autorité du bon Peuple de cet Etat, que la Puissance législative suprême dans cet Etat sera confiée à deux Corps distincts & séparés, dont l'un s'appellera *l'Assemblée de l'Etat de New-Yorck*, & l'autre, le *Sénat de l'Etat de New-Yorck*, lesquels deux Corps formeront la Législature, & s'assembleront une fois au moins chaque année pour l'expédition des affaires.

III. Comme il feroit possible que l'on passât à la hâte & inconsidérément des Loix incompatibles avec l'esprit de la présente Constitution, & avec le bien public, il est ordonné que le Gouverneur en exercice, le Chancelier & les Juges de la Cour suprême, ou deux d'entre-eux avec le Gouverneur, seront établis (& ils le sont par la présente Constitution), comme un Conseil pour revoir tous les Bills passés en Loix par la Législature; & qu'à cet effet ils s'assembleront de tems en tems lorsque la Législature sera assemblée, mais qu'ils ne recevront aucuns salaires ni gratifications pour ce service. Tous les Bills qui auront été passés par le Sénat & par l'Assemblée, devront, avant de devenir Loix, être présentés audit Conseil pour y être revus & examinés; & si d'après cette révision & cet examen, il ne paroît pas convenable audit Conseil ou à la pluralité de ses Membres, que ledit Bill devienne une Loi de cet Etat, le Conseil le renverra avec ses objections par écrit au Sénat & à la Chambre d'Assemblée, c'est-à-dire, à celui de ces deux Corps où le Bill aura été d'abord proposé; ce Corps enrégistrera tout au long sur ses registres les objections envoyées par le Conseil, & procédera à un nouvel examen dudit Bill. Mais si, d'après ce nouvel examen, les deux tiers dudit Sénat ou de ladite Chambre d'Assemblée le pas-

sent de nouveau, malgré lescdites objections, il sera envoyé à l'autre Chambre de la Législature, où il sera aussi examiné, & s'il est approuvé par les deux tiers des Membres présens, il sera *Loi*.

Pour prévenir tous délais qui ne feroient point nécessaires, il est ordonné de plus que, si un Bill n'est pas renvoyé par le Conseil dans les dix jours depuis sa présentation, il deviendra *Loi*, à moins que par quelque ajournement la Législature n'ait rendu impraticable le renvoi dudit Bill dans les dix jours; auquel cas il faudra que le Bill soit renvoyé à la première séance de la Législature, après les dix jours expirés.

IV. L'Assemblée sera composée au moins de soixante-dix Membres, qui seront choisis annuellement dans les différens Comtés, & dans les proportions suivantes.

Pour les Ville & Comté de New-Yorck... 9.

Les Ville & Comté d'Albany. . . . 10.

Le Comté de la Duchesse. 7.

Le Comté de Westchester. 6.

Le Comté d'Ulster.. . . . 6.

Le Comté de Suffolk. 5.

Le Comté de la Reine. 4.

Le Comté d'Orange. 4.

Le Comté du Roi. 2.

Le Comté de Richmond.	2.
Le Comté de Tryon.	6.
Le Comté de Charlotte.	4.
Le Comté de Cumberland.	3.
Le Comté de Gloucester.	2.

 70.

V. Aussi-tôt que faire se pourra, après sept années expirées depuis la fin de la guerre actuelle, il sera dressé, sous la direction de la Législature, un cens & dénombrement des Electeurs & des habitans de cet Etat; si d'après ce dénombrement il paroît que le nombre des Représentans pour lesdits Comtés dans l'Assemblée, ne soit pas dans une juste proportion avec le nombre des Electeurs desdits Comtés respectifs, la Législature arrangera & proportionnera la représentation d'après la base précédente. Une fois tous les sept ans, après la confécution du susdit dénombrement, il sera pris un état exact des Electeurs résidant dans chaque Comté; & s'il résulte de cette nouvelle opération, que dans un Comté le nombre des Electeurs ait augmenté ou diminué d'un septième ou plus, du nombre total des Electeurs qui aura été trouvé dans le susdit premier dénombrement de cet Etat, le nombre des Représentans pour ce Comté sera augmenté ou

diminué en conséquence, c'est-à-dire, d'un Représentant pour chaque septième, comme il a été dit plus haut.

VI. Comme depuis long-tems il y a parmi ce bon Peuple beaucoup de gens qui pensent que la voie du scrutin pour les suffrages dans les élections, tendroit plus à conserver la liberté que les suffrages donnés de vive voix; afin de bien connoître par expérience laquelle des deux méthodes de votation doit être préférée: il est ordonné que, aussi-tôt que faire se pourra, après la fin de la guerre actuelle entre les Etats-Unis d'Amérique & la Grande-Bretagne, il sera passé par la Législature de cet Etat un ou plusieurs actes, pour que toutes les élections à faire par la suite dans cet Etat, des Sénateurs & des Représentans dans l'Assemblée, se fassent au scrutin, & pour régler la manière dont on y devra procéder. Et comme il se peut qu'après tous les soins de la Législature dans la confection de cet acte ou de ces actes, il se trouve certains inconvéniens & vices imprévus aujourd'hui dans la méthode d'élire au scrutin:

Il est ordonné de plus, que si, après une expérience bien complète de la méthode susdite du scrutin, elle se trouve moins propre & moins conforme à la sûreté & aux intérêts de l'Etat, que la méthode de donner les suffrages de vive

voix, la Législature pourra légalement & constitutionnellement l'abolir, pourvu que les deux tiers des Membres présens dans chaque Chambre respective soient de cet avis. Mais pendant la durée de la guerre actuelle, & jusqu'à ce que la Législature de cet Etat pourvoie à l'élection par le scrutin des Sénateurs & des Représentans dans l'Assemblée, lesdites élections se feront de vive voix.

VII. Tout habitant mâle de l'âge requis, ayant personnellement résidé dans un des Comtés de cet Etat pendant les six mois qui auront immédiatement précédé le jour de l'élection, aura droit de suffrage à cette élection pour les Représentans dudit Comté dans l'Assemblée, si, durant le tems susdit, il a été Franc-Tenancier, possédant une franche-tenue de la valeur de vingt livres sterling dans ledit Comté, ou s'il a tenu à bail dans ledit Comté un fonds de la valeur de quarante schellings, & s'il a été taxé & a payé actuellement l'impôt pour ces biens. Mais tout homme actuellement habitant libre de la Ville d'Albany, ou qui a été fait habitant libre de la Ville de New-Yorck, à l'époque du quatorze Octobre de l'an de Notre Seigneur mil sept cent soixante-quinze ou auparavant, & qui sera actuellement & à l'ordinaire résidant dans lesdites Villes respectivement, aura droit de voter pour les

les Représentans dans l'Assemblée, dans ladite Ville de résidence (1).

VIII. Tout Électeur, avant d'être admis à donner son suffrage, devra, s'il en est requis par l'Officier chargé du procès-verbal ou quelqu'un des Inspecteurs, prêter le serment, ou, s'il est de la secte appelée *Quakers*, faire l'affirmation de fidélité à cet Etat.

IX. L'Assemblée ainsi constituée, choisira son Orateur, fera juge de ses Membres, jouira des mêmes privileges, & procédera dans l'expédition des affaires de la même manière que les Assemblées de la Colonie de New-Yorck avoient ci-devant droit de le faire; & une majorité des Membres de ce Corps constituera dans l'occasion une Chambre suffisante pour procéder à l'expédition des affaires.

(1) Cette dernière clause est une faveur pour les habitans libres d'Albany, & pour ceux qui ont obtenu ce titre à New-Yorck, avant que les Anglais s'en emparassent, puisque l'on n'exige d'eux pour être Électeurs, que la simple preuve de résidence, tandis que les habitans des Comtés doivent, pour avoir qualité, faire les autres preuves indiquées ci-dessus; cette même clause est aussi une exclusion pour ceux qui auront obtenu du Gouvernement ou des Généraux Anglais le titre d'habitans libres de New-Yorck, depuis le quatorze Octobre mil sept cent soixante-quinze.

X. La Convention ordonne, décide & déclare de plus, au nom & par l'autorité du bon Peuple de cet Etat, que le Sénat de l'Etat de New-Yorck fera composé de vingt-quatre Membres, choisis dans tout le Corps des Francs-Tenanciers, & qu'ils seront élus par tous ceux des Francs-Tenanciers de cet Etat qui possèdent des franchises valant cent livres sterling, outre & par-dessus toutes dettes dont elles pourroient être grevées.

XI. Les Membres du Sénat seront élus pour quatre ans; immédiatement après la première élection ils seront partagés par le sort en quatre classes de six Sénateurs chacune, & numérotées un, deux, trois & quatre. Les places des Membres de la première classe seront vacantes à l'expiration de la première année, celles de la seconde classe à la fin de la seconde année, & ainsi de suite, afin qu'il puisse y avoir toujours, autant que faire se pourra, un quart du Sénat élu chaque année.

XII. L'élection des Sénateurs se fera de la manière suivante : Les Comtés nombreux dans lesquels cet Etat est actuellement partagé, seront rangés sous quatre grands Districts, dont le District Méridional comprendra les Ville & Comté de New-Yorck, & les Comtés de Suffolk, Westchester, King's, *du Roi*, Queen's, *de la Reine*,

& Richmond ; le District du Milieu, les Comtés de la Duchesse, d'Ulster & d'Orange ; le district Occidental, les Ville & Comté d'Albany, & le Comté de Tryon ; & le District Oriental, les Comtés de Charlotte, de Cumberland & de Gloucester. Et les Sénateurs feront élus par les Francs-Tenanciers desdits Districts, ayant qualité, comme il a été dit ci-dessus, dans les proportions suivantes, savoir ;

Dans le District Méridional.	9.
Dans le District du Milieu.	6.
Dans le District Occidental.	6.
Dans le District Oriental. ,	3.

24.

Et il est ordonné qu'il sera fait, sous la direction de la Législature, un cens ou dénombrement, aussitôt qu'il se pourra, après sept années expirées depuis la fin de la guerre actuelle ; & si, d'après ce dénombrement, le nombre des Sénateurs ne paroît pas être dans une juste proportion entre les différens Districts, la Législature établira cette proportion aussi exactement qu'il sera possible, relativement au nombre des Francs-Tenanciers de chaque District, ayant qualité, comme il est dit ci-devant. Lorsque le nombre

des Electeurs , dans un des Districts , fera augmenté d'un vingt-quatrième du nombre total des électeurs , qui par le susdit premier dénombrement se seront trouvés dans cet Etat , il sera choisi un Sénateur de plus par les Electeurs de ce District. Il faudra une majorité des Sénateurs , ainsi choisis , pour constituer un Sénat suffisant pour agir ; & le Sénat , ainsi que l'Assemblée , fera juge de ses propres Membres. Il est encore ordonné que les Législatures de cet Etat auront à l'avenir , pour la commodité & l'avantage de ce bon Peuple , le pouvoir de diviser & subdiviser l'Etat en un autre & plus grand nombre de Comtés & de Districts , selon qu'elles le jugeront convenable.

XIII. La Convention ordonne , décide & déclare de plus , au nom & par l'autorité du bon Peuple de cet Etat , qu'aucun Membre de cet Etat ne sera dépouillé de sa franchise , ni privé d'aucuns des droits ou privileges assurés aux Sujets de cet Etat par la présente Constitution , que par un Jugement de ses Pairs en vertu de la Loi du Pays.

XIV. L'Assemblée ni le Sénat ne pourront pas s'ajourner eux-mêmes pour un tems plus long que deux jours , sans le consentement réciproque des deux Corps.

XV. Toutes les fois que l'Assemblée & le

Sénat différeront d'avis, il se tiendra une conférence en présence des deux Corps, par deux Comités qu'ils auront respectivement choisis au scrutin. Les portes du Sénat & de l'Assemblée seront toujours ouvertes à tout le monde, excepté lorsque le bien de l'Etat exigera que leurs débats soient tenus secrets. Il sera tenu des Journaux exacts de tous leurs actes, délibérations, &c. en la manière usitée jusqu'à ce moment par l'Assemblée générale de la Colonie de New-Yorck; &, à l'exception des parties que ces deux Corps jugeront respectivement ne pas devoir rendre publiques, comme on l'a dit ci-devant, ils seront imprimés & publiés jour par jour, (si les occupations de la Législature le permettent).

XVI. La Convention décide provisoirement que le nombre des Sénateurs ne fera jamais au-dessus de cent, ni celui des Représentans dans l'Assemblée au-dessus de trois cent; mais que toutes les fois que le nombre des Sénateurs montera à cent, & celui des Membres de l'Assemblée à trois cent, alors & dans ce cas la Législature à l'avenir devra partager & distribuer ces susdits cent Sénateurs, & trois cent Représentans entre les grands Districts & les Comtés de cet Etat, en proportion du nombre de leurs Electeurs respectifs; de manière que la représentation du bon Peuple de cet Etat demeure

toujours égale & proportionnelle , tant dans le Sénat que dans l'Assemblée.

XVII. La Convention ordonne , décide & déclare de plus , au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat , que la suprême Puissance & Autorité exécutive de cet Etat sera confiée à un Gouverneur , & que , une fois tous les trois ans régulièrement , & aussi souvent que la place de Gouverneur vaquera , il sera élu par les Franc-Tenanciers de cet Etat , ayant qualité , comme il a été prescrit ci-dessus , pour élire les Sénateurs , un Franc-Tenancier sage & prudent pour Gouverneur. Ces élections se feront toujours dans les mêmes tems & dans les mêmes lieux que celles des Représentans dans l'Assemblée pour les Comtés respectifs ; & le Sujet qui aura le plus grand nombre de suffrages sur la totalité dudit Etat , en fera le Gouverneur.

XVIII. Le Gouverneur restera trois ans en charge ; & en vertu de son office , il fera Général & Commandant en chef de toute la Milice , & Amiral de la Marine de cet Etat : il aura le pouvoir de convoquer l'Assemblée & le Sénat dans les occasions extraordinaires , de les proroger d'un tems à un autre , pourvu que ces prorogations n'excedent pas soixante jours dans l'espace d'une seule année ; & d'accorder à sa discrétion des répits & des graces aux personnes

convaincues de crimes , autres pourtant que la trahison ou le meurtre , pour lesquels crimes il pourra seulement suspendre l'exécution de la Sentence , jusqu'à ce qu'il en ait été fait rapport à la Législature , lors de sa plus prochaine séance ; & la Législature fera grace , ordonnera l'exécution du Criminel , ou accordera un plus long répit.

XIX. Il fera du devoir du Gouverneur d'informer la Législature à chaque session , de la situation de l'Etat , dans tout ce qui concernera son Département ; de recommander à sa considération toutes les matières qui lui paroîtront intéresser son bon gouvernement , son avantage & sa prospérité ; de correspondre avec le Congrès Continental , & avec les autres Etats ; d'expédier toutes les affaires nécessaires avec les Officiers du Gouvernement & les Officiers Civils & Militaires ; de veiller avec le plus grand soin , à ce que les Loix soient fidèlement exécutées ; & enfin de faire exécuter toutes les résolutions de la Législature.

XX. Il fera élu un Lieutenant-Gouverneur à toutes les élections de Gouverneur : il fera élu de la même manière & pour le même tems que le Gouverneur ; & dans le cas de mort , de démission ou de destitution du Lieutenant-Gouverneur , il en fera élu un nouveau pour rester en charge jusqu'à la prochaine election d'un

Gouverneur. Le Lieutenant-Gouverneur, en vertu de son Office, fera Président du Sénat, & y aura voix pour départager, en cas de partage égal d'avis, mais n'y aura pas de voix dans les autres occasions.

Dans le cas où il feroit intenté une accusation en crime d'État contre le Gouverneur, dans le cas où il feroit destitué, où il viendrait à mourir, donneroit sa démission, ou s'absenteroit de l'État, le Lieutenant-Gouverneur exercera tous les pouvoirs & toute l'autorité attribuées à l'Office de Gouverneur, jusqu'à ce qu'il en ait été choisi un autre, ou jusqu'à ce que le Gouverneur accusé ou absent, soit revenu ou déchargé d'accusation. Mais dans le cas où le Gouverneur feroit absent de l'État avec le consentement de la Législature, pour être, en tems de guerre à la tête de ses armées, ledit Gouverneur continuera de garder le commandement en chef de toutes les forces militaires de cet État, sur terre & sur mer.

XXI. Toutes les fois que le Lieutenant-Gouverneur remplira les fonctions de Gouverneur, ou qu'il ne pourra pas remplir celles de Président du Sénat, les Sénateurs auront le pouvoir d'élire un d'entr'eux pour remplir cette place, & ce Président *par interim* cessera de l'être aussitôt que le Lieutenant-Gouverneur reprendra sa séance.

Si durant la vacance de l'Office de Gouverneur , le Lieutenant-Gouverneur est accusé de crime d'Etat ou destitué , s'il donne sa démission, s'il vient à mourir, ou s'il s'absente de l'Etat , le Président du Sénat exercera toutes les fonctions du Gouvernement, comme l'auroit fait le Lieutenant-Gouverneur , jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la vacance par les suffrages du peuple dans la prochaine élection.

XXII. La Convention ordonne, décide & déclare de plus , au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat , que le Trésorier de cet Etat sera nommé par un acte de la Législature , qui sera proposé d'abord dans l'Assemblée ; mais aucun Membre de l'une ou de l'autre Chambre de la Législature ne sera éligible pour cette charge.

XXIII. Tous les Officiers , à la nomination desquels la Constitution n'a pas pourvu d'une autre manière , seront nommés comme il suit : une fois chaque année l'Assemblée nommera , par des suffrages à haute voix , un des Sénateurs de chaque grand District ; ces Sénateurs formeront un Conseil pour la nomination des susdits Officiers , & auront pour Président le Gouverneur en charge ou le Lieutenant-Gouverneur , ou le Président du Sénat , c'est-à-dire , celui de ces Officiers qui remplira actuellement les fonctions de Gouverneur ; cet Officier aura voix pour départager

seulement ; ce sera lui qui , avec l'avis & le consentement dudit Conseil , proclamera la nomination desdits Officiers , & la majorité du susdit Conseil fera un *Quorum*. Les mêmes Sénateurs ne pourront pas être élus deux années de suite pour le susdit Conseil.

XXIV. Tous les Officiers Militaires seront nommés pour un tems à volonté ; tous les Officiers Civils & Militaires qui devront être pourvus de commissions , le feront par le Gouverneur ; & le Chancelier , les Juges de la Cour suprême , & le premier Juge de la Cour de Comté dans chaque Comté , garderont leurs Offices tant qu'ils s'y conduiront bien , ou jusqu'à ce qu'ils aient respectivement atteint l'âge de soixante ans.

XXV. Le Chancelier & les Juges de la Cour suprême ne pourront pas être en même tems revêtus d'un autre Office , excepté pourtant celui de Délégué au Congrès Général dans des occasions particulières & importantes ; & les premiers Juges des Cours de Comté dans les différens Comtés , ne pourront pas être en même tems revêtus d'un autre Office , excepté celui de Sénateur ou de Délégué au Congrès Général ; mais si le Chancelier ou quelqu'un desdits Juges sont élus ou nommés à quelque Office , autre que ceux ci-dessus exceptés , ils pourront opter entre les deux.

XXVI. Les Shériffs & les Coroners seront nommés chaque année ; personne ne pourra conserver l'un ou l'autre desdits Offices plus de quatre ans de suite , & l'Office de Shériff sera incompatible avec tout autre.

XXVII. Il est ordonné de plus , que le Garde des registres , & les Greffiers de la Chancellerie seront nommés par le Chancelier ; les Greffiers de la Cour suprême , par les Juges de ladite Cour ; le Greffier de la Cour des vérifications des testamens , par le Juge de ladite Cour ; & le Garde des registres & le Maréchal de la Cour d'Amirauté , par le Juge de l'Amirauté. Ledsits Maréchal , Gardes des registres & Greffiers garderont leurs Offices durant le bon plaisir de ceux par qui ils auront été nommés , comme il a été dit ci-devant.

Tous les Procureurs , Solliciteurs , & Conseillers de loi , qui seront nommés dans la suite , le seront par la Cour , & seront autorisés à entrer en fonctions par le premier Juge de la Cour , dans laquelle ils devront respectivement plaider & pratiquer , & ils seront tenus de se conformer aux Réglemens & Ordonnances desdites Cours.

XXVIII. Il est de plus ordonné que les Offices , dont la Convention n'aura pas déterminé la durée , seront censés devoir être conservés par les pourvus , durant le bon plaisir du Corps qui

y aura nommé ; mais il sera expédié au moins une fois tous les trois ans de nouvelles commissions aux Juges des Cours de Comté, autres que le premier Juge, & aux Juges de Paix.

XXIX. Les Greffiers des Villes, les Inspecteurs, Assesseurs, Connétables & Collecteurs, & tous les autres Officiers qui jusqu'à présent étoient éligibles par le Peuple, continueront de l'être par la suite, en la manière ordonnée par le présent ou par les futurs actes de la Législature.

Les Officiers *du prêt public* (2), les Trésoriers des Comtés, & les Greffiers des Inspecteurs, continueront d'être nommés en la manière ordonnée par le présent ou les futurs actes de la Législature.

XXX. Les Délégués pour représenter cet Etat dans le Congrès Général des Etats-Unis d'Amérique, seront nommés annuellement de la manière suivante.

Le Sénat & l'Assemblée nommeront chacun par des suffrages à haute voix un nombre de Sujets égal à celui des Délégués à choisir ; cette nomi-

(2) L'*Office du Prêt public* en Amérique, est une banque dont les billets ont cours dans l'Etat ; elle prête en hypothéquant sa créance sur des fonds de terre, jusqu'à la moitié de la valeur de la terre hypothéquée ; l'emprunteur reste en possession de sa terre, & acquitte dans un tems déterminé par voie d'annuité les intérêts & le capital.

nation faite, les deux Corps se réuniront, & les Sujets nommés à la fois dans les deux listes seront déclarés Délégués sans autre formalité; après quoi, parmi ceux dont les noms ne se trouveront que sur une des listes, les Sénateurs & les Membres de l'Assemblée réunis, comme on vient de le dire, en choisiront au scrutin une moitié pour compléter le nombre total des Délégués.

XXXI. Le style des loix sera comme il suit : *Il est déclaré par le Peuple de l'Etat de New-Yorck, représenté dans le Sénat & l'Assemblée.* Et tous les actes & autres procédures, seront intitulés *au nom du Peuple de l'Etat de New-Yorck*, & seront certifiés par la signature du Chancelier, ou du Chef Juge de la Cour qui les aura décernés.

XXXII. La Convention ordonne, décide & déclare de plus, au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat : qu'il sera institué une Cour pour connoître des accusations en crime d'Etat, & pour la révision des procès, d'après les Réglemens qui seront établis par la Législature; & qu'elle sera composée du Président du Sénat en exercice, des Sénateurs, du Chancelier, & des Juges de la Cour suprême, où de la plus grande partie d'entr'eux; à l'exception du cas où l'accusation en crime d'Etat seroit poursuivie contre le Chancelier lui-même, ou contre quelqu'un des Juges de la Cour suprême, l'Officier ainsi accusé.

devant être suspendu de l'exercice de ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit déchargé ; & de même, lorsqu'il y aura appel d'un jugement rendu en matière d'équité, le Chancelier donnera communication à la Cour des motifs de son Jugement, mais n'aura pas voix pour la sentence définitive. Et si la cause à juger est en révision pour une question de loi sur un Jugement de la Cour suprême, les Juges de cette Cour rendront compte des motifs de leur Jugement, mais ils n'auront pas voix pour les Sentences à rendre à l'effet de le confirmer ou de l'infirmer.

XXXIII. Le droit d'intenter une accusation en crime d'Etat contre tous les Officiers de l'Etat pour mauvaise conduite & corruption dans leurs Offices respectifs, appartiendra aux Représentans du Peuple dans l'Assemblée ; mais il sera toujours nécessaire que les deux tiers des Membres présens consentent à la poursuite, & donnent leur voix à cet effet : avant de procéder à une accusation en crime d'Etat, les Membres de cette Cour seront respectivement tenus de prêter serment, *qu'ils procéderont sur la charge en question, & la décideront avec sincérité & impartialité, d'après les preuves* ; aucun Jugement de ladite Cour n'aura de validité, à moins qu'il ne soit rendu de l'avis & du consentement des deux tiers des Membres présens à la cause ; & il ne pourra pas s'étendre à des peines.

plus fortes que la destitution d'Office , & l'incapacité à posséder aucune place d'honneur, de confiance ou de profit sous le gouvernement de cet Etat. Mais l'Officier ainsi convaincu fera néanmoins sujet à être poursuivi en vertu d'une plainte devant les Tribunaux ordinaires , & soumis à la procédure , au jugement & aux peines conformes à la loi du Pays.

XXXIV. Et il est de plus ordonné, que, dans toute procédure sur accusation de crime d'Etat par la Chambre des Représentans, ou sur plainte devant les Tribunaux ordinaires pour crimes ou malversations, il sera accordé un Conseil à l'accusé, comme dans les causes civiles.

XXXV. La Convention ordonne , décide & déclare de plus au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat : Que les parties de la loi commune d'Angleterre, de la *Loi des Statuts* (3) d'Angleterre & de la Grande-Bretagne , & des actes de la Législature de la Colonie de New-Yorck qui formoient par leur réunion le Corps de loi de ladite Colonie , à l'époque du dix-neuf Avril de

(3) On appelle *Loi commune* en Angleterre, le Corps de Loix qui a été rédigé d'après des usages anciennement établis, ce qui répond au *Droit Coutumier* de France.

La *Loi des Statuts*, est le Corps des Loix faites par la puissance législative depuis qu'elle a pris une forme régulière.

l'an de Notre-Seigneur mil sept cent soixante-quinze, continueront à être les loix de cet Etat, soumises aux changemens & modifications que la Législature de cet Etat y pourra faire dans tous les tems; ceux de ces susdits actes qui auront été faits pour un tems expireront aux époques déterminées pour leur durée respective. Toutes les parties de ladite loi commune, ou tous ceux de ces susdits statuts ou actes, ou parties d'iceux qui peuvent avoir pour objet d'établir ou de maintenir par préférence une communion particuliere de Chrétiens ou leurs Ministres, ou qui concernent la fidélité & obéissance gardée jusqu'à présent à la suprématie, la souveraineté, le gouvernement ou les prérogatives prétendues ou exercées par le Roi de la Grande-Bretagne & ses Prédécesseurs, sur la Colonie de New-Yorck, & ses habitans, ou qui répugneront à la présente Constitution, sont par & en vertu de cette présente Constitution, abrogées & rejetées. Et la Convention ordonne de plus : que les résolutions des Congrès de la Colonie de New-Yorck, & de la Convention de l'Etat de New-Yorck actuellement en vigueur, & qui ne répugneront point au gouvernement établi par la présente Constitution, seront considérées comme faisant partie des loix de cet Etat ; & néanmoins seront soumises aux changemens & modifications que la
Législature

Législature de cet Etat y pourra faire dans tous les tems.

XXXVI. Et il est de plus ordonné, que toutes les concessions de terres dans cet Etat, faites par le Roi de la Grande-Bretagne, ou par des personnes agissant sous son autorité, après le quatorze Octobre mil sept cent soixante-quinze, seront nulles & invalides; mais l'on ne pourra rien inférer de la présente Constitution; ni interpréter aucun de ses articles, pour infirmer aucunes des concessions de terres dans cet Etat, faites par l'autorité dudit Roi ou de ses prédécesseurs; ni pour annuler aucunes Chartes en faveur de Corps politiques données par lui ou par aucun d'eux avant ledit jour; & l'on ne pourra déclarer nulles ou annullées, aucunes de ces Chartes, sous prétexte de non usage ou de mauvais usage entre le dix-neuf Avril mil sept cent soixante-quinze, & la publication de la présente Constitution, d'aucuns des droits ou privilèges concédés par elles. Et tous les Officiers désignés dans lesdites Chartes respectivement, comme devant être nommés par le Gouverneur de la Colonie de New-Yorck, avec ou sans l'avis & le consentement du Conseil dudit Roi, dans ladite Colonie, seront désormais nommés par le Conseil établi en vertu de la présente Constitution, pour la nomination des Officiers de cet Etat, jusqu'à ce

qu'il en soit autrement ordonné par la Législature.

XXXVII. Attendu la grande importance dont il est pour la sûreté de cet Etat, que la paix & l'amitié avec les Indiens y soient dans tous les tems soutenues & maintenues : & attendu que les fraudes, trop souvent pratiquées envers lesdits Indiens, dans les contrats faits pour leurs terres, ont en plusieurs occasions produit des mécontentemens & des animosités dangereuses ; il est ordonné, qu'aucuns achats ou contrats pour vente de terres, faits depuis le quatorze Octobre de l'an de Notre-Seigneur mil sept cent soixante-quinze, ou qui pourront l'être par la suite, desdits Indiens ou avec eux dans les limites de cet Etat, ne seront obligatoires pour lesdits Indiens, ni réputés valables, à moins qu'ils n'aient été faits sous l'autorité & avec le consentement de la Législature de cet Etat.

XXXVIII. Comme les principes bienfaisans d'une liberté raisonnable, exigent que non-seulement nous expulsions la tyrannie civile, mais encore que nous prenions des précautions contre cette oppression & cette intolérance spirituelles, par le moyen desquelles la bigoterie & l'ambition de Princes & de Prêtres foibles & méchans ont été les fléaux du genre-humain ; la Convention ordonne, décide & déclare de plus, au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat, que le

libre exercice & la libre jouissance de la profession religieuse & du culte religieux , sans aucune exception , différence , ni préférence , seront dans la suite & pour toujours accordés dans cet Etat , à tout le monde ; mais la liberté de conscience accordée par la présente Constitution , ne pourra pas être interprétée de manière à excuser des actes de licence , ou à justifier des pratiques incompatibles avec la paix ou la sûreté de cet Etat.

XXXIX. Et comme les Ministres de l'Evangile , sont par leur profession consacrés au service de Dieu , au soin des ames , & ne doivent pas être détournés des devoirs importants de leur ministère , aucun Ministre de l'Evangile , ni aucun Prêtre , de quelque communion qu'ils soient , ne seront par la suite , ni dans aucun tems , ni sous aucun prétexte ou interprétation quelconques , éligibles pour , ni capables de posséder aucuns Offices ou aucunes places , soit militaires , soit civiles dans cet Etat.

XL. Attendu qu'il est de la plus grande importance , pour la sûreté de tout Etat , d'être toujours préparé à se défendre , qu'il est du devoir de tout homme jouissant de la protection de la Société , d'être prêt à coopérer à cette défense , & d'en avoir la volonté , la Convention ordonne , décide & déclare , au nom & de l'autorité du

bon Peuple de cet Etat, que la Milice de cet Etat fera par la suite, & dans tous les tems, soit paix, soit guerre, armée, disciplinée, & toute prête à servir. Que tous ceux des habitans de cet Etat, qui seront de la Secte appelée, *Quakers*, & qui, par scrupule de conscience, répugneront à porter les armes, en feront, à raison de ce, dispensés par la Législature, & paieront à l'Etat, pour tenir lieu de leur service personnel, les sommes d'argent que la Législature jugera convenables, d'après leur fortune; & qu'il sera dorénavant & à toujours établi, entretenu, & maintenu dans chacun des Comtés de cet Etat, par acte de la Législature, & aux frais de l'Etat, un magasin convenable de munitions de guerre & d'effets pour habillement, armement, équipement, &c. proportionné au nombre des habitans du Comté.

XLI. La Convention ordonne, décide & déclare de plus, au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat, que la procédure par Jurés sera établie & maintenue inviolablement dans tous les tems, & pour tous les cas où elle a été jusqu'à présent usitée dans la Colonie de New-Yorck; que la Législature de cet Etat ne passera aucuns actes de *attainder* pour crimes, autres que ceux commis avant la fin de la guerre actuelle, que ces actes n'opéreront plus *la corruption du*

sang (4); & de plus, que la Législature de cet Etat n'instituera, dans aucun tems par la suite, aucunes nouvelles Cour ou Cours, que pour procéder selon les règles de la loi commune.

XLII. Et la Convention ordonne, décide & déclare de plus, au nom & de l'autorité du bon Peuple de cet Etat, que la Législature aura le pouvoir de naturaliser à sa volonté toutes & telles personnes qu'elle voudra, & de la manière qu'elle le jugera convenable, pourvu que toutes ces per-

(4) *Attainder* est un terme de Jurisprudence Angloise, qui dérive du mot *taint*, *tache*, *infection*, *souillure*. L'*acte d'attainder* se décerne contre les coupables condamnés à mort pour haute trahison ou félonie. Il tire son origine du Gouvernement féodal, & produit plusieurs effets distincts; premièrement la mort civile dans le cas où le coupable n'a pas pu être exécuté; secondement la confiscation des biens; troisièmement enfin la *corruption du sang*, *corruption of blood*: l'homme contre qui l'on a décerné un *acte d'attainder*, non-seulement est effacé de la liste des vivans, mais son existence passée coupe toute communication entre tous ceux qui lui ont appartenu, ou qui peuvent lui appartenir, & fait obstacle à la transmission de tous droits; ainsi les successions qui lui auroient été dévolues, même depuis sa mort, sont arrêtées par lui, échoient à son Suzérain, & ne passent point à ses héritiers. C'est à titre de Souveraineté que la Couronne d'Angleterre a les confiscations; mais c'est à titre de Suzéraineté qu'elle jouit de l'effet des actes d'*attainder*.

sonnes ainsi naturalisées par elle , comme étant nées dans des pays au-delà des mers & hors des Etats-Unis d'Amérique, viennent s'établir dans cet Etat , & en deviennent Sujets , qu'ils prêtent serment de fidélité à cet Etat , & qu'ils renoncent & abjurent toute obéissance & sujétion à tous Rois , Princes, Potentats & Etats , tant en général qu'en particulier , dans toutes matières ecclésiastiques aussi bien que civiles.

Par ordre ,

LÉONARD GANSEVOORT.

Président *pro tempore*.

V I.

N E W - J E R S E Y.



NEW - J E R S E Y.

P R É A M B U L E.

C O M M E toute l'autorité Constitutionnelle que les Rois de la Grande-Bretagne ont jamais possédée sur les Colonies , ou sur leurs autres Domaines , étoit émanée du Peuple , & tenue de lui , en vertu d'un contrat pour l'avantage commun de la société entière ; il s'ensuit que l'obéissance d'un côté , & la protection de l'autre , sont deux obligations réciproques , également dépendantes l'une de l'autre , en sorte que le lien de l'une est rompu , par cela seul que l'autre est refusée ou retirée.

Et puisque Georges III Roi de la Grande-Bretagne , a retiré sa protection aux bons Peuples de ces Colonies , & que , par son consentement à plusieurs actes du Parlement Britannique , il a entrepris de les assujettir à la domination absolue de ce Corps , qu'il leur a même fait la guerre la plus cruelle & la plus dénaturée , sans autre cause que leur fermeté à soutenir

leurs justes droits ; toute obligation d'obéissance & de fidélité a donc nécessairement cessé , & la dissolution du Gouvernement s'en est suivie dans chacune des Colonies.

Et comme, dans la situation déplorable où sont actuellement ces Colonies , exposées à la fureur d'un ennemi cruel & inexorable , il est absolument nécessaire qu'il y ait une forme de Gouvernement , non-seulement pour le maintien du bon ordre , mais encore pour unir plus efficacement le Peuple , & le mettre en état d'employer toutes ses forces à sa propre défense indispensable. *L'Honorable Congrès Continental* , Conseil suprême des Colonies Américaines ayant averti celles de ces Colonies qui ne s'étoient pas encore mises en mesure , qu'il étoit tems que chacune respectivement se choisît & adoptât la forme de Gouvernement qui lui paroîtroit la plus propre à faire son bonheur & sa sûreté particulière , & à assurer le bien être de l'Amérique en général.

Nous , les Représentans de la Colonie de New-Jersey , élus de la manière la plus libre par les Comtés assemblés en Congrès , nous avons , après mûre délibération , arrêté une *Déclaration de droits* , en forme de *Charte* , & la forme de *Gouvernement* telle qu'elle est exposée dans tous les articles suivans.

Forme de Gouvernement.

ART. I. **L**E Gouvernement de cette Province résidera dans un Gouverneur, un Conseil législatif & une Assemblée générale.

II. Lesdits Conseil législatif & Assemblée générale seront choisis, pour la première fois, le second mardi du mois d'Août prochain : leurs Membres seront au nombre, & auront les qualités mentionnées ci-après ; & ces deux Corps seront & demeureront revêtus de tous les pouvoirs & de toute l'autorité qui doivent désormais appartenir au Conseil législatif & à l'Assemblée générale de cette Colonie, jusqu'au second mardi d'Octobre de l'année de Notre Seigneur mil sept cent soixante & dix-sept.

III. Le second mardi d'Octobre annuellement, & ainsi chaque année à perpétuité, (avec faculté de s'ajourner d'un jour à l'autre s'il en est besoin) les différens Comtés choisiront, chacun pour soi, une personne pour être Membre du Conseil législatif de cette Colonie : il faudra que le Sujet élu soit & ait été habitant & Franc-Tenancier dans le Comté pour lequel il sera choisi, pendant l'année entière qui précédera immédiatement l'élection, & qu'il soit riche au moins de

mille livres, *argent de proclamation* (1), en biens réels & personnels dans le même Comté. Chaque Comté élira aussi en même tems trois Membres pour l'Assemblée ; & personne ne pourra obtenir le droit de siéger dans ladite Assemblée, à moins d'être & d'avoir été pendant l'année entière qui précédera immédiatement l'élection, habitant dans le Comté qu'il doit représenter, & à moins de posséder dans ce même Comté des biens fonds ou mobiliers de la valeur au moins de cinq cens livres argent de proclamation.

Le second mardi après le jour de l'élection, le Conseil & l'Assemblée générale s'assembleront séparément, & le consentement des deux Chambres fera nécessaire pour toutes les loix. La présence de sept Membres suffira pour mettre le Conseil en activité, & aucune loi ne passera dans les deux Corps qu'à la pluralité des suffrages des Membres actuellement présens & consentans.

Si dans la suite une majorité des Représentans de cette Province, dans le Conseil & dans l'Assemblée générale réunis, jugent équitable & convenable d'augmenter ou de diminuer le nombre, ou de changer pour un ou plusieurs Comtés de cette Colonie la proportion des Membres de

(1) Voyez la note (25) de la Constitution de Massachusetts.

l'Assemblée générale, ces changemens tendans à établir plus d'égalité dans la représentation, pourront être faits légitimement, nonobstant ce qu'il peut y avoir de contraire dans la présente Charte, pourvu cependant que le nombre total des Représentans dans l'Assemblée générale ne soit jamais moindre de trente-neuf.

IV. Tous les habitans de cette Colonie d'un âge compétent, qui y posséderont cinquante livres, argent de proclamation, de bien clair, & qui auront résidé dans le Comté où ils prétendront droit de suffrage, pendant les douze mois qui auront immédiatement précédé l'élection, auront ce droit pour l'élection des Représentans dans le Conseil & dans l'Assemblée générale, ainsi que de tous les autres Officiers publics qui seront élus par la totalité du Peuple du Comté.

V. L'Assemblée générale, en commençant ses séances, aura le pouvoir de choisir son Orateur & ses autres Officiers, de juger des qualités & de la validité des élections de ses Membres, de régler ses séances par ses propres ajournemens, de préparer les Bills qui doivent passer en loix, & d'autoriser son Orateur à la convoquer toutes les fois que quelque circonstance extraordinaire l'exigera.

VI. Le Conseil aura aussi le pouvoir de préparer les Bills qui devront passer en loix; il aura

tous les mêmes droits & pouvoirs que l'Assemblée générale, & fera à tous égards une partie libre & indépendante de la Législature de cette Colonie, excepté cependant qu'il ne pourra ni préparer les Bills d'imposition, ni même y rien changer, ce droit devant appartenir privativement & par privilege à l'Assemblée générale.

Le Conseil sera convoqué de tems en tems par le Gouverneur ou par le Vice-Président, mais il devra l'être toutes les fois que l'Assemblée générale siégera; & en conséquence l'Orateur de la Chambre de l'Assemblée, aussi-tôt après ses ajournemens, donnera avis au Gouverneur ou au Vice-Président du tems & du lieu auxquels sa Chambre se fera ajournée.

VII. Le Conseil & l'Assemblée, à leur première séance après chaque élection annuelle, éliront à la pluralité des voix une personne sur toute la Colonie, pour être Gouverneur pendant un an; le Gouverneur sera toujours Président du Conseil, & aura la voix prépondérante dans ses délibérations. Le Conseil tout seul choisira ensuite parmi ses Membres un Vice-Président, qui agira comme tel dans l'absence du Gouverneur.

VIII. Le Gouverneur (& en son absence le Vice-Président du Conseil le suppléera dans toutes ses fonctions) aura la Puissance exécutive;

fera le *Chancelier* (2) & le *Général ordinaire & subrogé* (3) de la Colonie; il fera aussi Capitaine général & Commandant en chef de toute la Milice & de toutes les autres Troupes de l'Etat; trois ou un plus grand nombre des Membres du Conseil formeront un Conseil privé, que le Gouverneur consultera dans tous les tems.

IX. Le Gouverneur & le Conseil, dont sept Membres seront un nombre suffisant pour lui donner l'activité, seront, comme ils l'ont été jusques à présent, la Cour d'appel en dernier ressort dans tous les procès; & ils auront le droit de faire grace aux criminels, après la condamnation, pour tous les cas de trahison, de félonie & autres crimes.

X. Les Capitaines & tous les autres Officiers subalternes dans la Milice, seront choisis par les Compagnies dans leurs Comtés respectifs; mais les Officiers généraux & supérieurs seront nommés par le Conseil & l'Assemblée.

XI. Le Conseil & l'Assemblée auront le pou-

(2) Voyez la note (6) de la Constitution de Connecticut.

(3) Ce titre dont la traduction ne peut pas présenter une idée nette, signifie que le Président aura le pouvoir de donner des lettres d'administration. Voyez la note (21) de la Constitution de Massachusetts.

voir d'ordonner le grand sceau de cette Colonie, lequel fera sous la garde du Gouverneur, & en son absence du Vice-Président du Conseil, pour en être usé par eux quand il en fera besoin; & ce sceau s'appellera le *grand Sceau de la Colonie de New-Jersey*.

XII. Les Juges de la Cour suprême de Justice garderont leurs Offices pendant sept ans : les Juges de la Cour des Plaids-Communs, dans les différens Comtés, les Juges de Paix, les Greffiers de la Cour suprême, les Greffiers des Cours inférieures (*des Plaids-Communs & Sessions de Trimestre*), le Procureur général & le Secrétaire provincial ne garderont les leurs que cinq ans, & le Trésorier provincial ne fera qu'un an en place. Tous ces Officiers seront nommés, chacun en particulier, par le Conseil & par l'Assemblée, dans la maniere exposée ci-dessus, & recevront leurs Commissions du Gouverneur, ou, en son absence, du Vice-Président du Conseil. Bien entendu que chacun desdits Officiers en particulier pourra être nommé de nouveau à l'expiration de chaque terme respectivement fixé; & que chacun desdits Officiers pourra être destitué lorsqu'il sera jugé coupable de mauvaise conduite par le Conseil, sur une accusation en crime d'Etat intentée par l'Assemblée.

XIII. Les habitans de chaque Comté, ayant droit

droit de suffrage en vertu des conditions exposées ci-dessus, éliront chaque année dans les lieux & dans les tems marqués pour l'élection des Représentans, un Shériff, & un ou plusieurs Coroners; & ils pourront réélire la même personne pour chacun de ces offices, jusqu'à ce qu'elle les ait remplis pendant trois ans, mais jamais plus long-tems; après quoi il faudra qu'il se passe un intervalle de trois années avant que la même personne puisse être réélue. Lorsque l'élection aura été notifiée au Gouverneur & au Vice-Président par le ministère de six Francs-Tenanciers du Comté pour lequel elle aura été faite, les Officiers élus recevront immédiatement leurs commissions pour entrer en exercice de leurs offices respectifs.

XIV. Les districts des Villes se choisiront respectivement des Connétables dans leurs assemblées de ville annuelles pour l'élection des autres Officiers; ils choisiront en outre trois Francs-Tenanciers, ou même un plus grand nombre, gens capables & de bonne réputation, pour recevoir & juger définitivement les appels relatifs aux assiettes injustes d'impositions; ces Commissaires aux appels tiendront leurs séances dans le tems ou dans les tems qu'ils jugeront convenables, & le Peuple en sera instruit à l'avance par des avertissemens publics.

XV. Les Loix de cette Colonie commenceront par la formule suivante : *Qu'il soit statué par le Conseil & l'Assemblée générale de cette Colonie ; & il est ici statué par leur autorité.* Toutes les commissions données par le Gouverneur ou le Vice-Président, commenceront aussi par cette autre formule : *La Colonie de New-Jersey, à N. N. Salut :* tous les actes publics se feront au nom de la Colonie, & toutes les plaintes se termineront par ces mots : *Contre la paix de la Colonie , contre son Gouvernement & sa dignité.*

XVI. Tous les criminels seront admis , pour les témoins & pour les conseils, aux mêmes privilèges dont leurs poursuivans jouiront & auront droit de jouir.

XVII. Les biens de ceux qui se détruiront eux-mêmes ne seront pas confisqués en conséquence de ce crime , mais ils passeront aux personnes qui les auroient dû recueillir si la mort eût été naturelle ; & les choses qui pourront occasionner accidentellement la mort de quelqu'un ne seront plus désormais réputées *acquises à Dieu* (4) , & ne seront plus sous aucun prétexte confisquées à raison de ce malheur.

(4) Autrefois en Angleterre l'épée dont on s'étoit servi pour tuer un homme, le charriot qui l'avoit écrasé, toute chose en général qui avoit contribué à la mort de quel-

XVIII. Aucune personne dans cette Colonie ne pourra jamais être privée de l'ineestimable privilege d'adorer le Dieu Tout-Puissant de la maniere qui lui est dictée par sa propre conscience, ni forcée sous aucun prétexte de se rendre dans les lieux où l'on pratique un culte contraire à sa foi & à son jugement; & personne dans cette Colonie ne pourra être obligé de payer des dîmes, des taxes ou d'autres contributions quelconques, pour l'édification ou la réparation des églises, ou pour soudoyer les Ministres d'une Religion qu'il ne croit pas véritable, & qu'il ne s'est pas engagé à pratiquer volontairement & de propos délibéré.

XIX. Il n'y aura point dans cette Province d'établissement d'aucune Secte particuliere de Religion par préférence à une autre; & aucun Protestant, habitant de cette Colonie, ne pourra être privé de la jouissance d'aucun droit civil par le seul motif de ses principes religieux; mais toutes personnes professant la croyance de quelque Secte Protestante que ce soit, qui se conduiront bien & ne troubleront point le Gouvernement tel qu'il est ici établi, pourront être

qu'un, étoit confisquée au profit de l'Eglise: à la réformation, les Seigneurs se sont emparés de ce droit qui s'exerce encore dans la Grande-Bretagne.

élues pour tous les emplois, soit lucratifs, soit de pure confiance, être choisies Membres de l'une ou de l'autre Chambre de la Législature, & jouiront pleinement & librement de tous les privilèges & de toutes les immunités dont jouissent tous les autres Sujets de ce Gouvernement.

XX. Afin que les Corps législatifs de cette Colonie puissent être, autant qu'il est possible, à l'abri de tout soupçon de corruption, aucuns des Juges des Cours suprêmes, des Shériffs, ni aucunes autres personnes revêtues de quelque emploi lucratif sous l'autorité du Gouvernement, excepté les Juges de Paix, ne pourront être élus Membres de l'Assemblée générale; & même pour ces derniers, leurs offices seront déclarés vacans aussi-tôt qu'ils auront été élus, & qu'ils prendront leur séance dans l'Assemblée.

XXI. Toutes les Loix de cette Province contenues dans l'édition qui en a été publiée dernièrement par M. Allinson, excepté celles qui seront incompatibles avec la présente Charte, seront & demeureront en pleine vigueur, jusqu'à ce qu'elles aient été changées par l'autorité législative, & elles seront exécutées dans tous les points par tous les Officiers civils ou autres, & par tout le bon Peuple de cette Colonie.

XXII. *La Loi commune* d'Angleterre, aussi bien que *la Loi des statuts*, demeureront aussi en

vigueur, telles qu'elles ont été pratiquées jusqu'à présent dans cette Colonie, jusqu'à ce qu'elles aient été changées par une Loi future de l'autorité législative, à l'exception aussi des parties qui contrarieroient les droits & privileges contenus dans la présente Charte; & le droit inestimable de la procédure par Jurés sera & demeurera confirmé comme une partie de la Loi de cette Colonie qu'on ne pourra changer.

XXIII. Toute personne qui aura été élue de la maniere ci-dessus prescrite, pour être Membre du Conseil législatif ou de l'Assemblée générale, devra faire, avant de prendre sa séance dans l'une ou l'autre de ces Chambres, le serment ou l'affirmation dont la teneur suit :

Je N. déclare solennellement que, comme Membre du Conseil législatif (ou de l'Assemblée générale, suivant le cas) de la Colonie de New-Jersey, je ne consentirai à aucune loi, à aucune résolution, à aucun acte qui me paroisse nuisible au bien public de cette Colonie, ou dont l'effet puisse être l'abrogation ou l'altération de la partie du troisieme article de la Charte de cette Colonie, qui établit que les élections des Membres du Conseil législatif & de l'Assemblée seront annuelles; non plus que de la partie du vingt-deuxieme article de ladite Charte, qui regarde la procédure par Juré; & que je ne consentirai non plus à rien qui ait

pour but d'abroger ou d'altérer aucunes parties des dix-huitieme & dix-neuvieme articles de la même Charte. Toutes personnes élues, comme il a été dit ci-devant, sont par la présente Constitution autorisées à demander ledit serment ou ladite affirmation auxdits Membres, & à les recevoir d'eux.

Mais il est déclaré, & c'est la véritable intention du Congrès, que, s'il y avoit une réconciliation entre la Grande-Bretagne & ces Colonies, & que les dernières rentrassent de nouveau sous la protection & le Gouvernement Britanniques, la présente Charte sera nulle & comme non avenue; mais dans le cas contraire, elle sera fermement & inviolablement établie.

En Congrès Provincial de New-Jersey, à Burlington, 2 Juillet 1776. Par ordre du Congrès.

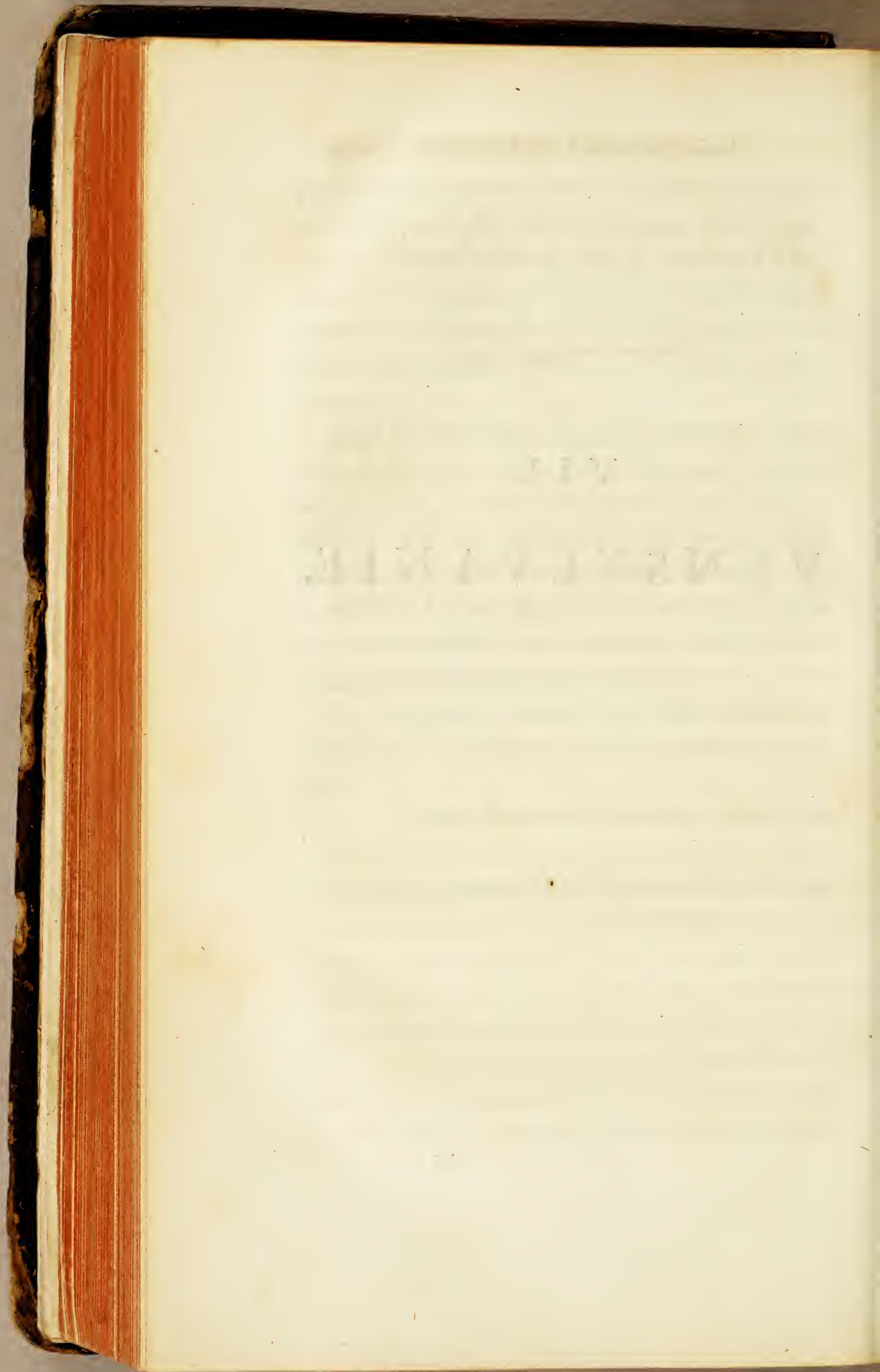
Signé SAMUEL TUCKER, Président.

Extrait des minutes. *Signé* WILLIAM PATERSON,
Secrétaire.

VII.

PENNSYLVANIE.

M 4



P E N S Y L V A N I E.

C O N S T I T U T I O N de la République de Pensylvanie, telle qu'elle a été établie par la Convention générale, élue à cet effet, & assemblée à Philadelphie, dans ses Séances, commencées le 15 Juillet 1776, & continuées par des ajournemens successifs, jusqu'au 28 Septembre suivant.

LES objets de l'institution & du maintien de tout Gouvernement doivent être d'assurer l'existence du Corps politique de l'Etat, de le protéger, & de donner aux individus qui le composent, la faculté de jouir de leurs droits naturels, & des autres biens que l'Auteur de toute existence a répandus sur les hommes; & toutes les fois que ces grands objets du Gouvernement ne sont pas remplis, le peuple a le droit de le changer par un acte de la volonté commune, & de pren-

dre les mesures qui lui paroissent nécessaires pour procurer sa sûreté & son bonheur.

Les Habitans de cette République s'étant jusqu'à présent reconnus Sujets du Roi de la Grande-Bretagne, uniquement en considération de la protection qu'ils attendoient de lui; & ledit Roi ayant non-seulement retiré cette protection, mais ayant commencé & continuant encore, par un esprit de vengeance inexorable, à leur faire la guerre la plus cruelle & la plus injuste, dans laquelle il emploie non-seulement les troupes de la Grande-Bretagne, mais encore des étrangers mercénaires, des sauvages & des esclaves, pour parvenir au but qu'il s'est proposé & qu'il avoue, de les réduire à une entière & honteuse soumission à la domination despotique du Parlement Britannique; ayant en outre exercé contre lesdits Habitans plusieurs autres actes de tyrannie (qui ont été pleinement développés dans la déclaration du Congrès général), ce qui a rompu & anéanti tous les liens de sujétion & de fidélité envers ledit Roi & ses successeurs, & fait cesser dans ces Colonies tous les pouvoirs & toutes les autorités émanés de lui.

Comme il est absolument nécessaire pour le bien être & la sûreté des Habitans desdites Colonies, qu'elles soient désormais des Etats libres & indépendans, & qu'il existe dans chacune de leurs

parties une forme de Gouvernement juste, permanente & convenable , dont l'autorité du Peuple soit la source unique & l'unique fondement , conformément aux vues de l'honorable Congrès Américain.

Nous , les Représentans des hommes libres de Pensylvanie , assemblés extraordinairement & expressément , à l'effet de tracer un Gouvernement d'après les principes exposés ci-dessus : reconnoissant la bonté du Modérateur suprême de l'Univers (lui qui seul fait à quel degré de bonheur , sur la terre, le genre humain peut parvenir, en perfectionnant l'art du Gouvernement) : reconnoissant la suprême bonté qu'il a de permettre que le Peuple de cet Etat se fasse, de son propre & commun consentement , sans violence, & après en avoir mûrement délibéré , les loix qu'il jugera les plus justes & les meilleures pour gouverner sa future société : pleinement convaincus que c'est pour nous un devoir indispensable d'établir les principes fondamentaux de Gouvernement les plus propres à procurer le bonheur général du Peuple de cet Etat & de sa postérité, & à pourvoir aux améliorations futures, sans partialité & sans préjugé pour ou contre aucune classe, secte ou dénomination d'hommes particulières, quelles qu'elles soient : en vertu de l'autorité dont nos Constituans nous ont revêtus, nous

ordonnons ; déclarons & établissons *la Déclaration des droits & le plan de Gouvernement* suivans, pour être la *Constitution* de cette République, & pour y demeurer en vigueur à jamais sans altération , excepté dans les articles que l'expérience démontrera par la suite exiger des améliorations , & qui seront corrigés ou perfectionnés en vertu de la susdite autorité du Peuple, par un Corps de Délégués composé comme l'ordonne ce plan de Gouvernement , pour obtenir & assurer d'une manière plus efficace, *le grand objet & le véritable but de tout GOUVERNEMENT* , tels que nous les avons exposés ci-dessus.

CHAPITRE PREMIER.

*Déclaration des droits des Habitans de l'État
de Pensylvanie.*

ART. I. **T**ous les hommes sont nés également libres & indépendans & ils ont des droits certains, naturels, essentiels & inaliénables, parmi lesquels on doit compter le droit de jouir de la vie & de la liberté, & de les défendre : celui d'acquérir une propriété, de la posséder & de la protéger ; enfin celui de chercher & d'obtenir leur bonheur & leur sûreté.

II. Tous les hommes ont le droit naturel & inaliénable d'adorer le Dieu Tout-Puissant, de la manière qui leur est dictée par leur conscience & leurs lumières. Aucun homme ne doit, ni ne peut être légitimement contraint à embrasser une forme particulière de culte religieux, à établir ou entretenir un lieu particulier de culte, ni à sou-doyer des Ministres de religion contre son gré, ou sans son propre & libre consentement : aucun homme qui reconnoît l'existence d'un Dieu, ne peut être justement privé d'aucun droit civil comme citoyen, ni attaqué en aucune manière, à

raison de ses sentimens , en matiere de religion , ou de la forme particulière de son culte : aucune Puissance dans l'Etat ne peut ni ne doit être revêtue, ni s'arroger l'exercice d'une autorité qui puisse, dans aucun cas , lui permettre de troubler ou de gêner le droit de la conscience dans le libre exercice du culte religieux.

III. Le Peuple de cet Etat a seul le droit essentiel & exclusif de se gouverner & de régler son administration intérieure.

IV. Toute autorité résidant originairement dans le Peuple , & étant par conséquent émanée de lui ; il s'ensuit que tous les Officiers du Gouvernement revêtus de l'autorité , soit législative, soit exécutive , sont ses mandataires , ses serviteurs , & lui sont comptables dans tous les tems.

V. Le Gouvernement est , ou doit être institué pour l'avantage commun , pour la protection & la sûreté du peuple , de la nation ou de la communauté ; & non pour le profit ou l'intérêt particulier d'un seul homme , d'une famille , ou d'un assemblage d'hommes qui ne font qu'une partie de cette communauté. La communauté a le droit incontestable , inaliénable & imprescriptible de réformer , changer ou abolir le Gouvernement , de la manière qu'elle juge la plus convenable , & la plus propre à procurer le bonheur public.

VI. Afin d'empêcher ceux qui sont revêtus de l'autorité législative ou exécutive de devenir oppresseurs, le peuple a le droit, aux époques qu'il juge convenables, de faire rentrer les Officiers dans l'état privé, & de pourvoir aux places vacantes par des élections certaines & régulières.

VII. Toutes les élections doivent être libres : & tous les hommes libres ayant un intérêt suffisant, évident & commun, & étant attachés à la communauté par les mêmes liens; tous doivent avoir un droit égal à élire les Officiers, & à être élus pour les différens emplois.

VIII. Chaque Membre de la société a le droit d'être protégé par elle dans la jouissance de sa vie, de sa liberté & de sa propriété : il est par conséquent obligé de contribuer pour sa part aux frais de cette protection, de donner, lorsqu'il est nécessaire, son service personnel ou un équivalent; mais aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée avec justice, ni appliquée aux usages publics, sans son propre consentement, ou celui de ses représentans légitimes : aucun homme qui se fait un scrupule de conscience de porter les armes ne peut y être forcé justement, lorsqu'il paye un équivalent; & enfin les hommes libres de cet Etat ne peuvent être obligés d'obéir à d'autres loix qu'à celles qu'ils ont consenties pour

le bien commun , par eux-mêmes ou par leurs représentans légitimes.

IX. Dans toutes les poursuites pour crime un homme a le droit d'être entendu par lui & par son conseil ; de demander la cause & la nature de l'accusation qui lui est intentée ; d'être confronté aux témoins ; d'administrer toutes les preuves qui peuvent lui être favorables ; de requérir une instruction prompte & publique par un Juré impartial du pays , sans l'avis unanime duquel il ne sauroit être déclaré coupable. Il ne peut pas être forcé d'administrer des preuves contre lui-même ; & aucun homme ne peut être privé justement de sa liberté que par un jugement de ses Pairs, en vertu des *Loix du pays*.

X. Tout homme a le droit d'être pour sa personne , ses maisons , ses papiers & pour toutes ses possessions , à l'abri de toutes recherches & de toutes saisies ; en conséquence tout *Warrant* est contraire à ce droit , si des sermens ou affirmations préliminaires n'en ont pas suffisamment établi le fondement , & si l'ordre ou la réquisition portés par le *Warrant* à un Officier ou Messager d'Etat , de faire des recherches dans des lieux suspects , d'arrêter une ou plusieurs personnes , ou de saisir leur propriété , ne sont pas accompagnés d'une désignation & description spéciales , de la personne ou des objets à rechercher ou à saisir. Enfin
il

il ne doit être décerné aucun *Warrant* que dans les cas & avec les formalités prescrites.

XI. Dans les discussions relatives à la propriété & dans les procès entre deux ou plusieurs particuliers, les parties ont droit à l'instruction par Juré, & cette forme de procéder doit être regardée comme sacrée.

XII. Le Peuple a le droit & la liberté de parler, d'écrire & de publier ses sentimens; en conséquence la liberté de la presse ne doit jamais être gênée.

XIII. Le Peuple a droit de porter les armes pour sa défense & pour celle de l'Etat; & comme, en tems de paix, des armées sur pied sont dangereuses pour la liberté, il ne doit point en être entretenu; & le Militaire doit toujours être tenu dans une exacte subordination à l'autorité civile, & toujours gouverné par elle.

XIV. Un recours fréquent aux principes fondamentaux de la Constitution, & une adhésion constante à ceux de la justice, de la modération, de la tempérance, de l'industrie & de la frugalité, sont absolument nécessaires pour conserver les avantages de la liberté, & maintenir un Gouvernement libre. Le Peuple doit en conséquence avoir une attention particulière à tous ces différens points dans le choix de ses Officiers & Représentans; & il a droit d'exiger de ses Légis-

lateurs & de ses Magistrats une observation exacte & constante de ces mêmes principes , dans la confection & l'exécution des loix nécessaires pour la bonne administration de l'Etat.

XV. Tous les hommes ont un droit naturel & essentiel à quitter l'Etat dans lequel ils vivent , pour s'établir dans un autre qui veut les recevoir , ou à former un Etat nouveau dans des pays vacans ou dans des pays qu'ils achètent , toutes les fois qu'ils croient pouvoir par là se procurer le bonheur.

XVI. Le Peuple a droit de s'assembler , de consulter pour le bien commun , de donner des instructions à ses Représentans , & de demander à la Législature , par la voie d'adresses , de pétitions ou de remontrances , le redressement des torts qu'il croit lui être faits.

CHAPITRE II.

Forme de Gouvernement.

ART. I. **L**A République ou Etat de Pensylvanie, sera désormais gouvernée par une Assemblée des Représentans des hommes libres de l'Etat, & par un Président & un Conseil, de la manière & dans la forme suivantes.

II. La suprême Puissance législative sera confiée à une Chambre composée des Représentans des hommes libres de l'Etat ou République de Pensylvanie.

III. La suprême Puissance exécutive sera confiée à un Président & à un Conseil.

IV. Il sera établi des Cours de Justice dans la Ville de Philadelphie, & dans chacun des Comtés qui composent cet Etat.

V. Les hommes libres de l'Etat, & leurs enfans mâles seront armés & disciplinés pour sa défense, sous tels réglemens, restrictions & exceptions que l'Assemblée générale aura établis avec force de Loi, conservant toujours au Peuple le droit de choisir les Colonels & autres Officiers de grade inférieur ayant commission, de la manière

& par des élections aussi fréquentes que les susdites loix le prescriront.

VI. Tout homme libre , de l'âge de vingt-un ans accomplis , qui aura résidé dans l'Etat une année entière immédiatement avant le jour où se fera l'élection des Représentans , & qui aura payé les taxes pendant ce tems , jouira du droit de suffrage : mais les enfans des *Francs-Tenanciers* auront ce droit à l'âge de vingt-un ans accomplis, quoiqu'ils n'aient point payé de taxes.

VII. La Chambre des Représentans des hommes libres de cette République , sera composée des personnes les plus recommandables par leur sagesse & leur vertu , qui seront choisies respectivement par les hommes libres de chaque Ville & Comté de l'Etat. Personne ne pourra être élu à moins d'avoir résidé dans la Ville ou dans le Comté pour lesquels il seroit choisi , deux années entières immédiatement avant ladite élection ; & aucun Membre de cette Chambre , tant qu'il le sera , ne pourra posséder aucun autre emploi que dans la Milice.

VIII. Personne ne pourra être élu Membre de la Chambre des Représentans des hommes libres de cette République , plus de quatre années sur sept.

IX. Les Membres de la Chambre des Représentans seront choisis annuellement au scrutin par

les hommes libres de la République , le second mardi d'Octobre , dans la suite , (hors la présente année) , & s'assembleront le quatrième lundi du même mois ; ils s'intituleront , *l'Assemblée générale des Représentans des hommes libres de Pensylvanie* , & ils auront le droit de choisir leur Orateur , le Trésorier de l'Etat & leurs autres Officiers : leurs séances seront indiquées & réglées par leurs propres ajournemens : ils prépareront les Bills , & leur donneront force *de loix* : ils jugeront de la validité des élections & des qualités de leurs Membres : ils pourront expulser un de leurs Membres , mais jamais deux fois pour une même cause : ils pourront ordonner le serment ou l'affirmation d'après l'examen de témoins , faire droit sur les griefs qui leur seront présentés , intenter les accusations en crime d'Etat , accorder des Chartres de corporations , constituer des Villes , Bourgs , Cités & Comtés ; & ils auront tous les autres pouvoirs nécessaires au Corps législatif d'un Etat libre ou République ; mais ils n'auront pas l'autorité de rien ajouter ni changer à aucune partie de la présente Constitution , ni de l'abolir , ou de l'enfreindre dans aucunes de ses parties.

X. Les deux tiers du nombre entier des Membres élus seront un *Quorum* dans la Chambre des Représentans. Aussitôt qu'ils seront assemblés , & qu'ils auront choisi leur Orateur , avant de s'occu-

per d'aucune affaire , chacun des Membres fera & signera , outre le serment ou affirmation de fidélité & d'obéissance qui sera ordonné par un des articles suivans , un serment ou une affirmation conçus en ces termes :

« Je jure (ou affirme) que , comme Membre de cette Assemblée , je ne proposerai aucuns bill , vœu ou résolution , & que je ne donnerai mon consentement à aucuns qui me paroissent nuisibles au Peuple ; que je ne ferai rien , ni ne consentirai à aucun acte , ni à aucune chose , quelle qu'elle soit , qui tende à affoiblir ou diminuer les droits & privilèges du peuple , tels qu'ils sont énoncés dans la Constitution de cet Etat ; mais que je me conduirai en toutes choses comme un honnête & fidèle Représentant & Gardien du Peuple , en suivant ce que mon jugement & mes lumières m'indiqueront de meilleur ».

Et chaque Membre , avant de prendre sa Séance , fera & signera la déclaration suivante :

« Je crois en un seul Dieu , Créateur & Gouverneur de cet univers , qui récompense les bons & punit les méchans. Et je reconnois que les Écritures de l'ancien & nouveau Testament ont été données par inspiration divine ».

Et jamais il ne sera exigé de profession de foi autre ni plus étendue d'aucun Officier civil ou Magistrat dans cet Etat.

XI. Les Délégués, pour représenter cet état au Congrès, seront élus au scrutin par la future Assemblée générale à sa première séance, & ainsi par la suite chaque année, tant que cette représentation sera nécessaire. Tout Délégué pourra être déplacé, en quelque tems que ce soit, sans autre formalité que la nomination à sa place par l'Assemblée générale. Personne ne pourra siéger en Congrès plus de deux ans de suite, & ne pourra être réélu qu'après trois années d'interruption; & aucune personne pourvue d'un emploi à la nomination du Congrès, ne pourra être dorénavant choisie pour y représenter cette République.

XII. S'il arrivoit qu'une ou plusieurs Villes, qu'un ou plusieurs Comtés négligeassent ou refusassent d'élire ou d'envoyer des Représentans à l'Assemblée générale, les deux tiers des Membres des Villes ou Comtés qui auront élu, & envoyé les leurs, auront tous les pouvoirs de l'Assemblée générale, aussi pleinement & aussi amplement que si la totalité étoit présente, pourvu toutesfois que lorsqu'ils s'assembleront, il se trouve des Députés de la majorité des Villes & Comtés.

XIII. Les portes de la Chambre dans laquelle les Représentans des hommes libres de cet Etat tiendront l'Assemblée générale, seront & demeureront ouvertes; & l'entrée en sera libre à toutes

personnes qui se comporteront décemment, à l'exception du seul cas où le bien de l'Etat exigera qu'elles soient fermées.

XIV. Le Journal des séances de l'Assemblée générale sera imprimé chaque semaine durant la session ; & lorsque deux Membres seulement le demanderont, on imprimera les *oui* & les *non* sur chaque question, vœu ou résolution, excepté quand les voix auront été prises au scrutin : & lors même qu'elles auront été prises de cette manière, chaque Membre aura droit d'insérer dans le Journal, s'il le juge à propos, les motifs de son avis.

XV. Afin que les Loix puissent être plus mûrement examinées avant de recevoir leur dernier caractère, & afin de prévenir, autant qu'il est possible, l'inconvénient des déterminations précipitées, tous les Bills qui auront un objet public seront imprimés, pour être soumis à l'examen du Peuple, avant la dernière lecture que doit en faire l'Assemblée générale, pour les discuter & les corriger en dernière instance ; &, excepté dans les occasions où la célérité sera indispensablement nécessaire, ils ne seront passés en loi que dans la session suivante de l'Assemblée générale ; & afin de satisfaire le public aussi parfaitement qu'il est possible, les raisons & les motifs qui auront déterminé à porter la loi, seront complète-

ment & clairement développés dans le préambule.

XVI. Le style des Loix de cette République sera : « *Qu'il soit statué; & il est ici statué par les Représentans des hommes libres de la République de Pensylvanie, siégeans en Assemblée générale, & par leur autorité* ». Et l'Assemblée générale apposera son sceau à chaque Bill lorsqu'elle le passera en loi. Ce sceau sera gardé par l'Assemblée : il sera appelé *le sceau des Loix de Pensylvanie*, & ne servira à aucun autre usage.

XVII. La Ville de Philadelphie & chaque Comté de cette République respectivement, choisiront le premier mardi de Novembre de la présente année, & le second mardi d'Octobre, chacune des deux années suivantes, mil sept cent soixante & dix-sept & mil sept cent soixante & dix-huit, six personnes pour les représenter dans l'Assemblée générale. Mais comme la représentation, en proportion du nombre des habitans payant taxe, est le seul principe qui puisse dans tous les tems assurer la liberté, & faire que la Loi du pays soit l'expression véritable de la voix de la majorité du Peuple, l'Assemblée générale fera prendre des listes complètes des habitans payant taxe dans la Ville & dans chaque Comté de cette République, & ordonnera qu'elles lui soient envoyées au plus tard à l'époque de la

derniere séance de l'Assemblée élue dans l'année mil sept cent soixante & dix-huit, qui fixera le nombre des Représentans pour la Ville & pour chaque Comté, en proportion de celui des habitans payant taxes, portés dans chacune de ces listes. La représentation ainsi fixée subsistera sur le même pied pendant les sept années ensuivantes, au bout desquelles il fera fait un nouveau recensement des habitans payant taxes, & il fera établi par l'Assemblée générale une nouvelle proportion de représentation en conséquence : il en fera usé de même à l'avenir tous les sept ans. Les appointemens des Représentans dans l'Assemblée générale, & toutes les autres charges de l'Etat seront payées par le Trésor d'Etat.

XVIII. Afin que les hommes libres de cette République puissent jouir aussi également qu'il est possible du bénéfice de l'élection, jusqu'à ce que la représentation, telle qu'elle est ordonnée dans l'article précédent, puisse commencer, chaque Comté pourra se diviser à son gré en autant de districts qu'il le voudra, tenir les élections dans ces districts, & y élire les Représentans dans le Comté, & les autres Officiers électifs, ainsi qu'il sera réglé dans la suite par l'Assemblée de cet Etat. Et aucun habitant de cet Etat n'aura voix plus d'une fois chaque année à

l'élection pour les Représentans dans l'Assemblée générale.

XIX. Le suprême Conseil chargé dans cet Etat de la puissance exécutive, sera composé pour le présent de douze personnes choisies de la manière suivante. Les hommes libres de la Ville de Philadelphie & des Comtés de Philadelphie, de Chester & de Bucks, dans le même tems & au même lieu où se fera l'élection des Représentans pour l'Assemblée générale, choisiront au scrutin respectivement une personne pour la Ville, & une pour chacun des Comtés susdits, & ces personnes ainsi élues devront servir dans le Conseil trois ans, & pas davantage. Les hommes libres des Comtés de Lancastre, d'Yorck, de Cumberland & de Berks éliront de la même manière une personne pour chacun de leurs Comtés respectifs; & celles-ci serviront comme Conseillers deux ans, & pas davantage. Et les Comtés de Northampton, de Bedford, de Northumberland & de Westmoreland éliront aussi de la même manière une personne pour chacun de leurs Comtés; mais ces dernières ne serviront au Conseil qu'un an, & pas davantage.

A l'expiration du tems pour lequel chaque Conseiller aura été élu, les hommes libres de la Ville de Philadelphie & de chacun des Comtés de cet Etat, choisiront respectivement une per-

sonne pour être Membre du Conseil pendant l'espace de trois années, & non au-delà; & il en sera usé de même par la suite tous les trois ans.

Au moyen d'élections ainsi combinées, & de cette rotation continuelle, il y aura plus d'hommes accoutumés à traiter les affaires publiques; il se trouvera dans le Conseil, chacune des années suivantes, un certain nombre de personnes instruites de ce qui s'y fera fait l'année d'auparavant; & par-là les affaires seront conduites d'une manière plus suivie & plus uniforme: cette forme aura le plus grand avantage encore de prévenir efficacement tout danger d'établir dans l'Etat une Aristocratie qui ne sauroit être que nuisible.

Toutes les places vacantes dans le Conseil, par mort, résignation ou autrement, seront remplies à la première élection pour les Représentans dans l'Assemblée générale, à moins que le Président & le Conseil ne jugent à propos d'indiquer pour cet objet une élection particulière plus prochaine. Aucun Membre de l'Assemblée générale, ni aucun Délégué au Congrès ne pourront être élus Membres du Conseil.

Le Président & le Vice-Président seront choisis annuellement au scrutin par l'Assemblée générale & le Conseil réunis; mais ils seront toujours

choisis parmi les Membres du Conseil. Toute personne qui aura servi pendant trois années successives comme Conseiller, ne pourra être revêtue du même office qu'après une interruption de quatre ans. Tout Membre du Conseil, en vertu de son office, fera *Juge de Paix* (1) pour toute la République.

Dans le cas où il seroit érigé dans cet Etat un ou plusieurs nouveaux Comtés, ce Comté ou ces Comtés ajoutés éliront un Conseiller, & feront annexés aux Comtés les plus voisins, pour prendre leur tour avec eux.

Le Conseil s'assemblera chaque année dans le même tems & au même lieu que l'Assemblée générale.

Le Trésorier de l'Etat, les Commissaires de l'office du Prêt public, les Controlleurs des Ports, les Collecteurs des Douanes & de l'Accise, le Juge de l'Amirauté, les Procureurs généraux, les Shériffs & les Protonotaires ne pourront être élus pour siéger, ni dans l'Assemblée générale, ni dans le Conseil, ni dans le Congrès Continental.

XX. Le Président, & en son absence le Vice-

(1) Les Membres du Conseil d'Etat de Pensylvanie ont par leur Office l'autorité de *Juges de Paix* dans tout l'Etat; mais celle des *Juges de Paix* proprement dits, est circonscrite dans les limites de leur Comté.

Président avec le Conseil dont cinq Membres formeront un *Quorum*, auront le pouvoir de nommer & de breveter les Juges, les Contrôleurs des Ports, le Juge de l'Amirauté, le Procureur général & tous les autres Officiers Civils & Militaires, à l'exception de ceux dont la nomination aura été réservée à l'Assemblée générale & au Peuple, par la présente forme de Gouvernement & par les Loix qui seront faites dans la suite. Ils pourront commettre à l'exercice de tout office, quel qu'il soit, qui vaquera par mort, résignation, interdiction ou destitution, jusqu'à ce qu'il puisse y être pourvu dans le tems & de la manière ordonnés par la Loi, ou par la présente Constitution.

Ils correspondront avec les autres États, feront toutes les affaires avec les Officiers du Gouvernement, Civils & Militaires, & prépareront celles qu'il leur paroîtra nécessaire de présenter à l'Assemblée générale. Ils siégeront comme Juges pour entendre & juger les accusations de crimes d'Etat, & se feront assister dans ces occasions par les Juges de la Cour suprême, mais seulement pour avoir leur avis. Ils auront le droit d'accorder grace & de remettre les amendes dans tous les cas, de quelque nature qu'ils soient, excepté pour les crimes d'Etat; & dans les cas de trahison & de meurtre, ils auront droit d'accor-

der, non pas la grace, mais un répit jusqu'à la fin de la prochaine session de l'Assemblée générale. Quant aux crimes d'Etat, le Corps législatif aura seul & exclusivement le droit de remettre ou de mitiger la peine.

Les Président & Conseil veilleront aussi à ce que les Loix soient fidèlement exécutées; ils seront chargés de l'exécution des mesures qui auront été prises par l'Assemblée générale, & ils pourront tirer sur le Trésor pour les sommes dont cette Assemblée aura fait la destination. Ils pourront aussi mettre embargo sur toutes denrées ou marchandises, & en défendre l'exportation pour un tems qui n'excede pas trente jours; mais cela seulement dans les tems de vacances de l'Assemblée générale. Ils pourront accorder des permissions dans les cas où la Loi aura jugé à propos d'astreindre l'usage de certaines choses à cette formalité; & ils auront le pouvoir de convoquer, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, l'Assemblée générale pour un terme plus prochain que celui auquel elle se feroit ajournée. Le Président sera Commandant en chef des troupes de l'Etat; mais il ne pourra commander en personne que lorsqu'il y sera autorisé par le Conseil, & seulement aussi long-tems que le Conseil l'approuvera.

Les Président & Conseil auront un Secrétaire, & tiendront un Journal en regle de tout ce qui

se fera en Conseil, dans lequel Journal chaque Membre pourra insérer son avis contraire à l'avis qui l'aura emporté, avec ses raisons à l'appui.

XXI. Toutes les commissions seront données, *au nom & de l'autorité des hommes libres de la République de Pensylvanie*; elles seront scellées avec le sceau de l'Etat, signées par le Président ou le Vice-Président, & certifiées par le Secrétaire. Ce sceau sera gardé par le Conseil.

XXII. Tout Officier de l'Etat, soit de Justice, soit d'Administration, pourra être poursuivi par l'Assemblée générale, pour malversation, soit pendant qu'il sera revêtu de son office, soit après qu'il l'aura quitté par démission, destitution ou à l'expiration de son terme. Toutes ces causes seront portées devant les Président ou Vice-Président & Conseil, qui les entendront & les jugeront.

XXIII. Les Juges de la Cour suprême de Justice auront des appointemens fixes; leurs commissions seront pour sept ans seulement: au bout de ce terme, ils pourront cependant être institués de nouveau, mais ils seront amovibles dans tous les tems pour mauvaise conduite, par l'Assemblée générale. Ils ne pourront être élus Membres du Congrès Continental, du Conseil chargé de la Puissance exécutive, ni de l'Assemblée générale. Ils ne pourront posséder aucun autre office

rice civil & militaire; & il leur est expressement défendu de prendre ou recevoir aucuns hono-
raires ou droits d'aucune espèce.

XXIV. La Cour suprême & les différentes Cours de Plaid-communs de cette République, auront, outre les pouvoirs qui leur sont ordi-
nairement attribués, les pouvoirs de Cours de Chancellerie pour tout ce qui aura rapport à la
conservation des témoignages, à l'acquisition des preuves dans des lieux situés hors de l'Etat, &
au soin des personnes & des biens de ceux que la Loi déclare *incapables de se gouverner eux-
mêmes*; & elles auront tous les autres pouvoirs que les futures Assemblées générales jugeront à
propos de leur donner, & qui ne seront point incompatibles avec la présente Constitution.

XXV. Les instructions se feront comme il a toujours été pratiqué jusques à présent, par Ju-
rés; & il est recommandé au Corps législatif de cet Etat de pourvoir par des Loix contre toute
corruption ou partialité dans la confection de la liste, dans le choix ou dans la nomination des
Jurés.

XXVI. Les Cours de Sessions, de Plaid-communs, & les Cours des Orphelins seront te-
nues tous les trois mois dans chaque Ville & Comté; & le Corps législatif aura le pouvoir
d'établir toutes & telles autres Cours qu'il jugera

à propos pour le bien des Habitans de l'Etat. Toutes les Cours seront ouvertes, & la Justice sera administrée impartialement, sans corruption, & sans autre délai que ceux indispensablement nécessaires. Tous leurs Officiers recevront les salaires proportionnés à leurs services, mais modiques; & si quelque Officier prenoit directement ou indirectement d'autres ou plus grands droits que ceux qui lui sont fixés par la Loi, il deviendrait incapable de posséder à jamais aucun office dans cet Etat.

XXVII. Toutes les poursuites seront commencées, *au nom & de l'autorité des hommes libres de la République de Pensylvanie*; & toutes les plaintes seront terminées par ces mots : *contre la paix & la dignité des hommes libres de la République de Pensylvanie*. L'intitulé de toutes les procédures dans cet Etat, sera, *La République de Pensylvanie*.

XXVIII. Toutes les fois qu'il n'y aura pas une forte présomption de fraude, un débiteur ne sera pas retenu en prison, lorsqu'il aura fait de bonne-foi cession à ses créanciers de tous ses biens fonds & mobiliers, de la manière qui sera dans la suite réglée par les Loix. Tous prisonniers seront élargis en donnant des cautions suffisantes, excepté pour les crimes capitaux, quand il y aura des preuves évidentes ou de très-fortes présomptions.

XXIX. On n'exigera point de cautionnemens excessifs dans les cas où la caution sera admise, & toutes les amendes seront modiques.

XXX. Il sera élu des Juges de Paix par les Francs-Tenanciers de chaque Ville & Comté respectivement; c'est-à-dire, il sera choisi deux ou plusieurs personnes pour chaque quartier, banlieue ou district, de la manière que la Loi l'ordonnera dans la suite; & les noms de ces personnes seront présentés, en Conseil, au Président qui donnera des Commissions à une ou plusieurs, pour le quartier, la banlieue ou le district qui les aura présentées. Ces Commissions seront pour sept ans, & les pourvus seront amovibles pour mauvaise conduite par l'Assemblée générale. Mais si quelque Ville ou Comté, quartier, banlieue ou district dans cette République, vouloit dans la suite changer quelque chose à la manière établie dans cet article, de nommer ses Juges de Paix, l'Assemblée générale pourra faire des Loix pour la régler, d'après le desir & la demande d'une majorité des Francs-Tenanciers de la Ville, Comté, quartier, banlieue ou district. Aucun Juge de Paix ne pourra devenir Membre de l'Assemblée générale, à moins de se démettre de cet office; & il ne lui sera permis de prendre aucuns droits, salaires ou honoraires quelconques, que ceux qui seront fixés par le futur Corps législatif.

XXXI. Les *Shériffs* & les *Coroners* seront élus annuellement dans chaque Ville & Comté par les hommes libres ; savoir , deux personnes pour chacun de ces offices , à l'une desquelles le Président en Conseil donnera la Commission de l'office pour lequel elle aura été présentée. Aucune personne ne pourra être continuée plus de trois années consécutives dans l'office de Shériff , & ne pourra être réélue qu'après une interruption de quatre ans. L'élection des Shériffs & Coroners se fera dans le tems & au lieu fixés pour l'élection des Représentans. Et les Commissaires , Assessors & autres Officiers choisis par le Peuple , seront aussi élus de la manière & dans les lieux usités jusques à présent , à moins que le futur Corps législatif de cet Etat ne juge à propos d'y apporter des changemens & d'en ordonner autrement.

XXXII. Toutes les élections , soit par le Peuple , soit par l'Assemblée générale , se feront au scrutin , & seront libres & volontaires. Tout Electeur qui recevrait quelques présent ou récompense pour son suffrage , soit en argent , soit en comestibles , en liqueurs ou de quelque autre manière que ce soit , perdra son droit de voter pour cette fois , & subira telle autre peine que les Loix futures ordonneront. Et toute personne qui , pour être élue , promettroit ou donneroit quelque ré-

compense directement ou indirectement, fera, par cela même, rendue incapable d'être employée l'année suivante.

XXXIII. Tous honoraires, permissions à prix d'argent, amendes & confiscations qui jusqu'à présent étoient accordés ou payés au Gouverneur ou à ses Députés, pour les frais du Gouvernement, seront dorénavant payés au Trésor public, à moins que le futur Corps législatif ne les abolisse, ou n'y fasse quelque changement.

XXXIV. Il sera établi dans chaque Ville & Comté un office pour la vérification des testamens & pour accorder des Lettres d'administration, & un autre pour le dépôt des actes. Les Officiers seront nommés par l'Assemblée générale, amovibles à sa volonté, & recevront leurs Commissions du Président en Conseil.

XXXV. La presse sera libre pour toutes les personnes qui voudront examiner les actes du Corps législatif, ou telle autre branche du Gouvernement que ce soit.

XXXVI. Comme, pour conserver son indépendance, tout homme libre (s'il n'a pas un bien suffisant) doit avoir quelque profession ou quelque métier, faire quelque commerce, ou tenir quelque ferme qui puissent le faire subsister honnêtement; il ne peut y avoir ni nécessité, ni utilité d'établir des emplois lucratifs, dont les effets

ordinaires font , dans ceux qui les possèdent ou qui y aspirent , une dépendance & une servitude indignes d'hommes libres , & dans le Peuple , des querelles , des factions , la corruption & le désordre. Mais si un homme est appelé au service du public , au préjudice de ses propres affaires , il a droit à un dédommagement raisonnable. Toutes les fois que , par l'augmentation de ses émolumens ou par quelque autre cause , un emploi deviendra assez lucratif pour émouvoir le desir & attirer la demande de plusieurs personnes , le Corps législatif aura soin d'en diminuer les profits.

XXXVII. Le futur Corps législatif de cet État réglera les substitutions , de manière à en empêcher la perpétuité.

XXXVIII. Les Loix pénales suivies jusqu'à présent , seront réformées le plutôt possible , par le futur Corps législatif de cet État ; les punitions seront dans quelques cas rendues moins sanguinaires , & en général plus proportionnées aux crimes.

XXXIX. Pour détourner plus efficacement de commettre des crimes par la vue des châtimens continus , de longue durée , & soumis à tous les yeux , & pour rendre moins nécessaires les châtimens sanguinaires , il sera établi des Maisons de force , où tous les coupables con-

vaincus de crimes non capitaux seront punis par des travaux rudes; ils seront employés à travailler aux ouvrages publics, ou pour réparer le tort qu'ils auront fait à des particuliers. Toutes personnes auront à de certaines heures convenables la permission d'y entrer pour voir les prisonniers au travail.

XL. Tout Officier, soit de Justice, soit d'Administration, soit de guerre, exerçant quelque portion d'autorité sous cette République, fera le serment ou affirmation de fidélité dont la teneur suit, & aussi le serment général des Officiers, avant d'entrer en fonction.

Serment ou affirmation de fidélité.

« Je N. jure (ou affirme) que je ferai sincèrement attaché & fidèle à la République de Pensylvanie : & que ni directement, ni indirectement, je ne ferai aucun acte, ni aucune chose préjudiciables ou nuisibles à la Constitution ni au Gouvernement, tels qu'ils ont été établis par la Convention ».

Serment ou affirmation des Officiers.

« Je N. jure (ou affirme) que je remplirai fidèlement l'Office de... pour le tems... de...

» que je ferai droit impartialement, & que je
» rendrai justice exacte à tout le monde, aussi
» bien que mon jugement & mes lumières me
» le suggéreront, suivant la Loi ».

XLII. Il ne sera imposé sur le Peuple de cet État, & il ne sera payé par lui aucunes taxes, douane ou contribution quelconques, qu'en vertu d'une Loi à cet effet. Et avant qu'il soit fait de Loi pour ordonner quelque levée, il faut qu'il apparaisse clairement au Corps Législatif, que l'objet pour lequel on imposera la taxe, sera plus utile à l'État que ne le feroit l'argent de la taxe à chaque particulier, si elle n'étoit pas levée. Cette règle toujours bien observée, jamais les taxes ne deviendront un fardeau.

XLII. Tout Étranger, de bonnes mœurs, qui viendra s'établir dans cet État, aussitôt qu'il aura fait le serment ou l'affirmation de fidélité à l'État, pourra acheter ou acquérir par toutes autres voies justes, posséder & transmettre tous biens en terre ou autres biens immeubles; & après une année de résidence, il en sera réputé véritable & libre Citoyen, & participera à tous les droits des Sujets naturels & natifs de cet État : excepté qu'il ne pourra être élu Représentant qu'après une résidence de deux ans.

XLIII. Les Habitans de cet État auront la liberté de chasser à toutes espèces d'animaux,

dans les saisons convenables, sur les terres qu'ils posséderont, & sur toutes autres terres qui ne feront point encloses; il leur sera permis aussi de pêcher dans toutes les rivières navigables, ou autres eaux qui ne feront pas la propriété particulière de quelqu'un.

XLIV. Il sera établi par le Corps Législatif une ou plusieurs écoles dans chaque Comté, pour que les jeunes gens puissent y être convenablement & commodément instruits; il sera fixé aux Maîtres sur les fonds publics, des salaires qui les mettent en état de donner l'éducation à bas prix; & toutes les connoissances utiles seront duement encouragées & perfectionnées dans une ou plusieurs Universités.

XLV. Il sera fait des Loix pour l'encouragement de la vertu, & pour prévenir les vices & la dépravation des mœurs: ces Loix seront constamment maintenues en vigueur, & l'on prendra toutes les précautions nécessaires pour qu'elles soient ponctuellement exécutées. Toutes les Sociétés Religieuses, ou Corps qui se sont jusqu'à présent formés & réunis pour l'avancement de la Religion & des connoissances, ou pour d'autres objets pieux & charitables, seront encouragés & conservés dans la jouissance des privilèges, immunités & biens dont ils jouissoient, ou dont ils avoient droit de jouir.

sous les Loix & l'ancienne Constitution de cet État.

XLVI. Il est déclaré par le présent article, que *la Déclaration des droits* ci-dessus, fait partie de la *Constitution* de cette République, & ne doit jamais être violée sous aucun prétexte que ce soit.

XLVII. Afin que la liberté de cette République puisse être à jamais inviolablement conservée, le second mardi d'Octobre dans l'année mil sept cent quatre-vingt-trois, & le second mardi d'Octobre dans chaque septième année après celle-là, il sera choisi par les hommes libres dans chaque Ville & Comté de cet État respectivement, deux personnes pour chaque Ville & Comté. Ces différens Membres formeront un Corps appelé, *Le Conseil des Censeurs*, qui s'assemblera le second lundi du mois de Novembre qui suivra leur élection. La majorité des Membres de ce Conseil formera dans tous les cas un nombre suffisant pour décider, excepté s'il étoit question de convoquer une Convention; pour ce cas seulement, il faudra que les deux tiers de la totalité des Membres élus y consentent. Le devoir de ce Conseil sera d'examiner si la Constitution a été conservée dans toutes ses parties sans la moindre atteinte; & si les Corps

chargés de la Puissance législative & exécutive ont rempli leurs fonctions comme gardiens du Peuple, ou s'ils se sont arrogés & s'ils ont exercé d'autres ou plus grands droits que ceux qui leur sont donnés par la Constitution. Ils devront aussi examiner si les taxes publiques ont été imposées & levées justement dans toutes les parties de la République; quel a été l'emploi des fonds publics, & si les Loix ont été bien & dûment exécutées.

Pour remplir ce but, ils auront le pouvoir de faire comparoître toutes les personnes, & de se faire représenter tous les papiers & registres qui seront nécessaires; ils auront l'autorité de faire des censures publiques, d'ordonner la poursuite des crimes d'État, & de recommander au Corps législatif l'abrogation des loix qui leur paroîtront avoir été faites dans des principes opposés à la Constitution. Ils auront ces pouvoirs pendant une année entière, à compter du jour de leur élection, mais pas au-delà.

Le Conseil des Censeurs aura aussi le pouvoir de convoquer une Convention qui devra s'assembler dans les deux années qui suivront la session dudit Conseil, s'il leur a paru qu'il y ait une nécessité absolue de corriger quelque article défectueux de la Constitution, d'en expliquer

220 CONSTITUTION, &c.

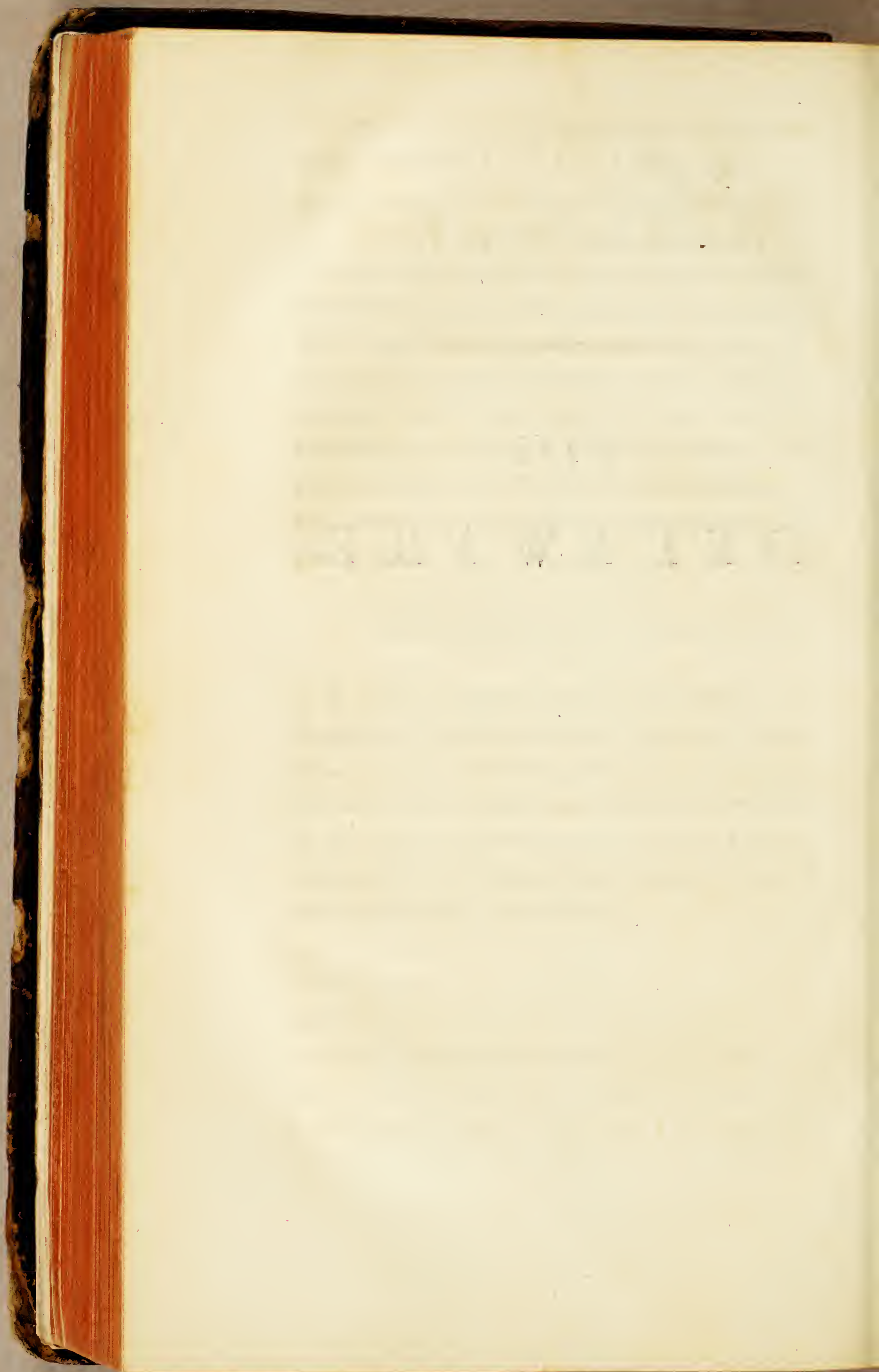
quelqu'un qui ne feroit pas clairement exprimé, ou d'en ajouter qui fussent nécessaires à la conservation des droits & du bonheur du Peuple. Mais les articles qu'on proposera de corriger, & les corrections proposées, ainsi que les articles à ajouter ou ceux à abroger, seront authentiquement publiés au moins six mois avant le jour fixé pour l'élection de la Convention, afin que le Peuple ait le loisir de les examiner, & de donner sur ces objets des instructions à ses Délégués.

A Philadelphie, le 28 Septembre 1776.

Il a été ordonné par la Convention, que la présente Constitution feroit signée par le Docteur Benjamin Franklyn qu'elle s'étoit choisi pour Président, par le sieur Jean Morris, Secrétaire, & par tous les Membres actuels de la Convention, présens à cette dernière Séance, à la fin de laquelle elle s'est dissoute.

VIII.

DELAWARE.



DELAWARE.

*Déclaration des droits & des principes
fondamentaux de l'État de Delaware,
ci-devant appelé le Gouvernement des
Comtés de Newcastle, de Kent & de
Sussex, sur la rivière Delaware.*

ART. I. **T**OUT Gouvernement tire son droit du
peuple, est uniquement fondé sur un contrat
réciproque, & est institué pour l'avantage commun.

II. Tous les hommes ont le droit naturel &
inaliénable d'adorer le Dieu Tout-Puissant de la
manière qui leur est dictée par leur conscience &
par leur raison : aucun homme ne doit, ni ne peut
être légitimement contraint à pratiquer un culte
religieux, ou à soudoyer des Ministres de Reli-
gion contre son gré, ou sans son propre & libre
consentement ; & aucune Puissance, quelle qu'elle
soit, ne peut, ni ne doit être, ni se préten-
dre autorisée à gêner ou à contrarier, de quelque

manière que ce soit , les droits de la conscience dans le libre exercice du culte religieux.

III. Toutes personnes professant la Religion Chrétienne , jouiront à jamais & également des mêmes droits & des mêmes privilèges dans cet Etat ; à moins que , sous prétexte de Religion , quelqu'un ne troublât la paix , le bonheur ou la sûreté de la Société.

IV. Le Peuple de cet Etat a seul le droit essentiel & exclusif de se gouverner , & de régler son administration intérieure.

V. Les personnes revêtues de la Puissance législative ou exécutive , sont les mandataires & les serviteurs du public , & en cette qualité comptables de leur conduite ; en conséquence , toutes les fois que le but du Gouvernement n'est pas , ou est mal rempli , & que la liberté publique est manifestement en danger , soit par le fait de la Puissance législative seulement , soit par une perfide connivence entre les deux autorités , le peuple a le droit & le pouvoir légitime d'établir un nouveau Gouvernement , ou de réformer l'ancien.

VI. La jouissance , par le Peuple , du droit de participer à la législation , est le fondement de la liberté & de tout Gouvernement libre. Pour assurer ce but , toutes ces élections doivent être libres & fréquentes , & tout homme libre , donnant preuve suffisante d'un intérêt permanent

nent & de l'attachement qui en est la suite, pour l'avantage général de la communauté, a droit de suffrage.

VII. Le pouvoir de suspendre les Loix ou d'en arrêter l'exécution, ne peut être exercé que par la Législature.

VIII. La Législature doit être assemblée fréquemment, tant pour le redressement des griefs que pour corriger & fortifier les Loix.

IX. Tout homme a droit de demander à la Législature le redressement des griefs, pourvu que cette demande soit faite avec décence & tranquillité.

X. Tout Membre de la Société a le droit d'être protégé par elle dans la jouissance de sa vie, de sa liberté & de sa propriété; & chacun, en conséquence, est obligé de contribuer pour sa part aux frais de cette protection, & de donner, lorsqu'il le faut, son service personnel ou un équivalent; mais aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée avec justice, ni appliquée à aucun usage public sans son consentement propre, ou sans celui de ses représentans légitimes; & aucun homme, qui se fait un scrupule de conscience de porter les armes, ne peut, dans aucun cas, y être légitimement contraint, s'il paye un équivalent.

XI. Des Loix avec effet rétroactif pour punir

des fautes commises avant l'existence de ces Loix, sont oppressives & injustes, & il ne doit point en être fait de pareilles.

XII. Tout homme libre, pour toute injure ou tort qu'il peut avoir reçu de quelque autre personne que ce soit, dans ses biens & terres ou dans sa personne, doit trouver un remède dans le recours aux loix du pays : il doit obtenir droit & justice, facilement & sans obstacle, complètement & sans réserve, promptement & sans délai, le tout conformément aux loix du pays.

XIII. La vérification des faits par Jurés dans les lieux où les faits se sont passés, est une des meilleures sauve-gardes pour la vie, la liberté & les propriétés des Citoyens.

XIV. Dans tout Procès criminel, tout homme a le droit d'être instruit de l'accusation qui lui est intentée, d'obtenir un conseil, d'être confronté à ses accusateurs & aux témoins, de faire examiner les témoignages sous serment à sa décharge; & il a droit à une procédure prompte par un Juré impartial, sans le consentement unanime duquel il ne peut pas être déclaré coupable.

XV. Aucun homme ne doit, dans les Cours de *Loi commune*, être forcé d'administrer des preuves contre lui-même.

XVI. Il ne doit point être exigé de cau-

tionnemens excessifs, ni imposé de trop fortes amendes, ni infligé de peines cruelles ou injustes.

XVII. Tout *Warrant*, pour faire des recherches dans des lieux suspects, pour arrêter quelqu'un ou saisir ses biens, est injuste & vexatoire, s'il n'est décerné sur une accusation affirmée par serment; & tout *Général Warrant*, pour faire des recherches dans des lieux suspects, & pour arrêter toutes personnes suspectes, dans lequel le lieu ou la personne en particulier ne seroient pas nommés ou exactement décrits, est illégal, & ne doit point être accordé.

XVIII. Une Milice bien réglée est la défense convenable, naturelle & sûre d'un Gouvernement libre.

XIX. Des armées toujours sur pied sont dangereuses pour la liberté, & il ne doit en être ni levé, ni entretenu sans le consentement de la Législature.

XX. Dans tous les cas & dans tous les tems, le Militaire doit être parfaitement subordonné à l'autorité civile, & gouverné par elle.

XXI. Aucun soldat, en tems de paix, ne doit être logé dans une maison sans le consentement du Propriétaire; & en tems de guerre il n'en fera usé pour les logemens que de la manière prescrite par la Législature.

XXII. L'indépendance & l'intégrité des Juges sont essentielles pour l'administration impartiale de la justice, & sont les meilleurs garants des droits & de la liberté des Citoyens.

XXIII. La liberté de la presse doit être inviolablement maintenue.

CONSTITUTION

Ou système de Gouvernement consenti & arrêté par les Représentans de l'Etat de Delaware, ci-devant appelé le Gouvernement des Comtés de New-Castle, de Kent & de Suffex sur la riviere Delaware, assemblés en Convention; ayant été lesdits Représentans choisis expressément à cet effet par les Hommes libres de cet Etat.

ART. I. **L**E Gouvernement des Comtés de New-Castle, de Kent & de Suffex sur la rivière Delaware, fera désormais appelé dans tous les actes publics ou autres, l'*État de Delaware*.

II. La Législature fera composée de deux Corps distincts, qui s'assembleront une fois chaque année, ou plus souvent, s'il le faut, & qui, réunis, s'appelleront l'*Assemblée générale de Delawarre*.

III. L'un des Corps de la Législature s'appellera la *Chambre d'Assemblée*; & il fera composé de sept Représentans pour chaque Comté, choisis par

chacun des Comtés respectivement parmi les Francs-Tenanciers.

IV. L'autre Corps s'appellera *le Conseil*, & sera composé de neuf Membres, trois pour chaque Comté : ils seront élus par chacun des Comtés respectivement parmi les Francs-Tenanciers, en même tems que se fera l'élection pour l'Assemblée ; & ils seront au-dessus de l'âge de vingt-cinq ans. Après une année révolue depuis l'élection générale, le Conseiller qui aura eu le moins de voix dans chaque Comté, sortira de place ; & les vacances qu'occasionnera cette sortie, seront remplies par une nouvelle élection que les hommes libres de chaque Comté feront, en la manière ci-dessus dite, de la même personne ou d'une autre. Au bout de deux ans, après la première élection générale, celui des Conseillers qui n'aura été que le second pour le nombre des voix dans chaque Comté, sortira aussi de place ; & les vacances occasionnées par cette seconde sortie, seront pareillement remplies par une nouvelle élection. Au bout de la troisième année, le Conseiller qui, à la première élection générale, aura eu, dans chaque Comté, le plus grand nombre de voix, sortira de place à son tour ; & ces vacances seront remplies par une élection nouvelle, dans la forme ci-dessus mentionnée.

Cette rotation, par laquelle un des Conseillers

de chaque Comté sortira de place au bout de trois ans & sera remplacé par un nouveau choix, aura toujours lieu & sera toujours exactement observée par la suite, chaque année, dans l'ordre prescrit; enforte qu'après la première élection seule exceptée, chaque Conseiller demeurera en place trois ans à compter de son élection, & qu'à chaque élection, il y aura dans chaque Comté un Conseiller dont la place deviendra vacante, & sera remplie par un nouveau choix, soit de la même personne, soit d'une autre: par ce moyen après que les pourvus à la première élection générale auront coulé à fond, chaque Conseiller restera trois ans en place, à toutes les élections, il y aura dans chaque Comté un Conseiller déplacé; & le même Sujet ou un autre seront élus pour remplir la place.

V. Le droit de suffrage pour les élections des Membres des deux Chambres, continuera d'être exercé, comme il l'est à présent, en vertu de la Loi: chacune des Chambres choisira son Orateur, nommera ses Officiers, jugera des qualités & de la validité des élections de ses Membres, fera des Réglemens pour ses formes de procéder, & enverra les *Lettres d'élection* pour les cas de vacances arrivant dans l'intervalle d'une élection générale à l'autre. Elles pourront aussi, chacune en son particulier, expulser leurs Membres pour mauvaise

conduite , mais jamais deux fois pour la même faute dans la même Session , si l'expulsé est réélu après la première ; & les deux Chambres auront tous les autres pouvoirs nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif d'un Etat libre & indépendant.

Tous les Bills de levée d'argent pour le soutien du Gouvernement , seront proposés dans la Chambre de l'Assemblée , & pourront être changés , corrigés ou rejetés par le Conseil législatif. Tous les autres Bills pourront être proposés indifféremment dans la Chambre de l'Assemblée , ou dans celle du Conseil législatif , & pourront être respectivement changés , corrigés , ou rejetés par l'autre Chambre.

VII. Il sera élu au scrutin par les deux Chambres réunies un Président ou premier Magistrat : le scrutin se prendra dans la Chambre d'Assemblée ; la boîte sera examinée par les Orateurs des deux Chambres en présence des autres Membres ; & dans le cas où les deux personnes qui réuniroient le plus grand nombre de voix , en auroient un nombre égal , alors l'Orateur du Conseil aura une nouvelle voix pour départager. La nomination de la personne qui aura eu la pluralité des suffrages sera enregistrée tout au long sur les Minutes & Journaux des deux Chambres ; il en sera délivré au Président élu une copie en parchemin , certifiée & signée respectivement par les

deux Orateurs, & scellée du grand sceau de l'Etat, qu'ils auront, par la présente Constitution, le droit d'apposer. Le Président restera trois ans en place, c'est-à-dire, jusqu'à la Session suivante de l'Assemblée Générale, & pas au-delà; & il ne sera éligible de nouveau qu'après un intervalle de trois ans.

Il lui sera assigné, pendant son exercice, des appointemens suffisans, mais modiques. Il pourra tirer sur les Trésoriers pour les sommes dont l'Assemblée Générale aura arrêté la destination, & en disposer; & il en sera comptable envers elle. Dans l'absence de l'Assemblée Générale, il pourra, par & avec l'avis du Conseil privé, mettre embargo sur les marchandises, ou en défendre l'exportation, pour un tems qui n'excede pas trente jours. Il aura le droit de faire grace, ou d'accorder répit, excepté lorsque l'affaire sera poursuivie au nom de la Chambre d'Assemblée, ou lorsque la Loi en aura ordonné autrement: dans ces deux cas, il ne pourra être accordé ni grace ni répit, que par une résolution de la Chambre d'Assemblée.

Enfin, le Président aura toute la puissance exécutrice du Gouvernement, dans les bornes & avec les restrictions établies par la présente Constitution, & conformément aux loix de l'Etat.

En cas de mort, d'inhabilité du Président,

ou en cas qu'il soit absent de l'Etat, l'Orateur actuel du Conseil législatif fera Vice-Président par *interim* ; & dans le cas où ce dernier viendrait à mourir, seroit inhabile, ou seroit absent de l'Etat, l'Orateur de la Chambre d'Assemblée aura tous les pouvoirs & exercera toutes les fonctions du Président jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait fait une nouvelle nomination.

VIII. Il sera élu, au scrutin, un Conseil privé, composé de quatre Membres, dont deux seront choisis par le Conseil législatif, & deux par la Chambre d'Assemblée ; sous l'expresse réserve qu'aucun Officier *Régulier* de terre ou de mer, au service & à la paie du Continent, ou de cet Etat, ou de tout autre, ne pourra être élu, & que tout Membre, soit du Conseil législatif, soit de la Chambre d'Assemblée, qui sera élu pour le Conseil privé, & qui acceptera, perdra sa place dans l'une ou l'autre de ces deux Chambres.

La présence de trois Membres du Conseil privé suffira pour le mettre en activité : leur avis & tous les actes du Conseil seront couchés sur un registre, & signés par les Membres présents, (avec faculté à ceux qui seroient d'un avis différent, de l'y inscrire,) pour être présentés à l'Assemblée générale, lorsqu'elle les demandera.

Deux des Membres du Conseil privé en seront retranchés au scrutin au bout de deux ans, l'un par le

Conseil législatif, l'autre par la Chambre d'Assemblée : ceux qui resteront , sortiront de place l'année suivante , & les uns & les autres ne redeviendront éligibles qu'après un intervalle de trois ans.

Ces vacances , ainsi que celles occasionnées par mort ou par incapacité , seront remplies par de nouvelles élections dans la même forme. Et cette rotation des Conseillers privés sera continuée chaque année à perpétuité dans l'ordre prescrit. Le Président pourra convoquer le Conseil privé dans tous les tems où les affaires publiques le requerront , & dans le lieu qu'il jugera le plus convenable ; & les Conseillers seront tenus de s'y rendre.

IX. Le Président pourra , de l'avis & avec le consentement du Conseil privé , enrégimenter la Milice , & faire les fonctions de Capitaine Général & de Commandant en chef de cette Milice , & des autres forces militaires de cet Etat , conformément aux Loix dudit Etat.

X. L'une & l'autre Chambre de l'Assemblée générale , pourront s'ajourner elles-mêmes respectivement. Le Président n'aura pas le pouvoir de proroger , d'ajourner ou de dissoudre l'Assemblée générale ; mais il pourra , de l'avis du Conseil privé , ou sur la demande du plus grand nombre des Membres de l'une & l'autre Chambre , la convoquer pour un tems plus prochain que celui

auquel elle se feroit ajournée. Les deux Chambres tiendront toujours leurs séances dans le même tems & dans le même lieu ; à l'effet de quoi l'Orateur de la Chambre d'Assemblée , après chaque ajournement , informera l'Orateur de l'autre Chambre du jour pour lequel la première se fera ajournée.

XI. Les Délégués pour l'Etat de Delaware au Congrès des Etats-Unis d'Amérique , seront choisis tous les ans , ou révoqués & remplacés dans l'intervalle , au scrutin , par les deux Chambres réunies en Assemblée générale.

XII. Le Président & l'Assemblée générale réunis , nommeront , au scrutin , trois Juges de la Cour suprême pour tout l'Etat , l'un desquels fera *Chef-Juge* (Président du Tribunal) , & un Juge de l'Amirauté : ils nommeront aussi de la même manière , pour chaque Comté , quatre Juges des Cours de Plaid-communs , des Cours des Orphelins , dont un dans chaque Cour , aura le titre de *Chef-Juge*. En cas d'égalité de suffrages dans le scrutin , pour ces différentes élections , le Président aura une nouvelle voix pour départager. Tous ces Juges recevront du Président une Commission scellée du grand sceau ; ils conserveront leurs Offices tant qu'ils se conduiront bien : & les Juges de la Cour suprême & des Cours de Plaid-communs , ne pourront , tant qu'ils seront en place ,

posséder aucun autre emploi , excepté dans la Milice.

Tous les Juges de toutes lesdites Cours auront l'autorité d'ouvrir & d'ajourner leur Cour , dans le cas où leurs Collègues ne viendroient point. Il leur sera assigné pendant la durée de leur exercice , des appointemens fixes suffisans , mais modiques.

Le Président & le Conseil privé nommeront le Secrétaire, le Procureur général, les Officiers pour enregistrer & vérifier les testamens, & accorder des Lettres d'administration, les Gardes-Rôles en Chancellerie, les Greffiers pour les Cours de Plaids-communs & pour les Cours des Orphelins, & les Greffiers de Paix, qui recevront des Commissions, comme il est dit ci-dessus, & conserveront leurs offices pendant cinq ans, s'ils se conduisent bien. Durant ce tems, lesdits Officiers en Chancellerie & lesdits Greffiers ne pourront être Juges dans aucune des deux dites Cours dans lesquelles ils serviront; mais ils auront l'autorité de signer tous les actes émanés d'elles, & de prendre des reconnoissances des cautionnemens.

Les Juges de Paix seront nommés par la Chambre d'assemblée; c'est-à-dire, qu'elle choisira pour chaque Comté vingt-quatre Sujets, parmi lesquels le Président, avec l'approbation

du Conseil privé, en choisira douze qui recevront des Commissions dans la forme susdite, & conserveront leurs offices pendant sept ans, s'ils se conduisent bien; & dans le cas de vacances, ou si la Législature juge à propos d'en augmenter le nombre, ils seront choisis & nommés de la même manière.

Les Membres du Conseil législatif & du Conseil privé feront Juges de Paix pour tout l'Etat, tant qu'ils seront en place; & les Juges des Cours de Plaids-communs seront Conservateurs de la paix dans leurs Comtés respectifs.

XIII. Les Juges des Cours de Plaids-communs & des Cours des Orphelins auront le pouvoir de tenir les Cours inférieures de Chancellerie, comme ils ont fait jusques à présent, à moins que la Législature n'en ordonne autrement.

XIV. Les Greffiers de la Cour suprême seront nommés par le Juge en chef de cette Cour, & les Gardes des registres des Actes le feront par les Juges des Cours de Plaids-communs pour chaque Comté respectivement. Ces Officiers recevront du Président des Commissions scellées du grand sceau, & conserveront leurs places pendant cinq ans, s'ils se conduisent bien.

XV. Les Shériffs & Coroners des Comtés respectifs seront choisis annuellement comme ci-devant; & toute personne ayant servi trois ans

comme Shériff ne fera éligible de nouveau qu'après un intervalle de trois années. Le Président & le Conseil privé auront ainsi, & de la même manière que le Gouverneur en jouissoit ci-devant, le pouvoir de nommer, sur deux Sujets présentés pour chacun desdits offices de Shériff & de Coroner, celui qui leur paroîtra les mériter le mieux.

XVI. L'Assemblée générale réunie nommera, par la voie du scrutin, les Officiers Généraux supérieurs, & tous les autres Officiers de terre & de mer de cet Etat. Et le Président pourra nommer, pour le tems qu'il jugera à propos, jusqu'à ce que la Puissance législative en ait autrement ordonné, tous les Officiers civils nécessaires qui ne sont pas mentionnés dans la présente Constitution.

XVII. Il y aura, dans les matières de Loi & d'Équité, appel de la Cour suprême de Delaware à une Cour de sept personnes, composée du Président en exercice, qui la présidera, & de six autres Membres nommés, trois par le Conseil législatif & trois par la Chambre d'assemblée, qui recevront du Président des Commissions scellées du grand sceau, & conserveront leurs offices tant qu'ils s'y conduiront bien. Cette Cour s'intitulera *la Cour des Appels*; & aura la même autorité & tous les pouvoirs que la Loi attribuoit

ci-devant en dernier ressort au Roi en Conseil sous l'ancien Gouvernement. Le Secrétaire sera le Greffier de cette Cour; & vacance arrivant de quelques-uns de ces offices par mort ou par incapacité, il y sera pourvu par une nouvelle élection en la manière ci-dessus prescrite.

XVIII. Les Juges de la Cour suprême & des Cours de Plaids-communs, les Membres du Conseil privé, le Secrétaire, les Commissaires de l'office du Prêt public, & les Greffiers des Cours de Plaids-communs, tant qu'ils seront en place, ainsi que tous les Entrepreneurs de fournitures pour le service de terre ou de mer, ne seront pas éligibles pour l'une ni l'autre des Chambres de l'Assemblée; & tous Membres de l'une ou l'autre de ces Chambres qui accepteront quelque'un des susdits offices, excepté ceux de Juges de Paix, perdront leurs places, qui seront déclarées vacantes, & auxquelles on pourvoira par une nouvelle élection.

XIX. Le Conseil législatif & l'Assemblée auront le pouvoir d'ordonner le grand sceau de l'Etat, qui sera gardé par le Président, ou, en son absence, par le Vice-Président, pour en être usé par eux, lorsqu'il en sera besoin. Ce sceau s'appellera *le grand sceau d'Etat de Delaware*, & sera apposé à toutes les Loix & Commissions.

XX. Les Commissions se donneront *au nom*
de

de l'Etat de Delaware, & seront signées en certification par le Président. Les actes s'intituleront de la même manière : ils seront signés en certification par le *Chef-Juge* ou par le premier Juge nommé par les Commissions dans chacune des Cours ; & ils seront scellés avec les sceaux publics des Cours respectives. Les plaintes se termineront par ces mots : *contre la paix & la dignité de l'Etat.*

XXI. Vacance arrivant de quelqu'un des offices qui doivent, en vertu des articles précédens, être nommés par le Président & l'Assemblée générale, il sera pourvu à leur exercice par le Président & le Conseil privé, jusqu'à ce que la nouvelle élection ait pu avoir lieu.

XXII. Toute personne qui fera choisie Membre de l'une ou l'autre Chambre, ou nommée à quelque office ou emploi de confiance, avant de prendre séance ou d'entrer en exercice de son office, devra prêter le serment ou faire l'affirmation suivante, si elle se fait un scrupule de conscience de prêter serment.

« Je N. garderai une sincère fidélité à l'Etat
» de Delaware ; je me soumettrai à sa Consti-
» tution & à ses Loix, & je ne ferai sciem-
» ment aucune chose qui puisse préjudicier à sa
» liberté ».

La même personne fera aussi tenue de faire la déclaration suivante :

« Je N. fais profession de croire en Dieu le
» Pere, en Jesus-Christ son Fils unique, & au
» Saint-Esprit, un seul Dieu béni à jamais; &
» je reconnois les saintes Ecritures de l'ancien
» & du nouveau Testament pour avoir été don-
» nées par une inspiration divine ».

Tous les Officiers feront en outre le serment de leur office.

XXIII. Le Président & tous autres Officiers qui seront suspects de délits envers l'Etat, soit pour malversation, corruption, ou pour toutes autres causes par lesquelles la sûreté de la République seroit compromise, pourront être accusés par la Chambre d'assemblée devant le Conseil législatif: savoir, le Président, lorsqu'il sera sorti de place & dans les dix-huit mois suivans, & tous autres dans les dix-huit mois après le délit commis. L'accusation sera poursuivie par le Procureur général, ou par telle ou telles autres personnes que la Chambre d'assemblée pourra commettre à cet effet, & conformément aux Loix du pays. Celui ou ceux qui sur l'accusation seront trouvés coupables, seront déclarés incapables d'exercer aucun office sous l'autorité du Gouverne-

ment, ou destitués de leurs emplois pour un tems limité, ou punis, suivant l'exigence des cas, par les peines pécuniaires ou autres portées par les Loix. Et tout Officier sera destitué sur les trois motifs suivans, sur un Jugement des Cours de Loi commune qui le déclare convaincu de malversation, sur une accusation en crime d'Etat, au nom de la Chambre d'assemblée, jugée par le Conseil législatif, ou sur une adresse de l'Assemblée générale (1).

XXIV. Tous les actes des anciennes Assemblées, qui avoient force de Loi dans cet Etat à l'époque du 15 Mai dernier (& qui ne sont point changés par la présente Constitution, ni contraires aux résolutions, soit du Congrès, soit de la dernière session de la Chambre d'assemblée de l'Etat), demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient abrogées ou changées par la Législature de cet Etat. Si cependant ces actes n'avoient été faits que pour un certain tems, ils cesseront d'être exécutés, aux termes respectivement limités pour leur durée.

XXV. La Loi commune d'Angleterre, aussi

(1) Comme dans ce dernier cas, c'est la législature elle-même qui parlera, sa seule volonté, sans exposition de motif, sera une raison suffisante : l'adresse sera portée au Président, qui expédiera la destitution en conséquence.

bien que la Loi des statuts, demeureront en vigueur, telles qu'elles ont été exécutées jusques à présent, à moins qu'elles ne soient changées par une Loi future de la Législature, à l'exception seulement des points qui se trouveroient en contradiction avec les droits & les privileges contenus dans la présente Constitution, & dans la Déclaration des droits, &c. arrêtées par la présente Convention.

XXVI. Aucune personne importée d'Afrique dans cet Etat, ne sera désormais tenue en esclavage, sous aucun prétexte; & aucun Esclave Nègre, Indien ou Mulâtre, ne sera amené dans cet Etat, de quelque partie du monde que ce soit, pour y être vendu.

XXVII. La première élection pour l'Assemblée générale de cet Etat se tiendra le 21 d'Octobre prochain dans les Maisons d'assemblée des différens Comtés, & de la manière usitée jusques à présent pour l'élection de l'Assemblée, si ce n'est quant au choix des Inspecteurs & des Assesseurs, dans les endroits où les Assesseurs n'ont pas été choisis le 16 du présent mois de Septembre: dans ce cas, ils seront choisis le matin même du jour de l'élection, par les Electeurs habitans des districts respectifs dans chaque Comté.

Les Shériffs & Coroners pour lesdits Comtés seront aussi respectivement élus le même jour;

les Shériffs actuels des Comtés de Newcastle & de Kent, pourront être réélus dans leur office jusqu'au premier Octobre de l'an de grace 1779; & le Shériff actuel du Comté de Suffex pourra être réélu dans le sien jusqu'au premier Octobre de l'an de grace 1778, pourvu que les hommes libres jugent à propos de les réélire à chaque élection générale. Les Shériffs & Coroners actuels continueront d'exercer leurs offices jusques à ce que les nouveaux Shériffs & Coroners qui doivent être élus le 21 Octobre, aient reçu leurs Commissions & prêté le serment de l'office.

Les Membres du Conseil législatif & de l'Assemblée s'assembleront pour traiter les affaires de l'Etat, le 28 d'Octobre prochain, & conserveront leur emploi jusqu'au premier Octobre 1777, auquel jour & au premier Octobre de chaque année à perpétuité, le Conseil législatif, l'Assemblée, les Shériffs & Coroners seront choisis au scrutin, & de la manière prescrite par les différentes Loix de cet Etat, pour régler les élections des Membres de l'Assemblée, des Shériffs & des Coroners. L'Assemblée générale ouvrira ses séances régulièrement le 20 Octobre de chaque année, pour travailler aux affaires de l'Etat. Lorsqu'un desdits jours premier & vingt Octobre se trouvera être un Dimanche, les élections

ou l'ouverture de l'Assemblée générale, selon le cas, se feront le lendemain.

XXVIII. Pour prévenir toute violence ou voie de fait dans lefdites élections, aucune personne ne pourra y venir avec des armes; aucune revue de Milice ne pourra être faite ce jour-là; les individus d'aucun Bataillon ni Compagnie ne pourront donner leurs suffrages en se suivant immédiatement les uns les autres, si quelqu'autre Votant veut les interrompre en se présentant pour donner le sien; & aucun Bataillon, ni aucune Compagnie à la solde du Continent, de cet Etat, ou de quelqu'autre Etat que ce soit, ne pourra rester dans le lieu, & au moment où se tiennent les élections, ni à la distance d'un mille desdits lieux respectivement, pendant vingt-quatre heures avant l'ouverture, ni vingt-quatre heures après la clôture desdites élections, afin que rien ne puisse s'opposer à ce qu'elles se fassent librement & commodément; mais ceux des Electeurs qui pourront se trouver dans ces Corps de troupes, auront la faculté de venir, le jour de l'élection, donner leur suffrage avec décence & tranquillité.

XXIX. Il n'y aura point dans cet Etat d'établissement d'aucune secte de Religion par préférence à une autre; & aucun Ecclésiastique ou Prédicateur de l'Evangile, de quelque Communion que ce soit, ne pourra remplir aucun of-

fice civil dans cet Etat , ni être Membre de l'une ou de l'autre des Chambres de la Législature , tant qu'il continuera d'exercer les fonctions ecclésiastiques.

XXX. Aucun article de la Déclaration des droits & des *regles fondamentales* de cet Etat , arrêtés par la présente Convention , ni les premier , second , cinquième (à l'exception de la partie qui concerne le droit de suffrage) , ni les vingt-sixième & vingt-neuvième articles de la présente Constitution ne doivent jamais être violés , sous quelque prétexte que ce soit. Aucune autre de ses parties ne pourra être altérée , changée ou diminuée , sans le consentement des cinq septièmes de la Chambre d'assemblée , & de sept des Membres du Conseil législatif.

Signé GEORGE READ , Président.

Extrait des Journaux.

Certifié , *signé* JAMES BOOTH , Greffier.

IX.

M A R Y L A N D.

18

W A R Y E D

M A R Y L A N D.

*DÉCLARATION des droits arrêtée par
les Délégués du Maryland, assemblés
en pleine & libre Convention.*

LE Parlement de la Grande-Bretagne s'étant, par un Acte déclaratoire, arrogé le droit de faire des Loix obligatoires pour les Colonies dans tous les cas quelconques ; ayant, pour assurer cette prétention, entrepris de subjuguier par la force des armes les Colonies unies, & de les réduire à une soumission entière, & sans aucune restriction à son pouvoir & à sa volonté ; & les ayant mises enfin dans la nécessité de se déclarer elles-mêmes, *États indépendans*, & de se gouverner sous l'autorité du Peuple de chaque Colonie ; en conséquence, Nous, Délégués du Maryland, assemblés en pleine & libre Convention, prenant dans la plus sérieuse & la plus mûre considération les meilleurs moyens d'établir dans cet État une bonne Constitution, qui en soit le solide fondement, & lui procure

la sécurité la plus permanente, Nous déclarons que :

I. Tout Gouvernement tire son droit du Peuple, est uniquement fondé sur un contrat & institué pour l'avantage commun.

II. Le Peuple de cet Etat doit avoir seul le droit exclusif de régler son Gouvernement & sa Police intérieure.

III. Les Habitans du Maryland ont droit au maintien de la loi commune d'Angleterre, & à la procédure par Jurés, telle qu'elle est établie par cette loi; ils ont droit au bénéfice de ceux des Statuts Anglais qui existoient au tems de leur première émigration, & qui, par expérience, se sont trouvés applicables à leurs circonstances locales ou autres, & au bénéfice de ceux des autres statuts qui ont été faits depuis en Angleterre ou dans la Grande-Bretagne, & qui ont été introduits, usités & pratiqués par les Cours de Loi ou d'Équité; ils ont droit aussi au maintien de tous les actes de l'Assemblée qui étoient en vigueur le premier Juin mil sept cent soixante-quatorze, à l'exception de ceux dont la durée a pu être limitée à des termes qui sont expirés depuis cette époque, & de ceux qui ont été ou qui pourront être dans la suite changés par des actes de la Convention, ou par la présente déclaration des droits; & en réservant toujours à la Législature de cet Etat le

droit de revoir ces loix , statuts & actes , de les changer & de les abroger : enfin les Habitans du Maryland ont droit à toutes les propriétés à eux dévolues en conséquence & sous l'autorité de la Charte accordée par Sa Majesté Charles Premier à Cecil Calvert , Baron de Baltimore.

IV. Toutes les personnes revêtues de la puissance législative ou de la puissance exécutive du Gouvernement , sont les mandataires du public , & comme tels , responsables de leur conduite ; en conséquence , toutes les fois que le but du Gouvernement n'est point , ou est mal rempli , que la liberté publique est manifestement en danger , & que tous les autres moyens de redressement sont inefficaces , le peuple a le pouvoir & le droit de réformer l'ancien Gouvernement ou d'en établir un nouveau : la doctrine de non résistance contre le pouvoir arbitraire & l'oppression est absurde , servile & destructive du bien & du bonheur du genre-humain.

V. La jouissance par le Peuple du droit de participer activement à la Législation , est le gage le plus assuré de la liberté , & le fondement de tout Gouvernement libre : pour remplir ce but , les élections doivent être libres & fréquentes , & tout homme ayant une propriété dans la communauté , ayant un intérêt commun avec elle , & des motifs pour lui être attaché , y a droit de suffrage ,

VI. La Puissance législative, la Puissance exécutive, & l'autorité judiciaire, doivent être toujours séparées & distinctes l'une de l'autre.

VII. Le pouvoir de suspendre les Loix, ou leur exécution, ne doit être exercé que par la Législature, ou par une autorité émanée d'elle.

VIII. La liberté de parler, les débats ou délibérations dans la Législature ne doivent être le fondement d'aucune accusation ou poursuite dans aucune autre Cour ou Tribunal quelconque.

IX. Il doit être fixé pour l'Assemblée de la Législature un lieu le plus commode à ses Membres, & le plus convenable pour le dépôt des registres publics; & la Législature ne doit être convoquée & tenue dans aucun autre lieu, que dans le cas d'une nécessité évidente.

X. La Législature doit être fréquemment assemblée pour pourvoir au redressement des griefs, & pour corriger, fortifier & maintenir les Loix.

XI. Tout homme a droit de s'adresser à la Législature pour le redressement des griefs, pourvu que ce soit d'une manière paisible & conforme au bon ordre.

XII. Aucuns subside, charge, taxe, impôt, droit ou droits ne doivent être établis, fixés ou levés, sous aucun prétexte, sans le consentement de la Législature.

XIII. La levée de taxes par nombre de têtes,

est injuste & oppressive , elle doit être abolie ; les pauvres ne doivent point être imposés pour le maintien du Gouvernement ; mais toutes autres personnes dans l'Etat doivent contribuer aux taxes publiques pour le maintien du Gouvernement , chacune proportionnellement à sa richesse actuelle en propriétés réelles ou personnelles dans l'Etat : il peut être aussi convenablement & justement établi ou imposé des amendes , des douanes ou des taxes par des vues politiques pour le bon gouvernement & l'avantage de la communauté.

XIV. Il faut éviter les loix qui ordonnent l'effusion du sang , autant que la sûreté de l'Etat peut le permettre ; & il ne doit être fait à l'avenir pour aucun cas , ni dans aucun tems , de loi pour infliger des peines ou amendes cruelles & inusitées.

XV. Des loix avec effet rétroactif , pour punir des crimes commis avant l'existence de ces loix , & qui n'ont été déclarés *crimes* que par elles , sont oppressives , injustes & incompatibles avec la liberté , ainsi il ne doit jamais être fait de loi *ex post facto* , après le cas arrivé.

XVI. Dans aucun cas , ni dans aucun tems , il ne sera fait désormais aucun acte législatif pour déclarer qui que ce soit , coupable de trahison ou de félonie (1).

(1) Le but de cet article est d'empêcher la Puissance

XVII. Tout homme libre doit , pour toute injure ou tort qu'il peut recevoir dans sa personne ou dans ses biens , trouver un remède dans le recours aux loix du pays : il doit obtenir droit & justice , librement & sans être obligé de les acheter , complètement & sans aucun refus , promptement & sans délai , le tout conformément aux loix du pays.

XVIII. La vérification des faits dans les lieux où ils se sont passés , est une des plus grandes sûretés de la vie , de la liberté & de la propriété des Citoyens.

XIX. Dans tous les procès criminels , tout homme a le droit d'être informé de l'accusation qui lui est intentée , d'avoir une copie de la plainte ou des charges dans un tems suffisant , lorsqu'il le requiert , pour préparer sa défense , d'obtenir un conseil , d'être confronté aux témoins qui déposent à sa charge , de faire entendre ceux qui sont à sa décharge , de faire examiner les uns & les autres sous le serment ; & il a droit à une procédure prompte par un Juré impartial , sans le consentement unanime duquel il ne peut pas être déclaré coupable.

XX. Aucun homme ne doit être forcé d'ad-

législatrice de devenir dans aucun cas autorité judiciaire : abus sujet à beaucoup d'inconvéniens , & qui existe dans la Constitution d'Angleterre.

ministres

ministrier des preuves contre lui-même dans les Cours de Loi commune , ni dans aucunes autres Cours , excepté pour les cas où la chose a été pratiquée ordinairement dans cet Etat , & pour ceux où elle sera ordonnée à l'avenir par la Législature (2).

XXI. Aucun homme libre ne doit être arrêté , emprisonné , dépouillé de ses propriétés , immunités ou privilèges , mis hors de la protection de la loi , exilé , maltraité en aucune manière , privé de sa vie , de sa liberté ou de ses biens que par un Jugement de ses Pairs , en vertu de la loi du Pays.

XXII. Il ne doit être exigé par aucune Cour de loi de cautionnemens excessifs , ni imposé de trop fortes amendes , ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

XXIII. Tout *Warrant* , pour faire des recherches dans des lieux suspects , pour arrêter quel-

(2) Dans les Cours de Chancellerie , selon la loi d'Angleterre , l'accusé est examiné sous le serment de dire la vérité : il est obligé de la dire , lors même que les réponses véridiques aux questions qui lui sont faites , formeroient preuve contre lui ; & il peut être puni *comme parjure* , s'il fait des réponses fausses , ou comme *contempteur de la justice* , s'il refuse d'y répondre.

Il y a des Cours de Chancellerie dans le Maryland , mais il n'y en a point dans les quatre Etats de la Nouvelle Angleterre , ni en Pensylvanie.

qu'un ou saisir ses biens, est injuste & vexatoire, s'il n'est décerné sur une accusation revêtue d'un ferment ou d'une affirmation solennelle ; & tout *Général Warrant*, pour faire des recherches dans des lieux suspects, ou pour arrêter des personnes suspectes, sans que la personne ou le lieu y soient nommés & spécialement décrits, est illégal & ne doit point être accordé.

XXIV. Il ne doit y avoir confiscation d'aucune partie des biens d'un homme pour aucun crime, excepté pour meurtre ou pour trahison contre l'Etat ; & alors seulement d'après conviction & jugement.

XXV. Une Milice bien réglée est la défense convenable & naturelle d'un Gouvernement libre.

XXVI. Des armées toujours sur pied sont dangereuses pour la liberté ; & il ne doit en être ni levé ni entretenu sans le consentement de la Législature.

XXVII. Dans tous les cas & dans tous les tems, le Militaire doit être exactement subordonné à l'autorité civile, & gouverné par elle.

XXVIII. En tems de paix, il ne doit point être logé de Soldat dans une maison sans le consentement du Propriétaire ; & en tems de guerre le logement ne doit être fait que de la manière ordonnée par la Législature.

XXIX. Aucune personne, à l'exception de

celles qui font partie des Troupes de terre ou de mer ; ou qui font dans la Milice actuellement en service ; ne peut dans aucun cas être assujettie à la loi martiale ; ni soumise à des peines en vertu de cette loi.

XXX. L'indépendance & l'intégrité des Juges sont une chose essentielle pour l'administration impartiale de la justice ; & forment un des grands fondemens de la sécurité des droits & de la liberté des Citoyens : c'est pourquoi le Chancelier & tous les Juges doivent conserver leurs Charges tant qu'ils se conduiront bien ; & lesdits Chancelier & Juges doivent être destitués pour mauvaise conduite , après avoir été convaincus dans une Cour de loi ; ils pourront être aussi destitués par le Gouverneur sur la demande de l'Assemblée générale , pourvu que les deux tiers de la totalité des Membres de chaque Chambre , aient concouru à cette demande. Il doit être assigné au Chancelier & aux Juges des appointemens honnêtes , mais non pas trop considérables , pendant qu'ils exerceront leurs Charges ; le tout de la maniere & dans le tems ordonnés à l'avenir par la Législature d'après la considération des circonstances dans lesquelles cet Etat se trouvera. Aucuns Chancelier ou Juges ne doivent posséder aucun autre Office Civil ou Militaire ; ni recevoir de droits ou d'émolumens d'aucune espece.

XXXI. Une longue stabilité dans les premiers départemens de la Puissance exécutive , ou dans les emplois de maniement , est dangereuse pour la liberté ; c'est pourquoi le changement périodique des Membres de ces départemens , est un des meilleurs moyens d'assurer une liberté solide & durable.

XXXII. Aucune personne ne doit posséder à la fois plus d'un emploi lucratif , & aucune personne revêtue d'un emploi public ne doit recevoir de présens d'aucuns Prince ou Etat Etranger , ni des Etats-Unis , ni d'aucun d'eux , sans l'approbation de cet Etat.

XXXIII. Comme il est du devoir de tout homme d'adorer Dieu de la maniere qu'il croit lui être la plus agréable , toutes personnes professant la Religion Chrétienne ont un droit égal à être protégées dans leur liberté religieuse ; ainsi aucun homme ne doit être inquiété par aucune loi dans sa personne ou dans ses biens au sujet de sa croyance , de sa profession ou de sa pratique en fait de Religion , à moins que , sous prétexte de Religion il ne troublât le bon ordre , la paix ou la sûreté de l'Etat , ou qu'il ne transgressât les loix de la morale , ou qu'il ne fît tort aux autres dans leurs droits naturels , civils ou religieux ; & aucun homme ne doit être forcé de fréquenter , d'entretenir , ou de contribuer , à moins qu'il ne s'y

soit obligé par un contrat , à entretenir aucun lieu particulier de culte, ni aucun Ministre de Religion en particulier. Cependant la Législature pourra établir à sa volonté une taxe égale & générale pour le maintien de la Religion Chrétienne , en laissant à chaque individu le pouvoir de destiner l'argent qu'on aura perçu de lui , à l'entretien d'un lieu de culte , ou d'un Ministre de Religion en particulier , ou au bénéfice des pauvres de sa secte , ou en général à celui des pauvres d'un Comté particulier ; mais les Eglises, Chapelles, terres & tous autres biens actuellement appartenans à l'Eglise Anglicane , doivent lui demeurer pour toujours. Tous les actes de l'Assemblée ci-devant faits pour bâtir ou réparer les Eglises particulières , & des Chapelles succursales , demeureront en vigueur , & seront exécutés , à moins que la Législature ne les suspende ou ne les révoque par de nouveaux actes ; mais aucune Cour de Comté ne devra imposer à l'avenir ni une quantité de tabac , ni une somme d'argent sur la demande d'aucun Sacristain ou Marguillier , & tout Bénéficiaire de l'Eglise Anglicane qui a demeuré & exercé ses fonctions dans sa Paroisse , aura droit à toucher la provision & l'entretien établis par l'acte intitulé , *Acte pour l'entretien du Clergé de l'Eglise Anglicane dans cette Province* , jusqu'à la session de la Cour qui doit se tenir au mois de

Novembre de la présente année dans le Comté où la Paroisse est située, en tout ou en partie, ou pour le tems qu'il aura demeuré & exercé les fonctions dans la Paroisse.

XXXIV. Tous dons, ventes ou legs de terres à un Ministre enseignant publiquement, ou prêchant l'Evangile en sa qualité de Ministre, ou à quelque secte, ordre ou communion religieuse que ce soit; tous dons, ventes ou legs de terres à, ou pour l'entretien, usage ou profit d'un Ministre, pour lui être remis en tant que Ministre, enseignant publiquement ou prêchant l'Evangile, ou en faveur de quelque secte, ordre ou communion religieuse; tous dons ou ventes de meubles & effets pour être recueillis éventuellement, ou pour avoir lieu après la mort du vendeur ou du donateur, à la destination de l'entretien, usage ou profit d'un Ministre, en cette qualité de Ministre enseignant publiquement ou prêchant l'Evangile, ou de quelque secte, ordre ou communion, seront nuls, s'ils sont faits sans la permission de la Législature, à l'exception toutesfois des dons, ventes, baux & legs de terrains non excédant deux acres pour une Eglise, lieu d'assemblée ou autre maison de culte, & aussi pour cimetière, lesquels terrains pourront être améliorés, possédés & employés uniquement à ces usages; faute de quoi les dons, ventes, baux ou legs seront nuls.

XXXV. Il ne doit être exigé, pour être admis à quelque emploi que ce soit de profit, ou de maniement, d'autre épreuve, ou qualité, qu'un ferment de maintenir cet Etat & de lui garder fidélité, & un ferment d'Office, tels que la présente Convention ou la Législature de cet Etat les auront ordonnés, & aussi une déclaration de croyance à la Religion Chétienne.

XXXVI. La maniere de faire prêter ferment à une personne doit être telle que ceux de la croyance, profession ou communion religieuse dont est cette personne, la regardent en général comme la confirmation la plus forte de ce qu'on avance par le témoignage invoqué de l'Etre divin. Les hommes appelés *Quakers*, ceux appelés *Dunkers*, & ceux appelés *Memnonistes*, qui ne se croient pas permis de faire de ferment dans aucune occasion, doivent être reçus à faire leur affirmation solennelle de la même maniere que les *Quakers* ont été reçus jusqu'à présent à affirmer; & leur affirmation doit être de même valeur que le ferment dans tous ces cas, ainsi que celle des *Quakers* a été reçue & acceptée dans cet Etat pour tenir lieu du ferment. On pourra même, sur cette affirmation, décerner des *Warrants* pour la recherche des effets volés, ou pour la capture & l'emprisonnement des délinquants, comme aussi obliger à donner caution de ne point causer de dom-

mage , & les Quakers, Dunkers ou Memnonistes, devront aussi, sur leur affirmation solennelle comme il a été dit ci-devant, être admis en témoignage dans toutes les procédures criminelles non capitales.

XXXVII. La Cité d'Annapolis conservera tous ses droits , privilèges & avantages conformément à sa Charte & aux actes d'Assemblée qui les ont confirmés & réglés, sous la réserve néanmoins des changemens que la présente Convention ou la Législature pourront y faire à l'avenir

XXXVIII. La liberté de la presse doit être inviolablement conservée.

XXXIX. Les privilèges exclusifs sont odieux, contraires à l'esprit d'un Gouvernement libre, & aux principes du commerce, & ne doivent point être soufferts.

XL. Il ne doit être accordé dans cet Etat, ni titres de Noblesse , ni honneurs héréditaires.

XLI. Les résolutions actuellement subsistantes de la présente & de toutes les autres Conventions tenues pour cette Colonie , doivent avoir force de loix, à moins qu'elles ne soient changées par la présente Convention , ou par la Législature de cet Etat.

XLII. La présente déclaration des droits, ni la forme de Gouvernement qui sera établie par la présente Convention , ni aucune partie de l'une

des deux ne devront être corrigées , changées ou abrogées par la Législature de cet Etat , que de la maniere que la présente Convention le prescrira & l'ordonnera.

La présente Déclaration des droits a été consentie & arrêtée dans la Convention des Délégués des hommes libres du Maryland , commencée & tenue à Annapolis le quatorze d'Août de l'an de grace mil sept cent soixante-feize.

Par ordre de la Convention.

Signé MATTHIEU TILGHMAN, Président.

CONSTITUTION & forme de Gouvernement, arrêtée par les Délégués du Maryland, assemblés en pleine & libre Convention.

ART. I. **L**A Législature fera composée de deux Corps distincts, *un Sénat & une Chambre des Délégués*, qui réunis, s'appelleront *l'Assemblée générale du Maryland*.

II. La Chambre des Délégués fera choisie de la maniere suivante : tous les hommes libres au-dessus de l'âge de vingt-un ans, ayant une franchise de cinquante acres de terre dans le Comté pour lequel ils prétendront voter, & y résidant ; & tous les hommes libres, ayant du bien dans cet Etat pour une valeur au-dessus de trente livres argent courant, & ayant résidé dans le Comté, pour lequel ils prétendront voter, une année entière immédiatement avant l'élection, auront droit de suffrage dans l'élection des Délégués pour ce Comté ; & tous les hommes libres, ayant ces qualités, s'assembleront le premier lundi d'Octobre mil sept cent soixante-dix-sept, & à pareil jour à l'avenir chaque année, dans la maison commune desdits Comtés, ou dans tel autre lieu

que la Législature ordonnera ; & lorsqu'ils seront assemblés , ils procéderont de vive voix à l'élection de quatre Délégués pour leurs Comtés respectifs, parmi les plus sages, les plus sensés & les plus prudents du peuple , ayant résidé dans le Comté pour lequel ils seront choisis , une année entière immédiatement avant l'élection , ayant plus de vingt-un ans , & possédant dans l'Etat en biens immeubles ou mobiliers , une valeur au-dessus de cinq cens livres argent courant ; & après que le compte définitif des voix sera terminé , les quatre personnes qui se trouveront avoir le plus grand nombre de suffrages légitimes , seront déclarées & dénommées dans le procès-verbal en forme, comme dûement élues pour leurs Comtés respectifs (3).

III. Le Shériff de chaque Comté , ou, en cas de maladie du Shériff, son Député (appellant deux Juges dudit Comté, nécessaires pour veiller au maintien de la tranquillité) fera Juge de l'élection , & pourra l'ajourner d'un jour à l'autre, s'il est nécessaire, jusqu'à ce qu'elle soit finie ,

(3) En Maryland , les élections , hors celles au scrutin, ne se font point par le moyen des boules ou billets écrits ; chaque Electeur donne son suffrage de vive voix. Le Greffier tient un état du nom des Votans , & du nombre des voix pour chaque Candidat ; & la votation finie , on en fait le compte définitif

de manière que toute l'élection soit terminée en quatre jours; & il en remettra le procès-verbal, signé de sa main, au Chancelier de cet Etat alors en charge.

IV. Toutes les personnes ayant qualité par la Charte de la Cité d'Annapolis pour élire des Bourgeois Représentans, s'assembleront de même le premier lundi d'Octobre mil sept cent soixante-dix-sept, & à pareil jour à l'avenir chaque année, & éliront à la pluralité des suffrages donnés de vive voix, deux Délégués ayant qualité, conformément à ladite Charte. Le Maire, l'Assesseur & les *Aldermen* (Échevins) de ladite Ville, tous ensemble, ou au moins trois d'entr'eux feront Juges de l'élection, & désigneront le lieu de la Ville où elle devra se faire; ils pourront l'ajourner d'un jour à un autre, ainsi qu'il a été dit à l'article précédent, & en feront leur procès-verbal pareillement comme ci-dessus; mais les Habitans de ladite Cité n'auront pas droit de suffrage à l'élection des Délégués pour le Comté d'Anne Arundel, à moins qu'ils n'aient une franche-tenue de cinquante acres de terre dans le Comté & hors de la Ville.

V. Toutes les personnes habitant la Ville de Baltimore, & ayant toutes les qualités exigées pour les Electeurs dans les Comtés, s'assembleront aussi le premier lundi d'Octobre de l'année mil sept cent soixante-dix-sept, & à pareil jour

à l'avenir chaque année, dans le lieu de ladite Ville que les Juges désigneront, & éliront à la pluralité des suffrages donnés de vive voix, deux Délégués ayant qualité, comme il est dit ci-dessus. Mais si le nombre des Habitans de ladite Ville diminuoit, au point que le nombre de personnes y ayant droit de suffrage fût pendant l'espace de sept années consécutives moindre que la moitié du nombre des Votans dans quelqu'un des Comtés de cet Etat, à compter de cette époque cette Ville cesseroit d'envoyer deux Délégués ou Représentans dans la Chambre des Délégués, jusqu'à ce que ladite Ville se trouvât avoir un nombre de Votans égal à la moitié de celui des Votans de quelqu'un des Comtés dudit Etat.

VI. Les Commissaires de ladite Ville, ou trois, ou un plus grand nombre d'entr'eux actuellement en charge, seront Juges de ladite élection, pourront l'ajourner, & en feront leur procès-verbal, comme il a été dit ci-dessus; mais les Habitans de ladite Ville n'auront point titre pour élire ni pour être élus Délégués pour le Comté de Baltimore, & réciproquement les Habitans du Comté de Baltimore, hors des limites de ladite Ville, n'auront point titre pour élire ni pour être élus Délégués pour la Ville de Baltimore.

VII. En cas de refus, mort, inaptitude, dé-

mission ou absence hors de l'Etat de quelque Délégué, ainsi que dans le cas où il feroit fait Gouverneur ou Membre du Conseil, l'Orateur expédiera un ordre d'élire un autre Délégué pour remplir la place vacante; & il fera donné connoissance de cette nouvelle élection à faire dix jours à l'avance, non compris le jour de l'avertissement, ni celui de l'élection.

VIII. Il faudra toujours la présence de la pluralité du nombre total des Délégués avec leur Orateur (qu'ils choisiront au scrutin), pour établir l'activité de la Chambre, & la mettre en état de traiter quelque affaire que ce soit, excepté de s'ajourner.

IX. La Chambre des Délégués jugera de la validité des élections & des qualités des Délégués.

X. La Chambre des Délégués pourra faire en première instance tous les Bills de levée d'argent, proposer des Bills au Sénat, ou recevoir ceux qui lui seront envoyés par ce Corps, y donner son consentement, les rejeter ou y proposer des corrections : elle pourra informer, d'après le serment des témoins, sur toutes les plaintes, griefs ou délits, & fera toutes les fonctions de grand Enquêteur de cet Etat ; elle pourra faire conduire toutes personnes pour toute espèce de crimes dans les prisons publiques, où elles demeurent

ront jusqu'à ce qu'elles aient été déchargées d'après une procédure régulière ; elle pourra expulser qui que ce soit de ses Membres pour malversation grave, mais jamais une seconde fois pour la même cause ; elle pourra examiner & arrêter tous les comptes de l'Etat relatifs, soit à la perception, soit à la dépense des revenus, ou nommer des Auditeurs pour les régler & les apurer ; elle pourra se faire représenter tous les papiers ou registres publics, ou des différens offices, & mander les personnes qu'elle jugera nécessaires dans le cours des recherches concernant les affaires relatives à l'intérêt public ; elle pourra, à l'égard de tous les engagements contractés de remplir un service public sous le dédit de sommes payables au profit de l'Etat, faire poursuivre en Justice pour le paiement, ceux qui n'auront point rempli le devoir auquel ils se seront engagés.

XI. Afin que le Sénat puisse être pleinement & parfaitement en liberté de suivre son propre jugement en passant les Loix, & afin qu'il ne puisse pas être forcé par la Chambre des Délégués, soit à rejeter un Bill de levée d'argent, que les circonstances rendroient nécessaire, soit à consentir quelque autre acte de législation, qu'il regarderoit dans sa conscience & suivant son jugement comme nuisible à l'intérêt public, la

Chambre des Délégués ne devra dans aucune occasion ni sous aucun prétexte annexer à aucun Bill de levée d'argent, ni mêler dans sa teneur aucune matière, clause ou autre chose quelconque qui ne soit pas immédiatement relative & nécessaire à l'imposition, assiette, levée ou destination des taxes ou subsides qui doivent être levés pour le maintien du Gouvernement, ou pour les dépenses courantes de l'Etat. Et pour prévenir toutes altercations sur ces Bills, il est déclaré qu'aucuns Bills qui imposeront des droits ou des douanes purement pour règlement de commerce, ou qui infligeront des amendes pour la réforme des mœurs, ou pour fortifier l'exécution des Loix, quoiqu'il doive provenir de leurs dispositions un revenu accidentel, ne seront cependant pas censés *Bills de levée d'argent*; mais tous Bills pour asséoir, lever ou destiner des taxes pour le maintien du Gouvernement, ou pour les dépenses courantes de l'Etat, ou pour verser des sommes dans le Trésor public, seront véritablement regardés comme *Bills de levée d'argent*.

XII. La Chambre des Délégués pourra punir de la prison toute personne qui se sera rendue coupable de manque de respect en sa présence, par quelque action de désordre ou querelle, ou par des menaces, ou par de mauvais traitemens envers

envers quelqu'un de ses Membres, ou enfin en apportant obstacle à ses délibérations : elle pourra aussi punir de la même peine toute personne coupable d'infraction à ses privileges, en faisant arrêter pour dettes (4), ou en attaquant quelqu'un de ses Membres durant la session, ou dans sa route, soit pour s'y rendre, soit pour retourner chez lui; en attaquant quelqu'un de ses Officiers, ou en les troublant dans l'exécution de quelque ordre, ou dans la poursuite de quelque procédure; en attaquant ou troublant tout témoin ou toute autre personne mandée par la Chambre, dans sa route, soit pour s'y rendre, soit pour s'en retourner; ou enfin en délivrant quelque personne arrêtée par ordre de la Chambre : & le Sénat aura les mêmes pouvoirs dans les cas semblables.

XIII. Les Trésoriers (un pour la côte de l'Ouest, & un autre pour celle de l'Est) & les Commissaires de l'office du Prêt public seront choisis par la Chambre des Délégués pour remplir ces emplois tant qu'elle le jugera à propos; & en cas de refus, mort, démission, défaut ou perte des qualités requises, ou absence hors de

(4) Les Membres de la Législature ne peuvent pas être poursuivis personnellement pour dettes, mais ils ne sont point exempts de poursuite pour matière criminelle.

l'Etat de quelqu'un desdits Commissaires ou Trésoriers, pendant la vacance de l'Assemblée générale, le Gouverneur, de l'avis du Conseil, pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à l'emploi vacant, pour l'exercer jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée générale.

XIV. Le Sénat sera choisi de la manière suivante; toutes personnes ayant qualité, comme il a été dit ci-dessus, pour voter à l'élection des Délégués dans les Comtés, éliront le premier lundi de Septembre mil sept cent quatre-vingt-un, & à pareil jour à l'avenir tous les cinq ans, de vive voix & à la pluralité des suffrages, deux personnes pour leurs Comtés respectifs, ayant qualité, comme il a été dit ci-dessus, pour être élues Délégués dans les Comtés; & ces personnes ainsi choisies seront *Electeurs du Sénat*. Le Shériff de chaque Comté, ou en cas de maladie du Shériff, son Député (appelant deux Juges du Comté, nécessaires pour veiller au maintien de la tranquillité) présidera ladite élection, en fera Juge & en fera son procès-verbal, comme il a été dit ci-dessus. Et toutes les personnes ayant qualité, pour voter à l'élection des Délégués dans la Cité d'Annapolis & dans la Ville de Baltimore, le même premier lundi de Septembre mil sept cent quatre-vingt-un, & à pareil jour à l'avenir tous les cinq ans, éliront

de vive voix, à la pluralité des suffrages, un Sujet pour chacune desdites Cité & Ville respectivement, ayant qualité, comme il a été dit ci-dessus, pour être élu Délégué desdites Cité & Ville respectivement; ladite élection se tiendra de la même manière que celle pour les Délégués desdites Cité & Ville, & le droit de choisir ledit Electeur demeurera à la Ville de Baltimore aussi long-tems que le droit d'élire des Délégués pour elle-même.

XV. Lesdits Electeurs du Sénat s'assembleront dans la Cité d'Annapolis ou dans tel autre lieu qui sera désigné pour l'assemblée de la Législature, le troisième lundi de Septembre mil sept cent quatre-vingt-un, & à pareil jour à l'avenir tous les cinq ans; & eux tous, ou vingt-quatre d'entr'eux ainsi assemblés procéderont à élire au scrutin, soit parmi eux, soit dans l'universalité du Peuple, quinze Sénateurs (dont neuf résidans à la côte de l'Ouest & six à celle de l'Est), hommes les plus distingués par leur sagesse, expérience & vertu, au-dessus de vingt-cinq ans, ayant résidé dans l'Etat plus de trois années entières immédiatement avant l'élection, & y possédant en biens meubles ou immeublés une valeur de plus de mille livres argent courant.

XVI. Les Sénateurs seront ballotés dans un

seul & même tour , & des Sujets résidans à la côte de l'Ouest qui seront proposés pour Sénateurs , les neuf qui , à l'ouverture des scrutins , se trouveront avoir le plus de suffrages en leur faveur , seront en conséquence déclarés duement élus , & il en sera dressé procès-verbal ; & des Sujets résidans à la côte de l'Est , qui seront proposés pour Sénateurs , les six qui , à l'ouverture des scrutins , se trouveront avoir le plus grand nombre de suffrages en leur faveur , seront en conséquence déclarés , duement élus , & il en sera dressé procès-verbal : si deux Sujets , ou plus de la même côte , ont un égal nombre de suffrages , ce qui empêcheroit que le choix ne fût déterminé dans le premier ballottage , alors les Electeurs feront , avant de se séparer , un nouveau tour dans lequel ils seront bornés aux personnes qui ont eu un nombre de suffrages égal ; & ceux qui en auront la plus grande quantité dans ce second ballottage , seront en conséquence déclarés duement élus , & il en sera dressé procès-verbal ; mais si le nombre total des Sénateurs n'étoit pas fait de cette manière , parce que deux ou plus de deux Sujets auroient encore en leur faveur une égale quantité de suffrages dans le second tour , alors l'élection se décideroit par le sort entre ceux qui auroient eu cette égalité : il sera dressé un procès-verbal certifié & signé par les Electeurs ,

de la maniere dont ils auront procédé , & dont toute l'élection se fera passée , pour être ce procès-verbal remis au Chancelier en charge.

XVII. Les Electeurs des Sénateurs jugeront des qualités & de la validité des élections des Membres de leur Corps ; & s'il y a contestation pour une élection , ils admettront à siéger comme Electeur , le Sujet , ayant les qualités requises , qui leur paroîtra avoir en sa faveur le plus grand nombre de suffrages légitimes.

XVIII. Les Electeurs , au moment même où ils s'assembleront , & avant de procéder à l'élection des Sénateurs , feront le serment de maintenir cet Etat , & de lui garder fidélité , tel qu'il sera ordonné par la présente Convention ou par la Législature ; & en outre un serment d'élire sans faveur , partialité ni prévention pour Sénateurs , les personnes qu'ils croiront d'après leur jugement & leur conscience, les plus capables de cet Office.

XIX. En cas de refus , mort , démission , défaut des qualités requises , ou absence hors de cet Etat de quelque Sénateur , ou s'il devient Gouverneur ou Membre du Conseil , le Sénat élira sur le champ ou à sa prochaine séance , par la voie du scrutin & de la même manière qu'il est ordonné aux Electeurs pour le choix des Sénateurs , une autre personne à la place vacante , pour le reste dudit terme de cinq ans.

XX. Il faudra toujours la présence de la pluralité du nombre total des Sénateurs , avec leur Président (qui doit être élu par eux au scrutin) pour établir l'activité de la Chambre , & la mettre en état de traiter quelque affaire que ce soit , excepté de s'ajourner.

XXI. Le Sénat jugera des qualités & de la validité des élections des Sénateurs.

XXII. Le Sénat pourra faire en première instance toutes espèces de Bills , excepté ceux de levée d'argent , qu'il devra consentir ou rejeter purement & simplement ; & il pourra recevoir tous autres Bills de la Chambre des Délégués , & les consentir ou rejeter , ou y proposer des corrections.

XXIII. L'Assemblée générale s'assemblera chaque année le premier lundi de Novembre , & plus souvent s'il est nécessaire.

XXIV. Chacune des deux Chambres nommera ses propres Officiers , & établira ses réglemens & ses manières de procéder.

XXV. Le second lundi de Novembre mil sept cent soixante-dix-sept , & à pareil jour à l'avenir chaque année , il sera choisi par le scrutin réuni de deux Chambres une personne de sagesse , expérience & vertu reconnues , pour être Gouverneur : le scrutin se prendra dans chaque Chambre respectivement ; il sera déposé dans la salle

de conférence, où les boîtes seront examinées par un Comité réuni de chacune des deux Chambres ; & il sera fait à chacune un rapport séparé du nombre des voix, afin que la nomination puisse y être enregistrée : cette manière de prendre le scrutin réuni des deux Chambres sera adoptée pour tous les cas. Mais si deux ou plusieurs Sujets ont un égal nombre de suffrages en leur faveur, & qu'ainsi l'élection ne puisse être décidée par le premier ballottage, on procédera à un second qui sera restreint aux Sujets, qui dans le premier auront eu un nombre égal de suffrages ; & si ce second ballottage produisoit encore une égalité entre deux ou plusieurs Sujets, alors l'élection du Gouverneur se décideroit par le sort entre ceux qui auroient eu cette égalité : si le Gouverneur vient à mourir, s'il se démet, s'il s'absente de l'Etat, ou s'il refuse d'agir (durant la Session de l'Assemblée générale) le Sénat & la Chambre des Délégués procéderont sur le champ à une nouvelle élection en la manière ci-devant prescrite.

XXVI. Le second lundi de Novembre mil sept cent soixante-dix-sept, & à pareil jour à l'avenir chaque année, les Sénateurs & Délégués éliront par leurs scrutins réunis, & en la manière prescrite pour l'élection des Sénateurs, cinq Sujets les plus sages, les plus prudents & les plus expérimentés, ayant plus de vingt-cinq ans, résidans

dans l'Etat depuis plus de trois ans immédiatement avant l'élection, & ayant une franche-tenue en terres & biens fonds d'une valeur de plus de mille livres argent courant; ces cinq personnalités feront le Conseil du Gouverneur. Tous les actes & délibérations de ce Conseil feront couchés sur un registre, sur toutes parties duquel tout Membre aura toujours le droit d'écrire son vœu contraire à celui qui aura passé; & si le Gouverneur ou quelqu'un des Membres le requiert, les avis feront donnés par écrit, & signés respectivement par les Membres qui les auront donnés. Le registre des délibérations du Conseil fera représenté au Sénat ou à la Chambre des Délégués, quand il fera demandé, soit par les deux Chambres, soit par l'une des deux. Le Conseil pourra nommer son Greffier, qui devra prêter le serment *de maintenir cet Etat & de lui garder fidélité*, tel qu'il fera ordonné par la présente Convention ou par la Législature, & en outre le serment du secret dans les matières qu'il lui sera ordonné par le Conseil de tenir cachées.

XXVII. Les Délégués de cet Etat au Congrès feront choisis annuellement, ou révoqués & remplacés dans l'intervalle, par le scrutin réuni des deux Chambres de l'Assemblée, & il fera établi une rotation, de manière que tous les ans il y en ait au moins deux de changés sur la tota-

lité; personne ne pourra être Délégué au Congrès plus de trois années sur six, & aucune personne revêtue de quelque emploi de profit à la nomination du Congrès, ne fera éligible pour y être Délégué : si même un Délégué est nommé à quelqu'un de ces emplois, sa place au Congrès vaquera par ce seul fait. Aucune personne ne fera éligible pour Délégué au Congrès, à moins d'avoir plus de vingt-un ans, d'avoir résidé dans l'Etat plus de cinq années immédiatement avant l'élection, & de posséder dans cet Etat en biens réels ou personnels une valeur de plus de mille livres argent courant.

XXVIII. Les Sénateurs & les Délégués, en ouvrant leur session annuelle, & avant de procéder à aucune affaire, & toute personne élue dans la suite Sénateur ou Délégué, avant d'exercer aucune fonction, prêteront le serment de maintenir cet Etat & de lui garder fidélité, comme il a été dit ci-dessus; & avant l'élection du Gouverneur ou des Membres du Conseil, ils en prêteront un autre d'élire sans faveur, affection, ni motif de parti, pour Gouverneur ou Membre du Conseil, la personne qu'ils croiront en conscience & dans leur jugement la plus capable de remplir ces emplois.

XXIX. Le Sénat & la Chambre des Délégués pourront s'ajourner respectivement eux-mêmes;

mais si les deux Chambres ne s'accordent pas pour le même tems, & s'ajournent à des jours différens, alors le Gouverneur indiquera & notifiera l'un de ces jours ou un jour intermédiaire, & l'Assemblée se tiendra en conséquence de sa décision : le Gouverneur, dans les cas de nécessité, pourra, de l'avis du Conseil, convoquer l'Assemblée pour un terme plus prochain que celui auquel elle se seroit ajournée de quelque manière que ce fût, en donnant avis de sa convocation au moins dix jours à l'avance; mais le Gouverneur n'ajournera pas l'Assemblée autrement qu'il ne vient d'être dit, & il ne pourra dans aucun tems la proroger ni la dissoudre.

XXX. Personne ne fera éligible pour la charge de Gouverneur, à moins d'avoir plus de vingt-cinq ans, d'avoir résidé dans cet Etat plus de cinq années immédiatement avant l'élection, & de posséder dans l'Etat en biens meubles ou immeubles une valeur de plus de cinq mille livres argent courant, dont mille livres au moins en franche-tenue.

XXXI. Le Gouverneur ne pourra pas être continué dans sa charge plus de trois années consécutives, & il ne pourra être élu de nouveau comme Gouverneur, qu'après quatre années révolues depuis sa sortie de cette charge.

XXXII. En cas de mort, de démission du

Gouverneur, ou en cas qu'il s'absente hors de l'Etat, celui des Membres composant actuellement le Conseil qui aura été nommé le premier, remplira les fonctions du Gouverneur, après avoir prêté les sermens requis; mais il convoquera sur le champ l'Assemblée générale, en donnant avis de sa convocation quatorze jours au moins à l'avance; & à cette session il fera nommé, en la manière ci-devant prescrite, un Gouverneur pour le reste de l'année.

XXXIII. Le Gouverneur, avec & de l'avis & consentement du Conseil, pourra assembler la Milice, & quand elle seraassemblée, il en aura seul la direction, & il aura aussi la direction de toutes les Troupes réglées de terre & de mer, en se conformant aux Loix de l'Etat; mais il ne commandera pas en personne, à moins d'y être autorisé par l'avis du Conseil, & pas plus longtemps que le Conseil ne l'approuvera; il pourra faire seul tous les autres actes de la puissance exécutive du Gouvernement, pour lesquels le concours du Conseil n'est pas requis, en se conformant aux Loix de l'Etat, & accorder répit ou grace pour quelque crime que ce soit, excepté dans les cas pour lesquels la Loi en ordonnera autrement; il pourra dans la vacance de l'Assemblée générale mettre des embargo pour empêcher le départ de quelque navire, ou l'exportation de

quelques denrées, pour un terme qui n'excédera pas trente jours dans une année, & à la charge de convoquer l'Assemblée générale dans le tems de la durée de l'embargo; il pourra aussi ordonner à un vaisseau de faire quarantaine, & l'y contraindre, si ce vaisseau, ou le port d'où il viendra sont suspects avec fondement d'être infectés de la peste; mais le Gouverneur n'exercera, sous aucun prétexte, aucune autorité, & ne s'arrogera aucune prérogative, en vertu d'aucune loi, statut ou coutume de l'Angleterre ou de la Grande-Bretagne.

XXXIV. Les Membres du Conseil assemblés au nombre de trois ou davantage, formeront un Bureau compétent pour traiter les affaires : le Gouverneur en charge présidera le Conseil, il aura droit de donner sa voix sur toutes les questions où il y aura partage d'opinions dans le Conseil; & en l'absence du Gouverneur, le Membre du Conseil, premier nommé, présidera, & en cette qualité votera dans tous les cas où les opinions des autres Membres feront partagées.

XXXV. En cas de refus, mort, démission, défaut de qualités requises, ou absence hors de l'Etat de quelqu'une des personnes élues Membres du Conseil, les autres Membres éliront sur le champ, ou à leur prochaine séance, par la voie du scrutin, une autre personne ayant qualité

comme il a été prescrit ci-dessus, pour remplir la place vacante pendant le reste de l'année.

XXXVI. Le Conseil aura le pouvoir d'ordonner le grand sceau de cet Etat, qui sera sous la garde du Chancelier en charge, & apposé à toutes les loix, commissions, concessions & autres expéditions publiques, comme il a été pratiqué jusqu'à présent dans cet Etat.

XXXVII. Aucun Sénateur, Délégué de l'Assemblée ou Membre du Conseil, s'il accepte & prête serment en cette qualité, ne possédera, ni n'exercera aucun emploi lucratif, & ne recevra les profits d'aucun emploi exercé par toute autre personne, pendant le tems pour lequel il sera élu : aucun Gouverneur, tant qu'il sera en charge, ne pourra posséder aucun emploi lucratif dans cet Etat ; & aucune personne revêtue d'un emploi lucratif, ou en recevant une portion des profits, ou recevant en tout ou en partie les profits résultans de quelque commission, marché ou entreprise quelconque, pour l'habillement ou autres fournitures de l'Armée de terre ou de la Marine, ou revêtue de quelque emploi sous l'autorité, soit des Etat-Unis, soit de quelqu'un d'entr'eux, ni aucun Ministre ou Prédicateur de l'Evangile, de quelque secte que ce soit, ni aucune personne employée, soit dans les Troupes réglées de terre, soit dans la Marine de cet

Etat ou des Etats-Unis, ne pourront siéger dans l'Assemblée générale ni dans le Conseil de cet Etat.

XXXVIII. Tout Gouverneur, Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, & tout Membre du Conseil, avant de commencer l'exercice de leurs fonctions, prêteront serment de ne recevoir directement ni indirectement, ni dans aucun tems, aucune partie des profits d'aucun emploi possédé par quelqu'autre personne que ce soit, tant qu'ils exerceront les fonctions de leur office de Gouverneur, Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, ou de Membre du Conseil; & de ne recevoir, ni en tout ni en partie, les profits résultans d'aucune commission, marché ou entreprise quelconque, pour l'habillement ou autres fournitures de l'Armée de terre ou de la Marine.

XXXIX. Si quelque Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, ou Membre du Conseil possède ou exerce quelque emploi lucratif, ou touche, soit directement, soit indirectement, en tout ou en partie, les profits d'un emploi exercé par une autre personne, pendant le tems qu'il exercera les fonctions de Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, ou de Membre du Conseil, il fera, d'après la conviction dans une Cour de Loi sur le serment de deux té-

moins dignes de foi , privé de sa place , puni comme coupable de corruption & de parjure volontaire , ou banni à perpétuité de cet Etat , ou déclaré à jamais incapable de posséder aucun emploi de profit ou de confiance , suivant que la Cour en décidera.

XL. Le Chancelier , tous les Juges , le Procureur général , les Greffiers de la Cour générale , ceux des Cours de Comtés , les Gardes des registres de concessions de terre , & ceux des registres des testamens , conserveront leurs charges tant qu'ils se conduiront bien , & ne feront révocables que pour mauvaise conduite , & après conviction dans une Cour de Loi.

XLI. Il sera nommé pour chaque Comté un Garde des registres des testamens , lequel recevra sa commission du Gouverneur , sur la présentation réunie du Sénat & de la Chambre des Délégués ; & en cas de mort , démission , destitution ou absence hors du Comté d'un Garde des registres des testamens , pendant la vacance de l'Assemblée générale , le Gouverneur , de l'avis du Conseil , pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à l'emploi vacant , pour l'exercer jusqu'à la session de l'Assemblée générale.

XLII. Les Shériffs feront élus tous les trois ans au scrutin dans chaque Comté , c'est-à-dire ,

qu'on élira pour l'office de Shériff, deux Sujets pour chaque Comté; & celui des deux qui aura eu la pluralité des voix, ou si tous deux en ont eu un nombre égal, l'un des deux, à la volonté du Gouverneur, recevra de lui la commission dudit office: après l'avoir rempli pendant trois ans, il ne pourra pas être élu de nouveau pendant les quatre années ensuivantes. Le Sujet élu fournira, suivant l'usage, son obligation cautionnée de payer une somme fixée, s'il manque à remplir fidèlement son office, & nul ne pourra exercer les fonctions de Shériff avant d'avoir fourni cette obligation. En cas de mort, refus, démission, défaut des qualités requises, ou absence hors du Comté, avant l'expiration des trois années, le Sujet second élu, recevra du Gouverneur une commission pour exercer ledit office pendant le reste desdites trois années, en fournissant son obligation cautionnée, ainsi qu'il a été prescrit plus haut; & en cas de mort, refus, démission de ce dernier, défaut des qualités requises, ou absence hors du Comté avant l'expiration desdites trois années, le Gouverneur, de l'avis du Conseil, pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à cet office, pour l'exercer pendant le reste des trois ans, à la charge par elle de fournir, comme il a été dit ci-dessus, son

son obligation cautionnée. L'Élection des Shériffs se fera dans le même lieu & au même tems indiqués pour celle des Délégués, & les Juges mandés pour veiller au maintien de la tranquillité, seront Juges de cette élection & des qualités des Candidats; ceux-ci nommeront un Greffier pour recueillir les bulletins. Tout homme libre ayant plus de vingt-un ans, possédant une franche-tenue de cinquante acres de terre dans le Comté pour lequel il prétendra voter, & y résidant, & tout homme libre au-dessus de vingt-un ans, ayant dans l'Etat une propriété valant plus de trente livres argent courant, & ayant résidé dans le Comté pour lequel il prétendra voter, une année entière immédiatement avant l'élection, y auront droit de suffrage. Personne ne pourra être élu Shériff pour un Comté, à moins d'être Habitant dudit Comté, d'avoir plus de vingt-un ans, & de posséder dans l'Etat des biens meubles ou immeubles valant plus de mille livres argent courant. Les Juges, dont il a déjà été parlé, examineront les bulletins, & les deux Candidats ayant les qualités requises, qui auront dans chaque Comté la pluralité de voix légales, seront déclarés duement élus pour l'office de Shériff de ce Comté, & il en fera fait rapport au Gouverneur & au Conseil, à qui il sera envoyé en même-tems un certificat

du nombre des suffrages qu'aura eu chacun d'eux.

XLIII. Toute personne qui se présentera pour voter à l'élection, soit des Délégués, soit des Electeurs du Sénat, soit des Shériffs, devra (si trois personnes ayant droit de suffrage l'exigent) faire, avant d'être admise à voter, le serment ou l'affirmation de maintenir cet Etat & de lui garder fidélité, tels que la présente Convention ou la Législature l'auront ordonné.

XLIV. Un Juge de Paix pourra être élu Sénateur, Délégué ou Membre du Conseil, & continuer d'exercer son office de Juge de Paix.

XLV. Aucun Officier supérieur dans la Milice ne pourra être élu Sénateur, Délégué ni Membre du Conseil.

XLVI. Tous les Officiers civils qui seront nommés à l'avenir pour les différens Comtés de cet Etat, devront avoir résidé dans le Comté respectif pour lequel ils seront nommés, pendant les six mois qui auront immédiatement précédé leur nomination, & devront continuer d'y résider tant qu'ils seront en place.

XLVII. Les Juges de la Cour générale & ceux des Cours de Comtés pourront nommer les Greffiers de leurs Cours respectives; & en cas de refus, mort, démission, défaut des qualités requises, ou absence, soit hors de l'Etat, soit

hors de leurs Cours respectives, des Greffiers de la Cour générale ou de quelqu'un d'entr'eux, ladite Cour étant en vacance; & en cas de refus, mort, démission, défaut des qualités requises, ou absence hors du Comté de quelqu'un desdits Greffiers de Comté, la Cour à laquelle il est attaché étant en vacance, le Gouverneur, de l'avis du Conseil, pourra nommer & breveter une personne convenable & propre à l'emploi vacant respectivement, pour l'exercer jusqu'à la session de la prochaine Cour générale ou Cour de Comté, selon le cas.

XLVIII. Le Gouverneur en charge, de l'avis & consentement du Conseil, pourra nommer le Chancelier & tous les Juges de Paix, le Procureur général, les Contrôleurs de Port, les Officiers des troupes réglées de terre & de mer, les Commissaires-Arpenteurs, & tous les autres Officiers civils du Gouvernement (à l'exception seulement des Assesseurs, des Connétables & des Inspecteurs des chemins) : il pourra aussi interdire ou destituer tout Officier civil, dont la commission ne portera pas qu'il conservera son emploi tant qu'il se conduira bien : il pourra interdire pour un mois tout Officier de Milice, & interdire ou destituer tout Officier des troupes réglées de terre ou de mer; enfin le Gouverneur pourra interdire ou destituer tout Officier de

Milice , en exécution du Jugement d'une Cour martiale.

XLIX. Tous les Officiers civils à la nomination du Gouverneur & du Conseil, dont la commission ne devra pas porter qu'ils conserveront leur emploi tant qu'ils se conduiront bien, seront nommés annuellement dans la troisième semaine de Novembre; mais si quelqu'un d'eux est nommé une seconde fois, il pourra continuer ses fonctions sans avoir besoin ni de recevoir une nouvelle commission, ni de prêter de nouveau le serment de regle; & tout Officier, quoiqu'il n'ait pas été nommé de nouveau, continuera d'exercer, jusqu'à ce que la personne nommée à sa place, & pourvue d'une commission, se soit mise en regle.

L. Le Gouverneur, tout Membre du Conseil, & tout Juge, & Juge de Paix, avant d'exercer leurs fonctions, prêteront respectivement serment, que jamais ils ne voteront, pour la nomination, à aucun emploi par faveur, affection, ni motif de parti; mais qu'ils donneront toujours leur suffrage à la personne que dans leur conscience, & d'après leur jugement, ils croiront la plus propre à l'emploi & la plus capable de le remplir; qu'ils n'ont point fait & ne feront aucune promesse; qu'ils n'ont point pris & ne prendront aucun engagement de donner leur voix,

ou d'employer leur crédit en faveur de qui que ce soit.

LI. Il y aura deux Gardes des registres des concessions de terres, l'un sur la côte de l'Ouest & l'autre sur celle de l'Est; il sera fait, aux dépens du public, de brefs extraits des concessions, certificats de reconnoissance, & bornement des terrains sur les côtes de l'Ouest & de l'Est, respectivement dans des livres séparés; & ils seront déposés au Greffe desdits Gardes registres, en la manière qui sera prescrite à l'avenir par l'Assemblée générale.

LII. Tout Chancelier, Juge, Garde des registres des testaments, Commissaire de l'office du Prêt public, Procureur général, Shériff, Trésorier, Contrôleur de Port, Gardes des registres des concessions de terres, Garde des registres de la Cour de Chancellerie, & tout Greffier des Cours de Loi commune, Commissaire-Arpenteur, Auditeur des comptes publics, avant de commencer l'exercice de ses fonctions, prêtera serment qu'il ne recevra directement ni indirectement aucuns autres droits ni récompenses pour remplir son emploi de que ce qui lui est ou sera alloué par la Loi; qu'il ne touchera directement ni indirectement les profits, ni aucune partie des profits d'aucun emploi possédé par quelqu'autre personne; & qu'il ne tient pas son propre em-

ploi pour le compte ni comme mandataire de personne.

LIII. Si quelque Gouverneur, Chancelier, Juge, Garde des registres des testamens, Procureur général, Gardes des registres des concessions de terres, Commissaire de l'office du Prêt public, Garde des registres de la Cour de Chancellerie, ou si quelque Greffier des Cours de Loi commune, Trésorier, Contrôleur de Port, Shériff, Commissaire-Arpenteur ou Auditeur des comptes publics, touche directement ou indirectement, dans quelque tems que ce soit, les profits ou partie des profits de quelque emploi possédé par une autre personne, pendant le tems qu'il exercera l'emploi auquel il a été nommé, son élection, sa nomination & commission seront annullées d'après conviction dans une Cour de Loi, sur le serment de deux témoins dignes de foi, & il sera puni comme coupable de corruption & de parjure volontaire, ou banni à perpétuité de cet Etat, ou déclaré à jamais incapable de posséder aucun emploi de profit ou de confiance, selon ce que la Cour en décidera.

LIV. Si quelque personne donne quelque présent, salaire ou récompense, ou quelque promesse ou sûreté de payer ou délivrer de l'argent, ou quelque autre chose que ce soit, à l'effet d'ob-

tenir ou de procurer à un autre un suffrage pour être élu Gouverneur, Sénateur, Délégué au Congrès ou à l'Assemblée, Membre du Conseil ou Juge, ou d'être nommé à quelque'un desdits offices, ou à quelque emploi de profit ou de confiance, actuellement créé ou qui sera créé par la suite dans cet Etat, la personne qui aura donné & celle qui aura reçu, seront, d'après conviction dans une Cour de Loi, déclarées à jamais incapables de posséder aucun emploi, soit de profit, soit de confiance dans cet Etat.

LV. Toute personne nommée à quelque emploi de profit ou de confiance, avant d'entrer en fonction, fera le serment suivant.

« Je N. jure que je ne me tiens point obligé
 » à l'obéissance envers le Roi de la Grande-
 » Bretagne; que je serai fidele & garderai une
 » véritable obéissance à l'Etat du Maryland; &
 » en outre signera une déclaration qu'il croit à
 » la Religion Chrétienne ».

LVI. Il y aura une *Cour des Appels* composée de personnes intègres & versées dans la connoissance des Loix, dont les Jugemens seront définitifs & en dernier ressort dans tous les cas d'appels, soit de la Cour générale, soit de la Cour de Chancellerie, soit de celle de l'Amirauté. Il

sera nommé pour Chancelier une personne intégrè & versée dans la connoissance des Loix. Enfin, trois personnes intégrès & versées dans la connoissance des Loix, seront nommées Juges de la Cour, maintenant appelée *Cour Provinciale*, & qui sera nommée à l'avenir & connue sous le nom de *Cour générale* : cette Cour tiendra ses sessions sur les côtes de l'Ouest & de l'Est, pour traiter & décider les affaires de chaque côte respectivement, dans les tems & dans les lieux qui seront fixés & désignés par la future Législature de cet Etat.

LVII. L'intitulé de toutes les Loix sera la formule suivante : *Qu'il soit statué, &c. par l'Assemblée générale du Maryland*. Toutes les commissions publiques & concessions commenceront ainsi, *l'Etat du Maryland*, & seront signées par le Gouverneur, certifiées par le Chancelier, & munies du sceau de l'Etat, excepté les commissions militaires qui ne seront ni certifiées par le Chancelier, ni munies du sceau de l'Etat. On fera le même changement dans le style de tous les actes publics qui seront certifiés, scellés & signés suivant l'usage. Toutes les plaintes seront terminées par la formule suivante : *Contre la paix, le Gouvernement & la dignité de l'Etat*.

LVIII. Toutes les amendes & confiscations qui ont appartenu jusqu'à présent au Roi ou au

Propriétaire, appartiendront dorénavant à l'Etat, à l'exception de celles que l'Assemblée générale pourra abolir, ou bien auxquelles elle assignera une autre destination (5).

LIX. La présente forme de Gouvernement, ni la Déclaration des droits, ni aucune partie de l'une & de l'autre ne pourront être altérées, changées ou abrogées, à moins que l'Assemblée générale n'ait passé un Bill pour ces altérations, changemens ou abrogations, que ce Bill n'ait été publié, au moins trois mois avant une nouvelle élection, & qu'il ne soit confirmé par l'Assemblée générale après une nouvelle élection de Délégués, dans sa première session après ladite nouvelle élection; à la réserve que rien de ce qui, dans la présente forme de Gouvernement, est relatif à la côte de l'Est en particulier, ne pourra être changé ni altéré en aucune manière,

(5) Le Propriétaire étoit le Lord Baltimore. La Province avoit été concédée à l'un de ses ancêtres par Charles Premier. Certaines amendes & confiscations pour désobéissance à certaines Loix, devoient en vertu de ces mêmes Loix, être payées au Propriétaire qui étoit Gouverneur héréditaire de la Province. Par le changement de la Constitution, le Lord Baltimore n'est plus Gouverneur, & ces amendes & confiscations appartiendront dorénavant à l'Etat; mais on lui a conservé la jouissance de ses propriétés & fonds de terres, cens, rentes, &c.

que lorsque les deux tiers au moins de chacune des Chambres de l'Assemblée générale auront consenti au changement & à sa confirmation (6).

LX. Tout Bill passé par l'Assemblée générale sera, après avoir été mis au net, présenté dans le Sénat par l'Orateur de la Chambre des Délégués, au Gouverneur en charge, qui le signera & y apposera le grand sceau en présence des Membres des deux Chambres. Toutes les Loix seront enregistrées au Greffe de la Cour générale de la côte de l'Ouest, & dans un espace de tems convenable elles seront imprimées, publiées, certifiées sous le grand sceau, & envoyées aux différentes Cours de Comté, comme il en a été usé jusqu'à présent dans cet Etat.

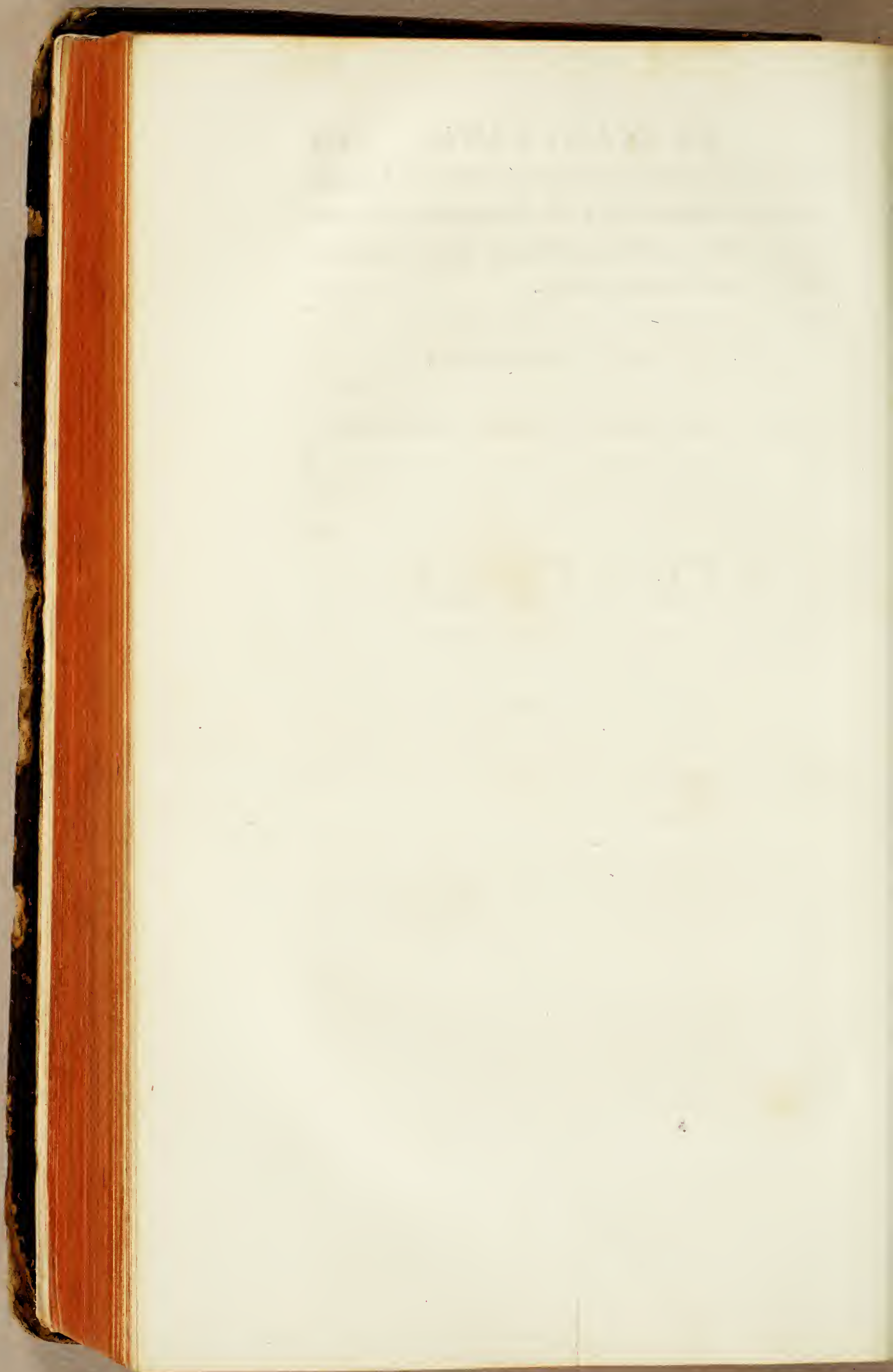
LXI. La présente forme du Gouvernement a été consentie & passée dans la Convention des

(6) Cette clause en faveur de la côte de l'Est, paroît extraordinaire. Elle provient vraisemblablement de ce que les habitans de cette côte, resserrée entre la grande mer & la baye de Chesapeak, & ne pouvant par conséquent étendre ses établissemens, ni accroître sa population, ont craint que la côte de l'Ouest s'étendant & s'augmentant tous les jours, ne prît une trop grande influence dans le Gouvernement, qu'il ne s'y fit peut-être par la suite quelque changement à leur désavantage; & ils ont obtenu cette clause pour l'empêcher.

Délégués des hommes libres du Maryland, commencée & tenue en la Cité d'Annapolis, le quatorzième jour d'Août de l'an de Notre Seigneur mil sept cent soixante-seize.

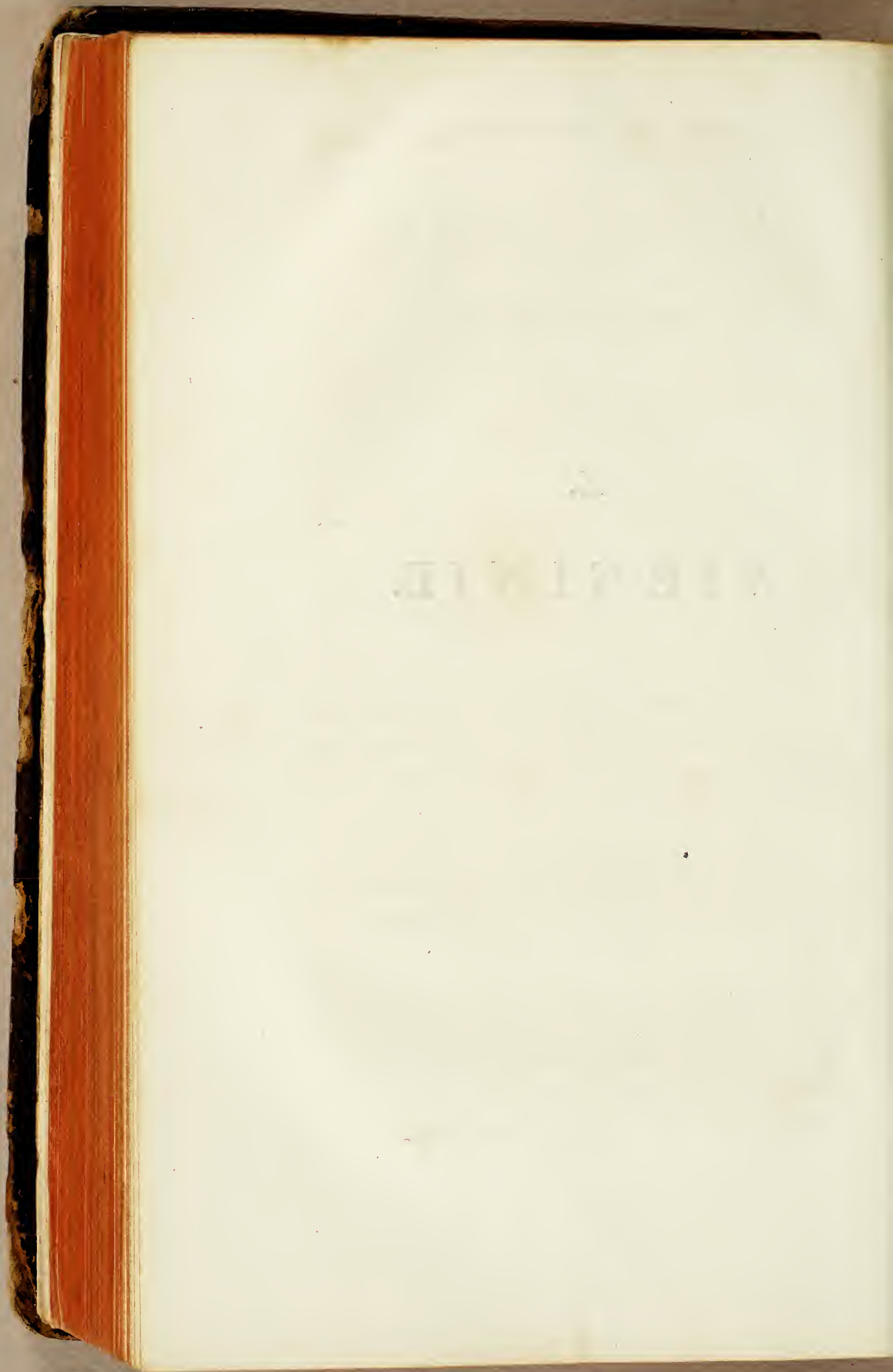
Par ordre de la Convention.

Signé MATTHIEU TILGHMAN, Président.



X.

VIRGINIE.



VIRGINIE.

*En Convention générale , cent douze
Membres y présens.*

A Williamsburgh, 15 Mai 1776.

CONSIDÉRANT que tous les efforts des Colonies unies, toutes les représentations décentes, & toutes les demandes respectueuses qu'elles ont faites au Roi & au Parlement de la Grande-Bretagne, pour le rétablissement de la paix & de la sécurité de l'Amérique, sous le Gouvernement Britannique, & pour la réunion de ce Peuple avec la Mere-Patrie à des conditions raisonnables & justes, n'ont produit de la part d'une Administration impérieuse & vindicative, au lieu de la réparation des torts déjà faits & soufferts, qu'un accroissement d'insultes, d'oppression, d'entreprises, puissamment soutenues pour effectuer notre entière destruction, que par un dernier acte, ces Colonies ont été déclarées rebelles & hors de la protec-

tion de la Couronne Britannique , nos propriétés déclarées sujettes à confiscation , nos Conci-toyens , lorsqu'on a pu les réduire en captivité , forcés de concourir au meurtre & au pillage de leurs parens & de leurs compatriotes ; que toutes les rapines & vexations exercées par le passé sur les Américains , ont été déclarées justes & légales ; que des flottes ont été équipées , des armées levées , & des troupes étrangères soudoyées pour aider à ces projets destructifs ; que le Représentant du Roi dans cette Colonie a non-seulement ôté tout pouvoir à notre Gouvernement de travailler pour notre sûreté , mais que s'étant retiré à bord d'un vaisseau armé , il nous a fait une guerre de pirate & de sauvage , tentant par tous les artifices possibles d'engager nos esclaves à se retirer vers lui , les excitant & les armant contre leurs Maîtres.

Dans cet état de péril extrême , il ne nous reste d'alternative qu'une soumission abjecte aux volontés de ces tyrans , qui joignent l'insulte à l'oppression , ou une séparation totale de la Couronne & du Gouvernement de la Grande-Bretagne , en unissant & employant les forces de toute l'Amérique pour sa propre défense , & en contractant des alliances avec des Puissances étrangères pour notre commerce , & pour être secourus dans notre guerre.

Prenant

Prenant en conséquence le Scrutateur des cœurs à témoin de la sincérité des déclarations ci-devant faites, qui expriment notre desir de conserver la liaison avec cette Nation; & protestant que nous n'avons été arrachés à cette inclination que par ses mauvais desseins, & par les loix éternelles qui obligent de pourvoir à sa propre conservation.

Il a été unanimement résolu : que les Délégués nommés pour représenter cette Colonie dans le Congrès Général, recevraient pour instructions de proposer à ce Corps respectable, de déclarer les Colonies-unies, Etats absolument libres & indépendans de toute obéissance & de toute soumission à la Couronne ou au Parlement de la Grande-Bretagne; & de donner le consentement de cette Colonie aux déclarations & aux mesures quelconques, qui seront jugées par le Congrès Général convenables & nécessaires pour contracter des alliances étrangères, & former une Confédération des Colonies, dans le tems & de la manière qui lui paroîtront les meilleures, pourvu que le pouvoir de faire un Gouvernement & de régler l'administration intérieure dans chaque Colonie, soit laissé à l'autorité Législative de chacune d'elles respectivement.

Il est aussi unanimement résolu, qu'il sera

nommé un Comité pour préparer une Déclaration de droits , & le plan de Gouvernement qui paroîtra le plus propre à maintenir la paix & le bon ordre dans cette Colonie , & à assurer au Peuple une liberté solide & juste.

Signé, EDMUND PENDLETON, Président.

JOHN PENDLETON, Greffier de la Convention.

CONSTITUTION

DE VIRGINIE.

Déclaration des droits qui doivent nous appartenir, à nous & à notre postérité, & qui doivent être regardés comme le fondement & la base du Gouvernement.

Fait par les Représentans du bon Peuple de Virginie, assemblés en pleine & libre Convention.

A Williamsburgh, premier Juin 1776.

ART. I. **T**ous les hommes sont nés également libres & indépendans : ils ont des droits certains, essentiels & naturels, dont ils ne peuvent, par aucun contrat, priver ni dépouiller leur postérité : tels sont le droit de jouir de la vie & de la liberté, avec les moyens d'acquérir & de posséder des propriétés, de chercher & d'obtenir le bonheur & la sûreté.

II. Toute autorité appartient au Peuple, & par conséquent émane de lui : les Magistrats sont ses Mandataires, ses serviteurs, & lui sont comptables dans tous les tems.

III. Le Gouvernement est, ou doit être institué pour l'avantage commun, pour la protection & la sûreté du Peuple, de la Nation ou de la Communauté. De toutes les diverses méthodes ou formes de Gouvernement, la meilleure est celle qui peut procurer au plus haut degré le bonheur & la sûreté, & qui est le plus réellement assurée contre le danger d'une mauvaise administration. Toutes les fois donc qu'un Gouvernement se trouvera insuffisant pour remplir ce but, ou qu'il lui fera contraire, la majorité de la Communauté a le droit indubitable, inaliénable & imprescriptible, de le réformer, de le changer ou de l'abolir, de la manière qu'elle jugera la plus propre à procurer l'avantage public.

IV. Aucun homme, ni aucun collège ou association d'hommes ne peuvent avoir d'autres titres pour obtenir des avantages ou des privilèges particuliers, exclusifs & distincts de ceux de la Communauté, que la considération de services rendus au Public; & ce titre n'étant ni transmissible aux descendans, ni héréditaire, l'idée d'un homme né Magistrat, Législateur ou Juge, est absurde & contre nature.

V. La Puissance législative, & la Puissance exécutive de l'État doivent être distinctes & séparées de l'autorité judiciaire : & afin que, devant supporter eux-mêmes les charges du Peuple, & y participer, tout desir d'oppression puisse être réprimé dans les Membres des deux premières, ils doivent être, à des tems marqués, réduits à l'état privé, rentrer dans le Corps de la Communauté d'où ils ont été tirés originairement; & les places vacantes doivent être remplies par des élections fréquentes, certaines & régulières.

VI. Les élections des Membres qui doivent représenter le Peuple dans l'Assemblée, doivent être libres; & tout homme donnant preuve suffisante d'un intérêt permanent & de l'attachement qui en est la suite, pour l'avantage général de la Communauté, y a droit de suffrages.

VII. Aucune partie de la propriété d'un homme ne peut lui être enlevée, ni appliquée aux usages publics, sans son propre consentement, ou celui de ses Représentans légitimes; & le Peuple n'est lié que par les Loix qu'il a consenties de cette manière pour l'avantage commun.

VIII. Tout pouvoir de suspendre les Loix ou d'arrêter leur exécution, en vertu de quelque autorité que ce soit, sans le consentement des Représentans du Peuple, est une atteinte à leurs droits, & ne doit point avoir lieu.

IX. Toutes Loix ayant un effet rétroactif, & faites pour punir des délits commis avant qu'elles existassent; sont oppressives; & il faut se garder d'en établir de semblables.

X. Dans tous les procès pour crimes capitaux ou autres, tout homme a le droit de demander la cause & la nature de l'accusation qui lui est intentée, d'être confronté à ses accusateurs & aux témoins, de produire & requérir la production de témoins & de tout ce qui est à sa décharge, d'exiger une procédure prompte par un Juré impartial de son voisinage, sans le consentement unanime duquel il ne puisse pas être déclaré coupable. Il ne peut être forcé à produire des preuves contre lui-même; & aucun homme ne peut être privé de sa liberté, que par un Jugement de ses Pairs en vertu de la loi du Pays.

XI. Il ne doit point être exigé de cautionnements excessifs, ni imposé de trop fortes amendes, ni infligé de peines cruelles ou inusitées.

XII. Tous *Warrants* sont vexatoires & oppressifs, s'ils sont décernés sans preuves suffisantes, & si l'ordre ou la réquisition qu'ils portent à aucun Officier ou Messager d'État, de faire des recherches dans des lieux suspects, d'arrêter une ou plusieurs personnes, ou de saisir leurs biens, ne contiennent pas une désignation & une

description spéciales des lieux, des personnes ou des choses qui en font l'objet; & jamais il ne doit en être accordé de semblables.

XIII. Dans les procès qui intéressent la propriété, & dans les affaires personnelles, l'ancienne procédure par Jurés est préférable à toute autre, & doit être regardée comme sacrée.

XIV. La liberté de la presse est un des plus forts boulevards de la liberté de l'État, & ne peut être restreinte que dans les Gouvernemens despotiques.

XV. Une milice bien réglée, tirée du Corps du Peuple, & accoutumée aux armes, est la défense propre, naturelle & sûre d'un État libre; les armées toujours sur pied en tems de paix, doivent être évitées, comme dangereuses pour la liberté: & dans tous les cas le Militaire doit être tenu dans une subordination exacte à l'autorité civile, & toujours gouverné par elle.

XVI. Le Peuple a droit à un Gouvernement uniforme; ainsi il ne doit être légitimement élevé, ni établi aucun Gouvernement séparé, ni indépendant de celui de la Virginie dans les limites de cet État.

XVII. Un Peuple ne peut conserver un Gouvernement libre, & le bonheur de la liberté, que par une adhésion ferme & constante aux règles de la justice, de la modération, de la tem-

pérance, de l'économie & de la vertu, & par un recours fréquent à ses principes fondamentaux.

XVIII. La Religion ou le Culte qui est dû au Créateur, & la manière de s'en acquitter, doivent être uniquement dirigés par la raison & par la conviction, & jamais par la force ni par la violence : d'où il suit que tout homme doit jouir de la plus entière liberté de conscience, & de la liberté la plus entière aussi dans la forme de culte que sa conscience lui dicte ; & qu'il ne doit être ni gêné, ni puni par le Magistrat, à moins que sous prétexte de Religion il ne troublât la paix, le bonheur ou la sûreté de la Société. C'est un devoir réciproque de tous les Citoyens de pratiquer la tolérance chrétienne, l'amour & la charité les uns envers les autres.

EN CONVENTION GÉNÉRALE, dans
ses Séances commencées & tenues au
Capitole dans la Ville de Williamf-
burgh, le lundi 6 Mai 1776, & con-
tinuées par ajournemens jusqu'au 5
Juillet suivant.

*CONSTITUTION ou forme de Gou-
vernement, convenue & arrêtée par les
Délégués & Représentans des différens
Comtés & Corporations de Virginie.*

P R É A M B U L E.

CONSIDÉRANT que Georges III, Roi de
la Grande-Bretagne, revêtu jusqu'à présent de
l'exercice souverain de l'Office Royal de ce Gou-
vernement, a fait tous ses efforts pour le perver-
tir en une détestable & insupportable tyrannie :

En s'opposant, par son droit négatif, aux
loix les plus salutaires & les plus nécessaires pour
le bien public :

En refusant sa permission Royale pour la confection de Loix d'une importance urgente & immédiate, à moins que l'on n'y inférât une clause expresse pour suspendre leur exécution, jusqu'à ce que son consentement Royal fût obtenu ; & lorsqu'elles étoient ainsi suspendues, négligeant pendant plusieurs années d'y faire attention :

En refusant à certaines Loix son consentement, à moins que les personnes à qui ces Loix devoient être avantageuses, n'abandonnassent le droit inestimable de représentation dans la Législature :

En dissolvant fréquemment & continuellement le Corps Législatif, parce qu'il s'opposoit avec une fermeté courageuse à ses entreprises sur les droits du Peuple :

En refusant, après avoir dissous le Corps Législatif, d'en convoquer d'autres pendant un long tems, & laissant par-là le Corps Politique sans Législation & sans Chef :

En s'efforçant d'arrêter l'accroissement de la population dans notre pays, & en mettant dans cette vue des obstacles aux Loix pour la naturalisation des Etrangers :

En entretenant chez nous, en tems de paix, des armées sur pied & des vaisseaux de guerre :

En affectant de rendre le militaire indépendant de l'autorité civile & même supérieur à elle.

En s'unissant avec d'autres pour nous soumettre à une Jurisdiction étrangere, & donnant son consentement à leurs prétendus actes de législation ,

Pour mettre en quartier au milieu de nous de gros corps de troupes armées :

Pour interrompre notre commerce avec toutes les parties du monde :

Pour imposer sur nous des taxes sans notre consentement :

Pour nous priver du bénéfice de la procédure par Jurés :

Pour nous transporter au-delà des mers, & nous y faire juger sur de prétendus délits :

Pour suspendre l'autorité de nos propres Législatures, & se déclarer eux-mêmes revêtus du pouvoir de nous donner des Loix dans tous les cas indéfiniment :

En exerçant le pillage sur nos mers, en ravageant nos côtes, brûlant nos Villes & massacrant notre Peuple :

En excitant la révolte de nos Concitoyens par l'appât des amendes & des confiscations :

En invitant nos Negres à s'élever en armes contre nous, & les y excitant ; ces mêmes Negres ,

dont par un usage inhumain de son droit négatif, il nous a empêché de prohiber par une loi, l'introduction parmi nous :

En s'efforçant d'attirer sur les habitans de nos frontieres les impitoyables Indiens sauvages, dont la maniere connue de faire la guerre est de tout massacrer sans distinction d'âge, de sexe, ni d'état :

En transportant dans ce moment même une nombreuse armée d'Etrangers mercenaires, pour achever l'ouvrage de mort, de destruction & de tyrannie déjà commencé, avec des circonstances de cruauté & de perfidie, indignes du Roi d'une Nation civilisée :

En répondant à nos demandes répétées pour le redressement de nos griefs, par des insultes répétées :

Enfin, en cessant de remplir à notre égard les devoirs & les fonctions du Gouvernement, en nous rejetant pour ses sujets, & nous déclarant hors de sa protection Royale.

Par lesquels différens actes d'*autorité malfaisante*, le Gouvernement de ce pays, tel qu'il étoit exercé par le passé sous les Rois de la Grande-Bretagne, est entierement dissous.

En conséquence, Nous, les Délégués & Représentans du bon Peuple de Virginie, ayant mûrement réfléchi sur ce que dessus, voyant avec une

vive douleur à quelle condition déplorable ce pays , autrefois heureux , seroit nécessairement réduit , si une forme régulière & convenable de police civile , n'étoit promptement concertée & adoptée , & désirant nous conformer à la recommandation qui en a été faite par le Congrès général , nous ordonnons & déclarons que la forme de Gouvernement de Virginie sera pour l'avenir telle qu'il s'ensuit.

FORME DE GOUVERNEMENT.

ART. I. **L**ES Puissances législative , exécutive & judiciaire , formeront des départemens distincts & séparés , de manière que l'un des trois n'exerce jamais l'autorité qui devra proprement appartenir à l'autre ; & la même personne n'exercera jamais d'emploi dans plus d'un de ces Départemens à la fois ; si ce n'est que les Juges des Cours de Comté pourront être élus pour l'une ou l'autre des Chambres de l'Assemblée.

II. Le département de Législation sera formé de deux Corps distincts , qui composeront entre eux deux la Législature complète. Ils s'assembleront une ou plusieurs fois chaque année , & s'appelleront *l'Assemblée générale de Virginie*.

III. L'un de ces Corps se nommera *la Chambre des Délégués* , & sera composé de deux Représentans choisis annuellement pour chaque Comté , & pour le district de West-Augusta , parmi les habitans respectifs y résidans actuellement , & y étant Francs-Tenanciers, ou ayant les qualités requises par la loi ; il entrera aussi dans cette Chambre un Représentant annuellement choisi pour la ville de Williamsburgh , un autre pour le Bourg de Norfolk , & un pour chacune des Villes ou Bourgs à qui l'autorité législative

accordera par la suite ce droit de représentation particulière ; mais lorsque la population de quelque Ville ou Bourg sera diminuée, au point que pendant sept années successives, le nombre des Habitans y ayant droit de suffrage, soit moindre que la moitié du nombre des Votans dans quelque'un des Comtés de la Virginie, cette Ville ou ce Bourg cessera d'envoyer à l'Assemblée un Délégué ou Représentant.

IV. L'autre Corps, partie de la Législature, s'appellera *le Sénat*, & sera composé de vingt-quatre Membres, dont treize présens feront un *Quorum*. Pour l'élection de ce Sénat, la totalité des différens Comtés sera partagée en vingt-quatre districts ; & chaque Comté du district respectif, dans le même tems qu'il élira ses Délégués, élira aussi un Sénateur qui soit un Habitant actuellement résidant & Franc-Tenancier dans le district, ou ayant les qualités requises par la Loi, & qui ait plus de vingt-cinq ans. Les Shériffs de chaque Comté, dans l'espace de cinq jours au plus, après l'élection du dernier des Comtés du district, s'assembleront au lieu le plus commode ; & d'après l'examen des scrutins ainsi pris dans leurs Comtés respectifs, ils déclareront Sénateur le Sujet qui aura eu la pluralité des voix dans la totalité du district. Pour que la composition de cette Assemblée change à tour de rôle, les dis-

tricts seront divisés en quatre classes égales qui seront numérotées par le sort. A la fin de la première année , après l'élection générale , les six Membres élus par la première classe sortiront de place , & la vacance que cette sortie occasionnera , sera remplacée de la manière susdite par une nouvelle élection de la même classe ou division. Le tour passera d'une classe à l'autre suivant le numéro de chacune , & cette rotation continuera chaque année dans l'ordre ci-dessus prescrit.

V. Le droit de suffrage aux élections des Membres des deux Chambres, demeurera tel qu'il est actuellement exercé ; & chaque Chambre choisira son Orateur, nommera ses Officiers , établira ses règles de procédures , & enverra les lettres indicatives d'élection pour remplacer les vacances intermédiaires.

VI. Toutes les Loix seront d'abord proposées dans la Chambre des Délégués , & seront ensuite portées au Sénat pour y être approuvées ou rejetées , ou pour y éprouver des changemens avec le consentement de la Chambre des Délégués ; à l'exception seulement des Bills de levée d'argent qui ne pourront point être changés par le Sénat , mais qui devront y être approuvés ou rejetés purement & simplement.

VII. Il sera élu annuellement un Gouverneur ou premier Magistrat par le scrutin réuni des deux
Chambres :

Chambres : ce scrutin se prendra dans chaque Chambre respectivement ; il sera déposé dans la salle de conférence , où les boîtes seront examinées conjointement par un Comité de chaque Chambre ; & il sera fait à chacune séparément rapport du nombre des voix , afin que la nomination puisse y être enregistrée. Telle sera la manière constante de prendre dans tous les cas le scrutin réuni des deux Chambres. Le Gouverneur ne pourra pas conserver sa charge plus de trois années consécutives ; & il ne pourra être réélu qu'après avoir été hors de place pendant quatre ans. Il lui sera assigné pendant son exercice des appointemens suffisans , mais modiques. Il exercera , de l'avis du Conseil d'Etat , la puissance exécutive du Gouvernement conformément aux Loix de cette République ; & il n'exercera sous aucun prétexte , aucune autorité , ni ne s'arrogera aucune prérogative en vertu d'aucunes Loix, Statuts ou Coutumes d'Angleterre ; mais il aura le pouvoir d'accorder répit ou grace , de l'avis du Conseil d'Etat, excepté dans le cas où la poursuite du crime aura été faite au nom de la Chambre des Délégués , ou dans ceux sur lesquels la Loi , par quelque disposition particulière en aura ordonné autrement : dans tous ces cas il ne pourra être accordé répit ou grace que par une résolution de la Chambre des Délégués.

VIII. L'une & l'autre Chambre de l'Assemblée générale, pourront s'ajourner respectivement elles-mêmes; le Gouverneur ne pourra ni proroger, ni ajourner l'Assemblée durant la Session, ni la dissoudre dans aucun tems; mais il devra, s'il est nécessaire, & de l'avis du Conseil d'Etat, ou sur la demande du plus grand nombre des Membres de la Chambre des Délégués, la convoquer pour un terme plus prochain que celui auquel elle se feroit prorogée ou ajournée.

IX. Il sera choisi par le scrutin réuni des deux Chambres de l'Assemblée, un *Conseil Privé* ou *Conseil d'Etat*, composé de huit personnes prises parmi les Membres mêmes de l'Assemblée ou tirées de l'universalité du peuple, à l'effet d'*assister le Gouverneur dans l'administration du Gouvernement*. Ce Conseil se choisira parmi ses Membres un Président, qui, en cas de mort, d'incapacité ou d'absence nécessaire du Gouverneur, fera les fonctions de Lieutenant du Gouverneur. La présence de quatre des Membres de ce Conseil suffira pour lui donner l'activité; leurs avis & résolutions seront écrits sur un registre & signés par les Membres présens, pour être ce registre présenté à l'Assemblée générale lorsqu'elle le demandera: chaque Membre du Conseil pourra y insérer son avis contraire à la résolution qui aura passé à la pluralité. Ce Conseil nommera son Greffier qui

aura des appointemens fixés par la Loi, & qui prêtera serment de garder le secret sur les matières que le Conseil lui prescrira de tenir cachées. Il sera destiné une somme d'argent qui sera partagée chaque année entre les Membres du Conseil, à raison de leur assiduité : tant qu'ils resteront Membres de ce Conseil, ils ne pourront siéger dans l'une ni l'autre des Chambres de l'Assemblée.

A la fin de chaque année, deux Membres de ce Conseil en feront retranchés par le scrutin réuni des deux Chambres de l'Assemblée, & ne pourront pas être réélus pendant les trois années suivantes. Ces vacances, ainsi que celles occasionnées par mort ou par incapacité, seront remplies par une élection nouvelle dans la même forme.

X. Les Délégués pour la Virginie au Congrès Continental, seront choisis annuellement, ou destitués & remplacés dans l'intervalle par le scrutin réuni des deux Chambres de l'Assemblée.

XI. Les Officiers actuels de la Milice, seront continués, & les emplois vacans seront remplis par la nomination du Gouverneur, de l'avis du Conseil privé, sur la recommandation des Cours des Comtés respectifs ; mais le Gouverneur & le Conseil auront le pouvoir d'interdire tout Offi-

cier, d'ordonner l'Assemblée de Cours martiales sur les plaintes de mauvaise conduite, ou d'incapacité, & de pourvoir au remplacement des emplois vacans dans le cas du service actuel. Le Gouverneur pourra assembler la Milice de l'avis du Conseil privé; & lorsqu'elle sera assemblée, il en aura seul le commandement en se conformant aux Loix du Pays.

XII. Les deux Chambres de l'Assemblée nommeront, par leurs scrutins réunis, les Juges de la Cour suprême des appels & de la Cour générale, les Juges en Chancellerie, ceux de l'Amirauté, le Secrétaire & le Procureur général, tous lesquels Officiers recevront leurs commissions du Gouverneur, & conserveront leurs Offices tant qu'ils se conduiront bien. En cas de mort, d'incapacité ou de démission, le Gouverneur, de l'avis du Conseil privé, nommera, pour remplir les offices vacans, des Sujets qui seront ensuite approuvés ou déplacés par les deux Chambres. Ces Officiers auront des appointemens fixes & suffisans; & ils feront tous, ainsi que tous ceux qui occuperont des emplois lucratifs, & tous les Ministres de l'Evangile, de quelque Communion que ce soit, incapables d'être élus Membres de l'une ou de l'autre des Chambres de l'Assemblée ou du Conseil privé.

XIII. Le Gouverneur, de l'avis du Conseil

privé, nommera des Juges de Paix pour les Comtés ; & dans les cas de vacances , ou de nécessité d'augmenter par la suite le nombre de ces Officiers, ces nominations se feront sur la recommandation des Cours des Comtés respectifs. Le Secrétaire de Virginie actuellement en place , & les Greffiers de toutes les Cours des Comtés seront conservés. En cas de vacances , soit par mort , incapacité ou démission , il sera nommé un Secrétaire , comme il est prescrit ci-dessus , & les Greffiers seront nommés par les Cours respectives. Les Greffiers présens & à venir conserveront leurs places tant qu'ils se conduiront bien , ce qui sera jugé & déterminé dans la Cour générale. Les Shériffs & Coroners seront nommés par les Cours respectives , approuvés par le Gouverneur de l'avis du Conseil privé , & recevront leurs commissions du Gouverneur. Les Juges de Paix nommeront des Connétables ; & tous les droits des Officiers susdits seront taxés par la Loi.

XIV. Le Gouverneur, quand il sera hors de place , & toutes autres personnes ayant commis des délits contre l'Etat par malversation, corruption ou autres manœuvres capables de mettre en danger la sûreté de l'Etat , pourront être accusés en crime d'Etat par la Chambre des Délégués. Ces accusations seront poursuivies dans la Cour générale, conformément aux Loix du pays , par

le Procureur général, ou par telles autres personnes que la Chambre pourra commettre à cet effet : dans les cas où ils seront trouvés coupables, les accusés, Gouverneur ou autres, seront déclarés incapables de posséder jamais aucun office sous l'autorité du Gouvernement, ou destitués de leurs offices pour un certain tems, ou condamnés aux peines pécuniaires ou autres portées par la Loi.

XV. Si tous, ou quelqu'un des Juges de la Cour générale, étoient, sur des présomptions fondées, dont la Chambre des Délégués devra juger la validité, prévenus de quelques-uns des délits ou crimes mentionnés ci-dessus, la Chambre des Délégués pourra accuser de la même manière le Juge ou les Juges ainsi prévenus, & poursuivre l'affaire devant la Cour des appels ; & celui ou ceux qui seront déclarés coupables, seront punis de la manière prescrite dans l'article précédent.

XVI. Toutes les commissions & concessions commenceront par ces mots, *au nom de la République de Virginie* : elles seront signées en certification par le Gouverneur, & le Sceau de la République y sera apposé. Tous les actes publics porteront le même intitulé, & seront signés par les Greffiers des différentes Cours. Enfin toutes les plaintes seront terminées par la formule :

contre la paix & la dignité de la République.

XVII. Il sera nommé chaque année un Trésorier par le scrutin réuni des deux Chambres de l'Assemblée.

XVIII. Toutes les échûtes, amendes ou confiscations qui étoient ci-devant au profit du Roi, feront au profit de la République, à l'exception de celles que la Législature pourra abolir, ou sur lesquelles elle pourra autrement statuer.

XIX. Les territoires concédés par les Chartres d'érection des Colonies du Maryland, de la Pensylvanie, & des Carolines Septentrionale & Méridionale, sont par la présente Constitution, cédés, délaissés & confirmés pour toujours aux Peuples de ces différentes Colonies respectivement, avec tous les droits de propriété, juridiction & gouvernement, & tous les autres droits quelconques qui ont pu être dans aucun tems jusqu'à présent réclamés par la Virginie; laquelle cependant se réserve la libre navigation, & l'usage des rivières Potomaque & Pokomoke, ainsi que la propriété des côtes ou bords de ces rivières du côté de la Virginie, & de toutes les améliorations qui ont été ou qui pourront être faites sur ces côtes ou bords. L'étendue de la Virginie au Nord & à l'Ouest, demeurera à tous les autres égards, telle qu'elle a été fixée par la Charte du Roi Jacques Premier, en 1609, & par le traité

de paix entre les Cours de la Grande-Bretagne & de France , publié en 1763 : à moins que par un acte de la Législature de cet Etat , il ne soit concédé un ou plusieurs territoires , & établi des Gouvernemens à l'Ouest des Monts Allegheny. Et il ne sera acheté aucunes terres des Nations Indiennes que pour l'usage & l'avantage publics , & par l'autorité de l'Assemblée générale.

XX. Pour mettre en activité la présente forme de Gouvernement , les Représentans du Peuple assemblés en Convention générale , choisiront un Gouverneur & un Conseil privé , & aussi ceux des autres Officiers dont l'élection doit par la suite appartenir aux deux Chambres , mais qu'il paroîtra nécessaire de nommer sur le champ. Le Sénat , que le Peuple aura élu pour la première fois , restera en charge jusqu'au dernier jour de Mars prochain , & les autres Officiers , jusqu'à la fin de la Session suivante de l'Assemblée générale. En cas de vacances , l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambres , enverra les lettres pour indiquer les nouvelles élections.

Signé EDMUND PENDLETON, Président.

J. TAZEVELL, Greffier de la Convention.

XI.

C A R O L I N E

SEPTENTRIONALE.



C A R O L I N E

SEPTENTRIONALE.

CONSTITUTION ou forme de Gouvernement, arrêtée & statuée par les Représentans des Hommes libres de l'Etat de la Caroline Septentrionale, élus & choisis à cet effet, assemblés en Congrès à Halifax, le dix-huit Décembre mil sept cent soixante-seize.

Déclaration des Droits, &c.

ART. I. **T**OUTE autorité politique réside uniquement dans le Peuple, & tout pouvoir politique émane uniquement de lui.

II. Le Peuple de cet Etat doit avoir seul, &

exclusivement le droit de régler son Gouvernement intérieur, & sa Police.

III. Aucun homme, ni aucune collection d'hommes ne peuvent avoir droit à des émolumens ou à des privilèges distincts ou exclusifs, qu'en considération de services rendus au Public.

IV. Les autorités législative, exécutive, & judiciaire suprême, doivent être toujours distinctes & séparées l'une de l'autre.

V. Tous pouvoirs de suspendre les loix, ou de surseoir à leur exécution, en vertu d'une autorité quelconque, sans le consentement des représentans du Peuple, sont injurieux & nuisibles à ses droits; & il ne doit jamais être exercé de pareils pouvoirs.

VI. Les élections des Membres pour représenter le Peuple dans l'Assemblée générale, doivent être libres.

VII. Dans les procès criminels tout homme a droit d'être informé de l'accusation intentée contre lui, de se faire confronter les accusateurs & les témoins, & de se faire communiquer les autres preuves; & personne ne doit être forcé à fournir des preuves contre lui-même.

VIII. Aucun homme libre ne doit être obligé de répondre sur une accusation criminelle, qu'en vertu d'une plainte devant les Tribunaux ordi-

naires; d'une décision du *Grand Juré* (1), ou d'une accusation en crime d'Etat.

IX. Aucun homme libre ne doit être déclaré coupable, ni convaincu d'un crime quelconque, que par le *Verdict* (2) unanime d'un Juré composé d'hommes honnêtes, & ayant les qualités requises par la loi; & la Cour doit se tenir en Public, comme cela s'est toujours pratiqué jusqu'à présent.

X. Il ne doit point être exigé de cautions excessives, ni imposé d'amendes exorbitantes, ni infligé de punitions cruelles ou inusitées.

(1) Lorsque la *Plainte* ou *Bill d'indictment* a été remise au *Grand Juré*, composé de quinze personnes, ces Jurés l'examinent & répondent par *ignoramus*, s'ils trouvent l'accusation sans fondement, & par *Billa Vera*, s'ils la trouvent fondée; mais il faut pour cette dernière prononciation, douze des voix du *Grand Juré*: dans ce cas la *Plainte* est reçue, & le *Petit Juré* procède aux informations. Voyez la note (14) de la *Constitution de Massachusetts*. C'est la prononciation de *Billa Vera*, que l'on appelle dans la Jurisprudence Anglaise, *Presentment*: elle a le même effet que le *Règlement à l'Extraordinaire* dans la Procédure criminelle de France; on la rendra en français par *Décision du Grand Juré*.

(2) *Verdict* est le nom que l'on donne à la prononciation du *Petit Juré*, soit dans les affaires civiles, soit dans les affaires criminelles. Voyez les notes (4) & (14) de la *Constitution de Massachusetts*.

XI. Tous *Généraux warrants* par lesquels il peut être ordonné à un Officier ou à un Messager d'Etat, de faire des recherches dans des lieux suspects, sans preuves du délit commis, ou d'arrêter une ou plusieurs personnes qui ne seroient pas nommées, & dont les délits ne seroient pas spécialement désignés & appuyés de preuves, sont dangereux pour la liberté, & il ne doit pas en être décerné de ce genre.

XII. Aucun homme libre ne doit être arrêté, emprisonné, ni dépouillé de sa franche tenue, de ses immunités ou privilèges, ni mis hors de la protection de la loi, ni exilé, ni privé en aucune manière, de sa vie, de sa liberté, ou de sa propriété, qu'en vertu de la loi du pays.

XIII. Tout homme libre qui éprouve un obstacle à l'exercice de sa liberté, a droit d'obtenir une réparation, de s'informer de la légitimité de l'obstacle qu'il éprouve, de l'écarter s'il est illégitime; & une pareille réparation ne doit être ni différée ni refusée.

XIV. Dans toutes les discussions en justice qui intéressent la propriété, la manière ancienne de procéder par Jurés, est une des meilleurs sauvegardes des droits du Peuple, & elle doit demeurer inviolable & sacrée.

XV. La liberté de la presse étant un des grands boulevarts de la liberté politique, ne doit jamais être gênée.

XVI. Le Peuple de cet Etat ne doit jamais être taxé ni soumis à payer aucuns impôts ou droits sans son consentement, ou celui de ses représentants donné librement dans l'Assemblée générale.

XVII. Le Peuple a droit de porter les armes pour la défense de l'Etat; &, comme des armées constamment sur pied en tems de paix sont dangereuses pour la liberté, on ne devra pas en entretenir : le Militaire doit toujours être maintenu dans une subordination exacte sous l'autorité civile, & toujours gouverné par elle.

XVIII. Le Peuple a droit de s'assembler pour consulter sur ce qui intéresse le bien commun, pour instruire ses Représentants, pour s'adresser à la Législature, & lui demander le redressement & la réparation des torts & des maux qui peuvent lui être faits.

XIX. Tous les hommes ont le droit naturel & inaliénable de rendre au Dieu tout puissant, un culte conforme à ce que leur dicte leur conscience.

XX. Les élections doivent être fréquentes, pour réparer les maux qui peuvent se faire, & pour corriger & fortifier les loix.

XXI. Il est nécessaire de recourir fréquemment aux principes fondamentaux, pour conserver les avantages inappréciables de la liberté.

XXII. Il ne doit être accordé ni conféré dans

cet Etat aucuns émolumens, privilèges, ou honneurs héréditaires.

XXIII. Les substitutions perpétuelles & les privilèges exclusifs sont contraires au génie d'un état libre, & l'on ne doit pas en accorder.

XXIV. Les loix avec effet rétroactif, pour punir des délits commis avant qu'elles existassent, & qui ne sont déclarés criminels que par elles, sont vexatoires, injustes & incompatibles avec la liberté; & en conséquence il ne doit point être fait de loix *post facto*.

XXV. La propriété du terrain dans un Gouvernement libre, étant un des droits essentiels du Corps collectif du Peuple, il est nécessaire, pour éviter des discussions à l'avenir, que les limites de l'Etat soient fixées avec précision. Et comme la première ligne frontière provisoire entre les Carolines Septentrionale & Méridionale, a été confirmée, & prolongée par les Commissaires que les Législateurs des deux Etats avoient nommés, conformément à l'ordre du feu Roi George II en Conseil; cette ligne & celle-là seulement, sera réputée la frontière méridionale de cet Etat, c'est-à-dire, à commencer du côté de la mer, à un poteau de cédre, qui est à l'embouchure ou auprès de l'embouchure de la *petite riviere*, (qui forme l'extrémité méridionale du Comté de Brunswick), tirant de-là vers le Nord, passant par la maison de
limites ;

limites, située au trente-troisième degré cinquante-six minutes, continuant jusqu'au trente-cinquième degré de latitude septentrionale, & prenant ensuite à l'Ouest, dans toute la longueur mentionnée dans la Charte du Roi Charles II, aux ci-devant Propriétaires de la Caroline. En conséquence, tout le territoire, les mers, eaux & havres avec leurs appartenances & dépendances, situés entre la ligne désignée ci-dessus, & la frontière méridionale de l'Etat de Virginie, qui commence sur le bord de la mer, à trente-six degrés trente minutes de latitude septentrionale, & court de-là vers l'Ouest, conformément à la susdite Charte du Roi Charles, sont la propriété légitime du Peuple de cet Etat, pour être tenue par lui en souveraineté; nonobstant toutes lignes de partage partiel qui pourroient être ordonnées ou fixées par la suite de quelque manière que ce soit, sans le consentement de la Législature de cet Etat.

Pourvu toujours que la présente Déclaration de droits ne puisse préjudicier à aucunes Nation ou Nations d'Indiens, en les empêchant de jouir de ceux des terrains de chasse qui peuvent leur avoir été assurés pour l'avenir par la Législature de cet Etat.

Pourvu aussi qu'elle ne soit pas interprétée de manière à empêcher l'établissement d'un ou plusieurs Gouvernemens à l'Ouest de cet Etat, lorsque la Législature y aura consenti.

Et pourvu enfin, que rien de ce qui y est contenu ne puisse affecter les titres ou les possessions des individus, possédant ou réclamant d'après des loix qui auront été jusqu'à présent en vigueur, ou des concessions faites jusqu'à présent, soit par le ci-devant Roi George III ou par ses Prédécesseurs, soit par les ci-devant Seigneurs Propriétaires, soit par aucuns d'entr'eux.

CONSTITUTION

ou Forme de Gouvernement.

ATTENDU que l'obéissance & la protection sont réciproques de leur nature, & que l'on a droit de refuser l'une, quand l'autre est retirée; attendu que George III, Roi de la Grande-Bretagne, & ci-devant Souverain des Colonies Britanniques Américaines, non-seulement leur a retiré sa protection; mais que, par un acte de la Législature Britannique, il a déclaré que les Habitans de ses Etats étoient hors de la protection de la Couronne Britannique; & que toutes leurs propriétés trouvées en mer feroient sujettes à être saisies & confisquées pour les usages mentionnés audit acte; attendu que ledit George III a aussi envoyé des flottes & des armées pour leur faire une guerre cruelle, afin de réduire les Habitans des susdites Colonies dans un état de vil esclavage, en conséquence de quoi, tout Gouvernement sous l'autorité dudit Roi a cessé dans ces Colonies, & que dans plusieurs d'entr'elles il y a même eu dissolution entière de tout Gouvernement.

Et attendu que le Congrès Continental, ayant considéré les faits exposés ci-dessus, & d'autres violations antérieures des droits du bon Peuple de l'Amérique, a déclaré que les Treize Colonies unies sont de droit entièrement & absolument déliées de toute fidélité & de toute obéissance envers la Couronne Britannique, ou envers toute autre Jurisdiction étrangere quelconque, & que les susdites Colonies sont & doivent toujours être *Etats libres & indépendans*; il devient nécessaire, dans la situation où nous nous trouvons actuellement, d'établir dans cet Etat un Gouvernement, pour éviter & prévenir l'anarchie & la confusion.

En conséquence, Nous Représentans des hommes libres de la Caroline Septentrionale, choisis & assemblés en Congrès, expressément à l'effet de former, sous l'autorité du Peuple, une Constitution la plus propre à lui procurer le bonheur & la prospérité, Nous déclarons qu'il sera établi pour cet Etat un Gouvernement, de la maniere & dans la forme suivantes.

ART. I. L'autorité législative sera confiée à deux Corps distincts & séparés, tous les deux dépendans du Peuple, *un Sénat & une Chambre des Communes*.

II. Le Sénat sera composé de Représentans choisis annuellement au scrutin, un pour chaque Comté de l'Etat.

III. La Chambre des Communes sera composée de Représentans choisis annuellement au scrutin, deux pour chaque Comté, & un pour chacune des *Municipalités* (3) de Edentown, Newbern, Wilmington, Salisbury, Hillsboroug, & Hallifax.

IV. Le Sénat & la Chambre des Communes réunis pour le fait de la législation, s'appelleront l'*Assemblée-Générale*.

V. Tout Membre du Sénat doit avoir habituellement résidé pendant toute l'année qui précédera immédiatement son élection, dans le Comté pour lequel il sera choisi, & il doit avoir possédé pendant le même tems, & continuer de posséder dans le Comté qu'il représente, au moins trois cens acres de terre en propre.

VI. Tout Membre de la Chambre des Communes doit avoir habituellement résidé dans le Comté pour lequel il sera choisi, pendant toute l'année qui précédera immédiatement son élection; & il doit avoir possédé pendant six mois, & continuer de posséder dans le Comté qu'il représentera, au moins cent acres de terre en propre, ou du moins pour sa vie.

(3) On a rendu ici le mot *Town* par *Municipalité*, au lieu de *Ville & Banlieue*, parce que ce seul mot renferme les deux idées, & que l'expression sera plus courte & plus précise.

VII. Tous les hommes libres, agés de vingt-un ans, qui auront été Habitans d'un des Comtés de l'Etat pendant les douze mois immédiatement antérieurs au jour de l'élection, qui auront possédé dans le même Comté une franche tenue de cinquante acres de terre pendant les six mois précédens, & continueront de la posséder au jour de l'élection, auront droit de suffrage pour l'élection d'un Membre du Sénat.

VIII. Tous les hommes libres, agés de vingt-un ans, qui auront été Habitans dans un des Comtés de cet Etat, pendant les douze mois immédiatement antérieurs au jour de l'élection, & qui auront payé les taxes publiques, auront droit de suffrage à l'élection des Membres de la Chambre des Communes pour le Comté dans lequel ils résident.

IX. Toutes personnes possédant une franche tenue dans quelqu'une des Municipalités de cet Etat, qui ont droit d'avoir un Représentant, & aussi tous les hommes libres qui auront habité dans cette Municipalité pendant les douze mois immédiatement antérieurs au jour de l'élection, qui y habiteront audit jour, & auront payé les taxes publiques, auront droit de suffrage à l'élection d'un Membre pour représenter la susdite Municipalité dans la Chambre des Communes. Mais on ne pourra rien inférer du présent article, pour donner à un Habitant de ladite Municipa-

lité, le droit de suffrage à l'élection des Membres de la Chambre des Communes pour le Comté dans lequel il résidera, ni à aucun Franc-Tenancier dudit Comté, qui résidera au dehors ou au de-là des limites de la Municipalité, le droit de suffrage à l'élection d'un Membre pour ladite Municipalité.

X. Le Sénat & la Chambre des Communes, lorsqu'ils seront assemblés, auront chacun respectivement le droit de se choisir un Orateur & leurs autres Officiers; ils feront Juges des qualités & de la validité des élections de leurs Membres; ils tiendront leurs séances sur leurs propres ajournemens du jour au lendemain, & ils prépareront les Bills qui devront passer en Loix. Les deux Chambres expédieront des Lettres d'élection pour pourvoir aux vacances intermédiaires, & elles s'ajourneront, par le scrutin réuni des deux, au jour & au lieu qu'elles jugeront à propos.

XI. Tous les Bills feront lus trois fois dans chaque Chambre avant d'être passés en Loix, & feront signés par les Orateurs des deux Chambres.

XII. Toute personne choisie pour être Membre du Sénat ou de la Chambre des Communes, ou nommée à quelque charge ou emploi de confiance, prêtera un serment à l'Etat avant de

prendre sa séance ou d'entrer en fonction, & tous les Officiers prêteront aussi le serment particulier de leur office.

XIII. L'Assemblée générale nommera par le scrutin réuni des deux Chambres, les Juges de la Cour suprême de Loi & d'Equité, les Juges d'Amirauté & le Procureur général, qui recevront leurs commissions du Gouverneur, & garderont leurs charges tant qu'ils se conduiront bien.

XIV. Le Sénat & la Chambre des Communes auront le pouvoir de nommer les Officiers généraux & supérieurs de la Milice, & tous les Officiers des Troupes réglées de cet Etat.

XV. Le Sénat & la Chambre des Communes éliront conjointement à leur première séance, après l'élection annuelle, & par la voie du scrutin, un Gouverneur pour un an, lequel Gouverneur ne fera pas éligible pour cette charge plus de trois années sur six consécutives. Personne ne fera éligible pour la charge de Gouverneur, à moins d'avoir trente ans, d'avoir résidé plus de cinq ans dans cet Etat, & d'y posséder une franche-tenue en terres ou maisons, valant plus de dix mille livres sterling.

XVI. Le Sénat & la Chambre des Communes conjointement éliront au scrutin, dans leur première séance après chaque élection annuelle, sept personnes pour former pendant une année un

Conseil d'Etat qui conseillera le Gouverneur dans les fonctions de sa charge, & quatre de ces Conseillers formeront un *Quorum*; leurs avis & leurs délibérations seront enregistrés sur un Journal tenu à cet effet seulement, & signés par les Membres présens, & tout Membre présent pourra y faire enregistrer son avis différent de celui qui aura passé. Ce Journal sera présenté à l'Assemblée générale, lorsqu'elle le demandera.

XVII. Il y aura un sceau de cet Etat, remis à la garde du Gouverneur, pour s'en servir dans les occasions; ce sceau s'appellera *le grand sceau de l'Etat de la Caroline Septentrionale*, & il sera apposé à toutes les concessions & commissions.

XVIII. Le Gouverneur en exercice fera Capitaine général & Commandant en chef de la Milice; & pendant les vacances de l'Assemblée générale, il aura le pouvoir, par & avec l'avis du Conseil d'Etat, d'assembler & d'enrégimenter la Milice quand la sûreté publique l'exigera.

XIX. Le Gouverneur en exercice pourra ordonner le paiement & l'emploi des sommes d'argent votées par l'Assemblée générale pour les besoins de l'Etat, & il en fera comptable à l'Assemblée générale. Il pourra aussi, par & avec l'avis du Conseil d'Etat, mettre embargo sur certaines denrées, ou en défendre l'exportation pendant les vacances de l'Assemblée générale, mais

pour trente jours seulement ; & il aura le pouvoir d'accorder des graces & des répits , excepté lorsque la poursuite sera faite par l'Assemblée générale , ou lorsque la Loi en aura ordonné autrement : dans ces cas il pourra pendant les vacances accorder répit jusques à la plus prochaine séance de l'Assemblée générale , & il pourra exercer toutes les autres fonctions de la Puissance exécutrice du Gouvernement , en se renfermant dans les bornes & les restrictions prescrites par la présente Constitution , & conformément aux Loix de l'Etat. Dans le cas où le Gouverneur viendrait à mourir , feroit déclaré inhabile , ou feroit absent de l'Etat , l'Orateur du Sénat alors en exercice , & en cas de mort , d'inhabilité de celui-ci , ou de son absence de l'Etat , l'Orateur de la Chambre des Communes exercera les fonctions du Gouvernement après la mort , ou pendant l'absence ou l'inhabilité du Gouverneur ou de l'Orateur du Sénat , ou jusques à ce que l'Assemblée générale ait fait une nouvelle nomination.

XX. Dans le cas de mort de tout Officier dont la nomination appartient à l'Assemblée générale , ou lorsqu'il vaquera , de quelque manière que ce soit , une charge ou emploi à sa nomination pendant ses vacances , le Gouverneur pourra , par & avec l'avis du Conseil d'Etat , pourvoir à la place vacante par une commission momenta-

née qui expirera à la fin de la prochaine session de l'Assemblée générale.

XXI. Le Gouverneur, les Juges de la Cour suprême de Loi & d'Equité, les Juges d'Amirauté & le Procureur général auront des appointemens fixes & suffisans pendant qu'ils seront en charge.

XXII. L'Assemblée générale nommera chaque année, par le scrutin réuni des deux Chambres, un ou plusieurs Trésoriers pour cet Etat.

XXIII. Le Gouverneur & les autres Officiers qui se rendroient coupables de délits contre l'Etat, soit en violant quelque partie de la présente Constitution, soit par malversation ou corruption, pourront être poursuivis sur une accusation en crime d'Etat par l'Assemblée générale, ou sur la décision du grand Juré de quelqu'une des Cours supérieures de cet Etat.

XXIV. L'Assemblée générale nommera tous les trois ans un Secrétaire pour cet Etat, par le scrutin réuni des deux Chambres.

XXV. Aucun de ceux qui ont été jusques à présent ou qui seront par la suite Receveurs des deniers publics, ne pourra avoir de place dans l'une ou dans l'autre Chambre de l'Assemblée générale, ni être éligible pour aucune charge dans cet Etat, qu'après avoir rendu ses comptes & avoir payé à la Trésorerie toutes les sommes

dont il étoit comptable & qu'il pourroit devoir.

XXVI. Aucun Trésorier n'aura de place ni dans le Sénat, ni dans la Chambre des Communes, ni dans le Conseil d'Etat, pendant tout le tems qu'il possédera sa charge, ni avant d'avoir finalement appuré ses comptes avec le Public, pour tout l'argent appartenant à l'Etat qui pourra être entre ses mains au terme où il sortira de charge, ni avant d'avoir soldé entre les mains du Trésorier son successeur tout ce dont il se trouvera reliquataire.

XXVII. Aucun Officier de Troupes réglées ou de Marine au service & à la paie, soit des Etats-Unis, soit de cet Etat, soit de tout autre, & aucun traitant ou agent pour les fournitures de vivres ou d'habillement à des Troupes réglées ou à une Marine quelconques, ne pourront avoir de place ni dans le Sénat, ni dans la Chambre des Communes, ni dans le Conseil d'Etat, & ne feront éligibles pour aucune de ces places; & tout Membre du Sénat, de la Chambre des Communes ou du Conseil d'Etat, qui seroit nommé à quelque emploi de cette nature, & qui l'accepteroit, feroit par cela seul vaquer sa place.

XXVIII. Aucun Membre du Conseil d'Etat n'aura de place ni dans le Sénat, ni dans la Chambre des Communes,

XXIX. Aucun Juge des Cours supérieures de

Loi ou d'Equité, ni aucun Juge d'Amirauté n'auront de place ni dans le Sénat, ni dans la Chambre des Communes, ni dans le Conseil d'Etat.

XXX. Aucun Secrétaire d'Etat, aucun Procureur général, ni aucuns Greffiers de Cours à registres, n'aura de place ni dans le Sénat, ni dans la Chambre des Communes, ni dans le Conseil d'Etat.

XXXI. Aucun Ministre ou Prédicateur de l'Evangile, de quelque Communion qu'il soit, ne pourra être Membre ni du Sénat, ni de la Chambre des Communes, ni du Conseil d'Etat, tant qu'ils continuera d'exercer les fonctions ecclésiastiques.

XXXII. Toute personne qui ne reconnoitra pas l'existence de Dieu, la vérité de la Religion Protestante, & l'autorité divine de l'ancien & du nouveau Testament, ou qui professera des principes religieux incompatibles avec la liberté & la sûreté de cet Etat, ne pourra posséder aucune charge ni emploi lucratif ou de confiance dans le Département civil de cet Etat.

XXXIII. Les Juges de Paix pour les Comtés de cet Etat seront à l'avenir présentés & recommandés au Gouverneur en exercice par les Représentans des Comtés respectifs dans l'Assemblée générale, & le Gouverneur leur donnera

des commissions en conséquence ; les Juges de Paix , ainsi pourvus de commissions , garderont leurs charges tant qu'ils se conduiront bien , & ne feront pas destitués de leurs offices par l'Assemblée générale , à moins de mauvaise conduite , d'absence ou d'incapacité légale.

XXXIV. Il n'y aura point dans cet Etat d'établissement pour une Eglise ou une Secte religieuse quelconques par préférence à aucune autre , & personne , sous quelque prétexte que ce soit , ne fera forcé de se rendre à un lieu particulier de culte contre sa foi & son opinion , ni obligé de payer pour l'achat d'un terrain ou pour la construction d'une maison destinée au culte religieux , ou pour l'entretien des Ministres ou d'un ministère de Religion , contre ce qu'il croira juste & raisonnable , ou contre ce qu'il se fera engagé volontairement & personnellement à faire ; mais toutes personnes auront le libre exercice de leur culte ; bien entendu que l'on ne pourra rien inférer du présent article , pour exempter les Prédicateurs qui feroient des discours séditieux & tendant à la trahison , d'être poursuivis & punis selon les Loix.

XXXV. Personne dans l'Etat ne pourra posséder à la fois plus d'un emploi lucratif ; mais aucun emploi dans la Milice , ni les offices de Juges de Paix ne seront pas considérés comme emplois lucratifs.

XXXVI. Toutes les commissions & concessions seront données au nom de l'Etat de la Caroline Septentrionale, & elles seront certifiées & signées par le Gouverneur. Tous les actes publics seront intitulés de la même manière, & seront certifiés & signés par les Greffiers des Cours respectives. Les plaintes seront terminées par ces mots, *contre la paix & la dignité de l'Etat.*

XXXVII. Les Délégués pour cet Etat au Congrès Continental, tant qu'il sera nécessaire d'y en envoyer, seront choisis annuellement au scrutin par l'Assemblée générale, mais ils pourront être révoqués de la même manière dans le cours de l'année, & personne ne sera élu plus de trois années consécutives pour servir en cette qualité.

XXXVIII. Il y aura dans chacun des Comtés de cet Etat un Shériff, un ou plusieurs Coroners, & des Connétables.

XXXIX. A l'exception des cas où il y auroit une forte présomption de fraude, la personne d'un débiteur ne pourra pas être retenue en prison, après qu'il aura fait de bonne foi une cession de tous ses biens meubles & immeubles au profit de ses créanciers, de la manière qu'il fera réglée dans la suite par la Loi. Tous prisonniers seront élargis sous cautions suffisantes, excepté ceux pour crimes capitaux, lorsqu'il y aura des preuves évidentes ou de fortes présomptions.

XL. Tout Etranger qui viendra s'établir dans cet Etat, après avoir au préalable prêté serment de fidélité à l'Etat, pourra acheter ou acquérir de toute autre manière, posséder & transférer des terres ou autres immeubles; & après une année de résidence, il sera réputé Citoyen libre.

XLI. Il sera établi par la Législature une ou plusieurs Ecoles pour donner à la jeunesse une éducation convenable, avec des salaires payés par le Public pour les Maîtres, qui les mettent en état de donner l'éducation à un prix modique; & toutes les connoissances utiles seront duement encouragées & perfectionnées dans une ou plusieurs Universités.

XLII. Il ne sera fait aucun achat de terres des Indiens, qu'au profit du Public & par l'autorité de l'Assemblée générale.

XLIII. Les Législatures à venir régleront les substitutions, de manière à en éviter la perpétuité.

XLIV. Il est statué que la Déclaration des droits ci-dessus fait partie de la Constitution de cet Etat, & ne doit jamais être violée sous quelque prétexte que ce soit.

XLV. Tout Membre de l'une ou l'autre des Chambres de l'Assemblée générale aura la liberté d'avoir un avis différent, & de protester contre tous actes ou résolutions qu'il pourra regarder
comme

comme nuisibles au Public, & de faire enregistrer sur les Journaux les motifs de son avis contraire à celui qui aura passé.

XLVI. L'une ni l'autre des Chambres de l'Assemblée générale ne pourra procéder à l'expédition des affaires publiques, à moins que la plus grande partie de ses Membres ne soient présens; & d'abord qu'une proposition aura été *secon-
dée* (4), les oui & non seront pris sur la question, & enregistrés sur les Journaux : les Journaux des actes & délibérations de l'une & de l'autre Chambres seront imprimés & publiés immédiatement après leur ajournement.

La présente Constitution ne devra pas empêcher le Congrès, actuellement assemblé pour sa confection, de faire des réglemens provisoires & momentanés pour le bon ordre de cet Etat, jusqu'à ce que l'Assemblée générale établisse le Gouvernement, conformément à la manière ci-dessus développée.

RICHARD CASWEL, Président.

Dix-huit Décembre mil sept cent soixante-

(4) On appelle une proposition *secon-
dée*, lorsqu'elle est appuyée par un second Votant, après celui qui l'a faite : toute proposition dans cet état a droit à être débattue.

354 CONSTITUTION, &c.
seize, lu pour la troisième fois & ratifié en Con-
grès tenu publiquement.

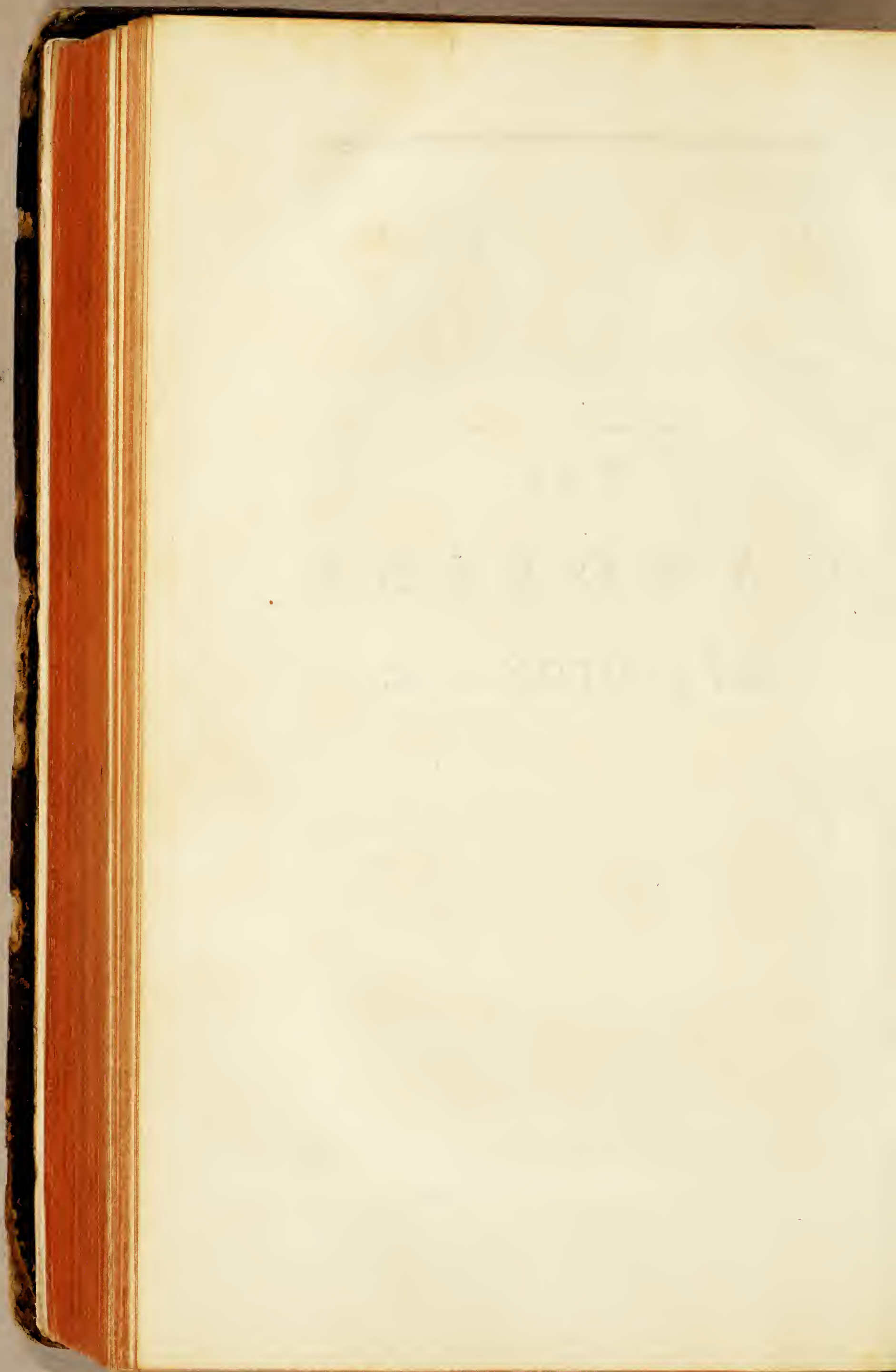
Par ordre.

JACQUES GREEN JUN, Secrétaire.

XII.

C A R O L I N E

MÉRIDIONALE.



C A R O L I N E

M É R I D I O N A L E.

*A C T E pour établir la Constitution de
l'Etat de la Caroline Méridionale,
passé le dix-neuf Mars mil sept cent
soixante-dix-huit.*

P R É A M B U L E.

C O M M E la Constitution ou Forme de Gouverne-
ment que les Habitans libres de cet Etat assemblés
en Congrès, ont faite & arrêtée le vingt-six Mars
mil sept cent soixante-seize, n'étoit que momen-
tanée, & appropriée seulement à la situation des
affaires publiques à cette époque, où l'on envisa-
geoit encore un accommodement avec la grande
Bretagne comme un événement possible, & même
désiré. Et comme les Colonies unies de l'Amé-
rique sont depuis ce temps devenues *Etats indé-*

pendans, & que le lien politique qui avoit subsisté jusqu'alors entr'elles & la Grand-Bretagne, a été entièrement rompu par la Déclaration de l'Honorable Congrès Continental, en date du quatre Juillet mil sept cent soixante-seize, pour les grands, nombreux & puissans motifs qui y sont développés; il devient absolument nécessaire de former une Constitution nouvelle, & appropriée à ce grand événement.

En conséquence Son Excellence *Rawlins Lowndes*, Ecuyer, Président & Commandant en Chef dans l'Etat de la Caroline Méridionale, & les Honorables Conseil Législatif & Assemblée générale décident & déclarent en vertu de leur autorité :

Que les articles suivans convenus & arrêtés par les Habitans libres de cet Etat actuellement réunis en Assemblée générale, seront tenus & réputés pour être la Constitution & la Forme de Gouvernement dudit Etat, à moins qu'ils ne soient changés par la Puissance Législative; & que cette Constitution ou Forme de Gouvernement aura lieu, & sera en vigueur le jour même de la passation du présent acte, à l'exception des parties mentionnées ou spécifiées ci-après.

CONSTITUTION.

ART. I. **L**E titre de ce pays fera dans la suite, *Etat de la Caroline Méridionale*.

II. La Puissance Législative sera confiée à une Assemblée générale, composée de deux Corps distincts & séparés, *un Sénat, & une Chambre des Représentans*; mais la Législature de cet Etat, telle qu'elle a été établie par la Constitution ou Forme de Gouvernement, passée le vingt-six Mars mil sept cent soixante-seize, sera continuée, & demeurera en pleine vigueur jusqu'au vingt-neuf Novembre prochain.

III. Aussi-tôt qu'il sera possible, après la première séance du Sénat & de la Chambre des Représentans, qui vont être prochainement élus, & dans la suite à chaque première séance des Séats & des Chambres de Représentans qui seront élus à l'avenir en vertu de la présente Constitution; ces deux Corps réunis dans la Chambre des Représentans choisiront au scrutin, soit parmi leurs propres Membres, soit dans l'universalité du Peuple, un Gouverneur & Commandant en Chef, & un Lieutenant-Gouverneur, qui tous deux resteront en charge pendant deux années,

& les Membres du Conseil Privé, qui tous ainsi que le Gouverneur & le Lieutenant-Gouverneur feront de la Religion Protestante ; mais jusqu'à ce que ce choix soit fait, l'ancien Président, ou Gouverneur & Commandant en Chef, l'ancien Vice-Président, ou Lieutenant-Gouverneur suivant le cas, & l'ancien Conseil Privé continueront d'exercer leurs fonctions.

IV. Lorsqu'un Membre du Sénat ou de la Chambre des Représentans sera choisi pour Gouverneur & Commandant en Chef, ou pour Lieutenant-Gouverneur, & entrera en exercice, la place qu'il occupoit dans l'un ou l'autre de ces Corps, vaquera, & l'on y pourvoira par une nouvelle élection.

V. Tout Sujet élu Gouverneur & Commandant en Chef de l'Etat, Lieutenant-Gouverneur, ou Membre du Conseil Privé, devra faire preuve des qualités suivantes ; savoir, pour le Gouverneur & le Lieutenant-Gouverneur, d'avoir résidé dans cet Etat pendant les dix, & pour les Membres du Conseil Privé, pendant les cinq années qui auront immédiatement précédé leur élection ; & pour tous, de posséder dans l'Etat en leur propre & privé nom, un bien-fonds en valeur ou franchise, valant au moins dix mille livres sterling, au taux des effets ayant cours dans cet Etat, & libre de toutes dettes ; ils devront, après leur élec-

tion, certifier leurs qualités par serment dans la Chambre des Représentans.

VI. Aucun Gouverneur & Commandant en Chef qui aura été deux ans en charge, ne fera dans la suite, éligible pour la même charge qu'après quatre années révolues depuis le moment où il l'aura quittée.

VII. Le Gouverneur & le Lieutenant-Gouverneur de cet Etat ne pourront être en même tems revêtus d'aucune autre charge, accepter aucune autre commission, ni avoir aucun autre emploi, à l'exception de ceux de la Milice, soit dans cet Etat, soit dans aucun autre, soit sous l'autorité du Congrès Continental.

VIII. Dans le cas où le Gouverneur & Commandant en Chef seroit accusé de crime d'Etat, dans le cas où il seroit destitué, viendrait à mourir, donneroit sa démission ou s'absenteroit de l'Etat, le Lieutenant-Gouverneur lui succédera dans sa charge, & le Conseil Privé choisira parmi ses Membres un Lieutenant-Gouverneur de l'Etat. Et dans le cas d'une accusation en crime d'Etat contre le Lieutenant-Gouverneur, ou de sa destitution, de sa mort, de sa démission ou de son absence de l'Etat, le Conseil Privé lui choisira un successeur parmi ses Membres : les Officiers ainsi élus pour remplacer, continueront d'exercer les fonctions de ces charges, jusqu'à ce qu'il ait

été pourvu par le Sénat & la Chambre des Représentans à la nomination de nouveaux Titulaires, pour le tems d'exercice qui resteroit encore aux Gouverneur ou Lieutenant-Gouverneur, accusés ou destitués, morts, démis ou absens.

IX. Le Conseil Privé sera composé du Lieutenant-Gouverneur en exercice, & de huit autres Membres, dont cinq feront un *Quorum*; ils seront élus, en la maniere ci-devant ordonnée, quatre pour rester deux ans en charge, & quatre pour une année seulement; à l'expiration de cette premiere année il en sera choisi quatre autres pour remplacer les derniers, mais ces quatre nouveaux seront élus pour deux ans; dans la suite tous les Membres du Conseil Privé seront élus pour deux années, afin qu'il y ait tous les ans une élection nouvelle de la moitié du Conseil Privé, & qu'il s'y établisse une rotation constante; aucun Membre du Conseil Privé qui aura été deux ans en charge ne sera éligible de nouveau pour entrer dans ce Conseil, qu'après quatre années révolues depuis sa sortie. Aucun Officier des troupes réglées de terre, ou de la marine, soit au service de cet Etat, soit au service Continental, & aucun Juge d'aucune Cour de Justice, ne seront éligibles pour le Conseil Privé, non plus que le pere, le fils ou les freres du Gouverneur en exercice, pendant la durée de son administration. Lorsqu'un Membre

du Sénat ou de la Chambre des Représentans , fera choisi pour entrer dans le Conseil Privé , la place qu'il occupoit ne vaquera point par cette élection ; mais s'il étoit choisi pour être Lieutenant-Gouverneur , elle vaqueroit sur le champ , & il seroit pourvu à son remplacement Le Conseil Privé est fait , pour conseiller le Gouverneur & Commandant en Chef quand il le demandera ; mais celui-ci ne sera obligé de le consulter que dans les cas pour lesquels la Loi l'aura ordonné. Si un Membre du Conseil Privé vient à mourir , ou sort de l'Etat pendant les vacances de l'Assemblée générale , le Conseil choisira un autre Sujet pour tenir sa place jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu par le Sénat & la Chambre des Représentans. Le Greffier du Conseil Privé tiendra un Journal exact de tout ce qui s'y passera ; il y enregistra les oui & non sur chaque question , & les avis de tous les Membres qui le désireront avec leurs motifs tout au long : ce Journal sera présenté à la Législature toutes les fois que l'une ou l'autre Chambre le demandera.

X. Dans le cas où le Gouverneur , & le Lieutenant-Gouverneur s'absenteroient du chef-lieu du Gouvernement , & dans le cas de maladie de l'un ou de l'autre , le Gouverneur donnera une autorisation revêtue de sa signature & de son sceau à un Membre du Conseil Privé , pour faire les fonctions

de Gouverneur ou de Lieutenant-Gouverneur; & cette nomination ne fera point vaquer la place de ce Conseiller dans le Conseil Privé, dans le Sénat, ni dans la Chambre des Représentans.

XI. La Puissance exécutive sera confiée au Gouverneur & Commandant en Chef de la manière prescrite par la présente Constitution.

XII. Chaque Paroisse & District de cet Etat, élira au scrutin un Membre du Sénat dans la journée du dernier lundi du mois de Novembre prochain, & dans celle du lendemain; & tous les deux ans à pareils jours, il y aura une semblable élection. Mais le District des Paroisses de Saint Philippe & de Saint Michel à Charles-Town, par exception à cette règle générale, en élira deux; il y aura aussi exception pour le District situé entre Broad river (*la large riviere*), & la riviere de Saludy, qui est partagé en trois divisions, *le bas District*, *le District de la petite riviere*, & *le haut District*, ou *District de Sparte*, dont chacun élira un Sénateur; tandis qu'au contraire les Paroisses de Saint Mathieu & d'Orange n'en éliront qu'un; & les deux Paroisses du Prince George & de Tous les Saints, un seul aussi pour toutes deux. L'élection des Sénateurs pour ces quatre dernières Paroisses, se fera jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par la Législature, dans la Paroisse de Saint George pour elle & la Paroisse de Tous

les Saints, & dans la Paroisse de Saint Mathieu pour elle & pour la Paroisse d'Orange. Le Sénat devra s'assembler le premier lundi du mois de Janvier qui suivra son élection, dans le chef-lieu du Gouvernement, à moins que les événemens de la guerre, ou que des maladies contagieuses ne permissent pas de s'y assembler en sûreté; auquel cas le Gouverneur & Commandant en chef en exercice, pourra de l'avis & du consentement du Conseil Privé, désigner par une proclamation un autre lieu d'Assemblée plus sûr & plus commode. Le Sénat ainsi élu subsistera pendant l'espace de deux ans, à compter du dernier lundi de Novembre; & personne ne fera éligible pour une place dans le Sénat, à moins d'être de la Religion Protestante, d'avoir au moins trente ans, & d'avoir résidé pendant cinq ans dans cet Etat. Il ne faudra pas moins de treize Membres du Sénat pour constituer un *Quorum*; mais le Président seul, ou trois Sénateurs pourront l'ajourner du jour au lendemain. Aucune personne résidant dans une Paroisse ou un District pour lequel il sera élu, ne pourra occuper une place de Sénateur, à moins de posséder en son propre & privé nom, dans ladite Paroisse ou dans le District, un bien-fonds en valeur ou franche-tenue valant au moins deux mille livres sterling au taux des effets ayant cours dans cet Etat, quitte de toutes dettes; & aucune

personne non résidente ne fera éligible pour une place de Sénateur, à moins de posséder, en son propre & privé nom, dans la Paroisse ou le District qui l'auront élue, un bien-fonds en valeur ou franche-tenue valant au moins sept mille livres sterling au taux des effets ayant cours, quitte de toutes dettes.

XIII. Le dernier lundi du mois de Novembre prochain & le jour suivant, & les mêmes jours de chaque seconde année par la suite, les Membres de la Chambre des Représentans seront élus, pour s'assembler dans le chef-lieu du Gouvernement, le premier lundi de Janvier suivant, à moins que les événemens de la guerre ou que des maladies contagieuses ne permissent pas de s'y assembler avec sûreté; auquel cas le Gouverneur & Commandant en chef en exercice, pourra, de l'avis & du consentement du Conseil Privé, désigner par une proclamation, un lieu d'assemblée plus sûr & plus commode: la Chambre des Délégués ainsi élue, subsistera pendant deux ans, à compter du dernier lundi de Novembre.

Chacune des Paroisses & chacun des Districts de cet Etat enverront des Membres à l'Assemblée générale dans la proportion suivante: savoir,

Le District des Paroisses de Saint Philippe & de Saint Michel à Charles-Town, enverra trente Représentans.

La Paroisse de Christ-Church (*de l'Eglise de Christ*), six Représentans.

La Paroisse de Saint Jean, dans le Comté de Berkley, six Représentans.

La Paroisse de Saint André, six Représentans.

La Paroisse de Saint George-Dorchester, six Représentans.

La Paroisse de Saint James (*Jacques*), Goose Creek (*dans la Crique de l'Oye*) six Représentans.

Le District des Paroisses de Saint Thomas & Saint Denis, six Représentans.

La Paroisse de Saint Paul, six Représentans.

La Paroisse de Saint Barthélemy, six Représentans.

La Paroisse de Sainte Hélène, six Représentans.

La Paroisse de Saint James, Santee, six Représentans.

La Paroisse du Prince George-Winyah, quatre Représentans.

La Paroisse de Tous-les-Saints, deux Représentans.

La Paroisse du Prince Frederick, six Représentans.

La Paroisse de Saint Jean, dans le Comté de Colleton, six Représentans.

La Paroisse de Saint Pierre, six Représentans.

La Paroisse du Prince William (*Guillaume*), six Représentans.

La Paroisse de Saint Stephen (*Étienne*) six Représentans.

Le District, à l'Est de la rivière Watteree, dix Représentans.

Le District de Ninety-six, *quatre-vingt-seize*, dix Représentans.

Le District de Saxe-Gotha, six Représentans.

Le District entre Broad River (*la large rivière*) & la rivière Saludy, en trois Divisions, savoir :

Le bas District, quatre Représentans.

Le District de Little-River (*la petite rivière*), quatre Représentans.

Le haut District, ou District de Sparte, quatre Représentans.

Le District entre Broad River & la rivière Catawba, dix Représentans.

Le District appelé, la Nouvelle Acquisition, dix Représentans.

La Paroisse d'Orange, trois Représentans.

La Paroisse de Saint David, six Représentans.

Le District entre la rivière Savannah & le bras Septentrional de la rivière d'Edisto, six Représentans.

Il sera procédé à l'élection des Représentans d'une manière aussi conforme qu'il sera possible, aux directions du présent ou des futurs actes d'élection. Pour les Paroisses ou Districts où il n'y a point d'Eglise, ou dans lesquels il n'y a point de

de Marguilliers , la Chambre des Représentans désignera suffisamment à tems , avant de se séparer , des lieux d'élection & commettra des personnes pour recevoir les suffrages & dresser les procès-verbaux. Quant aux qualités pour être Electeurs , elles seront réglées comme il suit : Tout homme blanc , libre , (& aucun autre n'y sera admis) qui reconnoitra l'existence d'un Dieu , & croira à un état futur de récompenses & de punitions , qui aura atteint l'âge de vingt-un ans , & aura résidé & habité dans cet Etat pendant une année entière avant le jour fixé pour l'élection dans laquelle il prétendra voter , qui aura une franche-tenue de cinquante acres de terre au moins , ou un *lot de Ville* (1) , & qui aura été légalement faisi & propriétaire de ces biens six mois au moins avant la susdite élection , ou qui aura payé les taxes l'année précédente , ou qui dans l'année courante , six mois au moins avant l'élection , aura été susceptible d'une taxe égale à

(1) L'origine de cette dénomination vient de ce qui s'est pratiqué lors de la fondation de plusieurs villes d'Amérique : on divisa d'abord le terrain où l'on devoit bâtir , en petites parties suffisantes chacune pour une maison & un jardin , chaque personne qui avoit acheté mille acres dans le District , eut droit à une de ces portions , qui furent numérotées & tirées au sort ; de-là leur est venu le nom de *Lot de Ville* , qu'elles portent encore.

celle de cinquante acres de terre , pour le maintien du Gouvernement , fera réputé avoir qualité pour donner son suffrage , & capable d'élire un ou plusieurs Membres du Sénat , ou de la Chambre des Représentans , pour la Paroisse ou le District dans lequel il réside actuellement , ou pour toute autre Paroisse , ou tout autre District de cet Etat dans lesquels il aura une franche-tenue semblable. Les Electeurs prêteront serment ou feront affirmation , qu'ils ont les qualités prescrites , s'ils en sont requis par l'Officier chargé du procès-verbal. Personne ne sera éligible pour une place dans la Chambre des Représentans , à moins d'être de la Religion Protestante , & d'avoir résidé dans cet Etat pendant trois ans avant son élection. Les qualités des Sujets élus , s'ils résident dans la Paroisse ou le District pour lequel on les élira , seront celles mentionnées dans l'acte d'élection , bien entendu que leur bien sera quitte de toutes dettes. Mais s'ils ne résident pas dans la Paroisse ou le District qui les éliront , il faudra qu'ils soient Propriétaires en leurs propres & privés noms , dans cette Paroisse ou ce District , d'un bien-fonds en valeur ou franche-tenue valant au moins trois mille cinq cent livres sterling , au taux des effets ayant cours , & quitte de toutes dettes.

XIV. Si quelques Paroisses ou Districts négligent ou refusent d'élire des Représentans , ou si

quelques Représentans élus ne se rendent pas au lieu de la Session ; ceux qui s'y trouveront auront tous les pouvoirs de l'Assemblée générale. Il faudra soixante-neuf Membres présens au moins pour constituer un *Quorum* de la Chambre des Représentans ; mais l'Orateur ou sept Représentans pourront l'ajourner du jour au lendemain.

XV. Au bout de sept ans après la publication de la présente Constitution, & au bout de chaque quatorzième année dans la suite, il sera fait une nouvelle assiette de représentation pour tout l'Etat, dans la proportion la plus égale & la plus exacte, d'après la population absolue & relative, & d'après les propriétés imposables dans chacune des parties de l'Etat, en ayant toujours égard au nombre des Habitans blancs, & aux propriétés susceptibles de taxes.

XVI. Tous les Bills de levée d'argent pour subvenir au maintien du Gouvernement, seront d'abord proposés dans la Chambre des Représentans ; le Sénat pourra les rejeter purement & simplement, mais il ne pourra ni les altérer, ni les changer. Il ne pourra être tiré d'argent du trésor public, que par l'autorité législative. Tous les autres Bills ou Ordonnances pourront être proposés en première instance dans le Sénat ou dans la Chambre des Représentans, & être changés, corrigés ou rejetés par l'une & l'autre des deux Cham-

bre. Les Actes & les Ordonnances qui auront été passés à l'Assemblée générale seront scellés du grand sceau , par un Comité composé des deux Chambres , qui ira prendre le sceau chez le Gouverneur , & le lui rendre ; ils seront signés dans la Chambre du Sénat, par le Président du Sénat, & par l'Orateur de la Chambre des Représentans ; ils auront dès-lors force de Loi, & seront déposés dans le Greffe du Secrétaire. Le Sénat & la Chambre des Représentans jouiront respectivement de tous les privilèges qui ont été, dans quelque tems que ce soit , prétendus ou exercés par la Chambre des Communes de l'Assemblée.

XVII. Le Sénat ni la Chambre des Représentans ne pourront pas s'ajourner eux-mêmes pour un tems plus long que trois jours , sans le consentement mutuel des deux. Le Gouverneur & Commandant en chef ne pourra ni les ajourner , ni les proroger, ni les dissoudre. Mais il pourra , dans les cas de nécessité , par & avec l'avis & le consentement du Conseil privé , convoquer ces deux Corps avant le terme auquel ils se feroient ajournés. Lorsqu'un Bill aura été rejeté par l'une ou l'autre des deux Chambres , il ne pourra pas être proposé de nouveau pendant la même Session , sans la permission de cette Chambre, & dans ce cas on donnera avis six jours à l'avance de la nouvelle proposition qui doit en être faite.

XVIII. Le Sénat & la Chambre des Représentans choisiront leurs Officiers respectifs, par la voie du scrutin, sans contrôle de l'un des Corps sur l'autre. Et, pendant qu'ils seront en vacance, le Président du Sénat, & l'Orateur de la Chambre des Représentans expédieront les lettres pour remplir les places qui viendront à vaquer par mort dans leurs Chambres respectives, en donnant connoissance du tems marqué pour l'élection, trois semaines au moins, & trente-cinq jours au plus à l'avance.

XIX. Si quelque Paroisse ou District néglige d'élire un ou plusieurs Membres le jour de l'élection, ou si quelqu'un des Sujets élus pour l'une ou l'autre Chambre, refuse de faire preuve de ses qualités ou de prendre sa séance, s'il vient à mourir, ou s'il sort de l'Etat, le Sénat & la Chambre des Représentans, selon le cas, indiqueront des jours convenables pour la nouvelle élection d'un ou de plusieurs nouveaux Membres, s'il y a lieu.

XX. Si quelque Membre du Sénat ou de la Chambre des Représentans accepte quelque place lucrative, ou quelque commission, autre que les emplois dans la Milice, les Offices de Juge de Paix, ou celles qui sont exceptées par l'Article X, sa place de Sénateur ou de Représentant vaquera, & il y sera pourvu par une nouvelle élection;

mais il ne fera pas inhabile à y rentrer , s'il est réélu , à moins qu'il n'ait été nommé Secrétaire d'Etat , Commissaire de la Trésorerie , Officier des Douanes , Garde des registres des actes de ventes , Greffier de l'une des Cours de Justice , Shériff , Receveur des Poudres , Secrétaire du Sénat , de la Chambre des Représentans , ou du Conseil privé , Arpenteur général , ou Commissaire des approvisionnement militaires ; tous les Officiers ci-dessus étant déclarés par la présente Constitution inhabiles à être Sénateurs ou Représentans.

XXI. Comme les Ministres de l'Evangile sont dévoués par leur profession au service de Dieu & au soin des ames , & ne doivent pas être détournés des devoirs importans que ces fonctions leur imposent ; aucun Ministre de l'Evangile , ni aucun Prédicateur public , de quelque Communion qu'il soit , ne fera éligible pour Gouverneur , Lieutenant-Gouverneur , Sénateur , Représentant , ou Membre du Conseil privé , tant qu'il exercera les fonctions ecclésiastiques , ni pendant deux ans après les avoir quittées.

XXII. Les Délégués pour représenter cet Etat dans le Congrès des Etats-Unis , seront élus par le scrutin réuni du Sénat & de la Chambre des Représentans dans cette dernière Chambre. Et l'on ne pourra rien interpréter dans la présente

Constitution, pour faire regarder comme vacante la place de tout Membre qui est ou pourra être Délégué au Congrès, en vertu de cette qualité.

XXIII. Le droit & le pouvoir d'intenter une accusation en crime d'Etat pour mauvaise conduite ou corruption dans leurs offices respectifs, contre tous les Officiers de l'Etat qui ne sont justiciables d'aucune autre Jurisdiction, appartiendront à la Chambre des Représentans; mais il sera toujours nécessaire que les deux tiers des Membres présens concourent & consentent à ce que l'accusation soit intentée. Les Sénateurs & les Juges de cet Etat n'étant point Membres de la Chambre des Représentans, formeront une Cour pour connoître de ces accusations, d'après les réglemens qui seront établis par la Législature. Avant de procéder aux affaires de cette nature, les Membres de cette Cour prêteront respectivement serment de procéder & de juger sur la charge en question avec impartialité, en conscience & conformément aux preuves. Et dans tous procès pour crimes d'Etat, ainsi que dans tous autres, il sera accordé un conseil à l'accusé.

XXIV. Le Lieutenant-Gouverneur de cet Etat & une majorité du Conseil privé en exercice auront les pouvoirs, & exerceront les fonctions

de *Cour de Chancellerie* jusques à ce que la Législature en ait autrement ordonné. Il sera établi dans les différens Districts de cet Etat des *Ordinaires* (2), choisis par le scrutin du Sénat & de la Chambre des Représentans réunis dans cette dernière Chambre, & qui auront les pouvoirs & exerceront dans leurs Districts respectifs les fonctions exercées jusques à présent par l'Ordinaire; & jusques à ce que cette nomination soit faite, l'Ordinaire actuel à Charles-Town continuera d'exercer sa charge comme par le passé.

XXV. La Jurisdiction de la Cour d'Amirauté sera restreinte aux affaires maritimes.

XXVI. Les Juges de Paix seront nommés par le Sénat & la Chambre des Représentans conjointement, & recevront du Gouverneur & Commandant en chef leurs commissions, dont la durée sera soumise à la volonté des deux Chambres. Ils auront le droit de recevoir les émolumens fixés jusques à présent par la Loi; mais lorsqu'ils ne seront pas en fonctions de Magistrature, ils n'auront droit à aucun des privileges que la Loi leur accorde.

(2) L'*Ordinaire* est un Officier de Justice qui donne les lettres d'administration pour les biens des gens qui sont morts, qui enregistre les testamens, reçoit les comptes des Exécuteurs-Testamentaires & des Administrateurs.

XXVII. Tous les autres Officiers de Justice seront choisis par le scrutin réuni du Sénat & de la Chambre des Représentans, & à l'exception des Juges de la Cour de Chancellerie, ils recevront tous du Gouverneur & Commandant en chef leurs commissions durables, tant qu'ils se conduiront bien, mais ils seront destitués sur une adresse du Sénat & de la Chambre des Représentans.

XXVIII. Les Shériffs, ayant les qualités prescrites par la Loi, seront choisis de la même manière par le Sénat & la Chambre des Représentans, après les élections du Gouverneur, du Lieutenant-Gouverneur & du Conseil privé; ils recevront du Gouverneur & Commandant en chef leurs commissions pour deux ans; &, avant d'entrer en fonctions, ils présenteront une caution comme la Loi le prescrit.

Aucun Shériff ayant servi deux ans ne sera éligible pour la même charge, avant quatre années révolues depuis sa sortie de place, mais il continuera d'exercer les fonctions de sa charge jusqu'à ce que son successeur soit nommé. Personne ne pourra être élu Shériff dans aucun District, à moins d'y avoir résidé pendant les deux années qui auront précédé l'élection.

XXIX. Il sera choisi de la même manière, par le scrutin du Sénat & de la Chambre des

Représentans réunis dans cette dernière Chambre, deux Commissaires de la Trésorerie, un Secrétaire d'Etat, des Gardes des registres des actes de vente pour chaque District, un Procureur général, un Commissaire général Arpenteur, un Receveur des Poudres, des Collecteurs, des Contrôleurs & des Employés pour les Douanes, & tous ces Officiers recevront du Gouverneur & Commandant en chef leurs commissions pour deux ans. Aucun d'eux respectivement, après avoir servi quatre ans, ne sera éligible pour le même emploi qu'au bout de quatre années révolues depuis sa sortie de place; mais ils continueront à exercer leurs fonctions jusques à ce que leurs successeurs soient nommés. Au reste aucunes des dispositions de cet article ne pourront s'appliquer ni s'étendre aux différentes personnes nommées sous la précédente Constitution pour les différens offices désignés ci-dessus. Les Commissaires de la Trésorerie & les Receveurs des Poudres présens & à venir fourniront, chacun pour soi, une obligation de cautionnement avec une caution recevable, le tout conformément à la Loi.

XXX. Tous les Officiers des Troupes réglées de terre & de la Marine, du grade de Capitaine & au-dessus, seront choisis par le scrutin du Sénat & de la Chambre des Représentans

réunis dans cette dernière Chambre, & recevront leurs commissions du Gouverneur & Commandant en chef; & tous les autres Officiers des Troupes réglées de terre & de la Marine de cet Etat seront brevetés par le Gouverneur & Commandant en chef.

XXXI. En cas de vacance de quelqu'un des offices qui sont, en vertu des articles précédens, à la nomination du Sénat & de la Chambre des Représentans, le Gouverneur & Commandant en chef, par & avec l'avis du Conseil privé, y pourra par *interim* jusques à ce que le Sénat & la Chambre des Représentans aient fait une élection pour remplir les places vacantes.

XXXII. Le Gouverneur & Commandant en chef, par & avec l'avis & le consentement du Conseil privé, pourra nommer pour un tems à sa volonté tous les autres Officiers nécessaires, à l'exception de ceux sur la nomination desquels les Loix ont autrement statué.

XXXIII. Le Gouverneur & Commandant en chef n'aura pas le pouvoir de commencer la guerre, ni de faire la paix, ni de conclure un traité définitif, sans le consentement du Sénat & de la Chambre des Représentans.

XXXIV. Les résolutions des précédens Congrès de cet Etat, & toutes les Loix qui y sont actuellement en vigueur, & qui ne sont point

changées par la présente Constitution, continueront d'y être en vigueur jusqu'à ce qu'elles aient été changées ou abrogées par la Législature de cet Etat, mais celles qui n'étoient faites que pour un tems expireront aux termes respectivement fixés pour leur durée.

XXXV. Le Gouverneur & Commandant en chef en exercice, par & avec l'avis & le consentement du Conseil privé, pourra mettre embargo sur toutes denrées, ou en défendre l'exportation pendant les vacances de l'Assemblée générale, mais pas pour un tems plus long que trente jours.

XXXVI. Toutes personnes élues & nommées à quelque office que ce soit, ou à quelque place de confiance, civile ou militaire, devront, avant d'entrer en fonctions, prêter le serment suivant :

« Je N. reconnois l'Etat de la Caroline Méridionale pour un Etat libre, indépendant & souverain, & que le Peuple de cet Etat ne doit ni fidélité ni obéissance à Georges III, Roi de la Grande-Bretagne. Je renonce, refuse & abjure toute obéissance & fidélité envers lui. Et je jure ou affirme (selon le cas) que je soutiendrai, maintiendrai & défendrai de tout mon pouvoir le susdit Etat, contre ledit George, contre ses hoirs & ses successeurs,

» & contre leurs auteurs, assistans & adhérens;
 » que je servirai ledit Etat dans l'office de
 » avec honneur & fidélité, & que j'y emploierai
 » tout ce que j'ai de talens & de lumières. Sur
 » ce Dieu me soit en aide ».

XXXVII. Il sera accordé aux Officiers publics de cet Etat des appointemens annuels suffisans, dont le taux sera fixé par une Loi.

XXXVIII. Toutes personnes & toutes sociétés religieuses qui reconnoissent l'existence d'un Dieu, un état futur de récompenses & de punitions, & la nécessité d'un culte public seront tolérés. La Religion Chrétienne Protestante sera réputée, & est par la présente Constitution établie & déclarée *la Religion de cet Etat* (3). Toutes les Communions de Chrétiens Protestans qui se conduiront bien & tranquillement dans cet Etat, & qui lui garderont fidélité, jouiront de privileges religieux & civils égaux. Pour remplir ce but desirable sans faire de tort à la propriété religieuse de ces sociétés de Chrétiens qui ont été déjà réunies en corps par les Loix, dans l'objet d'un culte

(3) Ce titre de *Religion de l'Etat*, ne signifie pas que la Religion Chrétienne Protestante sera la seule, & exclura les autres, mais seulement qu'elle sera la seule pour laquelle l'Etat fasse des fonds.

public, & pour donner à toutes les autres sociétés de Chrétiens Protestans, tant celles déjà formées, que celles qui se formeront par la suite, la facilité d'obtenir la même faculté de faire Corps : il est établi, ordonné & déclaré par la présente Constitution, que les différentes sociétés de l'Eglise Anglicane déjà formées dans cet Etat pour l'objet du culte religieux, continueront à faire corps & à jouir des propriétés religieuses dont elles sont actuellement en possession. Que lorsque quinze personnes mâles ou un plus grand nombre, âgées au moins de vingt-un ans, professant la Religion Chrétienne Protestante, conviendront de se former en une société pour l'objet du culte religieux, elles feront, en se conformant aux conditions mentionnées ci-après, bien & duement établies pour former un corps & une Eglise particulière ; qu'elles seront réputées & regardées en vertu des Loix, comme de la Religion de cet Etat ; & que sur leur pétition à la Législature, elles seront autorisées à faire corps & à jouir des mêmes privilèges que toutes les autres. Que toute société de Chrétiens ainsi formée se donnera un nom, ou se distinguera par une dénomination quelconque, sous lesquels elle sera appelée & reconnue en Justice, & que tous ceux qui s'associeront à eux pour le culte, seront réputés appartenir à la société ainsi nom-

mée. Mais qu'avant de procéder à l'établissement de ces sociétés respectives sous des noms particuliers, comme il a été dit ci-dessus, avant de leur donner le droit de faire corps, & pour les y autoriser, il sera nécessaire qu'au préalable chaque société qui le demandera, ait accepté, reconnu & signé dans un livre tenu à cet effet, les cinq articles suivans, sans la reconnoissance desquels aucune convention, aucune union d'hommes formées sous le prétexte de Religion, ne les autorisera à faire corps ni à être réputés de la Religion de cet Etat.

Articles à signer.

1°. Qu'il existe un Dieu éternel, & un état futur de récompenses & de punitions.

2°. Que l'on doit rendre à Dieu un culte public.

3°. Que la Religion Chrétienne est la vraie Religion.

4°. Que les saintes Ecritures de l'ancien & du nouveau Testament sont d'inspiration Divine, & sont les règles de la foi & de la pratique.

5°. Qu'il est conforme aux Loix, & qu'il est du devoir de tout homme, de rendre témoignage à la vérité, lorsqu'il est appelé à cet effet par ceux qui gouvernent.

Tout Habitant de cet Etat appelé pour prendre

Dieu à témoin de la véracité de son témoignage ; aura la permission de le faire de la manière qui fera la plus conforme à ce que sa conscience lui dicte. Afin que le Peuple de cet Etat jouisse toujours du droit d'élire ses Pasteurs & son Clergé, & afin qu'en même tems l'Etat puisse être suffisamment assuré que ceux qui seront admis au Ministère Ecclésiastique, s'acquitteront bien & duement de leurs fonctions, personne ne pourra exercer les fonctions ecclésiastiques pour aucune des Eglises légalement reconnues, à moins d'avoir été choisi par la pluralité des Membres de la Société pour laquelle il voudra les exercer, ou par des personnes que la pluralité de la susdite société auroit nommées pour lui choisir & procurer un Ministre ; tout Ministre ainsi choisi & nommé, devra encore faire & signer la déclaration suivante, outre & par-dessus les cinq articles susdits ; savoir :

Qu'il est déterminé, avec la grace de Dieu, d'instruire, d'après les saintes Ecritures, le Peuple confié à ses soins, & de ne rien enseigner, comme nécessaire au salut éternel, que ce qu'il sera persuadé que l'on peut conclure & prouver d'après les saintes Ecritures ; qu'il usera, tant auprès des malades que des gens sains confiés à ses soins, de toutes les voies particulières & publiques, de conseil & d'avertissement que la nécessité requerra, & que les occasions lui fourniront ;

font ; qu'il fera exact à faire les prières , & les lectures des saintes Ecritures , & aux études qui peuvent aider à les bien connoître ; qu'il fera exact & soigneux à se conformer lui & sa famille à la doctrine du Christ ; & qu'il maintiendra & procurera , autant qu'il lui sera possible , la tranquillité , la paix & l'amour mutuel , parmi tout le Peuple , & spécialement parmi ceux qui sont ou seront confiés à ses soins.

Personne ne gênera , ni ne troublera une assemblée religieuse quelconque , ni ne se servira d'aucune phrase ou expression , soit de reproche , soit injurieuse ou avilissante , contre aucune Eglise ; car c'est un moyen certain de troubler le repos public , & d'empêcher la conversion de tout non-croyant à la vraie Foi , en les engageant dans des querelles , & en suscitant des animosités qui portent à haïr une croyance à laquelle on auroit pu les amener , & à haïr ceux qui la professent. Aucune personne , quelle qu'elle soit , ne devra dans une assemblée religieuse rien proférer d'irrévérent ou de séditieux , sur le Gouvernement de cet État. Personne ne sera obligé par la Loi de payer pour le maintien ou l'entretien d'un culte religieux auquel il ne se fera pas librement uni , ou pour lequel il ne se fera pas volontairement engagé à payer. Mais les Eglises , Chapelles , Presbytères , terres , & toutes autres propriétés , actuel-

lement appartenant à quelqu'une des Sociétés de l'Eglise Anglicane, ou à toutes autres Sociétés religieuses, leur demeureront & leur seront assurées à perpétuité. Les Pauvres seront secourus, & les élections conduites en la manière accoutumée, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à des Loix pour régler ces objets de la manière la plus équitable.

XXXIX. La totalité de l'Etat sera divisée en Districts & Comtés, & il sera établi des Cours de Comté, aussitôt qu'il aura pu être statué par des Loix sur ces différens objets.

XL. Les Loix pénales usitées jusqu'à présent, seront réformées, les peines seront rendues dans quelques cas moins sanguinaires, & en général plus proportionnées aux délits.

XLI. Aucun homme libre de cet Etat ne pourra être arrêté, emprisonné, dépouillé de sa franchise, de ses immunités ou privilèges, mis hors de la protection des Loix, exilé, ni privé en aucune manière de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété, que par un jugement de ses Pairs, en vertu de la Loi du pays.

XLII. Le Militaire sera subordonné à la Puissance Civile de l'Etat.

XLIII. La liberté de la presse sera conservée inviolablement.

XLIV. Aucune partie de la présente Constitution

ne pourra être changée, sans qu'il soit donné préalablement connoissance du projet d'y faire un changement quatre-vingt-dix jours à l'avance ; & il ne sera rien changé dans aucune partie de la présente Constitution sans le consentement de la pluralité des Membres du Sénat & de la Chambre des Représentans.

XLV. Le Sénat & la Chambre des Représentans ne procéderont à l'élection d'un Gouverneur, ou d'un Lieutenant-Gouverneur, que lorsqu'il y aura plus de moitié au moins de leurs Membres respectifs présens.

Dans la Chambre du Conseil, dix-neuf Mars mil sept soixante-dix-huit.

Consentie ;

RAWLIN LOWNDES.

HUGH RUTLEDGE, Orateur du Conseil Législatif.

THOMAS BEE, Orateur de l'Assemblée générale.

En Assemblée générale, dix-neuf Mars mil sept soixante-dix-huit.

Publié par ordre de la Chambre,

PIERRE TIMOTHY, Greffier de l'Ass. Gén.

THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON
FROM THE FOUNDATION
TO THE PRESENT
BY JOHN STOW
1618

THE HISTORY OF THE
CITY OF LONDON
FROM THE FOUNDATION
TO THE PRESENT
BY JOHN STOW
1618

XIII.

G E O R G I E.

Bb 3

THE
GEORGE

G E O R G I E.

*CONSTITUTION de l'État de Georgie,
unanimentement arrêtée le cinq Février
mil sept cent soixante-dix-sept.*

P R É A M B U L E.

C O N S I D É R A N T que la conduite de la Législature de la Grande-Bretagne, a depuis long-tems été vexatoire envers le Peuple de l'Amérique, jusqu'au point d'avoir explicitement déclaré les années dernières, & d'avoir affirmé qu'elle avoit le droit de lever des taxes sur le Peuple de l'Amérique, & de faire des Loix obligatoires pour lui dans tous les cas quelconques, sans son consentement; qu'une telle conduite répugnant aux droits communs à tous les hommes, a forcé les Américains à s'opposer en hommes libres à ces mesures vexatoires, & à

s'assurer les droits & les privilèges qui leur appartiennent par les loix de la nature & de la raison; ce qui a été fait par le consentement général de tout le Peuple, des États de New-Hampshire, Massachusets, Rhode-Island, Connecticut, New-Yorck, New-Jersey, Pensylvanie, des Comtés de New-Castle, Kent & Suffex sur la Delaware, du Maryland, de la Virginie, de la Caroline Septentrionale, de la Caroline Méridionale, & de la Georgie, donné par leurs Représentans assemblés en Congrès Général dans la ville de Philadelphie.

Considérant que le quinze du mois de Mars dernier, le susdit Congrès a recommandé aux Assemblées & aux Conventions respectives de ceux des États-Unis, où il n'avoit pas encore été établi un Gouvernement approprié aux circonstances, d'adopter la forme de Gouvernement, qui d'après l'opinion des Représentans du Peuple, paroîtroit la plus propre à procurer le bonheur & la sûreté de leurs Constituans en particulier, & de l'Amérique en général.

Et considérant que le susdit Honorable Congrès a aussi déclaré le quatre Juillet mil sept cent soixante-seize *l'Indépendance des États-Unis de l'Amérique*, & que tout lien politique entr'eux & la Couronne de la Grande-Bretagne, a été rompu en conséquence de cette déclaration.

Tout considéré , Nous , Représentans du Peuple , de qui tout pouvoir émane , & de qui l'avantage est le but de tout Gouvernement , en vertu du pouvoir à Nous délégué , Nous ordonnons & déclarons , & par le présent Acte il est ordonné & déclaré que les Règles & Réglemens suivans , sont adoptés pour le Gouvernement futur de cet État.

FORME DE GOUVERNEMENT.

ART. I. **L**ES Départemens Législatif, Exécutif & Judiciaire, seront distincts & séparés, de maniere que l'un n'exerce point les pouvoirs qui appartiendront aux autres.

II. La Législature de cet État sera composée des Représentans du Peuple, comme il est ci-après indiqué.

Les Représentans seront élus annuellement, le premier mardi du mois de Décembre de chaque année ; & les Représentans ainsi élus, s'assembleront le premier mardi du mois de Janvier suivant à Savannah, ou dans tel autre lieu, ou tels autres lieux que la Chambre d'Assemblée en exercice l'ordonnera.

Les Représentans ainsi élus procéderont dans leur premiere Séance au choix d'un Gouverneur, à qui l'on donnera le titre de *Honorable*, & d'un Conseil chargé du Département exécutif : ils y procéderont par la voie du scrutin, & choisiront dans leur propre Corps, deux Sujets de chacun des Comtés de cet État, à l'exception pourtant de ceux qui ne sont pas encore autorisés à envoyer dix Membres. L'un de ces

Conseillers de chaque Comté fera toujours dans le lieu de la résidence du Gouverneur , & les deux alterneront mois par mois , à moins qu'ils ne prennent entr'eux d'autres arrangemens pour régler leurs alternatives de services plus longues ou plus courtes ; cette clause , au reste , n'empêchera pas l'un & l'autre des Membres de chaque Comté de servir à la fois , s'ils le veulent. Le reste des Représentans s'appellera , *la Chambre d'Assemblée* ; & la pluralité des Membres de cette Chambre aura pouvoir de procéder à l'expédition des affaires.

III. Ce fera une règle inaltérable , que la Chambre d'Assemblée expirera & sera dissoute chaque année le jour qui précédera celui de l'élection mentionné dans le Règlement de l'article précédent.

IV. La Représentation fera partagée de la manière suivante :

Dix Membres pour chaque Comté , comme il est ci-après ordonné , à l'exception du Comté de Liberté , qui contient trois Paroisses , & à qui il sera passé quatorze Membres.

Les terres cédées au Nord de la rivière Ogee-chie , formeront un Comté qui sera connu sous le nom de *Wilkes*.

La Paroisse de S. Paul formera un autre Comté sous le nom de *Richmond*.

La Paroisse de S. George un autre Comté, sous le nom de *Burke*.

La Paroisse de S. Matthieu, & la partie supérieure de S. Philippe, au-dessus de Canouchie, un autre Comté, sous le nom de *Effingham*.

La Paroisse de Christ church, *l'Église du Christ* & la partie inférieure de celle de S. Philippe, au-dessous de Canouchie, un autre Comté, sous le nom de *Chatham*.

Les Paroisses de S. Jean, S. André, & S. Jacques, un autre Comté, sous le nom de *Liberté*.

Les Paroisses de S. David & de S. Patrick, un autre Comté, sous le nom de *Glyn*.

Les Paroisses de S. Thomas & de Ste Marie, un autre Comté, sous le nom de *Camden*.

Le Port & la Banlieue de Savannah auront droit d'envoyer quatre Membres pour représenter leur Commerce.

Le Port & la Banlieue de Sunbury auront droit d'envoyer deux Membres pour représenter leur Commerce.

V. Les deux Comtés de Glyn & de Camden auront chacun un Représentant; & leur Représentation, ainsi que celle de tous les autres Comtés qui pourront être établis dans la suite par la Chambre d'Assemblée, sera réglée par les dispositions suivantes : chaque Comté, dès le moment de sa première institution, aura

droit d'envoyer un Représentant, pourvu que les habitans dudit Comté puissent fournir dix Electeurs; s'il y a trente Electeurs, ils pourront envoyer deux Représentans; trois pour quarante Electeurs, quatre pour soixante, six pour quatre-vingts; & lorsqu'il y aura cent Electeurs, ou plus, ils pourront envoyer dix Représentans, parmi lesquels on choisira pour lors deux Conseillers, comme il est ordonné pour les autres Comtés.

VI. Les Représentans seront choisis parmi les habitans de chaque Comté, & devront avoir résidé douze mois au moins dans cet Etat, & trois mois dans le Comté pour lequel ils seront élus; mais les Francs-Tenanciers des Comtés de Glyn & de Camden, qui sont dans un état d'alarme, seront exceptés de cette clause, & pourront choisir un Représentant pour chacun de leurs Comtés respectifs, ainsi qu'il est spécifié dans les articles de la présente Constitution, & faire leur élection dans tout autre Comté de cet Etat, jusqu'à ce qu'ils aient un nombre d'habitans résidans suffisant pour leur donner droit à un plus grand nombre de Représentans. Les Représentans devront être de la Religion Protestante, de l'âge au moins de vingt-un ans, & posséder en leur propre & privé nom deux cens cinquante acres de terre, ou quelque

propriété de la valeur de deux cens cinquante livres sterling.

VII. La Chambre d'Assemblée aura le pouvoir de faire toutes les Loix & tous les Réglemens qui pourront procurer le bon ordre & l'avantage de cet Etat, pourvu que ces Loix & Réglemens ne répugnent point à la véritable intention, ni au vrai sens d'aucune des règles & dispositions contenues dans la présente Constitution.

La Chambre d'Assemblée aura aussi le pouvoir d'abroger toutes les Loix & Ordonnances qu'elle trouvera nuisibles au Peuple; elle choisira son Orateur, nommera ses Officiers, établira des Réglemens pour sa discipline intérieure & ses formes de procéder, expédiera des Lettres d'élection pour suppléer aux vacances intermédiaires, & pourra s'ajourner à tous les tems de l'année.

VIII. Toutes les Loix & Ordonnances seront lues trois fois; chaque lecture se fera à des jours différens, excepté dans le cas de grand danger & de nécessité urgente; & toutes les Loix & Ordonnances seront après la seconde lecture, envoyées au Conseil exécutif pour qu'il les examine & donne son avis.

IX. Tous les habitans blancs, mâles, âgés de vingt-un ans, possédant en leur propre & privé nom, une valeur de dix livres sterling, & soumis à payer les taxes dans cet Etat, ou pro-

fassant quelque métier, ou faisant quelque commerce, & qui auront résidé six mois dans cet Etat, auront droit de suffrage dans toutes les élections, pour les Représentans & pour tous les autres Officiers qui doivent, en vertu de la présente Constitution, être choisis par l'universalité du Peuple; chaque personne ayant droit de voter à une élection, donnera son suffrage par la voie du scrutin, & fera tenue de le donner personnellement.

X. Aucun Officier, quel qu'il soit, ne prêtera son ministère pour aucun procès, & ne causera aucune autre espece d'empêchement à une personne ayant droit de suffrage, soit pendant qu'elle ira au lieu de l'élection, soit pendant le tems de ladite élection, soit pendant celui de son retour: & aucuns Officiers Militaires, ou Soldats, ne paroîtront à une élection dans le costume militaire, afin que toutes les élections soient exemptes de toute gêne, & parfaitement libres.

XI. Aucun habitant n'aura droit à plus d'un suffrage, & ne le donnera que dans le Comté où il aura son domicile, à l'exception du cas ci-dessus excepté, (*pour les Comtés de Glyn & de Camden*); & aucun habitant ayant un titre de noblesse ne pourra être Représentant, ni occuper aucun emploi soit honorifique soit lucratif, soit de pure confiance dans cet Etat, tant qu'il se prévaudra de son titre de noblesse; mais s'il renonce à cette

distinction, de la maniere qui sera réglée par les Législatures à venir, alors & dans ce cas, il aura droit de suffrage, sera éligible pour Représentant comme il a été ci-dessus réglé, & jouira de tous les autres avantages de citoyen libre.

XII. Tout habitant qui s'absentera d'une élection, ou qui négligera d'y donner son suffrage, sera tenu de payer une amende, qui n'excédera pas cinq livres sterling; la Législature réglera par un acte la manière dont se fera le recouvrement de ces amendes, & l'application des fonds qui en proviendront; mais on admettra les excuses légitimes pour ces absences.

XIII. La forme d'élection pour les Représentans sera le scrutin, qui sera recueilli par deux ou plusieurs Juges de paix, munis d'une boîte convenable pour recevoir les billets; lorsque la votation sera finie, on fera le compte des billets en public, on le comparera avec la liste qui aura été préalablement dressée de tous les Votans; & la pluralité sera proclamée sur le champ; il sera délivré un certificat de l'élection aux Sujets élus, & il en sera envoyé un à la Chambre des Représentans.

XIV. Tout habitant ayant droit de suffrage, sera tenu, si on l'exige, de prêter le serment, ou de faire l'affirmation dont la teneur suit :

Je N. jure volontairement & solennellement,
(ou j'affirme suivant le cas), que je dois & voue
une

une véritable fidélité à cet Etat, & que je soutiendrai sa Constitution. Sur ce, Dieu me soit en aide.

XV. Cinq des Représentans élus en la manière ci-devant prescrite, auront pouvoir de s'administrer mutuellement le serment suivant l'un à l'autre; ils le feront prêter ensuite dans la Chambre à tous les autres Membres qui viendront se mettre en règle pour prendre leur séance; & tout Représentant ayant déjà prêté le serment pourra, comme ces cinq premiers, le faire prêter aux autres.

Suit la teneur du Serment.

Je N. jure solennellement, que je garderai une véritable fidélité à l'Etat de Georgie, que je répondrai du mieux qui me sera possible à la confiance dont on m'a honoré, que je remplirai en conscience & aussi bien que mes lumières me le permettront, les fonctions de ma place, pour l'avantage de cet Etat; que je soutiendrai sa Constitution : & je jure que j'ai obtenu mon élection sans fraude, corruption ou séduction quelconques. Sur ce, Dieu me soit en aide.

XVI. Les Délégués Continentaux seront nommés annuellement au scrutin, ils auront droit de siéger, de discuter, & de voter dans la Chambre

d'Assemblée, & seront réputés en faire partie; ils seront toutes-fois soumis au Règlement contenu dans le douzième article de la Confédération des Etats-Unis.

XVII. Aucun Habitant pourvu de quelque emploi lucratif sous l'autorité de cet Etat, ou pourvu d'une commission militaire sous l'autorité de cet Etat, ou sous celle de tout autre Etat que ce soit, excepté les Officiers de la Milice, ne sera éligible comme Représentant. Et si quelque Représentant est nommé à un emploi lucratif, ou pourvu d'une commission militaire, & s'il les accepte, sa place dans la Chambre vaquera sur le champ, & il ne pourra pas être réélu, tant qu'il gardera l'autre emploi.

Il n'est point entendu par cet article, que la charge de Juge de Paix, soit un emploi lucratif.

XVIII. Personne ne pourra posséder à la fois plus d'un emploi lucratif sous l'autorité de cet Etat.

XIX. Le Gouverneur avec l'avis du Conseil exécutif, exercera la puissance exécutive de cet Etat, conformément aux Loix & à la Constitution de l'Etat, excepté pour les cas de grâces ou de remises d'amendes, qu'il ne pourra jamais accorder; mais il pourra accorder répit à un criminel, ou faire surseoir au paiement d'une amende, jusqu'à la plus prochaine séance de l'Assemblée, qui

en décidera comme elle le jugera à propos.

XX. Le Gouverneur avec l'avis du Conseil exécutif, aura le pouvoir de convoquer la Chambre d'Assemblée, lorsque les circonstances l'exigeront, avant le temps pour lequel elle se fera ajournée.

XXI. Le Gouverneur avec l'avis du Conseil exécutif, pourvoira jusqu'à la prochaine élection générale, à tous les emplois qui viendront à vaquer dans l'intervalle d'une élection à l'autre, & toutes les commissions civiles & militaires seront délivrées par le Gouverneur, revêtues de sa signature, & scellées du grand sceau de l'Etat.

XXII. Le Gouverneur pourra présider le Conseil exécutif dans tous les tems, excepté lorsque ce Conseil prendra en considération & examinera les Loix & Ordonnances, présentées par la Chambre d'Assemblée.

XXIII. Le Gouverneur sera choisi annuellement au scrutin, il ne sera pas éligible pour cette charge pour plus d'un an dans l'espace de trois années, & il ne pourra être pourvu d'aucune commission militaire sous l'autorité de cet Etat ni d'aucun autre Etat.

Le Gouverneur devra résider dans le lieu que la Chambre d'Assemblée en exercice désignera.

XXIV. *Serment du Gouverneur.*

Je N. élu Gouverneur de l'Etat de Georgie par ses Représentans , promets & jure solennellement , que durant le tems pour lequel je suis nommé , je m'acquitterai, aussi bien que mes talens & mon jugement me le permettront, des fonctions de ladite charge, fidèlement & en conscience, conformément aux Loix, sans faveur, affection, ni partialité; que je soutiendrai , maintiendrai & défendrai de tout mon pouvoir l'Etat de Georgie , & sa Constitution; que je ferai tous mes efforts pour protéger le Peuple de cet Etat , & lui assurer la tranquille jouissance de tous ses droits, franchises & privilèges ; pour que les Loix & Ordonnances de l'Etat soient bien & duement observées, & pour que la Loi & la Justice soient exécutées avec équité & douceur dans tous les jugemens. Je promets & jure solennellement en outre que je remettrai paisiblement & tranquillement la charge de Gouverneur , pour laquelle j'ai été élu , à l'époque fixée par la Constitution pour ma permanence dans cette charge : & enfin , je jure aussi solennellement, que je n'ai point accepté d'une manière contraire à la Constitution, ladite charge pour laquelle j'ai été élu; sur ce, Dieu me soit en aide.

Ce fera l'Orateur de l'Assemblée qui fera prêter au Gouverneur le serment ci-dessus.

Et l'Orateur de l'Assemblée fera prêter le même serment au Président du Conseil.

Toute personne qui n'aura pas résidé trois ans dans cet Etat ne fera pas éligible pour la charge de Gouverneur.

XXV. Le Conseil exécutif s'assemblera le lendemain de son élection, & procédera à se choisir un Président parmi ses Membres; il aura le pouvoir de nommer ses Officiers & d'établir ses formes de procéder.

Les suffrages dans le Conseil se donneront toujours par Comtés, & non par individus.

XXVI. Chaque Conseiller présent à une délibération, pourra faire enregistrer sa protestation contre toutes mesures du Conseil auxquelles il n'aura pas consenti, pourvu qu'il le fasse dans l'espace de trois jours.

XXVII. Pendant toute la session de l'Assemblée, tous les Membres du Conseil exécutif tiendront aussi leurs séances, à moins qu'ils n'en soient empêchés par maladie ou par quelque autre nécessité urgente; dans ce cas, le plus grand nombre des Membres de ce Conseil formera un bureau pour examiner les Loix & Ordonnances qui leur seront envoyées par la Chambre d'Assemblée; & toutes les Loix, & Ordonnances envoyées au

Conseil seront renvoyées avec ses observations dans l'espace de cinq jours.

XXVIII. Un Comité du Conseil envoyé avec les changemens proposés dans une Loi ou Ordonnance, exposera les raisons du Conseil pour ces changemens; ce Comité sera assis & couvert, & tous les Membres de la Chambre, à l'exception de l'Orateur, resteront découverts pendant tout le tems.

XXIX. Dans les cas d'absence ou de maladie du Gouverneur, le Président du Conseil exécutif exercera les fonctions de Gouverneur, & aura les mêmes pouvoirs.

XXX. Quand il se présentera devant le Gouverneur & le Conseil exécutif, quelque affaire qui exigera le secret, le Gouverneur devra, & il lui est enjoint par la présente Constitution, de faire prêter le serment dont la teneur suit :

Je N. jure solennellement de ne révéler à qui que ce soit, de vive voix ni par écrit, ni d'aucune autre manière quelconque, l'affaire quelle qu'elle soit, qui va être communiquée au Conseil, jusqu'à ce que la permission en soit donnée par ledit Conseil, ou que j'en sois requis par la Chambre d'Assemblée; & je jure tout ce que dessus sans aucunes réserves ni restrictions quelconques. Sur ce, Dieu me soit en aide.

On fera prêter le même serment au Secrétaire

& à tous les autres Officiers qu'il fera nécessaire d'employer pour l'affaire.

XXXI. Le Département exécutif subsistera jusqu'à ce qu'il soit renouvelé, de la manière ci-dessus prescrite.

XXXII. Toutes les affaires entre les Corps chargés de la Puissance législative, & de la Puissance exécutrice seront communiquées de l'un à l'autre par voie de Message ; & le Message sera porté de la Législature au Gouverneur ou au Conseil exécutif, par un Comité ; du Gouverneur à la Chambre d'Assemblée par le Secrétaire du Conseil ; & du Conseil exécutif, par un Comité de ce Conseil.

XXXIII. Le Gouverneur en exercice, fera Capitaine Général & Commandant en chef de toute la Milice, & de toutes les autres forces de terre ou de mer appartenant à cet Etat.

XXXIV. Il sera exprimé dans toutes les Commissions de la Milice, que les Officiers qui en sont pourvus les garderont tant qu'ils se conduiront bien.

XXXV. Chaque Comté de cet Etat, dans lequel il y a maintenant, ou dans lequel il y aura par la suite deux cent cinquante hommes ou plus, propres à porter les armes, formera un bataillon ; s'il devient trop nombreux pour un seul bataillon, il y en sera formé plusieurs, en vertu d'un Bill

de la Législature ; & ceux des Comtés qui auront moins de deux cent cinquante hommes , formeront des Compagnies séparées.

XXXVI. Il sera établi dans chaque Comté une Cour appelée *Cour Supérieure* , qui se tiendra deux fois chaque année , savoir , à commencer du premier mardi du mois de Mars.

Le premier mardi , dans le Comté de Chatham.

Le second mardi , dans le Comté de Effingham.

Le troisième mardi , dans le Comté de Burke.

Le quatrième mardi , dans le Comté de Richmond.

Le cinquième mardi , dans le Comté de Wilkes.

Le sixième mardi , dans le Comté de Liberté.

Le septième mardi , dans le Comté de Glyn.

Le huitième mardi , dans le Comté de Camden.

Les mêmes Cours se tiendront , à commencer en Octobre , pour continuer dans le même ordre que ci-dessus.

XXXVII. Toutes les causes & discussions entre des Parties domiciliées dans le même Comté , se poursuivront dans ce Comté.

XXXVIII. Toutes les discussions entre des Parties domiciliées dans des Comtés différens , se poursuivront dans le Comté qu'habite le Défendeur ; à l'exception de celles qui auront pour objet des biens-fonds , lesquelles se poursuivront dans le Comté où les fonds seront situés.

XXXIX. Toutes les causes pour trouble du repos public , félonie , meurtre , & trahison contre l'Etat , se poursuivront dans le Comté où le délit aura été commis. Toutes les causes , soit civiles , soit criminelles qui s'élèveront dans un Comté , où il n'y aura pas un nombre d'habitans suffisant pour y former une Cour , se poursuivront dans le plus voisin des Comtés où il s'en tiendra une.

XL. Toutes les causes , de quelque nature qu'elles soient , à l'exception de ce qui sera dit ci-après , se poursuivront dans la Cour Supérieure , qui sera composée du Chef-Juge , & de trois autres Juges ou plus , résidans dans le Comté. En cas d'absence du Chef-Juge , le plus ancien Juge présent le remplacera , & tiendra la Cour avec le Greffier du Comté , le Procureur pour l'Etat , le Shériff , le Coroner , le Connétable & les Jurés ; en cas d'absence de quelques-uns des Officiers ci-dessus nommés , les Juges présens en nommeront d'autres à leur place , par *interim*. Et si quelque Demandeur ou Défendeur en cause civile , n'est pas satisfait de la décision du Juré , alors & dans ce cas , il pourra dans les trois jours , interjetter appel du *Verdict* , & demander une nouvelle procédure par un *Juré spécial* qui sera nommé comme il suit : chacune des Parties , le Demandeur & le Défendeur choi-

seront six Sujets, il sera ensuite tiré au hasard six noms de plus d'une boîte à ce destinée, ce qui formera un total de dix-huit Sujets qui seront requis de faire l'office de Jurés; les dix-huit noms seront mis ensemble dans la boîte, & les douze Sujets dont les noms seront tirés les premiers, en présence de tous, formeront le Juré spécial pour connoître de la cause & sans appel.

XLI. Les Jurés seront Juges du droit ainsi que du fait, & il ne leur sera pas permis de donner un *Verdict spécial* (1); mais si tous les Jurés ou quelques-uns d'entr'eux, ont quelques doutes sur des points de droit, avant de prononcer ils s'adresse-

(1) On appelle *Verdict* la prononciation des Jurés. (Voyez la note (4) de la Constitution de Massachusetts). Le *Verdict* est ou général, ou spécial. Le *Verdict* général soit en matière civile, soit en matière criminelle, prononce décisivement sur la nature de la demande ou du crime. Le *Verdict spécial* a lieu lorsque les Jurés incertains recourent aux lumières des Juges: ils prononcent alors en présentant une alternative que l'avis des Juges décide; c'est une question sur l'espèce, d'où vient à ce *Verdict* le nom de *Spécial*. Un homme, par exemple, est tué par une pierre qu'un autre a lancée, ce dernier est traduit en justice; il y a mort d'homme, mais l'accusé doit-il être considéré comme meurtrier, ou comme ayant tué involontairement. Les Jurés recueillent les preuves à charge & à décharge, & soumettent par un *Verdict spécial* la question aux Juges qui la décident. Dans la Jurisprudence Anglaise, les Jurés

ront aux Juges, qui, chacun à tour de rôle donneront leur avis.

XLII. Les Jurés prêteront serment de donner leur *Verdict* conformément à la Loi, & à leur opinion d'après les preuves, pourvu qu'il ne soit pas contraire aux règles & réglemens contenus dans la présente Constitution.

XLIII. Le Juré spécial prêtera serment de donner un *Verdict* conformément à la Loi & à son opinion d'après les preuves, pourvu qu'il ne soit pas contraire à la justice, à l'équité, au sentiment de sa conscience, ni aux règles & réglemens contenus dans la présente Constitution.

XLIV. Les prises faites sur terre & sur mer seront jugées dans le Comté où elles seront amenées; il sera convoqué, sur la requête des Preneurs ou des Reclamans, une Cour spéciale par le Chef-Juge, ou en son absence, par le plus ancien Juge dudit Comté, & la cause sera expédiée & jugée dans l'espace de dix jours. La manière de procéder, & l'appel seront les mêmes que dans les Cours supérieures, à moins qu'après le second ju-

peuvent bien s'ils veulent prononcer toujours un *Verdict* général, mais alors ils en deviennent responsables, & peuvent être poursuivis. En Georgie ils sont obligés de le prononcer, mais ils peuvent & doivent auparavant s'aider des lumières des Juges.

gement , on n'interjette appel au Congrès Continental ; il n'y aura pas plus de quatorze jours d'intervalle entre la premiere & la seconde Sentence ; & toutes les causes maritimes seront poursuivies & jugées de la même manière.

XLV. Aucun Grand-Juré ne sera composé de moins de dix-huit personnes , & douze pourront former un Bill.

XLVI. La Cour de Conscience sera continuée ainsi qu'elle a existé jusqu'à présent , & sa Jurisdiction s'étendra à toutes les causes qui n'excéderont pas la somme de dix livres sterling.

XLVII. Il sera sursis jusqu'au premier lundi de Mars à toutes exécutions pour les sommes au-dessus de cinq livres sterling , excepté dans le cas de condamnations à la Cour des Marchands , pourvu que l'on donne des sûretés pour les dettes & pour les frais.

XLVIII. La totalité des frais pour un procès dans la Cour supérieure , ne devra pas excéder la somme de trois livres sterling ; & il ne sera pas souffert qu'un procès soit pendant plus long-tems que deux Sessions dans la Cour supérieure.

XLIX. Tout Officier de l'Etat sera comptable de sa conduite à la Chambre d'Assemblée, lorsqu'il en sera requis par elle.

L. Chacun des Comtés gardera les registres publics à lui appartenans ; il sera fait des copies

authentiques des différens registres dont cet Etat est actuellement en possession, & ces copies seront déposées dans les Comtés respectifs auxquels elles devront appartenir.

LI. Les biens ne pourront pas être substitués, & quand une personne mourra *ab intestat*, son bien ou ses biens seront partagés également entre ses enfans; la Veuve aura une part d'enfant, ou son douaire, à son choix; tous les autres biens, dont il n'aura pas été disposé par testament, seront partagés conformément à l'acte de distribution fait sous le règne de Charles second, à moins qu'un acte futur de la Législature n'en ordonne autrement.

LII. La Législature établira dans chacun des Comtés un Garde des registres de vérification des testamens, pour vérifier les testamens, & accorder des Lettres d'administration.

LIII. Tous les Officiers civils seront élus annuellement dans chaque Comté, le jour de l'élection générale, excepté les Juges de Paix, & les Gardes des registres pour la vérification des testamens, qui seront nommés par la Chambre d'Assemblée.

LIV. Il sera établi dans chaque Comté des écoles qui seront entretenues aux frais de l'Etat, ainsi que la Législature le réglera par la suite.

LV. Il sera établi, aux frais publics, dans

chaque Comté, une maison pour les Sessions de la Cour supérieure, & une prison, dans le lieu qui sera désigné ou ordonné par la présente Convention, ou par la future Législature.

LVI. Toutes personnes quelconques auront le libre exercice de leur Religion, pourvu qu'il n'y ait rien de contraire au repos & à la sûreté de l'Etat; & personne ne contribuera, sans son consentement, à l'entretien de Ministres ou Instituteurs en fait de Religion, excepté pour ceux de la même Profession de Foi.

LVII. Le grand Sceau de l'Etat sera composé, comme il suit : d'un côté un rouleau sur lequel seront gravés ces mots, *la Constitution de l'Etat de Georgie*, & la Légende *pro bono publico*; de l'autre côté une belle maison & d'autres bâtimens, des champs de bled, & des prairies couvertes de gros & menu bétail, une rivière coulant à travers de la prairie, avec un vaisseau à pleines voiles, & pour légende, *Deus nobis hac otia fecit*.

LVIII. Il ne sera permis de plaider devant les Cours de Justice de cet Etat, qu'aux personnes autorisées à cet effet par la Chambre d'Assemblée; & si une personne, ainsi autorisée, est trouvée coupable de malversation devant la Chambre d'Assemblée, elle aura le pouvoir de l'interdire.

On ne pourra rien inférer du présent Article

pour priver qui que ce soit du privilège inhérent à tout homme libre , la liberté de plaider sa propre cause.

LIX. Il ne sera point imposé d'amendes excessives , ni demandé de cautions exorbitantes.

LX. Les principes de l'acte de *habeas Corpus*, seront réputés faire partie de la Constitution.

LXI. La liberté de la presse & la procédure par Jurés demeureront à jamais inviolables.

LXII. Aucun Ecclésiastique, de quelque Communion qu'il soit , ne pourra occuper une place dans la Législature.

LXIII. Il ne sera fait aucuns changemens à la présente Constitution , à moins qu'ils ne soient demandés par des pétitions de la pluralité des Comtés , lesquelles pétitions de chaque Comté devront être signées par la pluralité des Votans dans chaque Comté de cet Etat. Alors l'Assemblée ordonnera la convocation d'une Convention à cet effet , en spécifiant les changemens à faire , conformément aux pétitions qui auront été présentées à l'Assemblée par la pluralité des Comtés, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

DÉCLARATION

DÉCLARATION
DE L'INDÉPENDANCE.

THE HISTORY OF THE

ROYAL SOCIETY OF LONDON

FROM ITS FIRST INSTITUTION

TO THE PRESENT TIME

BY JOHN H. B. H. H. H.

DE WITTE WITTE WITTE

THE HISTORY OF THE

ROYAL SOCIETY OF LONDON

FROM ITS FIRST INSTITUTION

TO THE PRESENT TIME

BY JOHN H. B. H. H. H.

DE WITTE WITTE WITTE

THE HISTORY OF THE

EN CONGRÈS

Quatre Juillet mil sept cent soixante-
seize.

DÉCLARATION

*Par les Représentans des États-Unis
d'Amérique assemblés en Congrès.*

LORSQUE le cours des évènements humains met un Peuple dans la nécessité de rompre les liens politiques qui l'unissoient à un autre Peuple, & de prendre parmi les Puissances de la terre la place séparée, & le rang d'égalité auxquels il a droit en vertu des Loix de la Nature, & de celles du Dieu de la Nature, le respect qu'il doit aux opinions du genre-humain, exige de lui qu'il expose aux yeux du monde & déclare les motifs qui le forcent à cette séparation.

Nous regardons comme incontestables & évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes ; que tous les hommes ont été créés égaux : qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; que parmi ces droits on doit placer au premier rang la vie, la liberté & la recherche du bonheur. Que pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux, des Gouvernemens dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés. Que toutes les fois qu'une forme de Gouvernement quelconque devient destructive de ces fins pour lesquelles elle a été établie, le Peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, & d'instituer un nouveau Gouvernement, en établissant ses fondemens sur les principes, & en organisant ses pouvoirs dans la forme qui lui paroîtront les plus propres à lui procurer la sûreté & le bonheur. A la vérité la prudence dictera que l'on ne doit pas changer, pour des motifs légers & des causes passagères, des Gouvernemens établis depuis long-tems ; & aussi l'expérience de tous les tems a montré que les hommes sont plus disposés à souffrir, tant que les maux sont supportables, qu'à se faire droit à eux-mêmes en détruisant les formes auxquelles ils sont accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus & d'usurpations, tendant invariablement au même but, montre évidemment

le dessein de réduire un Peuple sous le joug d'un despotisme absolu, il a le droit, & il est de son devoir, de renverser un pareil Gouvernement, & de pourvoir, par de nouvelles mesures, à sa sûreté pour l'avenir. Telle a été la patience de ces Colonies dans leurs maux, & telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer leurs anciens systèmes de Gouvernement. L'histoire du Roi actuel de la Grande-Bretagne est un tissu d'injustices & d'usurpations répétées, tendant toutes directement à établir une tyrannie absolue sur ces Etats. Pour le prouver, exposons les faits au monde impartial.

Il a refusé son consentement aux Loix les plus salutaires & les plus nécessaires pour le bien public.

Il a défendu à ses Gouverneurs de passer des Loix d'une importance immédiate & urgente, à moins qu'il ne fût surfis à leur exécution jusqu'à ce que l'on eût obtenu son consentement; & quand elles ont été ainsi suspendues, il a tout-à-fait négligé d'y faire attention & de les examiner.

Il a refusé de passer d'autres Loix pour l'établissement de grands Districts, à moins que le Peuple de ces Districts n'abandonnât le droit d'être représenté dans la Législature; droit inestimable pour un Peuple, & qui n'est formidable que pour les tyrans.

Il a convoqué des Corps législatifs dans des

lieux inusités, dénués de toutes commodités, & éloignés des dépôts de leurs registres publics, dans la seule vue, en les fatiguant, de les forcer à se prêter à ses desseins.

Il a dissous à plusieurs fois répétées des Chambres de Représentans, parce qu'elles s'opposoient à ses entreprises sur les droits du Peuple, avec une fermeté qui sied à des hommes.

Il a refusé, pendant un long espace de tems après ces dissolutions, de faire élire de nouvelles Chambres de Représentans, & par-là l'autorité législative qui ne peut pas être anéantie, est retournée au Peuple, pour être exercée par lui dans son entier, l'Etat restant pendant ce temps exposé à tous les périls d'invasions extérieures, & de convulsions au dedans.

Il s'est efforcé d'arrêter & d'empêcher la population de ces Etats, en mettant dans cette vue des obstacles à l'exécution des Loix existantes pour la naturalisation des étrangers, en refusant d'en passer d'autres pour encourager leurs émigrations dans ces contrées, & en augmentant le prix des conditions pour les nouvelles concessions & acquisitions de terres.

Il a gêné l'administration de la Justice, en refusant son consentement à des Loix nécessaires pour établir des Tribunaux.

Il a rendu les Juges dépendans de sa seule vo-

lonté, pour la jouissance de leurs offices, & pour le taux & le paiement de leurs appointemens.

Il a érigé une multitude de nouveaux offices, & envoyé dans ce pays des essains d'Officiers pour vexer notre Peuple, & dévorer sa substance.

Il a entretenu parmi nous, en tems de paix, des troupes continuellement sur pied sans le consentement de nos Législatures.

Il a affecté de rendre le militaire indépendant de l'autorité civile, & même supérieur à elle.

Il a combiné ses efforts avec ceux d'autres personnes (1), pour nous soumettre à une Jurisdiction étrangère à notre Constitution, & non reconnue par nos Loix, en donnant sa sanction à leurs actes de prétendue législation.

« Pour mettre en quartiers parmi nous de
» gros Corps de troupes armées.

» Pour protéger les gens de guerre, par des
» procédures illusoires, contre les châtimens justement mérités, pour des meurtres qu'ils auroient commis dans la personne d'Habitans de
» ces Etats.

» Pour intercepter & détruire notre commerce
» avec toutes les parties du monde.

» Pour imposer sur nous des taxes sans notre
» consentement.

(1) C'est-à-dire, avec le Parlement de la Grande-Bretagne.

» Pour nous priver, dans beaucoup de cas, du
» bénéfice de la procédure par Jurés.

» Pour nous transporter au de-là des mers,
» afin de nous y faire juger sur des délits pré-
» tendus.

» Pour détruire le système de liberté des Loix
» Angloises dans une Province voisine, y établir
» un Gouvernement arbitraire, & en reculer les
» limites, afin de faire à la fois, de cette Pro-
» vince, un exemple & un instrument propres à
» introduire le même Gouvernement absolu dans
» ces Colonies.

» Pour abroger nos Chartes, abolir nos Loix
» les plus précieuses, & sapper par leur fonde-
» mens les formes de nos Gouvernemens.

» Pour interdire nos propres Législatures, &
» se déclarer revêtues du pouvoir de faire des
» Loix obligatoires pour nous, dans tous les cas
» quelconques ».

Il a abdiqué la qualité de notre Souverain, en
nous déclarant hors de sa protection, & en nous
faisant la guerre.

Il a dévasté nos mers, ravagé nos côtes, brûlé
nos villes, & massacré nos Concitoyens.

Et maintenant il transporte de grandes armées
de mercénaires étrangers, pour accomplir l'ou-
vrage de mort, de désolation & de tyrannie déjà
commencé, avec des circonstances de cruauté

& de perfidie dont on auroit peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares, & tout à fait indignes du Chef d'une nation civilisée.

Il a forcé nos Concitoyens, faits prisonniers sur mer, à porter les armes contre leur patrie, à devenir les bourreaux de leurs amis & de leurs frères, ou à tomber eux-mêmes sous les coups de leurs frères & de leurs amis.

Il a excité parmi nous des troubles domestiques, & a tâché d'attirer sur les Habitans de nos Frontières les Indiens sauvages, ennemis sans pitié, dont la manière connue de faire la guerre est de massacrer tout ce qu'ils rencontrent, sans distinction d'âge, de sexe, ni de conditions.

A chaque époque d'oppression, nous avons demandé justice, dans les termes les plus humbles; nos pétitions réitérées n'ont reçu pour réponse que des insultes & des injustices répétées. Un Prince, dont le caractère est ainsi marqué par toutes les actions, qui peuvent désigner un tyran, est incapable de gouverner un Peuple libre.

Et nous n'avons pas manqué d'égards envers nos frères les Bretons. Nous les avons avertis, dans toutes les occasions, des tentatives que faisoit leur Législature pour étendre sur nous une Jurisdiction que rien ne pouvoit justifier; Nous avons rappelé à leur mémoire les circonstances de notre

émigration & de notre établissement dans ces Contrées. Nous en avons appelé à leur justice, & à leur grandeur d'ame naturelles, & nous les avons conjurés, par les liens du sang qui nous unissoient, de défavouer ces usurpations qui romproient inévitablement nos liaisons & notre commerce mutuel. Ils ont aussi été sourds à la voix de la Justice & de la parenté. Nous devons donc céder & consentir à la nécessité qui ordonne notre séparation, & les regarder, ainsi que nous regardons le reste du genre-humain, comme ennemis pendant la guerre, & comme amis pendant la paix.

En conséquence, Nous, Représentans des Etats-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, appelant au Juge suprême de l'Univers qui connoît la droiture de nos intentions, Nous publions & déclarons solennellement, au nom & de l'autorité du bon Peuple de ces Colonies, Que ces Colonies sont, & ont droit d'être des *Etats libres & Indépendans* : Qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la Couronne de la Grande-Bretagne; que toute union politique entr'Elles & l'Etat de la Grande-Bretagne, est & doit être entièrement rompue; & que, comme Etats libres & Indépendans, Elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, d'établir le commerce, & de faire tous

les autres actes ou choses que des Etats Indépendans peuvent faire, & ont droit de faire. Et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, Nous engageons mutuellement, au soutien de cette Déclaration, notre vie, nos biens, & notre honneur qui nous est sacré.

J O H N H A N C O C K.

New-Hampshire. { Josiah Bartlett.
William Whipple.
Matthew Thornton.

Massachusetts-Bay. { Samuel Adams.
John Adams.
Robert Treat Paine.
Elbridge Gerry.

Rhode-Island, &c. { Stephen Hopkins.
William Ellery.

Connecticut. . . { Roger Sherman.
Samuel Huntington.
William Williams
Oliver Wolcott.

New-York. . . . { William Floyd.
Philip Livingston.
Francis Lewis.
Lewis Morris.

New-Jersey. . . { Richard Stockton.
John Witherspoon.
Francis Hopkinson.
John Hart.
Abraham Clark.

Pensylvanie. . . { Robert Morris.
Benjamin Rush.
Benjamin Franklin.
John Morton.
George Clymer.
James Smith.
George Taylor.
James Wilson.
George Ross.

Delawarre. . . { Cesar Rodney.
George Read.

Maryland. . . { Samuel Chase.
William Paca.
Thomas Stone.
Charles Carroll, Of Carrollton.

Virginie. . . { George Wythe.
Richard Henry Lee.
Thomas Jefferson.
Benjamin Harrison.
Thomas Nelson, jun.
Francis Lightfoot Lee.
Carter Braxton.

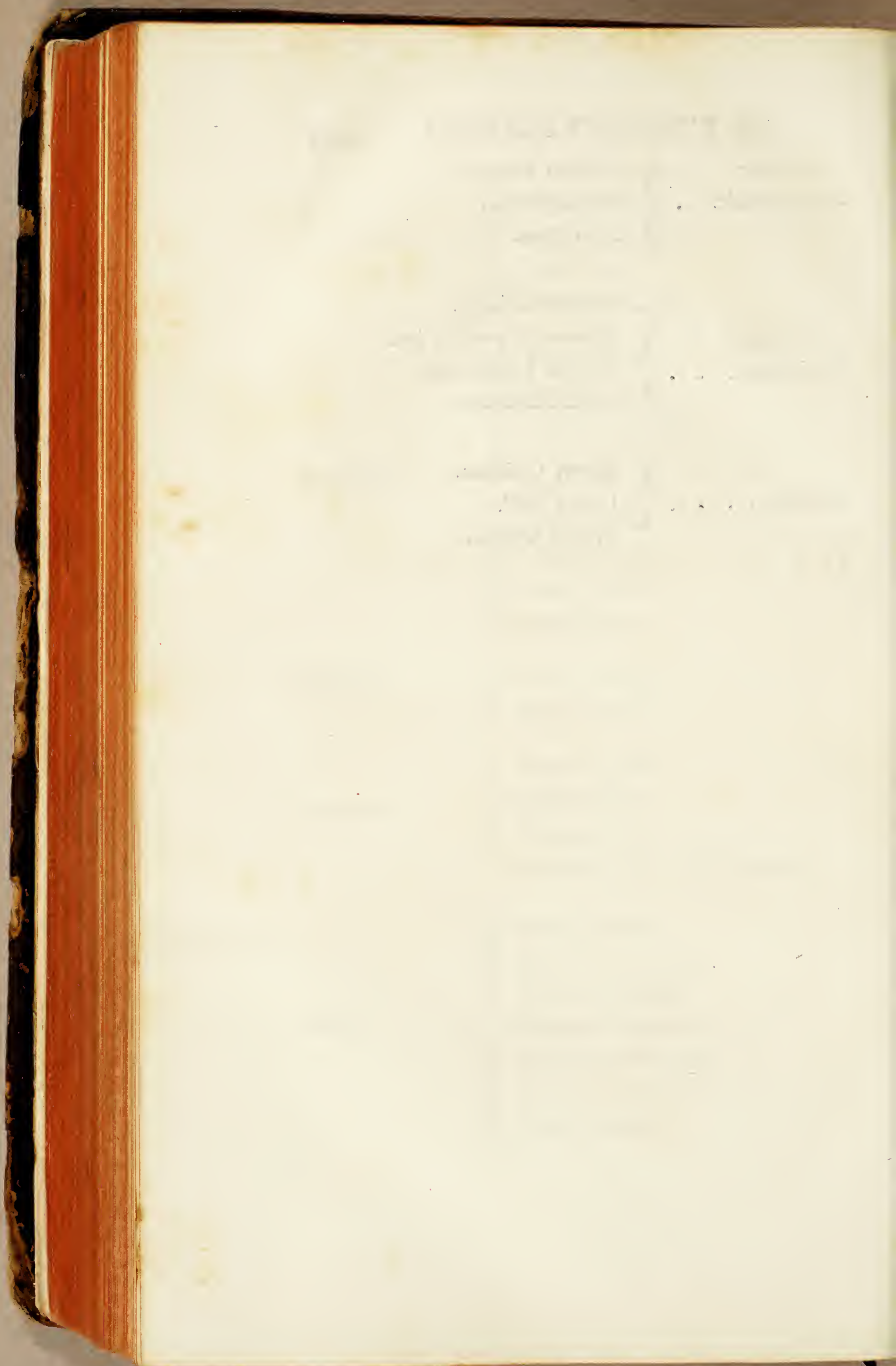
DE L'INDÉPENDANCE.

429

Caroline
Septentrionale. . . { William Hooper.
Joseph Hewes.
John Penn.

Caroline
Méridionale. . . { Edward Rutledge.
Thomas Heyward, jun.
Thomas Lynch, jun.
Arthur Middleton.

Georgie. . . . { Button Gwinnett.
Lyman Hall.
George Walton.



ARTICLES
DE CONFÉDÉRATION.

ARTICLES

*ARTICLES DE CONFÉDÉRATION
& d'Union perpétuelle, entre les Etats
de New - Hampshire , Massachussetts ,
Rhode-Island & Etablisseimens de Pro-
vidence , Connecticut , New-Yorck ,
New-Jersey , Pensylvanie , Delaware ,
Maryland , Virginie , Caroline Septen-
trionale , Caroline Méridionale , &
Georgie.*

ART. I. *LES* susdits Etats se confédèrent sous
le titre *d'Etats-Unis d'Amérique.*

II. Chaque Etat retient & se réserve sa sou-
veraineté, sa liberté & son indépendance, & aussi
tous les pouvoirs, juridictions & droits qui ne
sont pas expressément délégués aux Etats-Unis
assemblés en Congrès par le présent Acte de Con-
fédération.

III. Lefdits Etats contractent, chacun en leur
nom, par le présent acte, un Traité d'alliance
& d'amitié fermes & constantes avec tous les
autres Etats, & chacun d'eux, pour leur dé-
fense commune, pour le maintien de leurs li-
bertés, & pour leur bien général & mutuel; s'o-
bligeant à se secourir les uns les autres contre

toutes violences dont on pourroit menacer tous ou chacun d'eux , & à repousser en commun toutes attaques qui pourroient être dirigées contre tous ou chacun d'eux, pour cause de religion, de souveraineté, de commerce, ou sous quelque autre prétexte que ce soit.

IV. Pour assurer & perpétuer le mieux possible la correspondance & l'amitié mutuelles parmi le Peuple des divers Etats qui composent cette Union, les Habitans libres de chacun de ces Etats, à l'exception des mendiants, des vagabonds & de ceux qui fuient les poursuites de la Justice, auront droit à toutes les immunités & privilèges de Citoyens libres dans les différens Etats; & le Peuple de chaque Etat pourra librement entrer dans chacun des autres Etats & en sortir, y jouira de tous les privilèges de trafic & de commerce, & fera soumis aux mêmes droits, impositions & restrictions que leurs Habitans respectifs; mais ces restrictions ne pourront pas s'étendre jusques à empêcher des effets importés dans un Etat, d'être transportés dans un autre Etat dont le Propriétaire desdits effets seroit habitant; & aucun Etat ne pourra non plus mettre des impositions, des droits ni des restrictions sur le commerce des effets appartenans aux Etats-Unis ou à quelqu'un d'eux.

Si quelque personne coupable ou accusée de

DE CONFÉDÉRATION. 435

trahison, de félonie ou d'autre délit considérable, dans un des Etats, fuit les poursuites de la Justice, & est trouvé dans quelqu'autre des Etats-Unis, elle sera sur la demande du Gouverneur, ou de la Puissance exécutive de l'Etat dont elle se sera évadée, délivrée & renvoyée audit Etat dans la Jurisdiction duquel elle devra être jugée.

Il sera pleinement ajouté foi & croyance dans chacun des Etats, aux registres, actes & procédures judiciaires des Cours & des Magistrats de tous les autres Etats.

V. Afin que les intérêts généraux des Etats-Unis soient dirigés & conduits le mieux & le plus convenablement que faire se pourra, il sera nommé annuellement, en la manière que la Législature de chacun des Etats l'ordonnera, des Délégués qui s'assembleront en Congrès le premier lundi du mois de Novembre de chaque année, avec pouvoir réservé à chacun des Etats de révoquer ses Délégués ou quelques-uns d'entre eux, dans quelque tems de l'année que ce soit, & d'en envoyer d'autres à leurs places pour le reste de l'année.

Aucun Etat ne sera représenté en Congrès par moins de deux, ni par plus de sept Membres; le même Sujet ne pourra pas être Délégué plus de trois années dans l'espace de six; & un Délégué ne pourra posséder aucun office dépendant des

Etats-Unis, pour lequel lui ni aucune autre personne pour lui recevrait des appointemens, des profits ou émolumens quelconques.

Chaque Etat pourvoira aux appointemens de ses Délégués pendant la session des Etats, & pendant qu'ils seront Membres du Comité desdits Etats.

Chacun des Etats n'aura qu'un suffrage pour la décision des questions dans l'Assemblée des Etats-Unis en Congrès.

La liberté de parler & celle des débats dans le Congrès ne sera pas sujette à l'accusation en crime d'Etat, ni à être attaquée de quelque manière que ce soit, dans aucune Cour ou lieu quelconque hors du Congrès; & les Membres du Congrès ne pourront pas être saisis personnellement ni emprisonnés, durant le tems de leur voyage pour se rendre au Congrès, durant celui de leur retour, ni pendant qu'ils y siégeront, excepté pour trahison, félonie ou perturbation du repos public.

VI. Aucun Etat en particulier ne pourra envoyer ni recevoir des Ambassades, entamer des négociations, contracter des engagements, former des alliances, ni conclure des traités avec aucuns Rois, Princes ou Etats quelconques, sans le consentement des Etats-Unis assemblés en Congrès.

Aucune personne pourvue d'un emploi quelconque sous l'autorité des Etats-Unis, soit qu'il y ait des appointemens attachés à l'emploi, soit que ce soit une commission de pure confiance, ne pourra accepter aucuns présens, émolumens, ni aucuns offices ou titres de quelque nature qu'ils soient, d'aucun Roi, Prince ou Etat étranger.

Les Etats-Unis assemblés en Congrès, ni aucun Etat en particulier ne pourront conférer aucun titre de noblesse.

Deux ou plusieurs des Etats ne pourront conclure entre-eux aucuns traités, confédération ou alliance quelconques, sans le consentement des Etats-Unis assemblés en Congrès, & devront dans ce cas spécifier exactement les objets pour lesquels ce traité, cette confédération ou cette alliance seront conclus, & combien de tems ils devront durer.

Aucun Etat ne pourra mettre des impôts ou droits qui puissent altérer les clauses des traités conclus par les Etats-Unis assemblés en Congrès, avec aucuns Roi, Prince ou Etat, ni contre celles d'aucuns traités déjà proposés par le Congrès aux Cours de France & d'Espagne.

Aucun Etat ne pourra entretenir en tems de paix que le nombre de bâtimens de guerre jugé nécessaire par les Etats-Unis assemblés en Con-

grès, pour sa défense & celle de son commerce; & aucun Etat n'entretiendra non plus de troupes en tems de paix, que la quantité jugée suffisante par les Etats-Unis assemblés en Congrès, pour fournir des garnisons aux forteresses nécessaires à sa défense; mais chaque Etat entretiendra toujours une Milice bien ordonnée & disciplinée, suffisamment armée & équipée, & il se pourvoira d'un nombre convenable de pieces d'Artillerie de campagne, de tentes & d'une quantité proportionnée d'armes, de munitions & d'équipages de campagne; le tout déposé dans des magasins publics & toujours prêt à servir.

Aucun Etat ne s'engagera dans une guerre sans le consentement des Etats-Unis assemblés en Congrès, à moins d'une invasion actuelle de quelque ennemi, ou d'avis certains qu'il pourroit avoir d'une résolution formée par quelque nation d'Indiens de l'attaquer, & dans le cas seulement où le péril seroit trop imminent pour ne pas permettre de différer, jusques à ce que les Etats-Unis assemblés en Congrès puissent être consultés.

Et aucun Etat ne pourra donner de commissions à des vaisseaux ou autres bâtimens de guerre, ni des Lettres de marque ou de représailles, qu'après une Déclaration de guerre des Etats-Unis assemblés en Congrès, & alors seulement contre

le Royaume ou l'Etat, & contre les Sujets du Royaume ou de l'Etat contre qui la guerre aura été déclarée, & en se conformant aux règles qui seront établies par les Etats-Unis assemblés en Congrès; dans le cas cependant où les côtes d'un Etat seroient infestées par des Pirates, il pourra, mais dans ce cas seulement, armer des bâtimens de guerre, & les entretenir aussi long-tems que le danger subsistera, ou jusques à ce que les Etats-Unis assemblés en Congrès en aient décidé autrement.

VII. Lorsqu'un des Etats levera des Troupes de terre pour la défense commune, tous les Officiers du grade de Colonel & au-dessous seront nommés par la Législature de l'Etat qui les aura levés, ou de la manière que ledit Etat l'ordonnera; & toutes les vacances de ces emplois seront remplies par l'Etat qui aura fait la première nomination.

VIII. Toutes les dépenses de la guerre & toutes celles qui se feront pour la défense commune ou le bien général, & qui seront allouées par les Etats-Unis assemblés en Congrès, seront tirées d'un trésor commun; auquel il sera fourni par les différens Etats, en proportion de la valeur de toutes les terres qui dans chaque Etat seront concédées à une personne en particulier, ou qui auront été arpentées & bornées pour une personne

en particulier (1); & ces terres, ainsi que les bâtimens qui y auront été construits, ou autres améliorations qui y auront été faites, seront estimées de la manière que les Etats-Unis assemblés en Congrès l'ordonneront & le régleront dans la suite des tems. Les taxes pour payer cette contribution seront imposées & levées sous l'autorité & par les ordres des Législatures des différens Etats, dans les tems fixés par les Etats-Unis assemblés en Congrès.

IX. Les Etats-Unis assemblés en Congrès auront seuls & exclusivement le droit & le pouvoir de décider de la paix & de la guerre, excepté dans les cas mentionnés au sixième article, d'envoyer des Ambassadeurs & d'en recevoir, de conclure des traités & des alliances; mais ils ne pourront conclure aucun traité de commerce qui empêche la Puissance législative des Etats respectifs de mettre sur les Etrangers tels impôts

(1) Lorsque l'on veut obtenir en Amérique une propriété dans les terrains vacans, l'on s'adresse à l'Arpenteur général, qui fait arpenter & borner la partie demandée, après quoi il faut recourir à la Législature pour avoir la concession; mais comme il peut arriver qu'on néglige de la demander, & que cependant on jouisse déjà, l'article ci-dessus prévoit le cas, & soumet toutes les terres, tant concédées que simplement arpentées & bornées, au paiement des impositions.

ou droits auxquels le Peuple du Pays fera sujet, ni de défendre l'exportation ou l'importation de telle espece de marchandises ou de denrées que ce soit.

Les Etats-Unis assemblés en Congrès auront aussi seuls & exclusivement le droit & le pouvoir d'établir les règles, d'après lesquelles on décidera dans tous les cas la légitimité des prises sur terre & sur mer, la manière dont les prises faites par les forces de terre ou de mer au service des Etats-Unis devront être partagées, & l'emploi qui en sera fait; d'accorder des Lettres de marque ou de représailles en tems de paix; d'instituer des Tribunaux pour le jugement des pirateries & des félonies commises en haute mer; & d'établir aussi des Cours pour recevoir & juger définitivement les appels dans tous les cas de prises; mais aucun Membre du Congrès ne pourra être nommé Juge d'aucune desdites Cours.

Les Etats-Unis assemblés en Congrès jugeront aussi en dernier ressort toutes les discussions, querelles & différends déjà subsistans, ou qui pourroient s'élever dans la suite, entre deux ou plusieurs Etats, concernant les limites, la Jurisdiction ou tout autre objet que ce soit; & cette autorité sera toujours exercée de la manière suivante. Toutes les fois que la Puissance législative

ou exécutrice, ou bien un Agent légal de quel-
qu'un des Etats en discussion avec un autre Etat,
présenteront au Congrès une pétition expositive
de la question, & par laquelle on demandera
audience, il sera donné, par ordre du Congrès,
communication de la pétition à la Puissance lé-
gislatrice ou exécutrice de l'autre Etat, & il sera
assigné un jour aux parties pour comparoître par
leurs Agens légitimes, à qui pour lors il sera
ordonné de nommer d'un commun consentement
des Commissaires ou des Juges pour former une
Cour, à l'effet d'entendre & de juger la ques-
tion; mais si ces Agens ne s'accordent pas pour
faire ce choix, le Congrès nommera trois per-
sonnes de chacun des Etats-Unis, chacune des
parties alternativement, en commençant par la
partie demanderesse, effacera un nom de cette
liste, jusques à ce qu'elle soit réduite à treize
Sujets; & sur ce nombre on en tirera au sort,
jamais moins de sept & jamais plus de neuf,
selon que le Congrès l'ordonnera. Les Sujets
dont les noms auront été ainsi tirés, ou cinq
d'entr'eux seront Commissaires ou Juges pour
entendre & juger définitivement la discussion,
& ce sera toujours la pluralité des Juges présens
à la cause qui déterminera le Jugement.

Si l'une ou l'autre partie négligeoit de com-
paroitre au jour assigné, sans donner des raisons.

que le Congrès jugeât valables , ou si étant présente elle refusoit de prendre la liste des Juges & d'y faire son choix, le Congrès procédera toujours à nommer trois personnes de chaque Etat, le Secrétaire du Congrès, au lieu & place de la partie absente ou refusante, effacera les noms, & le Jugement ou la Sentence de la Cour nommée, comme il a été dit ci-devant, seront définitifs. Si quelqu'une des parties refuse de se soumettre à l'autorité de cette Cour, ou de comparoître, ou de se défendre, ce nonobstant la Cour procédera à prononcer la Sentence ou le Jugement qui seront également définitifs; le Jugement ou la Sentence & toutes les autres procédures seront dans tous les cas transmis au Congrès, & déposés parmi ses actes pour la sûreté des parties intéressées.

Mais tout Commissaire, avant de prendre séance pour juger, prêtera, entre les mains de l'un des Juges de la Cour Suprême ou Supérieure de l'Etat dans l'étendue duquel la cause devra être instruite, le serment « d'entendre & juger la question avec impartialité, sincérité & attention, » & selon ses lumières, sans faveur, affection, » ni espoir de récompense ».

Aucun Etat ne pourra non plus, en vertu d'un tel Jugement, être privé d'aucune partie de son territoire, au profit des Etats-Unis.

S'il survenoit quelques contestations , pour droit prétendu sur des terres par des particuliers, en vertu de concessions différentes, données par deux ou plusieurs Etats dont les Jurisdictions, à l'égard de ces terres, eussent été déjà déterminées, & que lescdites concessions fussent réclamées, comme ayant été faites avant la fixation de Jurisdiction ; sur la pétition présentée par l'une ou l'autre des Parties au Congrès des Etats-Unis, ces contestations seront jugées, autant que faire se pourra, de la même manière ci-devant prescrite pour juger les discussions de Jurisdiction territoriale entre les différents Etats.

Les Etats-Unis, assemblés en Congrès, auront aussi seuls & exclusivement le droit & le pouvoir de fixer le titre & la valeur des monnoies frappées sous leur autorité ou sous celle des États respectifs ; de déterminer les étalons des poids & mesures dans toute l'étendue des Etats-Unis ; de régler le commerce & de diriger toute espèce d'affaires avec les Indiens qui ne seront Membres d'aucun des États, pourvu que le droit législatif de chacun des États, dans ses propres limites, n'en éprouve aucune violation ni infraction ; d'établir & de régler les postes d'un État à un autre, dans toute l'étendue des Etats-Unis ; & de percevoir sur les lettres ou papiers circulant par cette voie, une taxe suffisante pour fournir aux frais de cet

établissement ; de nommer tous les Officiers des Troupes de terre au service des États-Unis , excepté les Officiers des régimens ; de nommer tous les Officiers des forces navales , & de donner les commissions à tous les Officiers quelconques au service des États-Unis ; de faire des réglemens pour l'administration & la discipline desdites forces de terre & de mer , & de diriger & ordonner leurs opérations.

Les États-Unis , assemblés en Congrès , auront le pouvoir de nommer un Comité qui siégera pendant les vacances du Congrès , s'intitulera *Comité des États* , & sera composé d'un Délégué de chaque État ; & de nommer tels autres Comités & Officiers civils qu'ils jugeront nécessaires pour conduire les affaires générales des États-Unis sous leurs ordres ; de nommer un de leurs Membres pour présider le Congrès , pourvu que personne ne puisse remplir la charge de Président plus d'un an dans l'espace de trois années ; de déterminer les sommes d'argent qui devront être levées pour le service des États-Unis ; d'ordonner la destination de ces sommes , & de les appliquer au paiement des dépenses publiques ; d'emprunter de l'argent , ou de mettre en circulation des billets de crédit sur les États-Unis , en envoyant tous les six mois aux États respectifs , un compte des sommes d'argent , ainsi

empruntées ou mises en circulation par billets ; de faire construire & armer des vaisseaux ; de déterminer le nombre des troupes de terre, que chaque État devra entretenir, & de faire en conséquence à chaque État la réquisition pour fournir son contingent, le tout à proportion du nombre des habitans blancs de chaque État : ces réquisitions seront obligatoires , & sur leur vu , la Législature de chacun des États nommera les Officiers de régiment , levera les hommes , & les habillera , armera & équipera comme des Soldats doivent l'être , aux dépens des États-Unis : les Officiers & Soldats ainsi armés , habillés & équipés marcheront au lieu désigné , & dans le tems fixé par les États-Unis assemblés en Congrès : mais si les États-Unis assemblés en Congrès , jugent à propos , d'après la considération de certaines circonstances, que quelqu'un des États ne lève point d'hommes, ou en lève moins que son contingent, & qu'un autre État en lève plus que le sien , le nombre excédent sera levé , pourvu d'Officiers , habillé , armé & équipé de la même manière que le contingent de cet État , à moins que la Législature ne juge qu'un tel excédent ne peut pas être fourni avec sûreté pour lui ; auquel cas elle levera , pourvoira d'Officiers , armera , habillera & équipera seulement la portion de cet excédent , qu'elle jugera pouvoir fournir sans ex-

poser la sûreté de son État respectif ; & les Officiers & Soldats ainsi armés , habillés & équipés , marcheront au lieu désigné & dans le tems fixé par les États-Unis assemblés en Congrès.

Les États-Unis assemblés en Congrès ne s'engageront jamais dans aucune guerre , ne donneront point de lettres de marque ou de représailles en tems de paix , ne concluront aucuns traités ou alliances , ne feront point fabriquer de monnoie , & n'en fixeront point la valeur ; ils ne détermineront point les sommes & les dépenses nécessaires pour la défense & le bien des États-Unis , ou d'aucuns d'entr'eux ; ils ne mettront point de billets en circulation , n'emprunteront point d'argent sur le crédit des États-Unis , n'ordonneront point de destination ou d'emploi d'argent , ne statueront point sur le nombre de bâtimens de guerre à construire ou à acheter , ni sur la quantité de Troupes de terre ou de mer à lever ; enfin ils ne nommeront point de Général en chef de terre ou de mer , que la délibération ne passe à l'avis de neuf des États : & aucune autre question , de quelque nature qu'elle soit , excepté l'ajournement d'un jour au lendemain , ne sera décidée que par les suffrages de la pluralité des États-Unis assemblés en Congrès.

Les États-Unis assemblés en Congrès , pour-

ront s'ajourner au tems qu'ils voudront dans l'année, & au lieu qu'ils jugeront à propos dans l'étendue des États-Unis, pourvu que l'ajournement ne soit jamais pour un tems plus long que six mois; & ils publieront mois par mois le journal de leurs actes & délibérations, à l'exception des parties relatives aux traités, aux alliances, ou aux opérations militaires, qu'ils jugeront devoir tenir secrètes : les avis par *oui* & par *non*, des Délégués de chaque État, sur quelques questions que ce soit, seront inscrits dans le Journal, lorsque quelque Délégué le requerra; & il sera délivré aux Délégués d'un des États, ou à quelqu'un de ces Délégués en particulier sur leur réquisition, une copie dudit Journal, à l'exception des parties ci-dessus exceptées, pour être présentée aux Législatures des différents États.

X. Le Comité des États, ou neuf de ses Membres, seront autorisés, pendant les vacances du Congrès, à exercer tels de ses pouvoirs que les États-Unis assemblés en Congrès jugeront à propos, du consentement de neuf des États, de leur confier; mais il ne sera délégué audit Comité aucun pouvoir, pour l'exercice duquella voix de neuf États soit exigée dans les États-Unis assemblés en Congrès par les articles de la Confédération.

XI. Le Canada, sur sa simple accession à cette
Confédération

Confédération, & sa jonction aux mesures des États-Unis, sera admis dans cette union, & rendu participant de tous ses avantages ; mais il n'y sera admis aucune autre Colonie, à moins que cette admission ne soit consentie par neuf États.

XII. Tous les billets mis en circulation, tout l'argent emprunté, & toutes les dettes contractées par & sous l'autorité du Congrès, avant l'Assemblée des États-Unis en conséquence de la présente Confédération, seront réputés & considérés comme une charge desdits États, pour le paiement & l'acquittement de laquelle lesdits États-Unis engagent solennellement la foi publique par le présent Acte,

XIII. Chaque État se soumet aux décisions des États-Unis assemblés en Congrès sur toutes les questions dont la connoissance leur est dévolue par la présente Confédération. Les articles de la présente Confédération seront inviolablement observés par tous & chacun des États, l'union sera perpétuelle, & il ne pourra être fait dans la suite aucun changement à aucun de ces articles, à moins que ce changement ne soit consenti dans un Congrès des États-Unis, & confirmé ensuite par les Législatures de chacun des États.

Et attendu qu'il a plu au Souverain Modérateur de l'Univers de déterminer les Législatures que nous représentons respectivement en Con-

grès , à approuver , & à nous donner pouvoir de ratifier les susdits articles de Confédération & d'Union perpétuelles. Sachez, que Nous Délégués soussignés , en vertu de l'autorité & des pouvoirs à nous donnés à cet effet, Nous ratifions & confirmons pleinement & entièrement par ces Présentes , au nom & au profit de nos Constituans respectifs, tous & chacun des susdits Articles de Confédération & d'Union perpétuelles , & toutes & chacune des matières & choses y contenues.

Et de plus, Nous obligeons & engageons solennellement la foi de nos Constituans respectifs , qu'ils se soumettront aux décisions des Etats-Unis assemblés en Congrès , sur toutes les questions dont la connoissance leur est dévolue par le présent Acte de Confédération; que tous les Articles en seront inviolablement observés, & que l'Union sera perpétuelle.

En foi de quoi Nous avons signé ces Présentes en Congrès.

Fait à Philadelphie, dans l'Etat de Pensylvanie, le neuf Juillet de l'an de grace mil sept cent soixante-dix-huit , & dans la troisième année de l'Indépendance de l'Amérique.

Les susdits Articles de Confédération ont été finalement & définitivement ratifiés le premier

DE CONFÉDÉRATION. 451

Mars mil sept cent quatre-vingt-un, l'Etat de Maryland y ayant accédé ledit jour par ses Délégués dans le Congrès, & ayant complété la Confédération.

New-Hampshire. . { Josiah Bartlett.
John Wentworth, jun.

Massachusetts. . { John Hancock.
Samuel Adams.
Elbridge Gerry.
Francis Dana.
James Lovell.
Samuel Holten.

Rhode-Island, &c. { William Ellery.
Henry Merchant.
John Collins.

Connecticut. . . { Roger Sherman.
Samuel Huntington.
Oliver Wolcott.
Titus Hosmer.
Andrew Adams.

New-Yorck. . . { James Duane.
Francis Lewis.
William Duer.
Gouverneur Morris.

New-Jersey. . . { John Witherspoon.
Nathaniel Scudder.

452 ARTICLES DE CONFÉDÉRATION.

Penſylvanie. . . . { Robert Morris.
Daniel Roberdeau.
Jonathan Bayard Smith.
William Clingan.
Joſeph Reed.

Delaware. . . . { Thomas M'Keati.
John Dickinſon.
Nicholas Vandyke.

Maryland. . . . { John Hanſon.
Daniel Carroll.

Virginie. . . . { Richard-Henry Lee.
John Banifter.
Thomas Adams.
John Harvey.
Francis Lightfoot Lee.

Caroline
Septentrionale. . . { John Penn.
Cornelius Harnett.
John Williams.

Caroline
Mérionale. . . . { Henry Laurens.
William Henry Drayton.
John Matthews.
Richard Huſon.
Thomas Heyward, jun.

Georgie. . . . { John Walton.
Edward Telfair.
Edward Longworthy.

T R A I T É

D'AMITIÉ ET DE COMMERCE.



T R A I T É

D'AMITIÉ ET DE COMMERCE ,

*CONCLU entre SA MAJESTÉ TRÈS-
CHRÉTIENNE & les TREIZE
ÉTATS-UNIS de l'Amérique Septen-
trionale , le six Février mil sept cent
soixante-dix-huit.*

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE
FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces
présentes Lettres verront ; Salut. Comme no-
tre cher & bien amé le sieur CONRAD-ALEXANDRE
GÉRARD, Syndic Royal de la ville de Strasbourg
& Secrétaire de notre Conseil d'Etat, auroit, en
vertu des pleins-pouvoirs que nous lui avons don-
nés à cet effet, conclu, arrêté & signé le 6 Fé-
vrier de la présente année 1778, avec les sieurs
BENJAMIN FRANKLIN, SILAS DEANE & ARTHUR
LEE, Députés du Congrès général des Etats-Unis
de l'Amérique Septentrionale, également munis de

pleins-pouvoirs , en bonne forme, un Traité d'Amitié & de Commerce , dont la teneur s'ensuit :

LE ROI TRÈS-CHRÉTIEN & les TREIZE ETATS-UNIS de l'Amérique Septentrionale : savoir, New-Hampshire , la Baie de Massachussets , Rhode-Island , Connecticut , New-York , New-Jersey , Pensylvanie , les Comtés de New - Castle , de Kent, & de Suffex sur la Delaware, Maryland, Virginie , Caroline Septentrionale , Caroline Méridionale, & Georgie, voulant établir d'une manière équitable & permanente , les règles qui doivent être suivies relativement à la correspondance & au commerce que les deux Parties désirent d'établir entre leurs Pays , Etats & Sujets respectifs; Sa Majesté Très-Chrétienne & lesdits Etats-Unis ont jugé ne pouvoir mieux atteindre à ce but , qu'en prenant pour base de leur arrangement l'égalité & la réciprocité la plus parfaite , & en observant d'éviter toutes les préférences onéreuses, sources de discussions , d'embarras & de mécontentemens ; de laisser à chaque Partie la liberté de faire , relativement au commerce & à la navigation, les réglemens intérieurs qui seront à sa convenance ; de ne fonder les avantages du commerce que sur son utilité réciproque & sur les loix d'une juste concurrence ; & de conserver ainsi de part & d'autre la liberté de faire participer , chacun selon

son gré, les autres Nations aux mêmes avantages. C'est dans cet esprit, & pour remplir ces vues, que Sa dite Majesté ayant nommé & constitué pour son Plénipotentiaire le sieur Conrad-Alexandre Gérard, Syndic Royal de la ville de Strasbourg, Secrétaire du Conseil d'Etat de Sa Majesté : & les Etats-Unis ayant, de leur côté, muni de leurs pleins-pouvoirs les sieurs Benjamin Franklin, Député au Congrès général de la part de l'Etat de Pensylvanie, & Président de la Convention dudit Etat; Silas Deane, ci-devant Député de l'Etat de Connecticut; & Arthur Lee, *Conseiller* *ès Loix* : lesdits Plénipotentiaires respectifs, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs, & après mûre délibération, ont conclu & arrêté les articles suivans ;

ART. I. IL y aura une paix ferme, inviolable & universelle, & une amitié vraie & sincère entre le Roi Très-Chrétien, ses héritiers & successeurs, & entre les Etats-Unis de l'Amérique, ainsi qu'entre les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux desdits Etats, comme aussi entre les peuples, îles, villes & places situés sous la juridiction du Roi Très-Chrétien & desdits Etats-Unis ; & entre leurs peuples & habitans de toutes les classes, sans aucune exception de personnes & de lieux. Les conditions men-

tionnées au présent Traité , feront perpétuelles & permanentes entre le Roi Très-Chrétien , ses héritiers & successeurs , & lesdits Etats-Unis.

II. LE ROI Très-Chrétien & les Etats-Unis , s'engagent mutuellement à n'accorder aucune faveur particulière à d'autres Nations , en fait de commerce & de navigation , qui ne devienne aussitôt commune à l'autre Partie ; & celle-ci jouira de cette faveur gratuitement , si la concession est gratuite , ou en accordant la même compensation , si la concession est conditionnelle.

III. LES Sujets du Roi Très-Chrétien ne paieront dans les ports , havres , rades , contrées , îles , cités , & lieux des Etats-Unis ou d'aucun d'entr'eux , d'autres ni plus grands droits & impôts , de quelque nature qu'ils puissent être , & quelque nom qu'ils puissent avoir , que ceux que les Nations les plus favorisées font ou seront tenus de payer ; & ils jouiront de tous les droits , libertés , privilèges , immunités & exemptions , en fait de négoce , navigation & commerce , soit en passant d'un port desdits Etats à un autre , soit en y allant ou en revenant , de quelque partie ou pour quelque partie du monde que ce soit , dont les Nations susdites jouissent ou jouiront.

IV. LES sujets , peuples & habitans desdits Etats-Unis & de chacun d'iceux , ne paieront dans les ports , havres , rades , îles , villes & places de la

domination de Sa Majesté Très-Chrétienne en Europe, d'autres ni plus grands droits ou impôts, de quelque nature qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent avoir, que les Nations les plus favorisées font ou feront tenues de payer ; & ils jouiront de tous les droits, libertés, privilèges, immunités & exemptions, en fait de négoce, navigation & commerce, soit en passant d'un port à un autre desdits Etats du Roi Très-Chrétien en Europe, soit en y allant ou en revenant, de quelque partie ou pour quelque partie du monde que ce soit, dont les Nations susdites jouissent ou jouiront.

V. DANS l'exemption ci-dessus est nommément comprise l'imposition de cent sous par tonneau, établie en France sur les navires étrangers, si ce n'est lorsque les navires des Etats-Unis chargeront des marchandises de France dans un port de France pour un autre port de la même domination, auquel cas lesdits navires desdits Etats-Unis acquitteront le droit dont il s'agit, aussi longtemps que les autres Nations les plus favorisées seront obligées de l'acquitter : bien entendu qu'il sera libre auxdits Etats-Unis ou à aucun d'eux, d'établir quand ils le jugeront à propos, un droit équivalent à celui dont il est question, pour le même cas pour lequel il est établi dans les ports de Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI. LE ROI Très-Chrétien fera usage de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour protéger & défendre tous les vaisseaux & effets appartenant aux sujets, peuples & habitans desdits Etats-Unis & de chacun d'iceux, qui seront dans ses ports, havres, ou rades, ou dans les mers près de ses pays, contrées, îles, villes & places, & fera tous ses efforts pour recouvrer & faire restituer aux Propriétaires légitimes, leurs agens ou mandataires, tous les vaisseaux & effets qui leur seront pris dans l'étendue de sa juridiction : & les vaisseaux de guerre de Sa Majesté Très-Chrétienne ou les convois quelconques, faisant voile sous son autorité, prendront, en toute occasion, sous leur protection les vaisseaux appartenant aux sujets, peuples & habitans desdits Etats-Unis ou d'aucun d'iceux, lesquels tiendront le même cours & feront la même route, & ils défendront lesdits vaisseaux aussi long-tems qu'ils tiendront le même cours & suivront la même route, contre toute attaque, force ou violence, de la même manière qu'ils sont tenus de défendre & de protéger les vaisseaux appartenant aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne.

VII. PAREILLEMENT lesdits Etats-Unis & leurs vaisseaux de guerre faisant voile sous leur autorité, protégeront & défendront, conformément au contenu de l'article précédent, tous les vais-

seaux & effets appartenant aux sujets du Roi Très-Chrétien , & feront tous leurs efforts pour recouvrer & faire restituer lesdits vaisseaux & effets qui auront été pris dans l'étendue de la juridiction desdits Etats-Unis & de chacun d'eux.

VIII. LE ROI Très-Chrétien emploiera ses bons offices & son entremise auprès des Roi ou Empereur de Maroc ou Fez , des Régences d'Alger, Tunis & Tripoli, ou auprès d'aucune d'entr'elles , ainsi qu'auprès de tout autre Prince , Etat ou Puissance des côtes de Barbarie en Afrique , & des sujets desdits Roi , Empereur , Etats & Puissance , & de chacun d'iceux , à l'effet de pourvoir aussi pleinement & aussi efficacement qu'il sera possible , à l'avantage , commodité & sûreté desdits Etats-Unis & de chacun d'iceux , ainsi que de leurs sujets , peuples & habitans , leurs vaisseaux & effets , contre toute violence , insulte , attaque ou déprédation de la part desdits Princes & Etats Barbaresques ou de leurs sujets.

IX. LES Sujets, Habitans, Marchands, Commandans de navires, Maîtres & Gens de mer des Etats , Provinces & Domaines des deux Parties, s'abstiendront & éviteront réciproquement de pêcher dans toutes les places possédées ou qui seront possédées par l'autre Partie. Les sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pêcheront pas

dans les havres , baies , criques , rades , côtes & places que lefdits Etats-Unis pofsèdent ou pofsèderont à l'avenir ; & de la même manière les fujets , peuples & habitans defdits Etats-Unis ne pêcheront pas dans les havres , baies , criques , rades , côtes & places que Sa Majesté Très-Chrétienne pofsède actuellement ou pofsèdera à l'avenir : & si quelque navire ou bâtiment étoit surpris pêchant , en violation du présent Traité , ledit navire ou bâtiment & sa cargaison , seront confisqués , après que la preuve en aura été faite duement ; bien entendu que l'exclusion stipulée dans le présent article , n'aura lieu qu'autant & si long-tems que le Roi & les Etats-Unis n'auront point accordé à cet égard d'exception à quelque Nation que ce puisse être.

X. LES Etats-Unis , leurs citoyens & habitans , ne troubleront jamais les fujets du Roi Très-Chrétien dans la jouissance & exercice du droit de pêche sur les bancs de Terre-neuve , non plus que dans la jouissance indéfinie & exclusive qui leur appartient sur la partie des côtes de cette île , désignée dans le Traité d'Utrecht , ni dans les droits relatifs à toutes & chacune des îles qui appartiennent à Sa Majesté Très-Chrétienne ; le tout conformément au véritable sens des Traités d'Utrecht & de Paris.

XI. LES fujets & habitans defdits Etats-Unis ,

ou de l'un d'eux, ne seront point réputés Aubains en France, & conséquemment seront exempts du droit d'Aubaine ou autre droit semblable, quelque nom qu'il puisse avoir : pourront disposer par testament, donation ou autrement, de leurs biens, meubles & immeubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera ; & leurs héritiers sujets desdits Etats-Unis, résidant soit en France ou ailleurs, pourront leur succéder *ab intestat*, sans qu'ils aient besoin d'obtenir des Lettres de naturalité, & sans que l'effet de cette concession leur puisse être contesté ou empêché, sous prétexte de quelques droits ou prérogatives de provinces, villes ou personnes privées : & seront lesdits héritiers, soit à titre particulier, soit *ab intestat*, exempts de tout droit de détraction ou autre droit de ce genre, sauf néanmoins les droits locaux, tant & si long-tems qu'il n'en sera point établi de pareils par lesdits Etats-Unis ou aucun d'iceux. Les Sujets du Roi Très-Chrétien jouiront, de leur côté, dans tous les domaines desdits Etats, d'une entière & parfaite réciprocité, relativement aux stipulations renfermées dans le présent article.

Mais il est convenu en même tems que son contenu ne portera aucune atteinte aux Loix promulguées en France contre les émigrations, ou qui pourront être promulguées dans la suite, lesquelles

demeureront dans toute leur force & vigueur : les Etats-Unis, de leur côté, ou aucun d'entr'eux, seront libres de statuer sur cette matière telle Loi qu'ils jugeront à propos.

XII. Les navires marchands des deux Parties, qui seront destinés pour des ports appartenant à une Puissance ennemie de l'autre Allié, & dont le voyage ou la nature des marchandises dont ils seront chargés donneroient de justes soupçons, seront tenus d'exhiber, soit en haute mer, soit dans les ports & havres, non-seulement leurs passeports, mais encore les certificats qui constateront expressément que leur chargement n'est pas de la qualité de ceux qui sont prohibés comme contrebande.

XIII. Si l'exhibition desdits certificats conduit à découvrir que le navire porte des marchandises prohibées & réputées contrebande, consignées pour un port ennemi, il ne sera pas permis de briser les écoutilles desdits navires, ni d'ouvrir aucune caisse, coffre, malle, ballots, tonneaux & autres caisses qui s'y trouveront, ou d'en déplacer & détourner la moindre partie des marchandises, soit que le navire appartienne aux sujets du Roi Très - Chrétien ou aux habitans des Etats - Unis, jusqu'à ce que la cargaison ait été mise à terre, en présence des Officiers des Cours d'Amirauté, & que l'inventaire en ait été

été fait ; mais on ne permettra pas de vendre , échanger ou aliéner les navires ou leur cargaison en manière quelconque , avant que le procès ait été fait & parfait légalement , pour déclarer la contrebande , & que les Cours d'Amirauté aient prononcé leur confiscation par jugement , sans préjudice néanmoins des navires , ainsi que des marchandises qui , en vertu du Traité , doivent être censés libres. Il ne sera pas permis de retenir ces marchandises , sous prétexte qu'elles ont été entachées par les marchandises de contrebande , & bien moins encore de les confisquer comme des prises légales : Dans le cas où une partie seulement , & non la totalité du chargement , consisteroit en marchandises de contrebande , & que le Commandant du vaisseau consente à les délivrer au Corsaire qui les aura découvertes , alors le Capitaine qui aura fait la prise , après avoir reçu ces marchandises , doit incontinent relâcher le navire , & ne doit l'empêcher en aucune manière de continuer son voyage ; mais dans le cas où les marchandises de contrebande ne pourroient pas être toutes chargées sur le vaisseau capteur , alors le Capitaine dudit vaisseau fera le maître , malgré l'offre de remettre la contrebande , de conduire le Patron dans le plus prochain port , conformément à ce qui est prescrit plus haut.

XIV. ON est convenu, au contraire, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets respectifs, sur des navires appartenant aux ennemis de l'autre Partie, ou à leurs sujets, sera confisqué sans distinction des marchandises prohibées ou non prohibées, ainsi & de même que si elles appartenoint à l'ennemi, à l'exception toutefois des effets & marchandises qui auront été mis à bord desdits navires avant la déclaration de guerre, ou même après ladite déclaration, si au moment du chargement on a pu l'ignorer, de manière que les marchandises des sujets des deux Parties, soit qu'elles se trouvent du nombre de celles de contrebande ou autrement, lesquelles, comme il vient d'être dit, auront été mises à bord d'un vaisseau appartenant à l'ennemi avant la guerre, ou même après ladite déclaration lorsqu'on l'ignoroit, ne feront en aucune manière sujettes à confiscation, mais seront fidèlement & de bonne foi rendues sans délai à leurs Propriétaires qui les réclameront : bien entendu néanmoins qu'il ne soit pas permis de porter dans les ports ennemis les marchandises qui seront de contrebande. Les deux Parties contractantes conviennent que le terme de deux mois passé depuis la déclaration de guerre, leurs sujets respectifs, de quelque partie du monde qu'ils viennent, ne pourront plus alléguer l'ignorance dont il est question dans le présent article.

XV. Et afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté des sujets des deux Parties contractantes, pour qu'il ne leur soit fait aucun préjudice par les vaisseaux de guerre de l'autre Partie, ou par des Armateurs particuliers, il sera fait défenses à tous Capitaines des vaisseaux de Sa Majesté Très-Chrétienne & desdits États-Unis, & à tous leurs sujets, de faire aucun dommage ou insulte à ceux de l'autre Partie; & au cas où ils y contreviendroient, ils en seront punis, & de plus ils seront tenus & obligés en leurs personnes & en leurs biens, de réparer tous les dommages & intérêts.

XVI. Tous vaisseaux & marchandises de quelque nature que ce puisse être, lorsqu'ils auront été enlevés des mains de quelques Pirates en pleine mer, seront amenés dans quelque port de l'un des deux États, & seront remis à la garde des Officiers dudit port, afin d'être rendus en entier à leur véritable Propriétaire, aussitôt qu'il aura dûment & suffisamment fait constater de sa propriété.

XVII. Les vaisseaux de guerre de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux des États-Unis, de même que ceux que leurs sujets auront armés en guerre, pourront en toute liberté, conduire où bon leur semblera, les prises qu'ils auront faites sur leurs ennemis, sans être obligés à aucuns droits, soit des sieurs Amiraux ou de l'Amirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lescdits vaisseaux ou lescdites

prises, entrant dans les havres ou ports de Sa Majesté Très-Chrétienne, ou desdits Etats-Unis, puissent être arrêtés ou saisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté, aux lieux portés par les commissions dont les Capitaines desdits vaisseaux seront obligés de faire apparoir. Et au contraire, ne sera donné asyle ni retraite dans leurs ports ou havres, à ceux qui auront fait des prises sur les sujets de Sa Majesté ou desdits Etats-Unis; & s'ils sont forcés d'y entrer par tempête ou péril de la mer, on les fera sortir le plutôt possible.

XVIII. DANS le cas où un vaisseau appartenant à l'un des deux Etats, ou à leurs sujets, aura échoué, fait naufrage ou souffert quelque autre dommage, sur les côtes ou sous la domination de l'une des deux Parties, il sera donné toute aide & assistance amiables aux personnes naufragées ou qui se trouvent en danger, & il leur sera accordé des sauf-conduits, pour assurer leur passage & leur retour dans leur patrie.

XIX. LORSQUE les sujets & habitans de l'une des deux Parties avec leurs vaisseaux, soit publics & de guerre, soit particuliers & marchands, seront forcés par une tempête, par la poursuite des Pirates & des ennemis, ou par quelque autre

nécessité urgente , de chercher refuge & un abri , de se retirer & entrer dans quelqu'une des rivières , baies , rades ou ports de l'une des deux Parties , ils seront reçus & traités avec humanité & honnêteté , & jouiront de toute amitié , protection & assistance , & il leur sera permis de se pourvoir de rafraîchissemens , de vivres & de toutes choses nécessaires pour leur subsistance , pour la réparation de leur vaisseau , & pour continuer leur voyage , le tout moyennant un prix raisonnable ; & ils ne seront retenus en aucune manière , ni empêchés de sortir desdits ports ou rades , mais pourront se retirer & partir quand & comme il leur plaira , sans aucun obstacle ni empêchement.

XX. AFIN de promouvoir d'autant mieux le commerce des deux côtés , il est convenu que dans le cas où la guerre surviendrait entre les deux Nations susdites , il sera accordé six mois après la déclaration de guerre , aux Marchands dans les villes & cités qu'ils habitent , pour rassembler & transporter leurs marchandises ; & s'il en est enlevé quelque chose , ou s'il leur a été fait quelque injure durant le terme prescrit ci-dessus , par l'une des deux Parties , leurs peuples ou sujets , il leur sera donné à cet égard pleine & entière satisfaction.

XXI. AUCUN sujet du Roi Très-Chrétien ne

prendra de commission ou de lettres de marque pour armer quelque vaisseau ou vaisseaux, à l'effet d'agir comme Corsaire contre lesdits Etats-Unis ou quelques-uns d'entr'eux, ou contre les sujets, peuples ou habitans d'iceux, ou contre leur propriété, ou celle des habitans d'aucun d'entr'eux, de quelque Prince que ce soit avec lequel lesdits Etats-Unis seront en guerre. De même, aucun citoyen, sujet ou habitant des susdits Etats-Unis, & de quelqu'un d'entr'eux, ne demandera ni acceptera aucune commission ou lettres de marque pour armer quelque vaisseau ou vaisseaux, pour courre-fus aux sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, ou quelqu'un d'entr'eux, ou leur propriété, de quelque Prince ou Etats que ce soit avec qui Sadite Majesté se trouvera en guerre; & si quelqu'un de l'une ou de l'autre Nation prenoit de pareilles commissions ou lettres de marque, il seroit puni comme Pirate.

XXII. IL ne sera permis à aucun Corsaire étranger, non appartenant à quelque sujet de Sa Majesté Très-Chrétienne, ou à un Citoyen desdits Etats-Unis, lequel aura une commission de la part d'un Prince ou d'une Puissance en guerre avec l'une des deux Nations, d'armer leurs vaisseaux dans les Ports de l'une des deux Parties, ni d'y vendre les prises qu'il aura faites, ni décharger en autre manière quelconque les vais-

seaux , marchandises ou aucune partie de leur cargaison , il ne sera même pas permis d'acheter d'autres vivres que ceux qui lui seront nécessaires pour se rendre dans le port le plus voisin du Prince ou de l'Etat dont il tient sa commission.

XXIII. Il sera permis à tous & un chacun des sujets du Roi Très-Chrétien, & aux citoyens, peuples & habitans des susdits Etats-Unis, de naviguer avec leurs bâtimens avec toute liberté & sûreté, sans qu'il puisse être fait d'exception à cet égard, à raison des propriétaires des marchandises chargées sur lesdits bâtimens, venant de quelque port que ce soit, & destinés pour quelque place d'une Puissance actuellement ennemie, ou qui pourra l'être dans la suite de Sa Majesté Très-Chrétienne ou des Etats-Unis. Il sera permis également aux sujets & habitans susmentionnés, de naviguer avec leurs vaisseaux & marchandises, & de fréquenter avec la même liberté & sûreté les places, ports & havres des Puissances ennemies des deux Parties contractantes, ou d'une d'entre-elles, sans opposition ni trouble, & de faire le commerce, non-seulement directement des ports de l'ennemi susdit à un port neutre, mais aussi d'un port ennemi à un autre port ennemi, soit qu'il se trouve sous sa juridiction ou sous celle de plusieurs; & il est stipulé par le

Présent Traité que les bâtimens libres assureront également la liberté des marchandises, & qu'on jugera libres toutes les choses qui se trouveront à bord des navires appartenant aux sujets d'une des Parties contractantes, quand même le chargement ou partie d'icelui appartiendrait aux ennemis de l'une des deux, bien entendu néanmoins que la contrebande sera toujours exceptée. Il est également convenu que cette même liberté s'étendrait aux personnes qui pourroient se trouver à bord du bâtiment libre, quand même elles seroient ennemies de l'une des deux Parties contractantes, & elles ne pourront être enlevées desdits navires, à moins qu'elles ne soient Militaires, & actuellement au service de l'ennemi.

XXIV. CETTE liberté de navigation & de commerce doit s'étendre sur toutes sortes de marchandises, à l'exception seulement de celles qui sont désignées sous le nom de *Contrebande*. Sous ce nom de contrebande ou de marchandises prohibées, doivent être compris les armes, canons, bombes avec leurs fusées & autres choses y relatives, boulets, poudre à tirer, mèches, piques, épées, lances, dards, hallebardes, mortiers, pétards, grenades, salpêtre, fusils, balles, boucliers, casques, cuirasses, cotes-de-mailles & autres armes de cette espece, propres à armer

les Soldats, porte-mousquetons, baudriers, chevaux avec leurs équipages, & tous autres instrumens de guerre quelconques. Les marchandises dénommées ci-après ne feront pas comprises parmi la contrebande ou choses prohibées; savoir, toutes sortes de draps & toutes autres étoffes de laine, lin, soie, coton ou d'autres matières quelconques; toutes sortes de vêtemens avec les étoffes dont on a coutume de les faire; l'or & l'argent monnoyé ou non, l'étain, le fer, laiton, cuivre, airain, charbon, de même que le froment & l'orge, & toute autre sorte de blés & légumes; le tabac & toutes les sortes d'épiceries; la viande salée & fumée, poisson salé, fromage & beurre, bière, huiles, vins, sucres & toute espece de sel, & en général toutes provisions servant pour la nourriture de l'homme, & pour le soutien de la vie; de plus, toutes sortes de coton, de chanvre, lin, goudron, poix, cordes, cables, voiles, toiles à voiles, ancres, parties d'ancres, mâts, planches, madriers & bois de toute espece, & toutes autres choses propres à la construction & réparation des vaisseaux, & autres matières quelconques qui n'ont pas la forme d'un instrument préparé pour la guerre, par terre comme par mer, ne feront pas réputées contrebande, & encore moins celles qui sont déjà préparées pour quelque autre usage.

Toutes les choses dénommées ci-dessus doivent être comprises parmi les marchandises libres, de même que toutes les autres marchandises & effets qui ne sont pas compris, & particulièrement nommés dans l'énumération des marchandises de contrebande, de manière qu'elles pourront être transportées & conduites de la manière la plus libre par les sujets des deux Parties contractantes dans des places ennemies, à l'exception néanmoins de celles qui se trouveroient actuellement assiégées, bloquées ou investies.

XXV. AFIN d'écarter & de prévenir de part & d'autre toutes dissensions & querelles, il a été convenu que dans le cas où l'une des deux Parties se trouveroit engagée dans une guerre, les vaisseaux & bâtimens appartenant aux sujets ou peuple de l'autre Allié, devront être pourvus de lettres de mer ou passeports, lesquels exprimeront le nom, la propriété & le port du navire, ainsi que le nom & la demeure du Maître ou Commandant dudit vaisseau, afin qu'il apparaisse par-là que le même vaisseau appartient réellement & véritablement aux sujets de l'une des deux Parties contractantes, lequel passeport devra être expédié, selon le modèle annexé au présent Traité. Ces passeports devront également être renouvelés chaque année, dans le cas où le vaisseau retourne chez lui dans l'espace d'une

année. Il a été convenu également que les vaisseaux susmentionnés, dans le cas où ils seroient chargés, devront être pourvus non-seulement de passeports, mais aussi de certificats contenant le détail de la cargaison, le lieu d'où le vaisseau est parti, & la déclaration des marchandises de contrebande qui pourroient se trouver à bord; lesquels certificats devront être expédiés dans la forme accoutumée, par les Officiers du lieu d'où le vaisseau aura fait voile; & s'il étoit jugé utile ou prudent d'exprimer dans lesdits passeports la personne à laquelle les marchandises appartiennent, on pourra le faire librement.

XXVI. DANS le cas où les vaisseaux des sujets & habitans de l'une des deux Parties contractantes, approcheroient des côtes de l'autre, sans cependant avoir le dessein d'entrer dans le port, ou, après être entré, sans avoir le dessein de décharger la cargaison ou rompre leur charge, on se conduira à leur égard suivant les Réglemens généraux prescrits ou à prescrire, relativement à l'objet dont il est question.

XXVII. LORSQU'UN bâtiment appartenant auxdits sujets, peuple & habitans de l'une des deux Parties, sera rencontré naviguant le long des côtes ou en pleine mer, par un vaisseau de guerre de l'autre, ou par un Armateur, ledit vaisseau de guerre ou Armateur, afin d'éviter

tout désordre , se tiendra hors de la portée du canon , & pourra envoyer sa chaloupe à bord du bâtiment marchand , & y faire entrer deux ou trois hommes , auxquels le Maître ou Commandant du bâtiment montrera son passeport , lequel devra être conforme à la formule annexée au présent Traité , & constatera la propriété du bâtiment ; & après que ledit bâtiment aura exhibé un pareil passeport , il lui sera libre de continuer son voyage , & il ne sera pas permis de le molester ni de chercher en aucune manière , de lui donner la chasse ou de le forcer de quitter la course qu'il s'étoit proposée.

XXVIII. Il est convenu que lorsque les marchandises auront été chargées sur les vaisseaux ou bâtimens de l'une des deux Parties contractantes , elles ne pourront plus être assujetties à aucune visite , toute visite & recherche devant être faites avant le chargement , & les marchandises prohibées devant être arrêtées & saisies sur la plage avant de pouvoir être embarquées , à moins qu'on n'ait des indices manifestes ou des preuves de versemens frauduleux. De même aucun des sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ou des Etats-Unis , ni leurs marchandises ne pourront être arrêtés ni molestés pour cette cause par aucune espece d'embargo , & les seuls sujets de l'Etat auxquels lescdites marchandises auront

été prohibées, & qui se feront émancipés à vendre & aliéner de pareilles marchandises, seront dûement punis pour cette contravention.

XXIX. LES deux Parties contractantes se sont accordées mutuellement la faculté de tenir dans leurs ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agens & Commissaires, dont les fonctions seront réglées par une convention particulière.

XXX. POUR d'autant plus favoriser & faciliter le commerce que les sujets des Etats-Unis feront avec la France, le Roi Très-Chrétien leur accordera en Europe un ou plusieurs ports francs, dans lesquels ils pourront amener & débiter toutes les denrées & marchandises provenant des Treize Etats-Unis : Sa Majesté conservera d'un autre côté, aux sujets desdits Etats, les ports francs qui ont été & sont ouverts dans les Isles Françaises de l'Amérique; de tous lesquels ports francs lesdits sujets des Etats-Unis jouiront, conformément aux Réglemens qui en déterminent l'usage.

XXXI. LE présent Traité sera ratifié de part & d'autre, & les ratifications seront échangées dans l'espace de six mois, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus, tant en Langue Française qu'en Langue Anglaise, déclarant néanmoins que le présent Traité a été

originellement rédigé & arrêté en Langue Française, & ils y ont apposé le cachet de leurs armes.

FAIT à Paris, le sixième jour du mois de Février mil sept cent soixante-dix-huit.

C. A. GERARD. B. FRANKLIN. SILAS DEANE.
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

ARTHUR LEE.
(L. S.)

FORME DES PASSEPORTS ET LETTRES
qui doivent être donnés aux Vaisseaux
& Barques, conformément à l'article
XXV du Traité ci-dessus.

A TOUS CEUX qui les Présentes verront ;
soit notoire que faculté & permission a été accor-
dée à Maître ou Commandant
du navire appelé de la Ville
de de la capacité de
tonneaux ou environ, se trouvant présentement
dans le port & havre de
& destiné pour chargé de
Qu'après que son navire
a été visité, & avant son départ, il prêtera ser-

ment entre les mains des Officiers de Marine ,
 que ledit navire appartient à un ou plusieurs Su-
 jets de dont l'acte sera mis à
 la fin des Présentes ; de même qu'il gardera &
 fera garder par son Equipage les Ordonnances &
 Réglemens maritimes ; & remettra une liste signée
 & confirmée par témoins , contenant les noms &
 surnoms , les lieux de naissance & la demeure
 des personnes composant l'Equipage de son na-
 vire , & de tous ceux qui s'y embarqueront , les-
 quels il ne recevra pas à bord sans la connoissance
 & permission des Officiers de Marine : Et dans
 chaque port ou havre où il entrera avec son na-
 vire , il montrera la présente permission aux Offi-
 ciers & Juges de Marine , & leur fera un rapport
 fidele de ce qui s'est passé durant son voyage ; &
 il portera les couleurs , armes & enseignes du (Roi
 ou des Etats-Unis) durant sondit voyage. En
 témoin de quoi nous avons signé les Présentes ,
 les avons fait contre-signer par
 & y avons fait apposer le sceau de nos armes.
 DONNÉ à le
 de l'an de grace le

Nous , ayant agréable le susdit Traité d'amitié
 & de commerce , en tous & chacun les points
 & articles qui y sont contenus & déclarés , avons
 iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Suc-

cesseurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés; par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons, en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous & un chacun nos biens présens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes. DONNÉ à Versailles, le seizeième jour du mois de Juillet, l'an de grace mil sept cent soixante-dix-huit, & de notre règne le cinquième. *Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. Signé GRAVIER DE VERGENNES.*

Scellé du grand sceau de cire jaune, sur lacs de soie bleue tressés d'or; le sceau enfermé dans une boîte d'argent, sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les armes de France & de Navarre, sous un pavillon royal, soutenu par deux Anges.

TRAITÉ
D'ALLIANCE.

Hh

THE
SOCIETY

TRAITÉ D'ALLIANCE

ÉVENTUELLE ET DÉFENSIVE.

LE ROI TRÈS-CHRÉTIEN & les ÉTATS-UNIS de l'Amérique Septentrionale : savoir, New-Hampshire, la Baie de Massachusets, Rhode-Island, Connecticut, New-Yorck, New-Jersey, Pensylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Caroline Septentrionale, Caroline Méridionale, & Georgie; ayant conclu ce jourd'hui un Traité d'Amitié, de bonne intelligence & de Commerce, pour l'avantage réciproque de leurs Sujets & Citoyens, ils ont cru devoir prendre en considération les moyens de resserrer leurs liaisons, & de les rendre utiles à la sûreté & à la tranquillité des deux Parties, notamment dans le cas où la Grande-Bretagne, en haine de ces mêmes liaisons, & de la bonne correspondance qui forment l'objet dudit Traité, se porteroit à rompre la Paix avec la France, soit en l'attaquant hostilement, soit en troublant son Commerce & sa Navigation d'une manière contraire au Droit des

Gens & à la Paix subsistante entre les deux Couronnes ; & Sa Majesté & lesdits Etats-Unis ayant Résolu éventuellement d'unir, dans le cas prévu, leurs conseils & leurs efforts contre les entreprises de leur ennemi commun, les Plénipotentiaires respectifs, chargés de concerter les clauses & conditions propres à remplir leurs intentions, ont, après la plus mûre délibération, conclu & arrêté les Points & Articles qui s'ensuivent.

ART. I. Si la guerre éclate entre la France & la Grande-Bretagne pendant la durée de la guerre actuelle entre les Etats-Unis & l'Angleterre, Sa Majesté & lesdits Etats-Unis feront cause commune & s'entr'aideront mutuellement de leurs bons offices, de leurs conseils & de leurs forces, selon l'exigence des conjonctures, ainsi qu'il convient à de bons & fidèles Alliés.

II. LE but essentiel & direct de la présente Alliance défensive, est de maintenir efficacement la liberté, la souveraineté, & l'indépendance absolue & illimitée desdits Etats-Unis, tant en matière Politique que de Commerce.

III. LES deux Parties contractantes feront chacune de leur côté, & de la manière qu'elles jugeront plus convenable, tous les efforts qui seront en leur pouvoir contre leur Ennemi commun, afin d'atteindre au but qu'elles se proposent.

IV. LES Parties contractantes sont convenues

que dans le cas où l'une d'entr'elles formeroit quelque'entreprise particulière, pour laquelle elle desireroit le concours de l'autre, celle-ci se prêteroit de bonne foi à un concert sur cet objet, autant que les circonstances & sa propre situation pourront le lui permettre; & dans ce cas, on réglera, par une convention particulière, la portée des secours à fournir, & le tems & la manière de les faire agir, ainsi que les avantages destinés à en former la compensation.

V. Si les Etats-Unis jugent à propos de tenter la réduction des Isles Bermudes, & des parties septentrionales de l'Amérique qui sont encore au pouvoir de la Grande-Bretagne, lescdites Isles & Contrées, en cas de succès, entreront dans la Confédération, ou seront dépendantes desdits Etats-Unis.

VI. LE Roi Très-Chrétien renonce à posséder jamais les Bermudes ou chacune des parties du Continent de l'Amérique Septentrionale, qui, avant le Traité de Paris de mil sept cent soixante-trois, ou en vertu de ce Traité, ont été reconnues appartenir à la Couronne de la Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis qu'on appelloit ci-devant Colonies Britanniques, ou qui sont maintenant ou ont été récemment sous la juridiction & sous le pouvoir de la Couronne de la Grande-Bretagne.

VII. Si Sa Majesté Très-Chrétienne juge à propos d'attaquer aucune des Isles situées dans le Golfe du Mexique ou près dudit Golfe qui sont actuellement au pouvoir de la Grande-Bretagne, toutes lesdites Isles, en cas de succès, appartiendront à la Couronne de France.

VIII. AUCUNE des deux Parties ne pourra conclure ni trêve ni paix avec la Grande-Bretagne, sans le consentement préalable & formel de l'autre Partie; & elles s'engagent mutuellement à ne mettre bas les armes que lorsque l'Indépendance desdits Etats-Unis aura été assurée formellement ou tacitement par le Traité ou les Traités qui termineront la guerre.

IX. LES Parties contractantes déclarent, qu'étant résolues de remplir, chacune de son côté, les clauses & conditions du présent Traité d'Alliance, selon son pouvoir & les circonstances, elles n'auront aucune répétition, ni aucun dédommagement à se demander réciproquement, quelque puisse être l'événement de la guerre.

X. LE Roi Très-Chrétien & les Etats-Unis sont convenus d'inviter de concert, ou d'admettre les Puissances qui auront des griefs contre l'Angleterre à faire cause commune avec eux, & à accéder à la présente Alliance, sous les conditions qui seront librement agréées & convenues entre toutes les Parties.

XI. LES deux Parties se garantissent mutuellement dès-à-présent & pour toujours envers & contre tous, savoir, les Etats-Unis à Sa Majesté Très-Chrétienne, les possessions actuelles de la Couronne de France en Amérique, ainsi que celles qu'elle pourra acquérir par le futur Traité de Paix; & Sa Majesté Très-Chrétienne garantit de son côté aux Etats-Unis leur liberté, leur souveraineté, & leur Indépendance absolue & illimitée, tant en matière de Politique que de Commerce, ainsi que leurs possessions & les accroissemens ou conquêtes que leur Confédération pourra se procurer pendant la guerre, d'aucun des Domaines maintenant ou ci-devant possédés par la Grande-Bretagne dans l'Amérique Septentrionale, conformément aux Articles V & VI ci-dessus, & tout ainsi que leurs Possessions seront fixées & assurées auxdits Etats, au moment de la cessation de leur guerre actuelle contre l'Angleterre.

XII. AFIN de fixer plus précisément le sens & l'application de l'Article précédent, les Parties contractantes déclarent qu'en cas de rupture entre la France & l'Angleterre, la garantie réciproque énoncée dans le susdit Article, aura toute la force & valeur du moment où la guerre éclatera; & si la rupture n'avoit pas lieu, les obligations mutuelles de ladite garantie, ne commenceroient que

488 TRAITÉ D'ALLIANCE.

du moment susdit, où la cessation de la guerre actuelle entre les Etats-Unis & l'Angleterre, aura fixé leurs Possessions.

XIII. Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre, & les ratifications seront échangées dans l'espace de six mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, savoir, de la part du Roi Très-Chrétien, le sieur Conrad-Alexandre Gérard, Syndic Royal de la ville de Strasbourg, & Secrétaire du Conseil d'Etat de Sa Majesté; & de la part des Etats-Unis, les sieurs Benjamin Franklin, Député au Congrès général de la part de l'Etat de Pensylvanie, & Président de la Convention du même Etat; Silas Deane, ci-devant Député de l'Etat de Connecticut; & Arthur Lee, Conseiller ès Loix, ont signé les Articles ci-dessus, tant en Langue Française qu'en Langue Anglaise; déclarant néanmoins que le présent Traité a été originairement rédigé & arrêté en Langue Française, & ils les ont munis du cachet de leurs armes.

FAIT à Paris, le sixième jour du mois de Février mil sept cent soixante-dix-huit.

Signés C. A. GÉRARD. B. FRANKLIN.

(LS)

(LS)

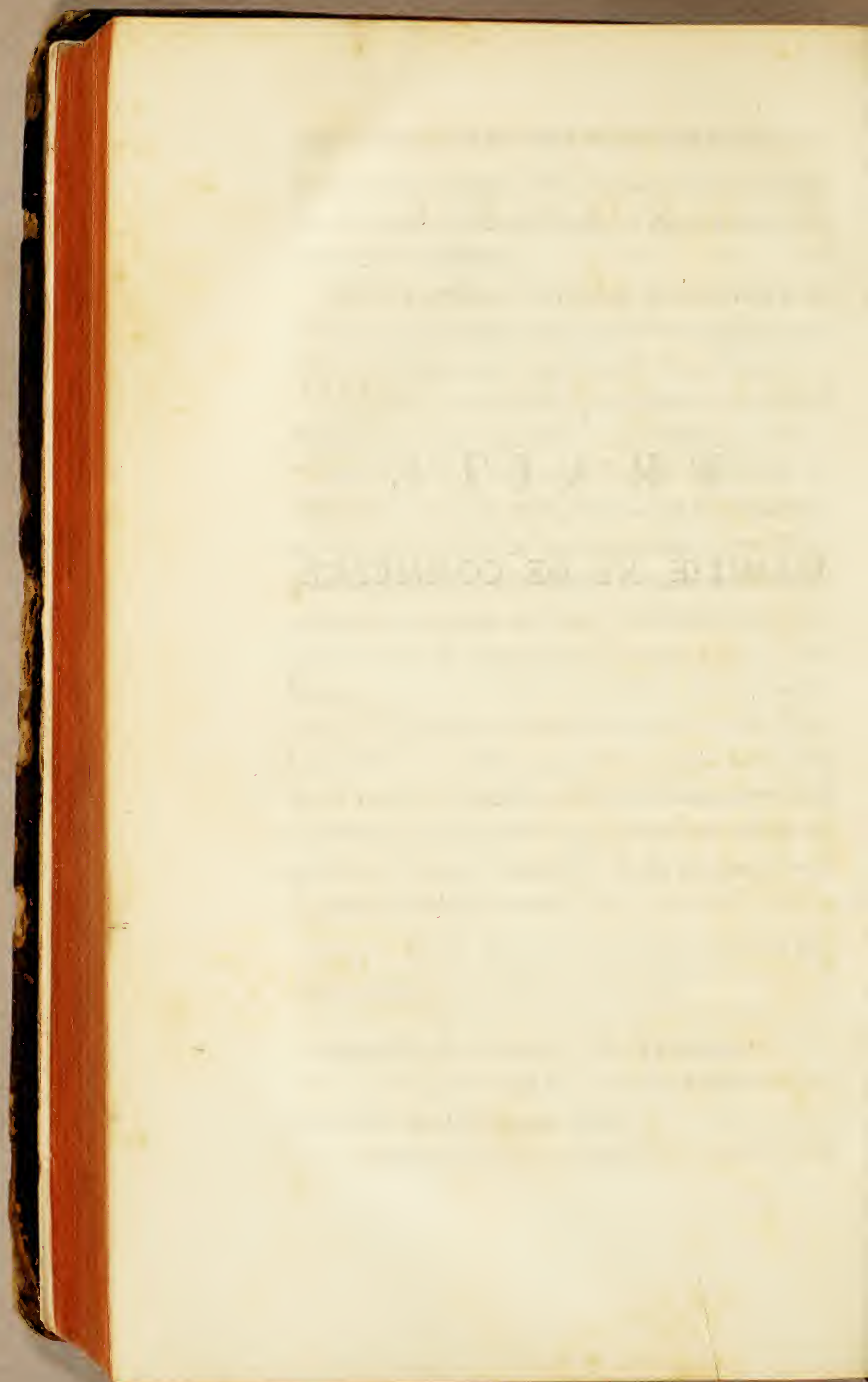
SILAS DEANE. ARTHUR LEE.

(LS)

(LS)

T R A I T É

D'AMITIÉ ET DE COMMERCE.



T R A I T É

D'AMITIÉ ET DE COMMERCE,

*Entre L. H. P. les ÉTATS - GÉNÉRAUX
DES PAYS-BAS-UNIS, & les ÉTATS-
UNIS DE L'AMÉRIQUE; savoir, New-
Hampshire, Massachussetts, Rhode-
Island, Conneëticut, New - Yorck,
New-Jersey, Pensylvanie, Delaware,
Maryland, Virginie, Caroline Septen-
trionale, Caroline Méridionale, &
Georgie.*

LEURS Hautes-Puissances les Etats-Généraux
des Pays-Bas-Unis, & les Etats-Unis de l'Amé-
rique, *savoir, New-Hampshire, Massachussetts,
Rhode-Island & les Plantations de Providence,
Connecticut, New-Yorck, New-Jersey, Pen-
sylvanie, Delaware, Maryland, Virginie, Caro-
line Septentrionale, Caroline Méridionale, &
Georgie, desirant de déterminer sur un pied constant
& équitable les règles à observer au sujet de la Cor-
respondance & du Commerce, qu'ils ont intention
d'établir entre leurs Pays, Etats, Sujets & Habitans*

respectifs , ont jugé que l'on ne sauroit mieux atteindre ladite fin , qu'en établissant pour base de leur transaction l'égalité & la réciprocité la plus parfaite, & en évitant toutes ces préférences onéreuses , qui sont d'ordinaire une source de querelles , d'embarras & de mécontentement ; pour laisser ainsi à chaque Partie la liberté de faire , au sujet du Commerce & de la Navigation , tels Réglemens ultérieurs qu'elle jugera les plus convenables pour elle-même , & pour fonder les avantages du Commerce uniquement sur l'utilité réciproque & sur les justes règles d'un trafic libre de part & d'autre ; réservant avec tout cela à chaque Partie la liberté d'admettre , selon son bon plaisir , d'autres Nations à la participation des mêmes avantages.

En partant de ces principes , les susdits L. H. P. les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis ont choisi parmi les Membres de leur Assemblée , & nommé pour leurs Plénipotentiaires , Messieurs leurs Députés pour les Affaires étrangères : Et lesdits Etats-Unis de l'Amérique, de leur côté, ont muni de pleins-pouvoirs M. John Adams, dernièrement Commissaire des Etats-Unis de l'Amérique à la Cour de Versailles, ci-devant Député au Congrès la part des Etats de Massachusets-Bay, & Chef de Justice dudit Etat : Lesquels sont convenus & tombés d'accord.

ART. I. IL y aura une Paix stable, inviolable

& universelle, & une amitié sincère entre *Leurs Hautes-Puissances les Seigneurs Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis & les Etats-Unis de l'Amérique*; & entre les Sujets & Habitans des susdites Parties; entre les Pays, Isles, Villes & Lieux situés sous la Jurisdiction desdits *Pays-Bas-Unis & desdits Etats-Unis de l'Amérique*, leurs Sujets & Habitans de tout état, sans acception de personnes & de lieux.

II. LES Sujets desdits *Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis* ne paieront dans les Ports, Rades, Pays, Isles, Villes ou Lieux des *Etats-Unis de l'Amérique*, ou dans aucuns d'iceux, d'autres ni de plus grands droits ou impositions, de quelque nature ou dénomination qu'ils puissent être, que ceux que les Nations les plus favorisées sont ou seront obligées d'y payer : Et ils jouiront de tous les droits, franchises, privilèges, immunités & exemptions dans le Trafic, la Navigation & le Commerce dont jouissent ou jouiront lesdites Nations, soit en allant d'un Port à l'autre dans lesdits Etats, ou d'un de ces Ports à quelque Port étranger du Monde, ou de quelque Port étranger du Monde à l'un des Ports desdits Etats.

III. DE même les Sujets & Habitans desdits *Etats-Unis de l'Amérique* ne paieront dans les Ports, Rades, Pays, Isles, Villes ou Lieux desdits *Pays-Bas-Unis*, ou dans aucuns d'iceux,

d'autres ni de plus grands droits ou impositions, de quelque nature ou dénomination qu'ils puissent être, que ceux que les Nations les plus favorisées sont ou seront obligées d'y payer : Et ils jouiront de tous les droits, franchises, privilèges, immunités & exemptions dans le Trafic, la Navigation & le Commerce dont jouissent ou jouiront les Nations les plus favorisées, soit en allant d'un Port à l'autre dans lesdits Etats, ou de quelqu'un & vers quelqu'un de ces Ports, vers ou de quelque Port étranger du Monde. Et les *Etats-Unis de l'Amérique*, avec leurs Sujets & Habitans, laisseront à ceux de *L. H. P.* la jouissance paisible de leurs droits aux Pays, Isles & Mers dans les *Indes Orientales & Occidentales*, sans les en empêcher ou s'y opposer.

IV. Il sera accordé liberté de conscience entière & parfaite aux Sujets & Habitans de chaque Partie & à leurs familles ; & personne ne sera molesté à l'égard de son culte, moyennant qu'il se soumette, quant à la démonstration publique, aux Loix du Pays. Il sera donné en outre liberté, quand des Sujets & Habitans de chaque Partie viendront à mourir dans le Territoire de l'autre, de les inhumer dans les cimetières usités, ou dans des endroits convenables & décens, que l'on assignera à cela selon l'occurrence ; & les cadavres des enterrés ne

seront molestés en aucune manière : Et les deux Puissances contractantes pourvoiront , chacune dans sa Jurisdiction , à ce que les Sujets & Habitans respectifs puissent obtenir dorénavant les Certificats requis en cas de mort, où ils se trouvent intéressés.

V. Leurs Hautes-Puissances les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis , & les Etats-Unis de l'Amérique tâcheront , autant qu'il est de quelque manière en leur pouvoir , de défendre & protéger tous les Vaisseaux & autres effets appartenant aux Sujets & Habitans respectifs , ou à quelqu'un d'eux , dans leurs Ports, Rades, Havres, Mers internes, Passes , Rivières, & aussi loin que leur Jurisdiction s'étend en mer, & de recouvrer & faire restituer aux vrais Propriétaires, à leurs Agens ou Mandataires , tous tels Vaisseaux & effets qui seront pris sous leurs Juridictions : Et leurs Vaisseaux de guerre convoyans , dans le cas où ils pourroient avoir un Ennemi commun , prendront sous leur protection tous les Vaisseaux appartenant aux Sujets & Habitans de part & d'autre , qui ne seront point chargés d'effets de contrebande , selon la description qu'on en fera ci-après, pour des Places avec lesquelles l'une des Parties est en Paix & l'autre en Guerre , ni destinés pour quelque Place bloquée , & qui tiendront le même cours ou sui-

vront la même route ; & ils défendront tels Vaisseaux aussi long-tems qu'ils tiendront le même cours ou suivront la même route , contre toute attaque , force & violence de l'Ennemi commun , de la même manière qu'ils devroient protéger & défendre les Vaisseaux appartenant aux Sujets propres respectifs.

VI. LES Sujets des Parties contractantes pourront de part & d'autre , dans les Pays & Etats respectifs , disposer de leurs biens par testament , donation ou autrement : Et leurs héritiers , Sujets de l'une des Parties & domiciliés dans les Pays de l'autre ou ailleurs , recevront telles successions , même *ab intestat* , soit en personne , soit par leur fondé de procuration ou Mandataire , quand même ils n'auroient pas obtenu des Lettres de naturalisation , sans que l'effet de telle Commission puisse leur être contesté , sous prétexte de quelques droits ou prérogatives de quelque Province , Ville ou Particulier : Et si les héritiers à qui les successions pourroient être échues , étoient Mineurs , les Tuteurs ou Curateurs établis par le Juge domiciliaire desdits Mineurs , pourront régir , diriger , administrer , vendre & aliéner les biens échus auxdits Mineurs par héritage , & en général , à l'égard des susdites successions & biens , user de tous les droits & remplir toutes les fonctions qui appartiennent
par

par la disposition des Loix à des Tuteurs & Curateurs, bien entendu néanmoins que cette disposition ne pourra avoir lieu que dans le cas où le Testateur n'aura pas nommé des Tuteurs ou Curateurs par testament, codicile ou autre instrument légal.

VII. Il sera juste & permis aux Sujets de chaque Partie d'employer tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs ou Facteurs qu'ils jugeront à propos.

VIII. Les Marchands, Patrons & Propriétaires des Navires, Matelots, Gens de toute sorte, Vaisseaux & Bâtimens, & en général aucunes marchandises ni aucuns effets de chacun des Alliés ou de leurs Sujets ne pourront être assujettis à un embargo ni retenus dans aucun des Pays, Territoires, Isles, Villes, Places, Ports, Rivages ou Domaines quelconques de l'autre Allié, pour quelque expédition militaire, usage public ou particulier de qui que ce soit, par saisie, par force, ou de quelque manière semblable. D'autant moins sera-t-il permis aux Sujets de chacune des Parties de prendre ou enlever par force quelque chose aux Sujets de l'autre Partie, sans le consentement du Propriétaire : ce qui néanmoins ne doit pas s'entendre des saisies, détentions & arrêts qui se feront par ordre & autorité de la Justice, & selon les voies ordinaires, pour dettes ou délits, au sujet

desquels il devra être procédé par voie de droit selon les formes de justice.

IX. DE plus, il a été convenu & conclu qu'il fera parfaitement loisible à tous Marchands, Commandans de Navires & autres Sujets ou Habitans des Parties contractantes, en tous lieux soumis respectivement à la Jurisdiction des deux Puissances, de gérer eux-mêmes leurs propres affaires; & qu'en outre, quant à l'usage des Interpretes ou Courtiers, comme aussi à l'égard du chargement ou déchargement de leurs Navires & de tout ce qui y a rapport, ils feront de part & d'autre considérés & traités sur le pied des Sujets propres, & pour le moins en égalité avec la Nation la plus favorisée.

X. LES Vaisseaux Marchands de chacune des Parties, venant soit d'un Port ennemi, soit d'un Port propre ou neutre, pourront naviguer librement vers quelque Port ennemi de l'autre Allié: ils feront néanmoins tenus, toutes les fois qu'on l'exigera, d'exhiber, tant en pleine Mer que dans les Ports, leurs Lettres de mer & autres documens décrits dans l'Article XXV constatant expressément, que leurs effets ne sont pas du nombre de ceux qui sont prohibés comme *Contrebande*; &, n'ayant point chargé de *Contrebande* pour un Port ennemi, ils pourront librement, & sans empêchement, poursuivre leur voyage vers

un Port ennemi. Cependant , on ne demandera point de visiter les papiers des Vaisseaux convoyés par des Vaisseaux de guerre; mais on ajoutera foi à la parole de l'Officier qui conduira le Convoi.

XI. Si , à l'exhibition des Lettres de mer & des autres documens , décrits plus particulièrement dans l'Article XXV de ce Traité , l'autre Partie découvre qu'il y a quelques-uns de ces effets, qui sont déclarés prohibés & de *Contrebande*, & qu'ils sont consignés pour un Port sous l'obéissance de l'ennemi, il ne sera pas permis de forcer les écoutilles du Vaisseau, ni d'ouvrir quelque caisse, coffre, ballot, baril ou autre futaille qui s'y trouveront, ni d'y déplacer le moindre effet, soit que le Vaisseau appartienne à *L. H. P. les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis* ou à des Sujets & Habitans desdits *Etats-Unis de l'Amérique*, jusqu'à ce que la Cargaïson soit portée à terre en présence des Officiers de la Cour d'Amirauté, & qu'il en soit fait un inventaire. Encore ne sera-t-il pas permis de les vendre, échanger, ou aliéner, que lorsque les procédures requises & légales auront été observées contre de tels effets prohibés & de *Contrebande*, & que la Cour d'Amirauté les aura confisqués par Sentence prononcée; en exceptant toujours, non-seulement le Navire même, mais aussi tous autres effets qui s'y trouveront, tenus pour libres, lesquels ne pourront point être

arrêtés sous le prétexte d'avoir été entachés par les effets prohibés , encore moins confisqués , comme pris légitimement : mais , au contraire , lorsque par la visitation à terre il se trouvera qu'il n'y a point de *Contrebande* dans les Vaisseaux , & qu'il ne paroîtra point par les papiers , que celui qui a pris & emmené les Navires n'a pas pu l'y découvrir , celui-ci devra être condamné à tous les frais , dommages & intérêts d'eux , qu'il aura causés , tant aux Propriétaires des Vaisseaux qu'aux Propriétaires & Chargeurs des cargaisons dont ils seront chargés , par sa témérité à les prendre & emmener : Déclarant très-expressément, qu'un *Vaisseau libre assurera la liberté des effets , dont il sera chargé ; & que cette liberté s'étendra pareillement sur les personnes , qui se trouveront dans un Vaisseau libre , lesquelles ne pourront en être enlevées , à moins que ce ne soit des Militaires actuellement au service de l'Ennemi.*

XII. PAR contre on est convenu , que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties , dans quelque Vaisseau appartenant aux Ennemis de l'autre ou à leurs Sujets , quoique non compris sous l'espèce des effets prohibés , pourra être confisqué en son entier , de la même manière que s'il appartenait à l'Ennemi ; excepté pourtant les effets & marchandises , mis à bord d'un tel Vaisseau avant la déclaration

de Guerre , ou dans l'intervalle de six mois après icelle ; lesquels effets ne seront aucunement sujets à confiscation , mais seront fidèlement & sans délai restitués en nature aux Propriétaires , qui les réclameront ou feront réclamer avant la confiscation & vente , comme aussi leur provenu , si la réclamation ne pouvoit se faire que dans l'intervalle de huit mois après la vente , laquelle doit être publique ; bien entendu néanmoins , que , si lescdites marchandises sont de *Contrebande* , il ne sera nullement permis de les transporter ensuite à aucun Port appartenant aux Ennemis.

XIII. Et , afin de pourvoir le mieux possible à la sûreté des sujets & gens de l'une des deux Parties , pour qu'ils ne soient point molestés de la part des Vaisseaux de guerre ou Corsaires de l'autre Partie , il sera défendu à tous les Commandans des Vaisseaux de guerre & autres Bâtimens armés des susdits *Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis* & desdits *Etats-Unis de l'Amérique* , ainsi qu'à tous les Officiers , Sujets & Gens , de donner quelque offense ou dommage à ceux de l'autre Partie : Et , s'ils en agissoient d'une manière contraire , ils seront , sur les premières plaintes qu'on en fera , étant trouvés coupables après un juste examen , punis par leurs propres Juges , & en outre obligés de donner satisfaction de tous dommages & intérêts , & de les bonifier , sous

peine & obligation de leurs personnes & biens.

XIV. Pour déterminer ultérieurement ce qui vient d'être dit, tous les Capitaines de Corsaires ou Armateurs de Vaisseaux armés en guerre sous Commission & pour compte de particuliers, seront tenus, avant leur départ, de donner caution suffisante devant les Juges compétens, ou d'être entièrement responsables des malversations qu'ils pourroient commettre dans leurs courses ou voyages, ainsi que des contraventions de leurs Capitaines & Officiers contre le présent Traité & contre les Ordonnances & Edits, qui seront publiés conséquemment & conformément à icelui, sous peine de forfaiture & nullité des susdites Commissions.

XV. Tous les Vaisseaux & Marchandises, de quelque nature qu'elles puissent être, que l'on reprendra sur des Pirates & Ecumeurs de mer, naviguant en pleine mer sans Commission requise, seront amenés dans quelque Port de l'un des deux Etats & déposés entre les mains des Officiers du Port, afin que le tout soit restitué au vrai Propriétaire, sitôt qu'il aura été donné des preuves justes & suffisantes pour en constater la propriété.

XVI. Si quelques Vaisseaux ou Bâtimens, appartenant à l'une des deux Parties, à leurs Sujets ou Habitans, venoient à échouer sur les Côtes ou Territoires de l'autre, à périr, ou à souffrir quel-

qu'autre perte maritime, il sera donné toute sorte de secours & d'assistance amicale aux personnes naufragées ou en danger de faire naufrage : Et les Vaisseaux , Effets & Marchandises , ou ce qui en aura été sauvé, ou bien le provenu d'iceux , si ces effets, sujets à se gâter, ont été vendus, étant réclamés dans l'an & jour par les Patrons, ou par les Propriétaires, ou par leurs Agens ou fondés de Procuration , seront restitués; moyennant seulement qu'ils paient les frais raisonnables , & ce qui doit se payer dans le même cas , pour le *sauvage* , par les propres Sujets du Pays : Il leur sera aussi délivré des Saufs-conduits ou Passeports pour leur passage libre & sûr de là , & pour le retour de chacun dans son Pays.

XVII. Au cas que les Sujets ou Habitans de l'une des deux Parties avec leurs Vaisseaux , soit publics & équipés en guerre , soit Particuliers & Marchands , soient forcés par la tempête , ou par la poursuite de Pirates ou d'Ennemis , ou par quelque autre nécessité urgente , à se retirer & à entrer dans quelque Rivière , Crique , Baie , Port , Rade ou Rivage , appartenant à l'autre Partie, ils seront reçus avec toute humanité & bonne volonté , & jouiront de la protection & aide la plus amicale : & il leur sera permis de se rafraîchir & de s'approvisionner à des prix raisonnables de toute sorte de vivres & de toutes les choses re-

quises pour l'entretien de leurs Personnes , ou pour la réparation de leurs Vaisseaux ; & ils ne feront en aucune façon retenus ou empêchés de partir desdits Ports ou Rades , mais pourront faire voile & aller , quand & où il leur plaira , sans opposition ou empêchement quelconque.

XVIII. Pour d'autant mieux exercer le Commerce réciproque , il a été convenu , que , s'il s'élevoit une Guerre entre *L. H. P.* les *Etats-Généraux* des *Pays-Bas-Unis* & les *Etats-Unis* de l'*A-mérique* , il sera toujours accordé aux Sujets de part & d'autre le tems de *neuf mois* après la date de la rupture ou de la Proclamation de Guerre , afin de pouvoir se retirer avec leurs effets , & les transporter où il leur plaira ; ce qu'il leur sera permis de faire , comme aussi de vendre ou transporter leurs effets & meubles en toute liberté , sans qu'on y mette quelque obstacle , & sans que l'on puisse , durant le tems desdits neuf mois , procéder à quelque saisie de leurs effets , beaucoup moins de leur personne. Au contraire , il leur sera donné , pour leurs Vaisseaux & pour les Effets qu'ils voudront emporter , des Passeports & Saufs-conduits , pour les Ports les plus proches dans les Pays respectifs , & pour le tems nécessaire au voyage. Et aucune prise faite sur Mer ne pourra être réputée pour légitimement prise , à moins que la Déclaration de Guerre ait été connue ou

ait pu l'être, dans le dernier Port que le Vaisseau pris a quitté : Mais , pour tout ce qui pourroit avoir été pris aux Sujets & Habitans de part & d'autre , & pour les offenses , qui pourroient leur avoir été faites , dans l'intervalle des susdits termes , il sera donné satisfaction complete.

XIX. AUCUN Sujet de *L. H. P.* les *Etats-Généraux* des *Pays-Bas-Unis* ne pourra demander ni accepter quelque Commission ou Lettre de marque pour armer des Vaisseaux , (afin de les envoyer en course contre lesdits *Etats-Unis* de l'*Amérique* , ou contre quelqu'un d'eux , ou contre les Sujets ou Habitans desdits *Etats-Unis* ou quelqu'un d'eux , ou contre la propriété des Habitans de quelqu'un d'eux ,) de la part de quelque Prince ou Etat que ce soit , avec qui les susdits *Etats-Unis* de l'*Amérique* pourroient être en guerre. Pareillement aucun Sujet ou Habitant desdits *Etats-Unis* de l'*Amérique* ou de quelqu'un d'eux , ne demandera ni acceptera quelque Commission ou Lettres de marque , pour armer un ou plusieurs Vaisseaux , (afin de les employer en course contre les Hauts & Puissans Seigneurs les *Etats-Généraux* des *Pays-Bas-Unis* , ou contre les Sujets & Habitans de *Leurs Hautes-Puissances* , ou quelqu'un d'eux , ou contre la propriété de quelqu'un d'eux) de la part de quelque Prince ou Etat que ce soit , avec qui *L. H. P.* feront en guerre : Et ,

si quelque personne, de l'un ou de l'autre côté, acceptoit telle Commission ou Lettres de marque, il seroit puni comme Pirate.

XX. Si les Vaisseaux des Sujets ou Habitans de l'une des deux Parties abordent à une Côte appartenant à l'un ou à l'autre desdits Alliés, sans avoir intention d'entrer dans un Port, ou, étant entrés, sans vouloir décharger ou entamer leur Cargaison, ou y ajouter, ils ne seront point obligés de payer, ni pour les Vaisseaux ni pour leurs Cargaisons, des Droits d'entrée ou de sortie, ni de rendre aucun compte de leurs Cargaisons, à moins qu'il n'y ait juste sujet de présumer, qu'ils portent à l'Ennemi des Marchandises de Contrebande.

XXI. Les deux Parties contractantes s'accordent de part & d'autre la liberté d'avoir, chacune dans les Ports de l'autre, des Consuls, Vice-Consuls, Agens & Commissaires, établis par elle-même, dont les fonctions seront réglées par convention particulière, lorsque l'une des deux Parties trouvera bon de faire de tels établissemens.

XXII. Ce Traité ne fera censé déroger en aucune manière aux Articles IX, X, XIX & XXIV du Traité avec la *France*, tels qu'ils étoient numérotés au même Traité conclu le 6 Février 1778, & qui font les Articles IX, X, XVII & XXII du Traité de Commerce, subsistant présentement entre les *Etats-Unis* de l'*Amérique* & la Cou-

ronne de *France* : il n'empêchera pas non plus *S. M. Catholique* d'y accéder & de jouir de l'avantage desdits quatre Articles.

XXIII. SI dans la suite les *Etats-Unis* de l'*A-mérique* jugeoient nécessaire d'entamer des Négociations auprès du Roi ou Empereur de *Maroc* ou de *Fez*, ainsi qu'auprès des Régences d'*Alger*, de *Tunis* ou *Tripoli*, ou auprès de quelqu'un d'eux, afin d'avoir des Passeports pour la sûreté de leur Navigation par la *Méditerranée*, *L. H. P.* promettent, qu'à la réquisition, qu'en feront lesdits *Etats-Unis d'Amérique*, Elles seconderont ces Négociations de la manière la plus favorable, par l'entremise de leurs Consuls résidant auprès des susdits Roi ou Empereur & Régences.

XXIV. LA liberté de Navigation & de Commerce s'étendra sur toutes sortes de Marchandises, excepté seulement celles que l'on distingue sous le nom de *Contrebande* ou *Marchandises prohibées* : Et sous cette dénomination de *Contrebande* & *Marchandises prohibées* seront compris seulement les Munitions de guerre ou Armes, comme Mortiers, Artillerie, avec leurs artifices & appartenances, Fusils, Pistolets, Bombes, Grenades, Poudre à tirer, Salpêtre, Soufre, Mèches, Boulets & Balles, Piques, Sabres, Lances, Halebardes, Casques, Cuirasses, & autres sortes d'Armes; comme aussi Soldats, Chevaux, Selles & Equipages de Chevaux.

Tous autres Effets & Marchandises non spécifiés ci-dessus expressément , & même toutes sortes de Matières navales , quelque propres qu'elles puissent être à la construction & à l'équipement de Vaisseaux de guerre , ou à la fabrication de machines de guerre sur terre ou sur mer , ne feront ainsi censés , *ni à la lettre , ni selon quelque interprétation prétendue d'icelle quelconque* , devoir ou pouvoir être compris sous les *Effets prohibés & de Contrebande* ; en sorte que tous ces Effets & Marchandises , qui ne se trouvent pas expressément nommés ci-dessus , pourront , sans aucune exception & en toute liberté , être transportés par les Sujets & Habitans des deux Alliés des Places & vers les Places appartenant à l'Ennemi ; excepté seulement les Places , qui , dans le même tems , se trouveront assiégées , bloquées ou investies ; & pour telles sont tenues uniquement les *Places entourées de près par quelqu'une des Puissances belligérantes*.

XXV. AFIN que toute dissention & querelle puisse être évitée & prévenue , il a été convenu qu'au cas que l'une des deux Parties vint à être en guerre , les Vaisseaux & Bâtimens appartenant aux Sujets ou Habitans de l'autre Allié , seront pourvus de Lettres de mer ou Passeports , exprimant le nom , la propriété & le port du Vaisseau ou Bâtiment , comme aussi le nom & le domicile du Patron & Commandant dudit Vaisseau ,

ou Bâtiment; afin que par-là il conſte que le Vaiſſeau appartient réellement ou vraiment aux Sujets ou Habitans de l'une des Parties; leſquels Paſſeports ſeront dreſſés & distribués ſelon la formule annexée à ce Traité. Chaque fois que le Vaiſſeau aura été de retour, il faudra qu'il ait de nouveaux Paſſeports pareils, ou du moins ces Paſſeports ne devront pas être de plus ancienne date que de deux ans avant le tems où le Vaiſſeau a été la dernière fois de retour en ſon Pays. Il a été arrêté pareillement que tels Vaiſſeaux ou Bâtimens étant chargés, devront être pourvus non ſeulement des Paſſeports ou Lettres de mer ſuſmentionnés, mais auſſi d'un Paſſeport général, ou de Paſſeports particuliers, ou Maniſteſtes, ou autres documens publics, que l'on donne ordinairement aux Vaiſſeaux qui partent, dans les Ports d'où les Vaiſſeaux ont fait voile en dernier lieu, contenant une ſpécification de la cargaiſon, de la Place d'où le Vaiſſeau eſt parti & de celle de ſa deſtination; ou, à défaut de tous iceux, de Certificats de la part des Magiſtrats ou Gouverneurs des Villes, Places & Colonies d'où le Vaiſſeau eſt parti, donnés dans la forme uſitée, afin que l'on puiſſe ſavoir ſ'il y a quelques effets prohibés ou de contrebande à bord des Vaiſſeaux, & ſ'ils ſont deſtinés à les porter en Pays ennemi ou non : Et au cas que quelqu'un juge bon ou à propos d'ex-

primer dans lesdits documens les personnes à qui les effets à bord appartiennent, il pourra le faire librement, sans cependant y être tenu & sans que l'omission d'une telle expression puisse ni doive donner lieu à confiscation.

XXVI. Si les Vaisseaux ou Bâtimens desdits Sujets ou Habitans de l'une des deux Parties, faisant voile le long des Côtes ou en pleine mer, sont rencontrés par quelque Vaisseau de guerre, Capre ou autre Bâtiment armé de l'autre Partie, lesdits Vaisseaux de guerre, Capres ou Bâtimens armés, pour éviter tout désordre, resteront hors de la portée du canon, mais pourront envoyer leurs chaloupes à bord du Vaisseau marchand qu'ils rencontreront de la sorte, sur lequel ils ne pourront faire passer que deux ou trois hommes, à qui le Patron ou Commandant exhibera son Passeport, déclarant la propriété du Vaisseau ou Bâtiment, selon la formule annexée à ce Traité : Et le Vaisseau ou Bâtiment, après avoir exhibé un tel Passeport, Lettre de mer & autres documens, sera libre de continuer son voyage ; en sorte qu'il ne sera pas permis de le molester ou visiter en aucune manière, ni de lui donner chasse ou de le forcer à changer de cours.

XXVII. Il sera permis aux Marchands, Capitaines & Commandans de Navires, soit publics & équipés en guerre, soit particuliers & mar-

chands, appartenant auxdits *Etas-Unis de l'Amérique* ou à quelqu'un d'eux, ou à leurs Sujets & Habitans, de prendre librement à leur service & recevoir à bord de leursdits Vaisseaux, dans tout Port ou Place de la Jurisdiction de *Leurs Hautes-Puissances susdites*, des Matelots ou autres, natifs ou Habitans de quelqu'un desdits Etats, à telles conditions qu'ils agréeront, sans être sujets pour cela à quelque amende, peine, châtiment, procès ou réprimande quelconques. Et réciproquement tous les Marchands, Capitaines & Commandans appartenant auxdits *Pays-Bas-Unis*, jouiront, dans tous les Ports & Places de l'obéissance desdits *Etats-Unis de l'Amérique*, du même privilège d'engager & recevoir des Matelots ou autres, natifs ou Habitans de quelque Pays de la domination desdits *Etats-Généraux*, bien entendu que ni d'un côté ni de l'autre, on ne pourra prendre à son service tels de ses Compatriotes qui se sont déjà engagés au service de l'autre Partie contractante, soit pour la guerre ou pour le négoce, & soit qu'on les rencontre à terre ou en mer, à moins que le Capitaine ou Patron, sous le commandement de qui de telles personnes pourroient se trouver, ne veuille de son plein gré les décharger de son service, sous peine qu'autrement ils seront traités & punis comme Déserteurs.

XXVIII. L'AFFAIRE de la réfraction sera réglée

en toute équité par les Magistrats des Villes respectives, où l'on juge avoir quelque lieu de se plaindre à cet égard.

XXIX. Le présent Traité fera ratifié & approuvé par *Leurs Hautes-Puissances les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis, & les Etats-Unis de l'Amérique* ; & les Actes de ratification de part & d'autre seront délivrés dans l'espace de six mois ou plutôt s'il se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi Nous Députés & Plénipotentiaires des Seigneurs Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis, & Ministres-Plénipotentiaires des Etats-Unis de l'Amérique, en vertu de notre autorisation & pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité & apposé le Cachet de nos Armes.

FAIT à la Haye, le 8 Octobre 1782.

Signés

(LS) GEORGE VAN RANDWYCK. (LS) JOHN ADAMS.

(LS) B. V. LANTHEUVEL.

(LS) P. V. BLEISWYK.

(LS) W. C. H. VAN LYNDEN.

(LS) D. E. VAN HECKEREN.

(LS) JOAN VAN KUFFELER.

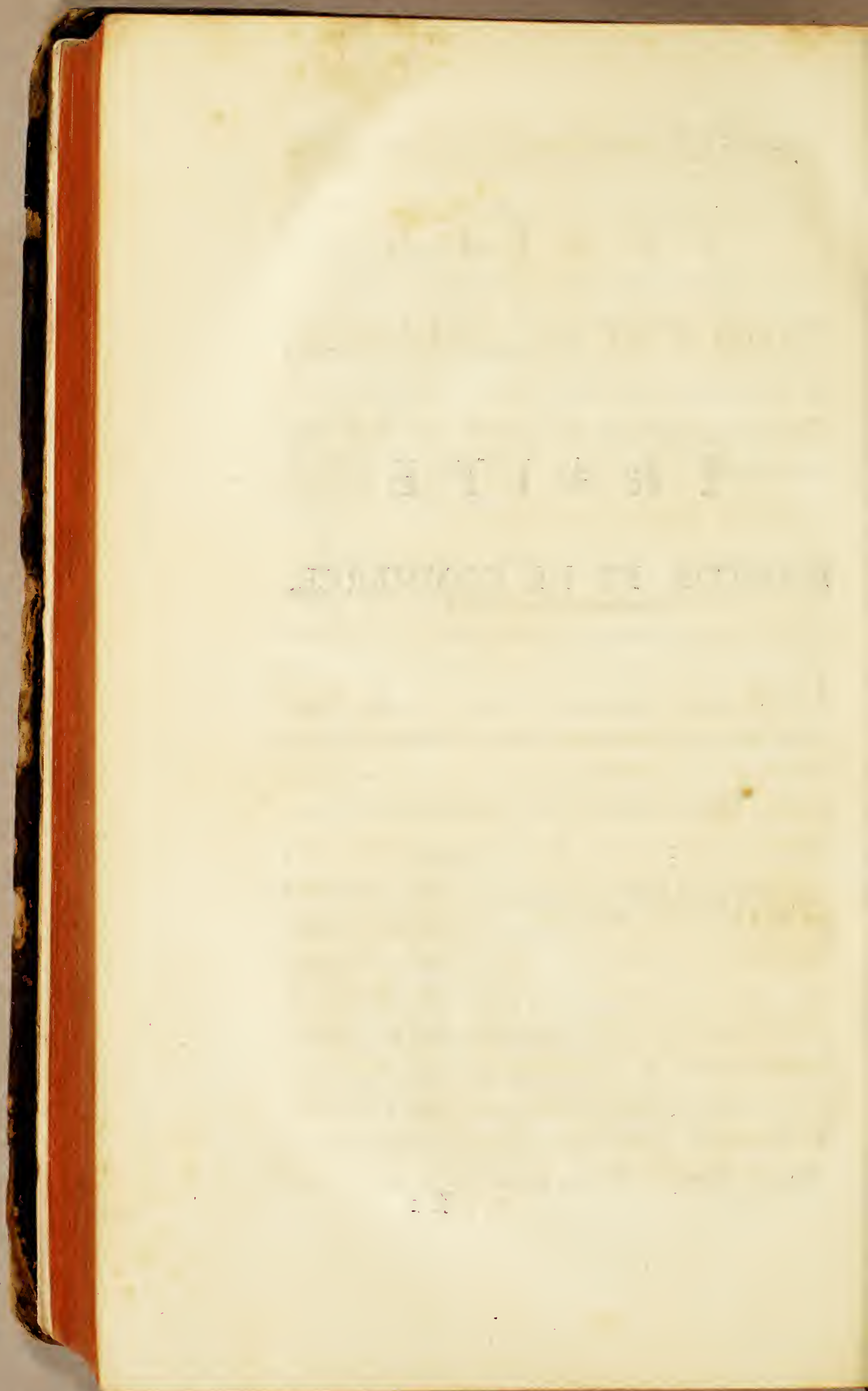
(LS) F. G. VAN DADEN tot den Gelder.

(LS) H. F. JASSENS.

TRAITÉ

T R A I T É

D'AMITIÉ ET DE COMMERCE:



T R A I T É

D'AMITIÉ ET DE COMMERCE,

*Conclu entre SA MAJESTÉ LE ROI DE
SUEDE & les ÉTATS-UNIS DE L'AMÉ-
RIQUE SEPTENTRIONALE.*

LÉ ROI DE SUEDE, des Goths & des Vandales, &c. &c. &c. & les TREIZE ETATS-UNIS de l'Amérique Septentrionale; savoir, New-Hampshire, Massachusets-Bay, Rhode-Island, Connecticut, New-Yorck, New-Jersey, Pensylvanie, les Comtés de New-Castle, de Kent & de Suffex sur la Delaware, Maryland, Virginie, Caroline Septentrionale, Caroline Méridionale & Georgie, désirant d'établir d'une maniere stable & permanente les regles qui doivent être suivies relativement à la Correspondance & au Commerce que les deux Parties ont jugé nécessaire de fixer entre leurs Pays, Etats & Sujets respectifs, Sa Majesté & les Etats-Unis ont cru ne

pouvoir mieux remplir ce but qu'en posant pour base de leurs arrangemens, l'utilité & l'avantage réciproques des deux Nations, en évitant toutes es préférences onéreuses qui sont ordinairement une source de discussions, d'embarras & de mécontentemens, & en laissant à chaque Partie la liberté de faire au sujet du Commerce & de la Navigation, les Réglemens intérieurs qui seront à sa convenance.

Dans cette vue Sa Majesté le Roi de Suede a nommé & constitué pour son Plénipotentiaire le Comte Gustave-Philippe de Creutz, son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Majesté Très-Chrétienne, & Chevalier Commandeur de ses Ordres; & les Etats-Unis ont de leur côté pourvu de leurs pleins-pouvoirs le sieur Benjamin Franklin leur Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne; lesquels Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs & en conséquence d'une mûre délibération, ont arrêté, conclu & signé les articles suivans.

ART. I. Il y aura une Paix ferme, inviolable & universelle, & une amitié vraie & sincere entre le Roi de Suede, ses héritiers & successeurs, & entre les Etats-Unis de l'Amérique, ainsi qu'entre les Sujets de Sa Majesté & ceux

desdits Etats, comme aussi entre les Pays, Isles, Villes & Places situées sous la Jurisdiction du Roi & desdits Etats-Unis, sans exception aucune de personnes & de lieux, les conditions stipulées dans le présent Traité devant être perpétuelles & permanentes entre le Roi, ses héritiers & successeurs, & lesdits Etats-Unis.

II. LE Roi & les Etats-Unis s'engagent mutuellement à n'accorder par la suite aucune faveur particulière en fait de Commerce & de Navigation à d'autres Nations, qui ne devienne aussi-tôt commune à l'autre Partie, & celle-ci jouira de cette faveur gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

III. LES Sujets du Roi de Suede ne paieront dans les Ports, Havres, Rades, Contrées, Isles, Villes & Places des Etats-Unis, ou dans aucun d'iceux, d'autres ni de plus grands droits & impôts, de quelque nature qu'ils puissent être, que ceux que les Nations les plus favorisées sont ou seront tenues de payer; & ils jouiront de tous les droits, libertés, privileges, immunités & exemptions en fait de Négoce, Navigation & de Commerce dont jouissent ou jouiront lesdites Nations, soit en passant d'un Port à l'autre desdits Etats, soit en y allant ou en reve-

nant de quelque partie ou pour quelque partie du Monde que ce soit.

IV. LES Sujets & Habitans desdits Etats-Unis ne paieront dans les Ports, Havres, Rades, Isles, Villes & Places de la domination du Roi de Suede, d'autres ni de plus grands droits ou impôts, de quelque nature qu'ils puissent être & quel nom qu'ils puissent avoir, que ceux que les Nations les plus favorisées font ou feront tenues de payer, & ils jouiront de tous les droits, libertés, privileges, immunités, & exemptions en fait de Négoce, Navigation & Commerce dont jouissent ou jouiront lesdites Nations, soit en passant d'un Port à un autre de la domination de Sa dite Majesté, soit en y allant ou en revenant de quelque partie ou pour quelque partie du Monde que ce soit.

V. IL sera accordé une pleine, parfaite & entiere liberté de conscience aux Habitans & Sujets de chaque Partie, & personne ne fera molesté à l'égard de son culte, moyennant qu'il se soumette, quant à la démonstration publique, aux Loix du Pays. De plus, on permettra aux Habitans & Sujets de chaque Partie, qui décèdent dans le Territoire de l'autre Partie, d'être enterrés dans des endroits convenables & décens qui seront assignés à cet effet, & les deux Puissances contractantes pourvoiront cha-

éune dans sa Jurisdiction , à ce que les Sujets & Habitans respectifs puissent obtenir les Certificats de mort , en cas qu'ils soient requis de les livrer.

VI. LES Sujets des Parties contractantes pourront dans les Etats respectifs disposer librement de leurs fonds & biens , soit par testament , donation ou autrement , en faveur de telles personnes que bon leur semblera ; & leurs héritiers , dans quelque endroit où ils demeureront , pourront recevoir ces successions , même *ab intestato* , soit en personne , soit par un Procureur , sans qu'ils aient besoin d'obtenir des Lettres de naturalisation. Ces héritages aussi bien que les capitaux & fonds que les Sujets des deux Parties , en changeant de demeure , voudront faire sortir de l'endroit de leur domicile , seront exempts de tout droit de détraction de la part du Gouvernement des deux Etats respectifs. Mais il est convenu en même tems que le contenu de cet Article ne dérogera en aucune maniere aux Ordonnances promulguées en Suede contre les émigrations , ou qui pourront par la suite être promulguées , lesquelles demeureront dans toute leur force & vigueur. Les Etats-Unis , de leur côté , ou aucun d'entr'eux seront libres de statuer sur cette matiere telle Loi qu'ils jugeront à propos.

VII. IL fera permis à tous & chacun des Sujets & Habitans du Royaume de Suede, ainsi qu'à ceux des Etats-Unis, de naviguer avec leurs Bâtimens en toute sûreté & liberté, & sans distinction de ceux à qui les marchandises & leurs chargemens appartiendront, de quelque Port que ce soit. Il fera permis également aux Sujets & Habitans des deux Etats de naviguer & de négocier avec leurs Vaisseaux & marchandises, & de fréquenter avec la même liberté & sûreté les Places, Ports & Havres des Puissances ennemies des deux Parties contractantes ou de l'une d'elles, sans être aucunement inquiétés ni troublés, & de faire le Commerce, non-seulement directement des Ports de l'ennemi à un Port neutre, mais encore d'un Port ennemi à un autre Port ennemi, soit qu'il se trouve sous la Jurisdiction d'un même ou de différens Princes. Et comme il est reçu par le présent Traité, par rapport aux Navires & aux marchandises, que les Vaisseaux libres rendront les marchandises libres, & que l'on regardera comme libre tout ce qui sera à bord des Navires appartenant aux Sujets d'une ou de l'autre des Parties contractantes, quand même le chargement ou partie d'icelui appartiendrait aux ennemis de l'un des deux, bien entendu néanmoins que les marchandises de contrebande seront toujours exceptées; lesquelles

étant interceptées, il sera procédé conformément à l'esprit des Articles suivans. Il est également convenu que cette même liberté s'étendra aux personnes qui naviguent sur un Vaisseau libre, de maniere que quoiqu'elles soient ennemies des deux Parties ou de l'une d'elles, elles ne feront point tirées du Vaisseau libre, si ce n'est que ce fussent des gens de guerre actuellement au service desdits Ennemis.

VIII. CETTE liberté de Navigation & de Commerce s'étendra à toutes sortes de marchandises, à la réserve seulement de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant, & désignées sous le nom de marchandises de contrebande.

IX. ON comprendra sous le nom de marchandises de contrebande ou défendues, les armes, canons, boulets, arquebuses, mousquets, mortiers, bombes, pétards, grenades, faucisses, cercles poissés, affûts, fourchettes, bandoulières, poudre à canon, mèches, salpêtre, soufre, balles, piques, sabres, épées, morions, casques, cuirasses, haliebardes, javelines, pistolets & leurs fourreaux, baudriers, baïonnettes, chevaux avec leurs harnois, & tous autres semblables genres d'armes & d'instrumens de guerre servant à l'usage des Troupes.

X. ON ne mettra point au nombre des marchandises défendues celles qui suivent; savoir,

toutes fortes de draps & tous autres ouvrages de manufactures de laine, de lin, de soie, de coton & de toute autre matiere; tout genre d'habillement avec les choses qui fervent ordinairement à les faire; or, argent monnoyé ou non monnoyé, étain, fer, plomb, cuivre, laiton, charbon à fourneau, bled, orge, & toute autre forte de grains & de légumes, la nicotiane, vulgairement appelée tabac; toutes fortes d'aromates, chairs salées & fumées, poissons salés, fromage & beurre, biere, huile, vins, sucres; toutes fortes de sels & de provisions servant à la nourriture & à la subsistance des hommes; tous genres de coton, chanvre, lin, poix tant liquide que sèche, cordages, cables, voiles, toiles propres à faire des voiles, ancres & parties d'ancres, quelles qu'elles puissent être, mâts de Navire, planches, madriers, poutres & toutes fortes d'arbres, & toutes autres choses nécessaires pour construire & pour radoubier les Vaisseaux. On ne regardera pas non plus comme marchandises de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque instrument ou attirail servant à l'usage de la guerre sur terre ou sur mer, encore moins celles qui sont préparées ou travaillées pour tout autre usage. Toutes ces choses seront censées marchandises libres, de même que toutes celles qui ne sont point com-

prises & spécialement désignées dans l'Article précédent ; de sorte qu'elles ne pourront sous aucune interprétation prétendue d'icelles être comprises sous les effets prohibés ou de contrebande ; au contraire elles pourront être librement transportées par les Sujets du Roi & des Etats-Unis , même dans les lieux ennemis , excepté seulement dans les Places assiégées , bloquées ou investies ; & pour telles seront tenues uniquement les Places entourées de près par quelqueune des Puissances belligérantes.

XI. AFIN d'écarter & de prévenir de part & d'autre toutes sortes de discussions & de discordes , il a été convenu que dans le cas où l'une des deux Parties se trouveroit engagée dans une Guerre , les Vaisseaux & Bâtimens appartenant aux Sujets ou Habitans de l'autre devront être munis de Lettres de mer ou Passeports , exprimant le nom , la propriété & le port du Navire , ainsi que le nom & la demeure du Maître ou Commandant dudit Vaisseau , afin qu'il apparaisse par-là que ledit Vaisseau appartient réellement & véritablement aux Sujets de l'une ou de l'autre Partie. Ces Passeports qui seront dressés & expédiés en due & bonne forme , devront également être renouvelés toutes les fois que le Vaisseau revient chez lui dans le cours de l'an. Il est encore convenu que cefdits

Vaisseaux chargés devront être pourvus non-seulement de Lettres de mer, mais aussi de Certificats contenant les détails de la cargaison, le lieu d'où le Vaisseau est parti & celui de sa destination, afin que l'on puisse connoître s'ils ne portent aucune des marchandises défendues ou de contrebande, spécifiées dans l'Article IX du présent Traité, lesquels Certificats seront également expédiés par les Officiers du lieu d'où le Vaisseau sortira.

XII. QUOIQUE les vaisseaux de l'une & de l'autre Partie pourront naviguer librement & avec toute sûreté, comme il est expliqué à l'Article VII, ils seront néanmoins tenus, toutes les fois qu'on l'exigera, d'exhiber, tant en pleine mer que dans les Ports, leurs passeports & certificats ci-dessus mentionnés. Et n'ayant pas chargé de marchandises de contrebande pour un Port ennemi, ils pourront librement & sans empêchement poursuivre leur voyage vers le lieu de leur destination. Cependant on n'aura point le droit de demander l'exhibition des papiers aux Navires marchands convoyés par des Vaisseaux de guerre; mais on ajoutera foi à la parole de l'Officier commandant le convoi.

XIII. SI, en produisant lesdits certificats, il fût découvert que le Navire porte quelques-uns de ces effets qui sont déclarés prohibés ou de contreban-

de , & qui sont consignés dans un Port ennemi , il ne fera cependant pas permis de rompre les écoutilles desdits Navires , ni d'ouvrir aucune caisse , coffre , malle , ballot & tonneau , ou d'en déplacer , ni d'en détourner la moindre partie des marchandises , jusqu'à ce que la cargaison ait été mise à terre , en présence des Officiers préposés à cet effet , & que l'inventaire en ait été fait. Encore ne sera-t-il pas permis de vendre , échanger ou aliéner la cargaison ou quelque partie d'icelle , avant qu'on aura procédé légalement au sujet des marchandises prohibées , & qu'elles auront été déclarées confiscables par Sentence ; à la réserve néanmoins tant des Navires mêmes que des autres marchandises qui y auront été trouvées , & qui , en vertu du présent Traité , doivent être censées libres ; lesquelles ne peuvent être retenues sous prétexte qu'elles ont été chargées avec des marchandises défendues , & encore moins être confisquées comme une prise légitime. Et supposé que lesdites marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge , le Patron du Navire , agréât , consentît & offrît de les livrer au Vaisseau qui les aura découvertes ; en ce cas , celui-ci , après avoir reçu les marchandises de bonne prise , fera tenu de laisser aller aussi-tôt le Bâtiment , & ne l'empêchera en aucune manière de poursuivre sa route vers le

lieu de sa destination. Tout Navire pris & amené dans un des Ports des Parties contractantes, sous prétexte de contrebande, qui se trouve, par la visite faite, n'être chargé que de marchandises déclarées libres, l'Armateur ou celui qui aura fait la prise, sera tenu de payer tous les frais & dommages au Patron du Navire retenu injustement.

XIV. On est également convenu que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets d'une des deux Parties dans un vaisseau appartenant aux ennemis de l'autre Partie, sera confisqué en entier, quoique ces effets ne soient pas au nombre de ceux déclarés de contrebande, comme si ces effets appartennoient à l'ennemi même; à l'exception néanmoins des effets & marchandises qui auront été chargés sur des Vaisseaux ennemis avant la Déclaration de guerre, & même six mois après la Déclaration, après lequel terme l'on ne fera pas censé d'avoir pu l'ignorer; lesquelles marchandises ne seront en aucune manière sujettes à confiscation, mais seront rendues en nature fidèlement aux Propriétaires qui les réclameront ou feront réclamer avant la confiscation & vente; comme aussi leur provenu, si la réclamation ne pouvoit se faire que dans l'intervalle de huit mois après la vente, laquelle doit être publique; bien entendu néanmoins, que si

lesdites marchandises sont de contrebande , il ne sera nullement permis de les transporter ensuite à aucun Port appartenant aux Ennemis.

XV. Et afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté des deux Parties contractantes , pour qu'il ne leur soit fait aucun préjudice par les Vaisseaux de guerre de l'autre Partie ou par des Armateurs particuliers , il sera fait défenses à tous les Capitaines & Commandans de Vaisseaux de Sa Majesté Suédoise & des États-Unis , & tous leurs Sujets , de faire aucun dommage ou insulte à ceux de l'autre Partie ; & au cas qu'ils y contreviennent , ayant été trouvés coupables , après l'examen fait par leurs propres Juges , ils seront tenus de donner satisfaction de tout dommage & intérêt , & de les bonifier , sous peine & obligation de leurs personnes & biens.

XVI. Pour cette cause, chaque particulier voulant armer en course , sera obligé , avant que de recevoir les patentes ou ses commissions spéciales , de donner, par-devant un Juge compétent, caution de personnes solvables , chacun solidairement, par une somme suffisante , afin de répondre de tous les dommages & torts que l'Armateur , ses Officiers ou autres étant à son service , pourroient faire en leurs courses contre la teneur du présent Traité & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même

Traité par le Roi de Suede & par les États-Unis; même sous peine de révocation & cassation desdites Patentes & Commissions spéciales.

XVII. UNE des Parties contractantes étant en guerre, & l'autre restant neutre, s'il arrivoit qu'un Navire marchand de la Puissance neutre fût pris par l'ennemi de l'autre Partie, & repris ensuite par un Vaisseau ou par un Armateur de la Puissance en guerre, de même que les Navires & Marchandises, de quelque nature qu'elles puissent être, lorsqu'elles auront été enlevées des mains de quelque Pirate ou Ecumeur de mer, elles seront emmenées dans quelque Port de l'un des deux Etats, & seront remises à la Garde des Officiers dudit Port, afin d'être rendues en entier à leur véritable Propriétaire, aussitôt qu'il aura produit des preuves suffisantes de la propriété. Les Marchands, Patrons & Propriétaires des Navires, Matelots, Gens de toutes sortes, Vaisseaux & Batimens, & en général aucunes marchandises ni aucuns effets de chacun des Alliés ou de leurs Sujets ne pourront être assujettis à aucun embargo, ni retenus dans aucun des Pays, Territoires, Isles, Villes, Places, Rivages ou Domaines quelconques de l'autre Allié, pour quelque expédition militaire, usage public ou particulier de qui que ce soit, par saisie, par force, ou de quelque manière semblable. D'au-
tant

tant moins fera-t-il permis aux Sujets de chacune des Parties de prendre ou enlever par force quelque chose aux Sujets de l'autre Partie , sans le consentement du Propriétaire ; ce qui néanmoins ne doit pas s'entendre des saisies , détentions & arrêts qui se feront par ordre & autorité de la Justice, & selon les voies ordinaires, pour dettes ou délits , au sujet desquels il devra être procédé par voie de droit selon les formes de Justice.

XVIII. S'IL arrivoit que les deux Parties contractantes fussent en même tems en guerre contre un ennemi commun , on observera de part & d'autre les points suivans.

1°. Si les Bâtimens de l'une des deux Nations, repris par les Armateurs de l'autre , n'ont pas été au pouvoir de l'Ennemi au-delà de vingt-quatre heures , ils seront restitués au premier Propriétaire , moyennant le paiement du tiers de la valeur du Bâtiment & de celle de la cargaison ; si au contraire , le vaisseau repris a été plus de vingt-quatre heures au pouvoir de l'Ennemi, il appartiendra en entier à celui qui l'aura repris.

2°. Dans le cas que, dans l'intervalle des vingt-quatre heures , un Navire est repris par un Vaisseau de guerre de l'une des deux Parties , il sera rendu au premier Propriétaire , moyennant qu'il paie un trentième de la valeur du Navire & de

sa cargaison; & le dixième, s'il a été repris après les vingt-quatre heures; lesquelles sommes seront distribuées en guise de gratification aux Equipages des Vaisseaux qui l'auront repris.

3°. Les prises, faites de la manière susdite, seront restituées aux Propriétaires, après les preuves faites de la propriété, en donnant caution pour la part qui en revient à celui qui a tiré le Navire des mains de l'Ennemi.

4°. LES Vaisseaux de guerre & Armateurs des deux Nations seront réciproquement admis avec leurs prises, dans les Ports respectifs de chacune; mais ces prises ne pourront y être déchargées ni vendues qu'après que la légitimité de la prise faite par des bâtimens Suédois aura été décidée selon les Loix & Réglemens établis en Suede; tout comme celle des prises faites par des Bâtimens Américains, sera jugée selon les Loix & Réglemens déterminés par les Etats-Unis de l'Amérique.

5°. Au surplus, il sera libre au Roi de Suede, ainsi qu'aux Etats-Unis de l'Amérique, de faire tels Réglemens qu'ils jugeront nécessaires, relativement à la conduite que devront tenir leurs Vaisseaux & Armateurs respectifs, à l'égard des Bâtimens qu'ils auront pris & conduits dans les Ports des deux Puissances.

XIX. LES Vaisseaux de guerre de Sa Majesté

Suédoise & ceux des Etats-Unis , de même que ceux que leurs Sujets auront armés en guerre , pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs ennemis dans les Ports ouverts en tems de guerre aux autres Nations amies , sans que ces prises , entrant dans lesdits Ports , puissent être arrêtées ou saisies , ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises , lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les commissions , dont les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligés de faire montre.

XX. Au cas que quelque Vaisseau , appartenant à l'un des deux Etats , ou à leurs Sujets , aura échoué , fait naufrage ou souffert quelqu'autre dommage sur les côtes ou sous la domination de l'une des deux Parties , il sera donné toute aide & assistance aux personnes naufragées ou qui se trouvent en danger , & il leur sera accordé des passeports pour assurer leur retour dans leur Patrie. Les Navires & marchandises naufragées , ou leur provenu , si ces effets eussent été vendus , étant réclamés dans l'an & jour par les Propriétaires , ou leur ayant-cause , seront restitués , en payant les frais du sauvement , conformément aux Loix & Coutumes des deux Nations.

XXI. LORSQUE les Sujets & Habitans de l'une des deux Parties , avec leurs Vaisseaux , soit publics , soit équipés en guerre , soit particuliers , ou employés au Commerce , seront forcés par une tempête , par la poursuite des Corsaires & des ennemis , ou par quelque autre nécessité urgente de se retirer & d'entrer dans quelque une des Rivières , Baies , Rades ou Ports de l'une des deux Parties , ils seront reçus & traités avec humanité & honnêteté , & jouiront de toute amitié , protection & assistance ; & il leur sera permis de se pourvoir de rafraîchissemens , de vivres , & de toutes choses nécessaires pour la subsistance , pour la réparation de leurs Vaisseaux , & pour continuer leur voyage , le tout moyennant un prix raisonnable ; & ils ne seront retenus en aucune manière , ni empêchés de sortir desdits Ports ou Rades , mais pourront se retirer & partir quand & comme il leur plaira , sans aucun obstacle ni empêchement.

XXII. AFIN de favoriser d'autant plus le commerce des deux côtés, il est convenu que dans le cas où la guerre surviendrait entre les deux Nations susdites, ce qu'à Dieu ne plaise, il sera accordé un tems de neuf mois après la Déclaration de guerre , aux Marchands & Sujets respectifs de part & d'autre , pour pouvoir se retirer avec leurs effets & meubles , lesquels ils pourront transpor-

ter ou faire vendre où ils voudront , sans qu'on y mette le moindre obstacle , ni qu'on puisse arrêter les effets, encore moins les personnes , pendant lesdits neuf mois ; mais qu'au contraire , on leur donnera , pour leurs Vaisseaux & effets qu'ils voudront prendre avec eux , des passeports valables pour le tems qu'il sera nécessaire pour leur retour ; mais s'il leur est enlevé quelque chose , ou s'il leur a été fait quelqu'injure , durant le terme prescrit ci-dessus , par l'une des Parties , leurs Peuples & Sujets , il leur sera donné à cet égard pleine & entière satisfaction. Ces passeports susmentionnés serviront également de sauf-conduits contre toutes insultes ou prises que les Armateurs pourront tenter de faire contre leurs personnes & leurs effets.

XXIII. AUCUN Sujet du Roi de Suede ne prendra de commission ou lettre de marque, pour armer quelque Vaisseau, afin d'agir comme Corsaire contre les Etats-Unis de l'Amérique ou quelques-uns d'entr'eux , ou contre les Sujets , Peuples , ou Habitans d'iceux , ou contre la propriété des Habitans de ces Etats , de quelque Prince ou Etat que ce soit avec lequel cesdits Etats-Unis seront en guerre. De même , aucun Citoyen , Sujet ou Habitant desdits Etats-Unis , ou de quelqu'un d'entr'eux ne demandera ni n'acceptera aucune commission ou lettre de marque ,

afin d'armer quelque Vaisseau pour courre sus aux Sujets de Sa Majesté Suédoise ou quelqu'un d'entr'eux ou leur propriété, de quelque Prince ou Etat que ce soit avec qui sadite Majesté se trouvera en guerre. Et si quelqu'un de l'une ou de l'autre Nation prenoit de pareilles commissions ou lettres de marque, il fera puni comme Pirate.

XXIV. LES Vaisseaux des Sujets ou Habitans d'une des deux Parties, abordant à quelque Côte de la dépendance de l'autre, mais n'ayant point dessein d'entrer au Port, ou y étant entrés ne désirant pas de décharger leur cargaison ou rompre leur charge, n'y feront point obligés; mais, au contraire, jouiront de toutes les franchises & exemptions accordées par les Réglemens qui subsistent relativement à cet objet.

XXV. LORSQU'UN Vaisseau appartenant aux Sujets & Habitans de l'une des deux Parties, naviguant en pleine mer, sera rencontré par un Vaisseau de guerre ou Armateur de l'autre, ledit Vaisseau de guerre ou Armateur, pour éviter tout désordre, se tiendra hors de la portée du canon, mais pourra toutesfois envoyer sa chaloupe à bord du Navire Marchand, & y faire entrer deux ou trois hommes, auxquels le Maître ou Commandant dudit Navire, montrant son passeport qui constate la propriété du Navire,

& après que ledit Bâtiment aura exhibé le passeport, il lui sera libre de continuer son voyage, & il ne sera pas permis de le molester, ni de chercher en aucune manière à lui donner la chasse ou à le forcer de quitter la course qu'il s'étoit proposée.

XXVI. Les deux Parties contractantes se sont accordées mutuellement la faculté de tenir dans leurs Ports respectifs, des Consuls, Vice-Consuls, Agents & Commissaires dont les fonctions seront réglées par une Convention particulière.

XXVII. Le présent Traité sera ratifié de part & d'autre; les ratifications seront échangées dans l'espace de huit mois, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé les Articles ci-dessus & y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le trois Avril, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-trois.

(Signé) GUSTAV. PHILIP. Comte DE CREUTZ.
(L. S.)

B. FRANKLIN.
(L. S.)

ARTICLE SÉPARÉ.

LE Roi de Suede & les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale sont convenus que le présent Traité aura son plein effet pendant l'espace de quinze ans consécutifs , à compter du jour de sa ratification ; & les deux Parties contractantes se réservent la faculté de le renouveler au bout de ce tems.

Fait à Paris , le trois Avril , l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-trois.

(Signé) GUSTAV. PHILIP. Comte DE CREUTZ.
(L. S.)

B. FRANKLIN.

(L. S.)

ARTICLES SÉPARÉS.

ART. I. **S**A Majesté Suédoise fera usage de tous les moyens qui sont dans son pouvoir pour protéger & défendre les Vaisseaux & Effets appartenant aux Citoyens ou Habitans des Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale, & à chacun d'eux, qui seront dans les Ports, Havres ou Rades, ou dans les mers près des Pays, Isles, Contrées, Villes & Places de Sa dite Majesté, & fera tous ses efforts pour recouvrer & faire restituer aux Propriétaires légitimes tous les Vaisseaux & Effets qui leur seront pris dans l'étendue de sa Jurisdiction.

II. De même, les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale protégeront & défendront les Vaisseaux & Effets appartenant aux Sujets de Sa Majesté Suédoise qui seront dans les Ports, Havres ou Rades, ou dans les mers près des Pays, Isles, Contrées, Villes & Places desdits Etats, & feront tous leurs efforts pour recouvrer & faire restituer aux Propriétaires légitimes tous les Vaisseaux & Effets qui leur seront pris dans l'étendue de leur Jurisdiction.

III. Si, durant une guerre maritime à venir, les deux Puissances contractantes prennent le parti

de rester neutres, & d'observer comme telles, la plus exacte neutralité, alors on est convenu que s'il arrivoit que les Vaisseaux marchands de l'une des Puissances, se trouvassent dans un parage, où les Vaisseaux de guerre de la même Nation ne fussent pas stationnés, ou bien s'ils se rencontrent en pleine mer sans pouvoir avoir recours à leurs propres Convois; dans ce cas, le Commandant des Vaisseaux de guerre de l'autre Puissance, s'il en est requis, doit de bonne-foi & sincèrement leur prêter les secours dont ils pourront avoir besoin, & en tel cas les Vaisseaux de guerre & Frégates de l'une des Puissances serviront de soutien & d'appui aux Vaisseaux marchands de l'autre; bien entendu cependant que les Réclamans n'auroient fait aucun commerce illicite ni contraire aux principes de la neutralité.

IV. Il est convenu & arrêté que tous les Marchands, Capitaines des Navires marchands ou autres Sujets de Sa Majesté Suédoise, auront l'entière liberté dans toutes les Places de la domination ou Jurisdiction des Etats-Unis de l'Amérique, de conduire eux-mêmes leurs propres affaires, & d'employer qui il leur plaira pour les conduire, & qu'ils ne seront point obligés de se servir d'aucun Interprete ou Courtier, ni leur payer aucun honoraire, à moins qu'ils ne s'en servent. En outre

les Maîtres des Navires ne feront point obligés , chargeant ou déchargeant leurs Navires , de se servir des Ouvriers qui peuvent être établis pour cet effet par l'autorité publique ; mais ils feront entièrement libres de charger ou de décharger eux-mêmes leurs Vaisseaux, & d'employer pour charger ou décharger ceux qu'ils croiront propres pour cet effet , sans payer aucuns honoraires à titre de salaire à aucune autre personne que ce soit , & ils ne pourront être forcés de verser aucune espece de marchandises dans d'autres Vaisseaux, ou de les recevoir à leur bord, & d'attendre , pour être chargés , plus long-tems qu'il ne leur plaira ; & tous & un chacun des Citoyens, Peuples & Habitans des Etats-Unis de l'Amérique , auront & jouiront réciproquement des mêmes privilèges & libertés dans toutes les Places de la Jurisdiction dudit Royaume.

V. Il est convenu que lorsque les marchandises auront été chargées sur les Vaisseaux ou Bâtimens de l'une des deux Parties contractantes , elles ne pourront plus être assujetties à aucune visite ; toute visite & recherche devant être faite avant le chargement , & les marchandises prohibées devant être arrêtées sur la plage avant de pouvoir être embarquées , à moins qu'on n'ait des indices manifestes ou des preuves de versement frauduleux de la part du Propriétaire du

Navire ou de celui qui en a le commandement ; Dans ce cas seul il en fera responsable & soumis aux Loix du Pays où il se trouve. Dans aucun autre cas , ni les Sujets d'une des Parties contractantes se trouvant avec leurs Navires dans les Ports de l'autre , ni leurs marchandises , ne pourront être arrêtés ou molestés pour cause de contrebande qu'ils auront voulu prendre à leur bord , ni aucune espece d'embargo mis sur leurs Navires , les Sujets ou Citoyens de l'Etat où ces marchandises sont déclarées de contrebande , ou dont la sortie est défendue , & qui néanmoins auront vendu ou voulu vendre & aliéner lesdites marchandises , devant être les seuls qui feront dûment punis pour une pareille contravention.

FAIT à Paris, le trois Avril, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-trois.

Signé GUSTAV. PHILIP. Comte DE CREUTZ.
(L. S.)

B. FRANKLIN.
(L. S.)

F I N.

De l'Imprimerie de PHILIPPE-DENYS PIERRES,
Imprimeur Ordinaire du Roi.

14141
Heartman
July 1925

DB
U58
1783
8

74 FRANKLIN, (Benjamin). Constitutions Des
Treize Etats Unis De L'Amerique. Portrait. 8vo, old calf.
A Philadelphia. Et A Paris, Chez Ph. D. Pierres et
Pissot, 1783

The genuine First Edition of the Constitution of the United States in French. With Woodcut of the Eagle, and Stars and Stripes on the title. Although bearing the name of Philadelphia on the title. The book was printed in France. In March 24, 1783 Benj. Franklin, then in Passy, wrote a letter to Count De Vergennes requesting permission to publish in Paris a translation of the Constitution of the United States, which was granted on April 5, 1783. The translation is attributed to the Duc de la Rochefoucault. For a long account of this book see Livingston, Franklin and the Passy Press. Not mentioned by Ford. Sabin 16118.





